LIVRE BRUN

sur

l'incendie du Reichstag

et

la terreur hitlérienne

“RÉQUISITOIRES”

I

LIVRE BRUN

sur

l’incendie du Reichstag

et

la terreur hitlérienne

publié par
le Comité international d’aide aux victimes
du fascisme hitlérien.
Président : Lord MARLEY

Préface de

Me DE MORO-GIAFFERI

ÉDITIONS DU CARREFOUR
169, Boulevard Saint-Germain, Paris (6e)

INTRODUCTION

... Les correspondances de fantaisie que mes camarades et moi avons reçues ces derniers jours n'ont eu d'autres résultats que de nous faire sourire.

Je ne prendrai même pas la peine de rappeler aux hommes qui invoquent les vertus d'une tradition raciste, que j'ai l'honneur d'appartenir à une race qui venge ces morts.

Je suis de ceux qui, aux heures difficiles, ont proclamé leur admiration pour l'âme allemande et l'éclipse momentanée qu'elle semble subir ne m'a pas fait oublier toutes les raisons que j'ai pu avoir d'éprouver et d'exprimer mon admiration fraternelle pour ce peuple...

Je demande que l'on me comprenne... Qu'un peuple entier soit incliné comme il l'est sous la férule d'un aventurier, c'est un scandale et une tristesse que déjà nous avons eu l'occasion de proclamer souvent : j'ai ce soir une autre préoccupation.

Si le drame judiciaire qui va se jouer à Leipzig avait pour théâtre un autre pays, si la nation la plus amie de la nôtre et le gouvernement le plus fraternel connaissaient ce péril d'un défi à la justice : je tiendrais le même langage... je m'adresse maintenant avec simplicité à tous ceux qui peuvent m'entendre, à tous ceux dont le commentaire peut demain avoir une répercussion sur le sort des accusés de Leipzig, à ceux qui ont paru nous comprendre comme à ceux qui nous ont méconnus, espérant encore qu'ils voudront reconnaitre la pureté de nos inspirations.

Quand on est venu m'apporter ce que l'on avait pu recueillir du dossier de l'incendie du Reichstag, j'ai fait un effort sur moi-même, j'ai voulu oublier le cadre, j'ai voulu oublier le lieu, j'ai voulu combiner les opinions et les doctrines des uns et des autres et je suis arrivé à cette conviction que je vous apporte :

Les quatre hommes qui vont être jugés à Leipzig avec l'incendiaire van der Lubbe, sont des innocents que l'on veut pousser au supplice dans un but de propagande politique.

... Aujourd'hui, si je m'en rapporte aux lambeaux que difficilement j'ai pu obtenir de l'acte d'accusation, je peux conclure qu'il n'est pas

vrai que van der Lubbe ait déclaré qu'il avait agi pour le compte d'une organisation politique quelconque.

... Il ne suffisait pas d'accuser un isolé pour le crime de son opinion, il fallait encore pouvoir compromettre le parti communiste allemand tout entier, et en particulier ses chefs, et on annonça que deux députés communistes : Torgler, chef de la fraction du Reichstag, et Koenen, directeur de la propagande du parti, avaient été vus sortant du Reichstag à 10 heures du soir le 27 février.

C'est à cause de ces deux précisions qu'est née la légende et c'est uniquement en se basant sur l'existence d'une carte d'adhérent, (circonstance reconnue fausse) et sur l'affirmation que le soir du sinistre on avait vu sortir Torgler et Koenen à 10 heures, que furent rédigés les décrets assassins du 28 février, c'est-à-dire du lendemain.

A l'origine : deux mensonges,....

Je veux que vous soyiez informés, mais ce n'est pas uniquement à cette salle que je m'adresse, je sais que nous sommes écoutés, je parle devant la presse de l'univers, j'invoque la conscience universelle et je m'arrête sur ce point qui maintenant ne peut plus être contesté : le régime de terreur installé en Allemagne par Hitler et Göring dans la nuit du 27 au 28 février 1933, d'après leurs propres déclarations a eu pour raison d'être les faits qu'aujourd'hui on est obligé de déclarer faux...

Je ne veux pas faire ici seulement œuvre d'avocat, c'est-à-dire retenir la valeur des preuves, les discuter ; jai le sentiment profond qu'il ne suffit pas ici de défendre, mais qu'au nom de la vérité et de la justice il nous faut accuser les auteurs de cette machination...

Je me suis posé une question, voyez-vous j'ai le souvenir de certains documents que nous avons connus dans d'autres affaires : des photographies astucieusement prises, et montrant en compagnie l'un avec l'autre, deux hommes qui ne se connaissaient pas ; c'est l'enfance de l'art. Rien n'est facile pour les policiers comme de mettre, dans la rue ou dans un lieu public, un honnête homme au contact d'un coquin : on fait une photographie, des témoignages viendront, et vous imaginez quelle conclusion facile on pourra en tirer....

Mes confrères allemands, je souhaite que vous entendiez ma voix, je vous plains d'exercer un métier qui réclame l'indépendance et la noblesse dans un régime de terreur, le devoir ne vous est pas facile : la porte de l'héroïsme vous est ouverte, aurez-vous le courage de la forcer ?....

Écoutez-moi, vous qui portez la même robe que moi. Notre métier est le dernier des métiers, nous devons en rougir devant le charlatan qui vend son laurier, lorsque nous avons peur, lorsque derrière la robe noire, symbole de notre courage et de notre liberté, ne bat pas un cœur capable de braver la mort.

Écoutez-moi, avocats de Leipzig, si vous n'êtes pas des lâches. Et je vous dis en face, non pas seulement dans l'atmosphère d'une réunion publique, mais homme parlant à des hommes, prêt à vous prouver,

ici, là-bas, partout : vous êtes des lâches si vous ne posez pas devant la justice de Leipzig la question qui s'impose.

... Il n'y a pas un tribunal au monde, il n'y a pas une justice, même la plus rigoureuse, même la plus hostile aux sentiments de la personne des accusés, qui voudrait retenir un instant cette fable de preuves dérisoires. Oui, mais, il faut sauver la face : derrière les accusés qu'on a résolu de perdre, il faut sauver celui qu'accuse déjà la conscience de tous les honnêtes gens : Göring...

Quel était, à Berlin, le 27 février au soir, l'homme qui détenait les clefs du Reichstag ?

Quel était l'homme qui en commandait la police ?

Quel était l'homme qui pouvait en activer ou en arrêter la surveillance ?

Quel était l'homme qui détenait la clef du souterrain par lequel on semble avoir pénétré ?

Cet homme, c'était à la fois le Ministre de l'Intérieur de Prusse et le président du Reichstag : c'était Göring...

Nous sommes à la fin de février 1933, il y a de nouvelles élections le 5 mars : il faut émouvoir l'opinion publique allemande, il faut en particulier faire des recrues parmi cette population paysanne, qui, aux élections de novembre, semblait rétive et pour qui le crime de l'incendiaire constitue, à juste titre d'ailleurs, le plus grave et le plus abominable des forfaits. Et alors tout se prépare.

Extraits de la plaidorie prononcée
le 11 septembre 1933 par
Me DE MORO-GIAFFERI

L'ACHEMINEMENT VERS LE POUVOIR

L'ACHEMINEMENT VERS LE POUVOIR

En janvier 1919, le Parti ouvrier allemand est créé à Munich. Adolf Hitler, alors officier instructeur de la Reichswehr, entre dans ce parti au mois de juillet de la même année. Il est le septième membre de ce qui devint plus tard le parti national-socialiste allemand ouvrier.

Quels sont les fondateurs et les premiers membres du N. S. D. A. P. ? De quelles couches sociales viennent-ils et quels intérêts représentent-ils ? Ce sont avant tout des officiers et des soldats qui sont rentrés déçus de la guerre mondiale. Pendant quatre ans ils ont honnêtement suivi les mots d'ordre chauvins. Ils ont risqué leurs vies pour la formation d'une « Grande Allemagne » puissante. Ils croient en la légende des pacifistes et des socialistes « traîtres à la patrie », désorganisant le front par derrière et provoquant la défaite. Ces combattants sont profondément outrés par la veulerie des classes régnantes. par la trahison et la fuite du Kaiser et des princes destitués sans tambour ni trompette, par la faiblesse des généraux de la Grande Guerre qui n'ont pas abattu d'une main de fer les criminels de novembre et ne les ont pas traduits devant un conseil de guerre.

Ces soldats et officiers déçus au plus haut point ne pouvaient plus s'adapter à la vie civile. Leurs anciens métiers avaient en partie disparu, surtout en ce qui concerne les soldats de carrière et certaines catégories de fonctionnaires. A eux vinrent s'ajouter des aristocrates, des étudiants que la guerre avaient enlevés à leurs études, des petits bourgeois déclassés et radicalisés, des membres des classes moyennes qui commençaient à perdre pied. Tous ces éléments qui étaient alors groupés dans les nombreuses troupes de volontaires, dans la garde civile, dans le Casque d'acier (Union des soldats du front fondée en 1919) et dans la brigade Ehrhardt formèrent également les premiers cadres de l'Association ouvrière allemande nationale socialiste (c'est ainsi que le parti se nommait officiellement au début).

La N. S. D. A. P. resta un groupe sans importance pendant les deux premières années qui suivirent sa fondation. La Révolution de 18/19 avait été vaincue, la chute du système capitaliste et l'instauration du socialisme avaient été empêchées. Le social-démocrate Friedrich Ebert

devint le premier président du Reich de la République de Weimar. Le pouvoir des anciennes forces du capital financier se consolide à nouveau. Les chefs des syndicats ont conclu un traité de paix avec les patrons, « la communauté centrale de travail » établie par Stinnes et le président de la commission générale des syndicats, le social-démocrate Karl Legien.

Que pouvait alors offrir Hitler aux groupes dirigeants du capitalisme allemand ? Ils n'avaient *pas encore* besoin du N. S. D. A. P. L'association de Hitler ne pouvait pas encore prendre de l'importance. Luimême demeura jusqu'en avril 1920 à la disposition de la Reichwehr, faisant des conférences politiques à ses soldats. Il fut également chargé par elle d'observer les réunions politiques. Il faisait des rapports et donnait des informations. C'est ainsi qu'Hitler entra en contact avec le Parti ouvrier allemand.

Mais l'importance politique du N. S. D. A. P. augmenta bientôt. La situation politique de l'Allemagne se transformait au fur et à mesure que les effets écrasants du « Diktat » de Versailles et de la guerre perdue se faisaient sentir. Par la perte de régions importantes au point de vue économique, le marché allemand se rétrécit. Les frais de la démobilisation et la transformation de l'industrie de guerre pesèrent lourdement sur le contribuable travailleur. Les cercles du capital monopolisateur allemand s'efforcèrent constamment de faire peser sur les épaules des ouvriers et des classes moyennes le poids des milliards exigés pour les réparations et de toutes les autres pertes.

Cette aggravation du sort des masses trouva son point culminant dans l'inflation qui commença dès 1917, mais qu'elles ne sentirent distinctement qu'en 1921-22. L'inflation aboutit à la catastrophe de l'automne 1923. Elle provoqua une misère encore plus grande des ouvriers et une prolétarisation profonde des classes moyennes. L'inflation a littéralement dépouillé jusqu'au dernier sou des millions de petites gens. Les banquiers et les gros industriels encaissèrent d'énormes bénéfices. L'état leur paya 600 millions de marks or comme indemnité de l'occupation de la Ruhr, alors que la masse de la population ne reçut absolument rien.

Le chaos économique provoque de grands bouleversements politiques. Erzberger et Rathenau, tombent victimes des nationaux-socialistes. On n'a pas oublié les combats de « Spartacus » à Berlin en janvier 1919, le soulèvement dans la Ruhr, lors du putsch de Kapp en mars 1920 et le mouvement ouvrier de mars 1921. Les ouvriers se détachent de la social-démocratie pour aller d'abord vers les socialistes indépendants, et, après la scission de ce parti en 1920, de plus en plus vers le parti communiste. De puissantes démonstrations antifascistes ont lieu. Par de grandes manifestations de masses qui aboutissent au soulèvement de Hambourg en octobre 1923, les ouvriers révolutionnaires combattent contre la dictature « d'Ebert » et des généraux de la Reichswehr.

LES VINGT-CINQ POINTS. LE PROGRAMME DU N. S. D. A. P.

C'est à cette époque que le N. S. D. A. P. en janvier 1920 Hitler lui-même présente à Munich dans une assemblée les 25 points, le programme du parti. Il contient un mélange de phrases et de revendications qui se contredisent en partie. Les nazis n'en ont jamais tenu compte dans leur action politique. Qu'importait à Hitler et à ses lieutenants que le programme se terminât par ces mots grandiloquents :

« Les chefs du parti promettent de combattre pour l'exécution du programme jusqu'au sacrifice de leurs vies. »

Ce ne fut pas la seule promesse que les chefs du N. S. D. A. P. ne tinrent pas. Lors d'une assemblée générale des membres du parti en mai 1926 on décide formellement une fois de plus le maintien du programme. Un des auteurs des 25 points théoricien du N. S. D. A. P. y insiste dans son commentaire du programme avec « une fermeté » et une « précision inébranlable ».

Ces grandes décisions n'empêchent pas la direction du N. S. D. A. P., déjà prête à toutes les compromissions, d'agir constamment contre son propre « programme ». La tromperie commence dès les deux premiers points : union de tous les Allemands en une Grande Allemagne sur la base du droit d'auto-disposition des peuples (1) et égalité des droits du peuple allemand par rapport aux autres nations, annulation des traités de paix de Versailles et de Saint-Germain (2). Aucune de ces deux revendications n'ont pu empêcher Hitler aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir de conclure des compromis avec les signataires du traité de Versailles et de négocier par ses délégués avec le S. D. N., la France, la Pologne, l'Angleterre et l'Italie. Il n'a pas été embarrassé pour trahir le Tyrol du Sud en le vendant à Mussolini.

Dans la première édition du Commentaire on pouvait encore lire : « Nous ne renonçons à aucun allemand d'Alsace-Lorraine, du Tyrol, de Pologne, d'Autriche, colonie de la S. D. N. et des États successeurs de l'ancienne Autriche ». *Dans les éditions suivantes les mots « du Tyrol » sont supprimés.*

Les autres points du programme ont été arrangés de la même manière, surtout en ce qui concerne les revendications économiques et sociales : « suppression du revenu acquis sans travail et sans peine », annulation de l'esclavage de l'intérêt (11). Rétrocession entière des bénéfices de guerre (12). Annulation de toutes les entreprises anonymes (trusts) (13). Participation aux bénéfices des grandes entreprises (14). Développement considérable de l'assistance aux vieillards (15). Création et conservation d'une classe moyenne saine, remise aux communes des grands magasins et location de ceux-ci à bas prix aux petits commerçants, préférence donnée aux petits commerçants lors des commandes de l'État, des « pays » et des communes (16). Réforme agraire adaptée

aux besoins nationaux, lois pour l'expropriation sans indemnité pour des buts sociaux, annulation de la rente foncière, interdiction de toute spéculation sur les terres (17).

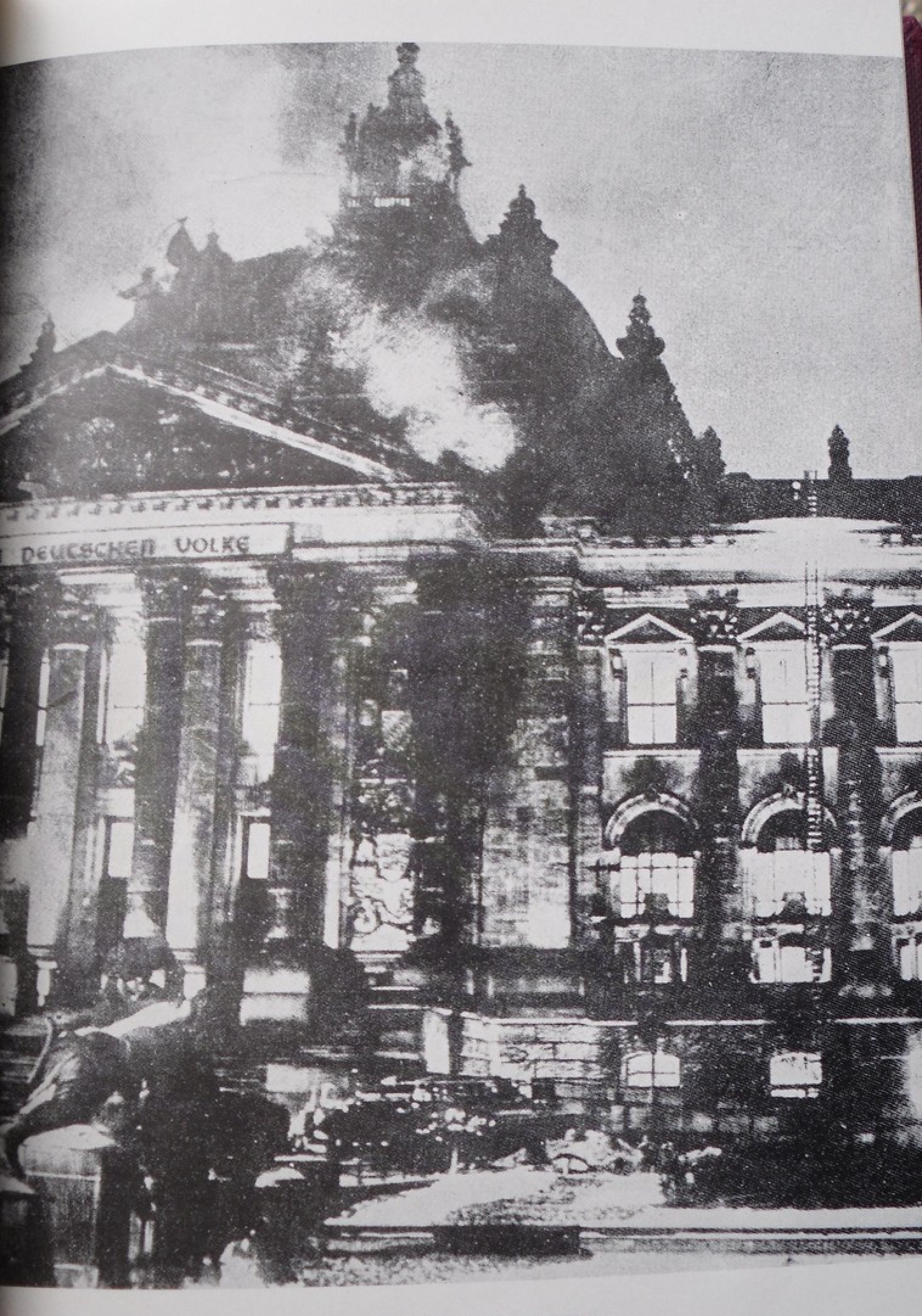
Il est inutile d'insister davantage sur chaque point du programme. Plusieurs points seront traités à part dans les chapitres suivants du livre, notamment ceux qui concernent les juifs.

Il ne s'agit ici que d'esquisser le principe du programme national-socialiste et de dévoiler l'absence de scrupules des dirigeants du N. S. D. A. P. qui le falsifient et le trahissent. Les revendications sont d'essence petites bourgeoises — réactionnaires — comme c'est indiqué dans le point 16 (Création et conservation d'une classe moyenne). Là aussi on trouve demi-mesures et contradictions qui sont les caractéristiques du programme entier. Car comment est-il possible de conserver la classe moyenne lorsque la cause de sa prolétarisation, de sa disparition, c'est-à-dire le système économique capitaliste, est par principe acceptée par le N. S. D. A. P. De même pour le point 17 qui doit former la base de sa politique agraire : comment Hitler veut-il sauver le paysan en restant attaché aux principes de la propriété privée sans qu'il puisse être question de l'expropriation sans indemnité de la grande propriété au bénéfice du petit paysan pauvre ? En avril 1928, Hitler a une fois encore insisté sur le fait que le N. S. D. A. P. était fermement résolu à défendre la propriété privée des moyens de production. Dans une déclaration concernant le point 17 du programme, il démontra que le passage sur « l'expropriation sans indemnité » ne concernait que la création de possibilités légales d'exproprier (si c'était nécessaire), les terres acquises malhonnêtement ou qui n'étaient pas gérées selon les besoins de l'intérêt public. Ce passage est par conséquent dirigé en premier lieu contre les sociétés juives de spéculation sur les biens fonciers.

Donc contradictions et compromis sur toute la ligne. Mais nous trouvons aussi dans le programme économique et social du N. S. D. A. P tout un vieux stock de formules des partis bourgeois libéraux et de la ... constitution de Weimar. Ainsi le point 13 « nationalisation des trusts » est intégralement volé au parti démocrate allemand. D'autres points ne figurent là que comme les promesses jamais réalisées de la constitution de Weimar : point 15, développement de l'assistance aux vieillards — 20, voie ouverte aux hommes de valeur — 21, amélioration de la santé publique, protection de la mère et de l'enfant — 24, l'intérêt public avant l'intérêt privé (Voir article 156 de la constitution).

LE PREMIER DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT NATIONAL-SOCIALISTE

C'est armé de ce programme et surtout de l'agitation contre Versailles que Hitler parut dans les premières réunions importantes. Les masses petites bourgeoises que l'inflation mettait en effervescence



LE REICHSTAG EN FEU

LA SALLE DES SÉANCES DU REICHSTAG

LA MEME SALLE APRES L'INCENDIE

grossissaient chaque jour davantage le nombre des auditeurs. Il n'y a aucun doute que ces masses n'étaient pas seulement touchées par des souffrances matérielles, par les réparations, la dévaluation de la monnaie et l'occupation de la Ruhr, mais que le sentiment national blessé par le « Diktat » de Versailles et par la présence des troupes françaises en territoire allemand a joué un rôle prépondérant.

En 1921, peu après les négociations pour les réparations, a lieu la première démonstration monstre au cirque Krone. Thème : « Avenir ou disparition ». Le N. S. D. A. P. imite les méthodes d'agitation des ouvriers révolutionnaires. Il fait afficher des placards rouge vif portant ce texte démagogique :

« Lorsque 60 millions d'hommes et de femmes, du vieillard à l'enfant déclarent unanimement, nous ne voulons pas, la volonté de ces millions doit pour le moins obtenir le respect qu'on refuse à celui qui embrasse ce fouet. Nous sommes des hommes et non des chiens. Les 60.000.000 doivent faire clairement comprendre au gouvernement du Reich que tous ceux qui négocient tombent. »

La réunion du cirque fut un succès pour Hitler, avant tout contre tous les autres partis et associations bourgeois-nationaux qui opéraient encore avec les méthodes d'avant-guerre. Ils avaient souri lorsque le « jeune homme » leur avait proposé l'organisation immédiate d'une grande démonstration contre la politique de réalisation du gouvernement du Reich et plus encore lorsqu'après leurs hésitations et leur refus il entreprit cette tâche seul avec son groupe encore faible. Le programme de ces partis réactionnaires de la grande bourgeoisie et des junkers n'était pas capable de leur assurer parmi les couches petites bourgeoises la position que les nationaux-socialistes plus tard surent se créer avec leurs 25 points et leurs méthodes d'agitation sans scrupules. L'échec du putsch Kapp en mars 1920 l'avait déjà prouvé.

Sans contact avec les classes moyennes mécontentes, s'appuyant uniquement sur les gros propriétaires fonciers, sur une partie de la Reichswehr et de la haute bureaucratie ainsi que sur quelques corps de volontaires et de gardes civiles, cet essai de restauration de l'aile droite de la bourgeoisie fut arrêté en vingt-quatre heures par les ouvriers allemands.

Le Casque d'acier n'avait pu étendre son influence au delà des limites étroites de certaines parties de la jeunesse paysanne et bourgeoise et des ouvriers rétrogrades (membres des syndicats jaunes, des associations d'artisans, d'ouvriers agricoles). Par contre le N. S. D. A. P. avec son semblant de lutte contre le « capital judéo-international de la Banque et de la Bourse », avec son mot d'ordre de la « communauté du peuple » dans laquelle toutes les classes pourraient vivre en paix sous la protection d'un état fort, put pénétrer profondément dans les couches de la petite bourgeoisie.

L'influence des nationaux-socialistes s'accroît. En 1921, le nombre de ses adhérents double : de 3.000 il monte à 6.000. Son rayon d'action

se limitait à ce moment à la Bavière. En Allemagne du Nord, le mouvement raciste dirigé par Graefe, Wulle, Hemming et le comte Reventlow est beaucoup plus important.

Deux années après la fin de la guerre se tiennent les premiers congrès du parti. En 1920 a lieu à Salzbourg une session où les chefs des mouvements nationaux-socialistes autrichiens et allemands tiennent une réunion commune. Dans les pays de l'ancienne Autriche le mouvement était beaucoup plus vieux. En 1904 il existait déjà un « Parti ouvrier allemand » qui, au congrès de Vienne en 1918, changea son nom en celui de « Parti national-socialiste d'Autriche ». Les débuts du national-socialisme remontent donc au début du siècle. Il se développa en Autriche, avant tout en Bohême où la question nationale jouait un rôle prépondérant. Hitler qui est autrichien y a puisé beaucoup de choses. A Salzbourg un essai d'entente avec Jung, dirigeant du parti bohémien, échoua.

Le prochain congrès se tint en 1921 à Reichenhall en commun avec les associations russes, ukraniennes et de gardes blancs. Le sinistre Hetman Skoropadsky figurait parmi les orateurs. Avec Alfred Rosenberg, un balte qui devint plus tard rédacteur en chef du *Volkischer Beobachter* et fut chargé par le N. S. D. A. P. de la politique extérieure, les gardes blancs développèrent leurs plans d'intervention contre le jeune état soviétique qui venait de chasser les dernières troupes étrangères de son territoire. Dès cette époque, Rosenberg entra en relation avec Deterding et l'industriel allemand Rechberg, les ennemis furieux de l'U. R. S. S. Il écrit dans le *Volkischer Beobachter* son premier article anti-bolchevique et pro-polonais.

En janvier 1922 a lieu à Munich le premier congrès officiel du N. S. D. A. P., au cours duquel Hitler dans une déclaration attaque les anciens co-fondateurs, entre autres Anton Drexler et Körner qui ne pouvaient et ne voulaient pas suivre les nouvelles méthodes sans scrupules de Hitler.

Depuis longtemps des officiers supérieurs de la Reichswehr à Munich aidaient le mouvement. Parmi eux se trouvaient d'anciens camarades d'Hitler des années 1919-20. Grâce à leur appui il avait créé à côté de l'organisation spéciale du parti et de l'appareil de presse et de propagande, une troisième organisation qui déjà, dans les premières années de développement, lui était un excellent moyen de combat : les troupes d'assaut (S. A.). Elles constituent la troupe terroriste du N. S. D. A. P. et dépendent directement de la direction politique.

QUI FINANÇA HITLER ?

Des capitalistes, surtout en Allemagne du Sud, commencèrent à s'intéresser à Hitler et au N. S. D. A. P., dans le but de les mettre au service de leur politique réactionnaire. Ils devinèrent la valeur du mouvement national-socialiste pour le combat contre les ouvriers.

Ils étaient prêts à aider le N. S. D. A. P. et surtout à le soutenir financièrement.

Plus tard en 1924, lors du procès Hitler-Ludendorff, il fut établi qu'Hitler avait reçu pour le parti des sommes importantes du Directeur de l'Union des industriels, le conseiller intime Aust, du président de syndicat, Dr Kuhlo, du propriétaire de la manufacture de pianos Bechstein, du grand industriel Maffei, des fabricants Homschuch et Grandel. Hitler fit également des conférences sur « ses débuts » dans les clubs de banquiers, de propriétaires fonciers et de gros industriels. Il acceptait alors des dons en argent pour la presse nationale-socialiste et ses autres entreprises. Il reçut également des subventions de l'industriel berlinois bien connu Borsig. Un agent de Hitler en Suisse, le Dr Gausser, lui aurait procuré l'aide de Henry Ford et des subsides financiers de capitalistes français qui spéculaient alors sur un séparatisme bavarois.

On ne connaîtra exactement les mystérieuses sources financières du « chef ouvrier » Hitler, que lorsqu'on mettra à jour les archives dans une prochaine Allemagne socialiste. Mais la preuve politique existe dès aujourd'hui. Toute la politique du N. S. D. A. P. qui lui valut par la suite des déclarations de sympathie des cercles de grands capitalistes (Thyssen, Schacht, etc.) confirme le grand intérêt que les classes régnantes portaient à son développement. Les dettes de Hitler, les énormes dépenses pour la propagande et l'entretien des S. A. ont joué un certain rôle en 1923 et l'ont incité à son coup de force.

LE PUTSCH DU 9 NOVEMBRE 1923

Le point culminant et la fin de la première période d'ascension du N. S. D. A. P. sont marqués par le putsch de Munich du 9 novembre 1923. Au cours de 1923 Hitler avait sans cesse incité à l'action ses alliés du gouvernement bavarois et de la Reichswehr. Dans les premiers jours de novembre il mobilise les associations de combat et, dans une grande assemblée des associations patriotiques de Munich au « Burgerbraukeller », il met devant un fait accompli le commissaire d'état-major bavarois von Kahr, l'hésitant général Ludendorff et le général von Lossow, commandant de la Reichswehr bavaroise. A l'étonnement de la plupart des assistants Hitler proclame la « République nationale ». Il destitue Ebert, « se nomme » chancelier d'empire, Kahr devient régent ; le préfet de police de Munich Pöhner est nommé président du conseil et Ludendorff président de la Reichswehr. Le président du conseil bavarois von Kinlling, les ministres Güntner, Schweyer, Wutzelhofer et le général von Lossow sont arrêtés, puis relâchés par Ludendorff sur parole quelques heures plus tard. Kahr accepte au début les propositions de Hitler. mais dans la nuit il se rend en compagnie de Lossow et du colonel Seisser à la caserne du 19e régiment d'infanterie. Par T. S. F. ils disent tous trois qu'ils désavouent le putsch de Hitler. Kahr déclare nulle son approbation

du putsch qui lui aurait été arrachée par la force des armes au Bürgerbrau. A trois heures du matin, Kahr rédige une seconde déclaration dans laquelle il est dit que des gaillards orgueilleux ont rompu leurs engagements, qu'à l'occasion d'une manifestation du réveil de l'Allemagne ils ont commis au mépris de l'honneur une immonde forfaiture, et que les déclarations arrachées sous la menace du revolver à Kahr, Lossow et Seisser sont nulles et non avenues. Le parti ouvrier national socialiste allemand ainsi que les associations « Obertand et Reichsflagge » sont déclarés dissouts.

Hitler et Ludendorff essayent un coup de force désespéré. Bien que quelques mois avant Hitler ait donné sa parole d'honneur au Ministre de l'Intérieur Schweyer de ne rien entreprendre, ils marchent avec les associations de combat à travers les rues. La Reichswehr reste neutre. Elle ne tire pas. La police bavaroise attend l'arrivée d'Hitler à la « Feldherrnhalle ». Elle tire. Les hitlériens ont quinze des leurs morts. Hitler lui-même est en fuite et quelques jours après, avant d'avoir pu franchir la frontière on l'arrête dans la luxueuse villa d'une princesse. Göring s'enfuit en Italie. Ludendorff n'est pas arrêté.

Le procès contre les auteurs du putsch du 9 novembre a lieu au printemps 1924. Les condamnations prononcées sont très douces : Hitler à 5 ans de forteresse (dont une partie avec sursis). En décembre 1924 il est libéré de la forteresse de Landsberg. Röhm, Frick et Brückner n'ont que trois mois de la même peine. Ludendorff est acquitté. La justice allemande réactionnaire sait ce qu'elle doit au « révolutionnaire » Hitler.

LE N. S. D. A. P. DISPARAIT DE LA SCÈNE

L'échec du putsch termine la période des « coups de force » du mouvement hitlérien. On renonce aux plans illégaux ou semi-légaux de renversement violent du « Gouvernement juif de Berlin ». Cette période prend fin en même temps que décroît l'effervescence des masses petites bourgeoises, et que l'Allemagne retrouve une stabilité économique relative. Le N. S. D. A. P. connaît une époque de recul profond et disparaît complètement de la scène politique. De 1,9 million de voix (32 mandats au Reichstag) obtenues en mai 1924 avec le « Völkische Partei », il passe en décembre de la même année à 840.000 voix (14 mandats). Aux mêmes élections les nationaux allemands comptent plus de 100 mandats et les social-démocrates 120.

Pendant l'été de 1925 les puissances capitalistes continuent à reprendre les concessions faites au prolétariat en 1918. Au mois de janvier 1925 le gouvernement réactionnaire de concentration bourgeoise se constitue sous la direction des nationaux-allemands. Trois mois plus tard le maréchal von Hindenburg est porté par les voix de l'Union des droites à la succession de Ebert. Les nationaux-socialistes qui au premier tour avaient soutenu la candidature impossible de

Ludendorff ont voté au deuxième tour pour Hindenburg. Signe caractéristique de la transformation du mouvement national-socialiste.

LE N. S. D. A. P. POUR LES PRINCES

L'année 1926, à l'occasion du référendum sur l'expropriation des princes, trouve le N. S. D. A. P. dans le chœur de tous les partis bourgeois, des nationaux allemands au Centre et aux démocrates, qui crient : L'expropriation des princes, c'est le vol de biens honnêtement acquis. Cette position du N. S. D. A. P. se maintint par la suite. Lors d'un dépôt d'un projet de loi par les communistes sur l'expropriation sans indemnité des biens princiers et le non-paiement des millions de rente à l'ex-kaiser et aux anciens seigneurs, il déclara par la voix du chef de fraction au Landtag de Prusse.

« Nous votons contre cette proposition par esprit de justice (!) Le socialisme allemand a également le droit de reconnaître les Hohenzollern. »

Les anciens princes et seigneurs — nous parlons entre autres du prince August Wilhelm de Prusse, du duc Karl-Eduard de Saxe-Cobourg-Gotha qui, en 1933 a été nommé par Göring préfet de Hesse-Nassau, du prince Christian de Schamburg-Lippe (récemment le Kronprintz lui aussi s'est converti au national-socialisme en entrant dans le corps d'automobilistes) — se sont montrés reconnaissants de cette attitude du N. S. D. A. P. en mettant à sa disposition une partie des millions reçus du peuple allemand à titre de dédommagement. Les nationaux-socialistes n'ont jamais pu nier qu'ils avaient reçu du Kaiser des sommes destinées à financer les S. A.

Par sa nouvelle politique d'assimilation aux partis bourgeois, Hitler cherche à regagner la confiance des bourgeois qu'il avait perdue par son putsch. Il affirme sa position légale, parce qu'il reconnaît que ce moyen seul lui permettra de conserver la faveur et le soutien des classes régnantes. De nouveau Hitler fait des conférences dans les clubs des industriels afin de convaincre les magnats que ses « idées » ne sont pas dangereuses, de leur démontrer qu'ils se trouveraient bien plus à leur aise sous son régime que sous celui des social-démocrates « traîtres à la patrie ». Le Führer ne se limite plus à présent à l'Allemagne du Sud. Il va visiter dans leurs fiefs les seigneurs de la Ruhr. En 1926 il parle deux fois dans des réunions privées à Essen et à Königswinter. Au mois d'avril, il parle dans la salle Krupp à Essen. La « Rheinisch-Westfälische-Zeitung », l'organe de l'industrie lourde, note les applaudissements des industriels aux déclarations d'Hitler.

STRASSER ET GŒBBELS « FONT » DANS LE SOCIALISME

En même temps — et ceci est typique du double caractère, à la fois démagogique et sans scrupule, de la propagande nationale-socialiste —

Gregor Strasser, un des paladins d'Hitler, parcourt toute l'Allemagne du Nord et de l'Est et y répand les mots d'ordre socialistes de la « Révolution allemande ». A cette époque apparaît également Joseph Goebbels, un jeune littérateur catholique de Rhénanie. En octobre 1925, Strasser avait créé les « Lettres nationales-socialistes » qui sont devenues pour ainsi dire l'organe théorique de l'aile gauche du N. S. D. A. P. Goebbels après avoir été rédacteur à ce journal devint chef de la région de Berlin, où le mouvement n'a pas encore bien pu prendre pied. Dès juillet 1927 il fait paraître un organe hebdomadaire *Der Angriff* dont le sous-titre dit : « Pour les opprimés, contre les exploiteurs ». Gregor Strasser et son frère Otto fondent les « Éditions de Combat ». Ils éditent trois journaux : *Le Socialiste National* (N. S.) à Berlin, le *Markischen Beobachter*, pour la province de Brandebourg et le *Sächsischen Beobachter*. C'étaient alors les trois seuls journaux quotidiens national-socialistes de l'Allemagne du nord et du centre. Il ne fait aucun doute que Gregor Strasser a essayé de faire de la concurrence au Führer en Allemagne du Nord, il avait alors quelques différends avec Hitler à l'autorité duquel il se soumit plus tard (en réalité il chercha à plusieurs reprises à faire sa propre politique, et en décembre 1932, comme il s'était trop rapproché du général von Schleicher, Hitler le destitua de toutes ses fonctions et Gregor Strasser disparut pour l'instant dans l'oubli politique).

Toutes les publications des « Éditions de Combat » ont un ton « radical ». Leurs lecteurs doivent avoir l'impression que c'est l'ami des ouvriers et même le « combattant de classe » qui leur parle. « Le parti national-socialiste est le parti de classe (!) du travail producteur », peut-on lire dans une brochure : « Le socialisme national ou international. » L'auteur de cette brochure est Jung, chef du N. S. D. A. P. des états du Sud. Le mot d'ordre de Gregor Strasser est « La liberté et du pain » et « le marteau et l'épée » sont les marques de fabrique de ses éditoriaux.

Goebbels parle la même langue dans sa brochure : « Le nazi-Sozi. Questions et réponses d'un national-socialiste ».

« Il n'y a rien de plus menteur qu'un gros bourgeois bien nourri qui proteste contre l'idée prolétarienne de la lutte de classes. L'État bourgeois n'a-t-il pas été pendant 60 ans l'État de classe organisé qui a fait naître comme conséquence historique nécessaire l'idée prolétarienne de la lutte de classes... Oui, nous nous nommons nous-mêmes un État de travailleurs. C'est le premier pas. Le premier pas qui nous sépare de l'État bourgeois. Nous nous nommons Parti des travailleurs parce que nous voulons rendre libre le travail, parce que pour nous, le travail signifie plus que la possession, l'instruction, le niveau et l'origine bourgeoise... Nous sommes socialistes, en protestation du mensonge de la pitié sociale bourgeoise. Nous ne voulons pas de pitié, nous ne voulons pas de bonnes intentions sociales. Ce n'est pas suffisant pour vivre et c'est trop pour mourir... Nous voulons toute notre part de ce que le Ciel nous a donné et de ce que le travail de nos bras et de nos cerveaux a créé... Nous protestons contre l'idée de la lutte de classes. Tout notre mouvement est une seule et grandiose protestation contre la lutte des classes... Mais nous appelons les choses par leurs noms : S'il existe à gauche 17 millions de

prolétaires qui ne voient leur salut que dans la lutte de classes, et cela uniquement parce que la droite pendant 60 ans la leur a inculquée par ses pratiques, comment pouvons-nous justifier nos attaques contre l'idée de la lutte de classes, si auparavant l'état de classe bourgeois n'est pas entièrement anéanti et remplacé par une organisation socialiste de la communauté allemande. »

Cela a été écrit il n'y a pas très longtemps par le futur ministre de l'éducation nationale et de la propagande du Reich. C'est un langage différent de celui que tient le programme des vingt-cinq points où le mot socialisme n'est pas prononcé. Il suffit de comparer le point 25 aux revendications de Goebbels concernant l'anéantissement (!) de l'état de classe bourgeois.

« Pour l'exécution de ce programme nous vous demandons : la création d'un fort pouvoir central du Reich. L'autorité absolue d'un Parlement politique central à travers tout le Reich et ses organismes en général. La création de chambres des corporations et des métiers pour l'exécution des lois dans les différents États. »

Comparé à la conception de Goebbels le programme d'Hitler de 1920 apparaît terne, conventionnel, petit bourgeois, libéral. L'appel de Geobbels contre le gros bourgeois bien nourri présente un caractère fasciste bien plus raffiné, mieux adapté à l'Allemagne industrialisée, surtout pour Berlin, que les vingt-cinq points de Hitler.

NOUVELLE DÉFAITE : 1928

Pas plus Hitler avec ses conférences aux « bourgeois bien nourris » de la Rhénanie et de la Ruhr que Strasser et Goebbels ne réussirent alors à augmenter l'influence du N. S. D. A. P. dans les masses. Il est vrai qu'on peut constater à cette époque une certaine consolidation du Parti : le nombre d'adhérents passe de 17.000 (1926) à 40.000 (1927). Deux congrès sont tenus, en 1926 à Weimar, en 1927 à Nuremberg. Les S. A. sont à nouveau créées. On libère le parti d'une série de fous que leurs bonnes intentions rend d'autant plus dangereux : on chasse entre autres le spécialiste des questions raciales Dinter. Puis pour rendre le parti plus accessible aux gens de bonnes manières on exclut l'assassin de la Ste Vehme Heines dont les crimes sanglants et lâches n'empêcheront pas Hitler de le reprendre plus tard et de le nommer préfet de police de Breslau et chef des S. A. de toute l'Allemagne du Nord et de l'Est. En 1928, au mois de mai, le S. N. D. A. P. subit une grave défaite électorale. Il n'obtient plus que douze mandats. La situation objective favorable à l'élargissement du mouvement fasciste n'était pas encore mûre. Les années 1924 et 1927 avaient amené une certaine reprise de la vie économique qui apporta quelques soulagements à la petite bourgeoisie ainsi qu'à certaines catégories d'ouvriers.

L'apparence de prospérité s'évanouissait. L'Allemagne est le premier pays européen qui soit touché par la crise. La production recule. Le chômage augmente. L'hiver 1930 voit déjà plus de 3.000.000 de chômeurs. Les chefs d'entreprises commencent leur grande offensive pour la baisse constante des salaires. D'après les calculs de la « Finanzpolitische Korrespondanz » de Berlin, les salaires hebdomadaires moyens des ouvriers de l'industrie étaient pendant l'été 1929 de 44,60 marks, en mars 1930 ils atteignaient 39,05 marks. La moyenne annuelle des salaires hebdomadaires qui en 1928 et 1929 était de 42,45 marks s'abaissa en 1930 à 37 marks et en 1931 à 30 marks..

Comparés à ceux de 1928 /29 les salaires moyens avaient été diminués sous le gouvernement Papen-Schleicher de plus de la moitié. En août 1932 ils n'étaient plus que de 20,80 marks et depuis ils ont encore été réduits. D'après les calculs de l'organe cité *la somme totale reprise aux salaires et traitements des ouvriers et employés allemands de juillet 1929 à juillet 1932, se monte à 38 milliards de marks.*

Parallèlement à la baisse des salaires, le chômage s'accroît. Pendant l'hiver de 1931 /32 le nombre des chômeurs dépasse officiellement six millions. Mais « l'office pour la recherche de la conjoncture » constate que ces chiffres ne comprennent que les chômeurs qui sont inscrits aux offices de chômage. Mais il existe à côté un chômage invisible. Il put être établi sans difficulté par la comparaison avec la statistique des caisses de maladies qui comprend tous les ouvriers ayant du travail. Alors que les chiffres officiels parlaient de six millions de chômeurs pendant l'hiver 1931 /32 et de plus de cinq millions pendant l'été 1932, cet office en annonça pour l'hiver 1931 /32 presque huit millions et pour le troisième trimestre 1932 (la meilleure saison) plus de sept millions. Même ces chiffres ne correspondent pas à la situation réelle. Ils ne comprennent pas les centaines de milliers de vieux chômeurs qui, mendiants et vagabonds, peuplent les rues des villes et cheminent par toutes les routes de l'Allemagne, les enfants abandonnés et les jeunes gens qui, en sortant de l'école, n'ont pas trouvé de travail. De même ils ne tiennent pas compte des centaines de milliers de petits commerçants, de marchands ambulants, autrefois « indépendants », d'intellectuels qui mènent une vie de famine et qui en fait, ne travaillent plus. Le chiffre des chômeurs doit donc être estimé à la fin de 1932 à environ 9 *millions.*

La situation des classes moyennes s'aggravait également de plus en plus. D'après les recherches statistiques de Théodore Geiger, les chômeurs se répartissent sur les différentes classes de la manière suivante : capitalistes 0,84 %, ancienne classe moyenne (petits propriétaires de moyens de production) 18,33 %, nouvelle classe moyenne (employés, fonctionnaires, etc.) 16,04 % ; « prolétaroïdes » (journaliers à leur compte, petits marchands, etc.) 13,76 %, prolétariat, 51,03 %.

Quoique le pourcentage du prolétariat ait été calculé trop largement, cette répartition correspond à peu près à la réalité.

La crise prolétarise des couches de plus en plus larges de la classe moyenne. Le nombre des faillites augmente. Les liquidations forcées sont à l'ordre du jour. La petite bourgeoisie des villes et les petits paysans sont durement éprouvés. Mais la crise touche également des cercles qui jusqu'à présent avaient été épargnés et dont la situation s'était consolidée pendant l'ère de la stabilité relative. Le chômage atteint maintenant également les couches favorisées des travailleurs intellectuels. Le standard de vie des instituteurs, ingénieurs, médecins, avocats, écrivains, artistes baisse de plus en plus. Un quart des universitaires reste sans situation. Des 8.000 sortants des écoles techniques supérieures et moyennes (1931/32) 1.000 seulement trouvent à vivre de leur métier ; 1.500 continuent (provisoirement) leurs études grâce aux privations ; 1.500 autres essaient pour un temps de se nourrir en devenants marchands ambulants, garçons de café, plongeurs, danseurs, etc. Les 4.000 qui restent sont sans travail, sur le pavé. D'après une enquête de leur organisation officielle, le Hartmannbund, 70 % des médecins allemands en 1932 gagnaient moins de 170 marks par mois. Des résultats semblables sont fournis par l'Union des avocats allemands. De 22.000 instituteurs ayant terminé leurs études, le Ministre des cultes de Prusse, d'après sa propre déclaration n'a pu en placer que 990 ; encore ceux-ci presque sans exception n'ont été engagés que comme auxiliaires ou remplaçants. Et cela en Prusse seulement. Parmi les ingénieurs et les chimistes, le chômage augmenta du 1er avril 1930 au 1er avril 1932 de 500 %, tandis qu'il n'augmenta que de 150 % parmi les employés de toutes catégories et de 200 % parmi les employés techniques. La situation des universitaires qui avaient trouvé un emploi devenait d'année en année plus mauvaise. Les heures de travail augmentaient, les diminutions de traitements furent appliquées rigoureusement. Les traitements des assistants d'université par exemple étaient en automne 1932 24 % plus bas qu'en 1927. Dans beaucoup d'entreprises on ne travaillait que 3 à 5 jours par semaine.

Une nouvelle vague de radicalisation passe sur les ouvriers. Peu après le succès électoral des social-démocrates en mai 1928, les masses ouvrières recommencent à se tourner vers le parti communiste. Les couches de la petite bourgeoisie jusqu'alors indifférentes se réveillent politiquement pendant la crise. La paysannerie bouge. Des révoltes éclatent en 1929 en Allemagne du Nord. Les paysans chassent les huissiers qui viennent vendre la dernière vache qui reste dans l'étable. Les manifestations ont lieu devant les perceptions. Des rencontres sanglantes se produisent avec la police, puis l'une après l'autre les bombes se mettent à éclater. Dans le Sleswig-Holstein on essaie de faire sauter les préfectures et les autres bâtiments gouvernementaux.

Les gouvernements de concentration bourgeoise sous la présidence de Luther (ambassadeur actuel à Washington) et du chef du centre Marx sont remplacés par une « grande coalition » qui va du parti

populiste de l'industrie lourde à la Social-démocratie. Le chef des social-démocrates Hermann Müller devient chancelier. Avec lui font partie du Ministère trois autres social-démocrates : Severing (Intérieur), Hilferding (Finances, comme en 1923) et Wissel (Travail). Streseman, chef des populistes, est ministre des Affaires étrangères, son camarade de parti le docteur Curtius ministre à l'économie et le démocrate Geissler (aujourd'hui fasciste) ministre de la Reichswehr. Le plan Young est mis sur pied, le délégué principal à la conférence de Paris est le président de la Reichsbank Schacht qui, après avoir été destitué en 1930, a été réintégré en 1933 par Hitler.

L'ÈRE DE BRÜNING

En décembre 1929 survient la chute du Ministre des finances Hilferding, bien qu'il ait par un emprunt libre d'impôts procuré de gros bénéfices aux grandes banques. Il est remplacé par le professeur Moldenhauer, membre du Conseil de surveillance du plus grand trust allemand l'I. G. Farbenindustrie. Quelques mois plus tard, en mars 1930, le cabinet Müller est remplacé par le gouvernement Brüning. Une manœuvre débarasse le gouvernement du Reich des social-démocrates. Le gouvernement Brünin-Groener-Stegerwald n'a pas de majorité au Reichstag. Mais il est soutenu et « toléré » avec empressement par les social-démocrates. En même temps le gouvernement pose des jalons pour incorporer le N. S. D. A. P. Pendant le procès Gereke en 1933 l'ancien Ministre Treviranus a confirmé que Brüning avait alors déjà l'intention de faire appel au N. S. D. A. P. Cela n'empêche pas la sociale-démocratie de présenter aux masses le gouvernement Brüning comme un moindre mal comparé à un Cabinet fasciste du bloc bourgeois. Le gouvernement de Prusse social-démocrate dirigé par Braun-Severing est le soutien le plus sûr de Brüning.

La période « démocratique » prend fin avec les difficultés causées par la crise économique aux capitalistes de la finance, de l'industrie et de l'agriculture. Brüning gouverne avec l'article 48 de la Constitution de Weimar qui précisément supprime en fait la Constitution. Déjà de 1919 à 1923, sous la présidence sociale-démocrate d'Ebert, l'article 48 donna la possibilité d'interdire les grèves dans les entreprises vitales et d'organiser « l'Aide technique », garde de briseurs de grèves, de faire marcher en 1923 la Reichwehr en Saxe et en Thüringe pour rétablir « l'ordre », et d'autoriser le général von Seckt à interdire le parti communiste En 1929, le préfet de police social-démocrate de Berlin Zörgiebel, ancien chef de syndicat, interdit la démonstration du 1er mai des ouvriers berlinois. Il fit intervenir les troupes de la police et ses balles tuèrent trente-trois ouvriers. Quelques jours plus tard Severing interdit l'Association rouge des anciens combattants, l'organisation de défense antifasciste du prolétariat révolutionnaire, cependant qu'en prusse les S. A. pouvaient développer leurs associations de combat.

Brüning élimine le Reichstag, il gouverne par décrets et fait réduire

l'allocation de chômage, les maigres rentes des victimes de la guerre, des vieillards, des veuves et des orphelins. Il octroie aux masses de nouveaux impôts, élève la douane et par conséquent le coût de la vie. Les banques et les trusts industriels reçoivent d'énormes subventions. Les propriétaires fonciers assainissent leur situation sur le dos des travailleurs. Le « Secours aux provinces de l'Est » leur procure des millions. Et les préfets de police dont plus de la moitié sont des social-démocrates interdisent la presse communiste et les manifestations ouvrières.

Par cette politique la social-démocratie n'a pas seulement favorisé le développement des forces réactionnaires et fascistes en Allemagne, mais elle a également fourni aux nationaux-socialistes un prétexte à leur campagne d'excitations contre le système marxiste.

Pendant ce temps commençait la deuxième poussée du mouvement national-socialiste. Le N. S. D. A. P. reste strictement sur le terrain légal. De concert avec Hugenberg, représentant de l'aile réactionnaire de l'industrie lourde et de la grosse propriété foncière, avec le Casque d'acier et les autres organisations nationales, il provoque un référendum contre le plan Young. On « oublie » qu'en 1925 le parti de Hugenberg avait donné l'ordre à la moitié de sa fraction parlementaire d'aider à faire accepter le plan Dawes. L'immense appareil de propagande du concern Hugenberg qui contrôle des centaines de journaux et qui possède une agence télégraphique particulière, la « *Télégraphen Union* » (T. U.), sert maintenant également les nationaux-socialistes. Bien que le référendum ait échoué, les nationaux-socialistes enregistrent quelques succès aux élections au Landtag de Saxe et de Thüringe et aux élections communales de Prusse.

En janvier 1930, Frick devient ministre de l'Intérieur de Thüringe. C'est le premier national-socialiste allemand qui obtienne un portefeuille. La N. S. D. A. P. accepte à cette occasion de faire partie d'une coalition de tous les partis de droite qui s'étend jusqu'aux populistes qui sont en même temps les alliés de la social-démocratie dans le Reich. Il y a un an à peine que Gœbbels déclarait dans le petit A.B.C. du national-socialiste que le parti populiste était le représentant des intérêts du gros capital.

HITLER DÉCOUVRE SON VISAGE

Une partie des socialistes du N. S. D. A. P., dirigée par Otto Strasser qui pense ne pas pouvoir suivre le chemin légal, sort du parti avec le mot d'ordre : « Les socialistes quittent le N. S. D. A. P. ». Strasser venait d'avoir une longue discussion avec Hitler.

« La grande masse des ouvriers, dit Hitler à Strasser, ne demande rien d'autre que du *pain* et des *jeux*. Elle est incapable de comprendre un idéal quel qu'il soit, et nous ne pourrons jamais compter gagner les masses ouvrières. Nous voulons sélectionner une élite nouvelle de

maîtres (!) qui, contrairement à vous, ne soit pas menée par une morale de pitié. »

Strasser à son tour demanda entre autres choses à Hitler « Si vous preniez demain le pouvoir en Allemagne, que feriez-vous après-demain avec la Société Krupp par exemple ? Est-ce que la situation des actionnaires et celle des ouvriers resteraient inchangées, au point de vue de la propriété, du gain et de la direction ? Hitler répondit :

« *Mais naturellement.* Croyez-vous que je sois assez fou pour détruire l'économie. Si les gens n'agissaient pas dans l'intérêt de la nation, l'État seul serait qualifié pour intervenir. Le mot « socialisme » est impropre, mais avant tout il ne signifie pas que les entreprises doivent être « socialisées », mais qu'elles *peuvent* l'être lorsqu'elles travaillent contre la nation. Aussi longtemps qu'elles ne le font pas, ce serait un crime de détruire l'économie... De la même façon que cela se passe chez les fascistes, les chefs d'entreprises et les ouvriers pourront dans notre état national-socialiste vivre côte-à-côte avec les mêmes droits, cependant que l'État fort prendra en cas de heurts les décisions nécessaires et veillera à ce que les luttes économiques ne mettent pas en danger la vie de la nation. »

Hitler, par cette profession de foi en faveur du système capitaliste, se recommanda à nouveau aux couches dirigeantes du capital-financier. Il leur prouva que le programme économique national-socialiste, comme celui des fascistes, ne pouvait que garantir la consolidation du capitalisme. Ces promesses, il les a tenues.

LES ÉLECTIONS DE SEPTEMBRE 1930

Le premier grand succès électoral du N. S. D. A. P. fut remporté lors des élections du Reichstag en septembre 1930. Il réunit 6,4 millions de voix (107 mandats) et devint ainsi le parti les plus fort après la social-démocratie. Les communistes gagnèrent 600.000 voix. Les nationaux allemands perdirent la moitié de leurs sièges, les populistes un quart. Les nationaux-socialistes durent entièrement ce succès à leur effort de propagande en vue de gagner les masses petites bourgeoises radicalisées. Les nazis surent attirer à eux par leur agitation contre Versailles et le plan Young les couches petites bourgeoises accessibles à n'importe quel chauvinisme. A tous ils promirent tout : aux ouvriers des salaires meilleurs, aux patrons des gains plus forts, aux locataires des loyers inférieurs, aux propriétaires des loyers supérieurs, aux paysans des prix plus élevés, aux petits bourgeois la vie meilleur marché. Malgré cela ils enrôlèrent relativement peu d'ouvriers, mais ils réunirent autour d'eux de nombreux électeurs des autres partis bourgeois.

HITLER DOIT-IL DEVENIR CHANCELIER ?

Au mois d'avril 1932, Hindenburg fut réélu président du Reich grâce aux voix des social-démocrates qui avaient répandu ce mot

d'ordre : Celui qui vote pour Hindenburg bat Hitler. En mai les agissements des junkers avaient amené la chute de Brüning. Le gouvernement Papen-Schleicher lui succèda.

Le nouveau gouvernement débuta par une série de mesures dictatoriales. Le 20 juillet Papen fut nommé commissaire du Reich pour la Prusse. Un capitaine et trois hommes de la Reichswehr suffirent pour briser la « résistance » des ministres social-démocrates prussiens. On décrète également, pour peu de temps, l'état de siège sur Berlin et le Brandebourg. Les chefs social-démocrates n'opposent aucune résistance bien qu'ils aient en Prusse et dans de nombreux états le contrôle de toute la police et que les officiers démocrates de la police insistent violemment pour résister par les armes. Les communistes qui appellent les ouvriers à la grève générale sont traités ouvertement par eux de provocateurs. Ils paralysent les forces des ouvriers et abandonnent l'opposition pour garder si possible quelques petits postes. En août, après un nouveau grand succès électoral du N. S. D. A. P. (13 millions et demi de voix, 225 mandats), on parle pour la première fois d'appeler Hitler au poste de chancelier. Hindenburg hésite encore. Mais les voix se font entendre de plus en plus fort en faveur du N. S. D. A. P. Un article sensationnel paraît à cette époque « La reconsolidation sociale du capitalisme », dans une feuille d'informations privée et secrète de l'Union industrielle allemande, les « *Deutsche Führer Briefe* ». Il dévoile très ouvertement les plans des cercles capitalistes dirigeants :

« Le problème de la consolidation du régime bourgeois dans l'Allemagne d'après-guerre est en général déterminé par le fait que la bourgeoisie dirigeante,c'est-à-dire à la tête du système économique, est devenue trop étroite pour porter seule le poids du pouvoir. Si elle ne veut pas se fier à l'arme très dangereuse d'un pouvoir militaire, elle a besoin de s'attacher des couches qui socialement n'ont rien de commun avec elle, mais qui lui rendent l'énorme service d'asseoir sa domination dans le peuple et ainsi d'être en fait le véritable détenteur du pouvoir. Ce détenteur de la puissance bourgeoise dans la première pédiode de l'après-guerre était la social-démocratie. »

(Suit une comparaison entre Hitler et Ebert, puis l'on constate que le national-socialisme doit prendre la place de la social-démocratie et servir de point d'appui dans la masse au pouvoir de la bourgeoisie en Allemagne).

« Pour cette tâche la social-démocratie possédait une qualité qui manque, du moins jusqu'à présent, au national-socialisme... Grâce à son caractère social en tant que parti ouvrier à l'origine, la social-démocratie apporta au système de consolidation d'alors, en plus de sa force d'impulsion politique, l'appui précieux et constant du mouvement ouvrier organisé qu'il enchaîna à l'état bourgeois en paralysant ses énergies révolutionnaires...

« Pendant la première période de consolidation du régime bourgeois après la guerre, la scission du mouvement ouvrier reposait sur quelques avantages acquis sur le terrain social et matériel. La social-démocratie avait ainsi monnayé la vague révolutionnaire.

« Une couche d'ouvriers ayant du travail et solidement organisés était de ce fait favorisée par rapport à la masse fluctuante des chômeurs

et des catégories inférieures de travailleurs. Elle était relativement protégée contre les effets du chômage et de la situation critique de l'économie. C'est à peu près ainsi que se détermine au point de vue économique la frontière politique entre la social démocratie et le communisme.

« Cette opération de « monnayage » de la révolution accomplie par la social-démocratie coïncidait avec le déplacement de la lutte des entreprises et de la rue au Parlement, dans les ministères et les chancelleries. La lutte par « en bas » se transforme en sécurité « par en haut ». La social-démocratie et la bureaucratie syndicale et avec elles la totalité des ouvriers qu'elles entraînaient étaient ainsi rivées à l'état bourgeois et à la participation au pouvoir. Cela dura aussi longtemps qu'il fut possible de défendre de cette manière le moindre avantage et que les ouvriers suivirent leurs chefs.

« Il faut retenir de cette analyse quatre points importants :

1° La politique du moindre mal n'est pas une tactique, mais la substance politique même de la social-démocratie ;

2° Le rattachement de la bureaucratie syndicale à la légalité « par en haut » est plus pressant que le rattachement au marxisme, donc à la social-démocratie ; et cela vaut pour chaque état bourgeois qui veut utiliser ses services ;

3° Le rattachement de la bureaucratie à la social-démocratie dure aussi longtemps que le parlementarisme ;

4° Une constitution sociale et politique libérale du capitalisme monopolisateur nécessite l'existence d'un mécanisme de partage automatique des ouvriers. Un régime bourgeois qui tient à une telle constitution ne doit pas seulement être parlementaire, mais il doit s'appuyer sur la social-démocratie et lui laisser des avantages suffisants. Un régime bourgeois qui anéantit ces avantages doit sacrifier la social-démocratie et le parlementarisme, doit se créer un équivalent de la social-démocratie et transformer sa constitution sociale. La crise économique, ayant anéanti obligatoirement ces avantages, rend périlleuse à l'extrême cette transformation. En effet, avec la disparition de ces avantages, le mécanisme de séparation des ouvriers a cessé de fonctionner, et par conséquent ceux-ci glissent vers le communisme. La puissance bourgeoise approche de la limite où elle se voit obligée de recourir à la dictature militaire... Elle ne pourra éviter ce précipice que si la division des ouvriers et leur attachement à l'état bourgeois est possible d'une manière différente et directe. C'est ici qu'interviennent les possibilités positives et les tâches du national-socialisme.

« Si les nationaux -socialistes réussissaient à incorporer les syndicats dans une constitution sociale liée, comme la social-démocratie a réussi à à le faire dans une constitution sociale libérale, le national-socialisme détiendrait une fonction indispensable à la puissance bourgeoise future, et trouverait nécessairement sa place organique dans le corps social et étatique. Le danger d'un capitalisme d'état ou d'un développement socialiste qu'on invoque souvent contre une telle incorporation des syndicats sous la direction des nationaux-socialistes serait au contraire écarté par elle... En dehors de cette alternative d'une reconsolidation de la puissance bourgeoise ou d'une révolution communiste, il n'existe rien. »

Ces phrases donnent la clé de la situation politique. Elles font le compte des forces agissantes de l'économie allemande.

L'ÈRE PAPEN SCHLEICHER

Le gouvernement Papen-Schleicher représente une nouvelle étape sur le chemin qui mène à la dictature hitlérienne. Les décrets qu'il

prend sont d'excellents modèles pour Hitler : peine de mort pour haute trahison, peines de mort pour « actions politiques sanglantes » etc... Mais ce gouvernement de la grande bourgeoisie, des junkers et des généraux, n'a pas de partisans dans la masse. Le Casque d'acier et le parti national allemand sont insuffisants. Le programme économique de von Papen, proclamé à grand fracas en septembre 1932, ne procure aux masses que de nouvelles charges et gratifie les possédants de nouveaux millions. Le Parti communiste organise de puissantes actions anti-fascistes. Il est le seul à mener une lutte extra-parlementaire sérieuse contre le fascisme. Cette action atteint son point culminant dans la grève des transports de novembre 1932, qui démontre l'impuissance du gouvernement à briser l'offensive du prolétariat. Chaque jour dévoile mieux à quel point sont trompeurs les espoirs de von Papen de mettre fin à la crise économique.

Au même moment le national-socialisme traverse une crise grave. Aux élections de novembre, le N. S. D. A. P. perd deux millions de voix. Le parti communiste récolte six millions de bulletins.

A la fin de novembre von Papen tombe, von Schleicher lui succède. Les négociations avec les syndicats recommencent dans les coulisses en même temps que les tractations pour un appel au N. S. D. A. P. Aucun gouvernement ne peut, selon le mot de von Schleicher, s'asseoir sur la pointe des baïonnettes. Le général-chancelier n'entreprend rien, il adoucit un peu certains décrets de Papen. Le 22 janvier les nationaux-socialistes risquent une grande provocation. Ils organisent une démonstration sur la place Bulow devant la maison de Karl Liebknecht, siège du Comité central du parti communiste. Le général von Schleicher protège cette provocation en mobilisant la police entière contre de grandes contre-démonstrations prolétariennes.

La situation devient très tendue. Le général Schleicher menace de la proclamation immédiate de la dictature militaire. Papen négocie avec Hitler et Hugenberg contre le plan de Schleicher. Les cercles dirigeants d'Allemagne risquent alors, comme dit la *Deutsche Allegemeine Zeitung*, « le saut dans l'inconnu ».

Le 30 janvier Hindenburg, candidat des social-démocrates à la présidence, nomme Hitler chancelier d'empire.

APRES L'INCENDIE, LES NAZIS ORGANISERENT LA VISITE DU REICHSTAG

HITLER, GOERING ET GOEBBELS, SUR LES LIEUX DE L'INCENDIE, QUELQUES MINUTES APRES SA DECOUVERTE

LE CHANCELIER DU "IIIe REICH"



Hitler parle :

Ceci est un signe de Dieu; personne ne nous empêchera d'anéantir les communistes d'un poing de fer.

(Hitler sur les lieux de l'incendie).

LE REICHSTAG DOIT BRULER

LE REICHSTAG DOIT BRULER

La chute de von Schleicher avait été précédée d'une comédie qui se joua pendant des mois dans les coulisses du président von Hindenburg. Le plan économique de Papen avait échoué, Les difficultés s'amoncelaient. Schleicher rencontrait à chaque pas des obstacles qui soulevait la grande influence de son prédécesseur sur Hindenburg Dès le moment de sa retraite, Papen travailla méthodiquement à la chute de son successeur Schleicher.

LE JEU DU PALAIS

Ce qui se passa, durant les mois qui ont précédé l'arrivée d'Hitler au pouvoir dans les coulisses du gouvernement allemand, peut apparaître à un observateur superficiel comme un acte d'une pièce politique à intrigue confuse. Une série de groupe plus ou moins constitués qui se trouvaient autour de Hindenburg se combattaient les uns les autres. Ce n'est pas la sympathie ou l'antipathie personnelle qui décida de l'issue de cette lutte, mais les intérêts partiels des classes dominantes, les intérêts particuliers de cercles détenant l'influence politique.

Le général Kurt von Schleicher s'était élevé de la Reichswehr aux poste de chancelier du Reich. Cet homme qui, dans la déclaration gouvernementale par T. S. F., se présenta lui-même comme un « Général social », avait eu l'habilité de ne se mêler de politique pendant quatorze ans que lorsqu'il s'agissait d'activer le développement historique de la constitution de Veimar, sur la voie de la réaction. En novembre 1918, lors de l'écrasement de la révolution, il fait la liaison entre le haut commandement et le commissaire social-démocrate. Le nom du jeune capitaine d'état-major parait alors à côté des noms de Hindenburg, Gröner et Ebert ? Il acquiert une grande influence dans le Ministère de la Reichswehr, qui vient d'être constitué. En octobre 1923, il exécute les mesures nécessités par l'état de siège. lorsque Ebert transmet tout le pouvoir exécutif au général von Seekt afin de briser la vague révolutionnaire sortie de la misère à la période d'inflation. Le commandant Schleicher devient attaché dans le Ministère de la Reichswehr. Depuis

sa jeunesse, il était très lié avec Hindenburg et son fils le colonel Oskar von Hindenburg. Il réussit à se faire charger du rapport chez le président. C'est lui qui tient les fils. lorsqu'en mars 1930 Hindenburg refuse au chancelier Hermann Müller de dissoudre le Reichstag et qu'il chasse des social-démocrates du gouvernement du Reich. Schleicher abandonna Brüning lorsque les cercles dominants d'Allemagne s'orientent de plus en plus vers l'appel des nationaux-socialistes au pouvoir. Schleicher prend la place de Gröner comme Ministre de la Reichswehr. Il sort ainsi de l'ombre du ministrère de la Reichwehr où comme « général de bureau » il a pu employer de manière invisible ses trucs d'état-major, et apparait à la pleine lumière de la politique publique.

Dès le ministère Papen, Schleicher avait fait occuper les positions essentielles de l'appareil gouvernemental par des hommes à lui. Lorsque sous le coup des grèves prolétariennes le gouvernement Papen chancelle, Schleicher pesa sur la déclaration de la plupart des ministres : Papen chancelier n'est plus supportable. Il dut encore davantage se mettre en évidence. Mais il est plus facile de manœuvrer sur les quartiers lisses des bureaux de ministères que de faire de la politique sur le terrain catholique de la crise économique aggravée. Sans programme, sans politique claire, le peu de temps de son gouvernement se passe à jouer sur tous les plans possibles. Il n'eut que le temps d'aider les forces capitalistes a déclancher plus sérieusement l'attaque fasciste contre la montée révolutionnaire visible des ouvriers. L'entourage intime de Hindenburg comprenait en premier lieu son fils et son sécrétaire d'état, le docteur Meissner, qui avait déjà servi Ebert. Après sa chute, von Papen fit également partie de ce groupe des confidents de Hindenburg. Papen possédait un soutien dans le « Herrenclub » un cercle très influent de politiciens, de banquiers, d'industriels, de gros propriétaires fonciers, de hauts fonctionnaires et d'officiers. C'est de von Papen que partaient les fils qui conduisaient au N. S. D. A. P. jusqu'à Hitler et Göring, au casque d'acier et au parti national allemand dirigé par Hugenberg. Quelques semaines après sa chute, Papen rencontra Hitler chez le banquier Schröder à Cologne. Hitler, qui dans son appel du 7 novembre avait proclamé la lutte « jusqu'au dernier souffle » contre Papen, reçut des propositions secrètes. De Cologne Papen alla à Dortmund où il négocia secrètement avec le gros industriel Springorum et d'autres représentants du gros capital rhénan au sujet du problème gouvernemental.

Schleicher entretenait lui aussi des relations avec le N. S. D. A. P., surtout avec Grleor Strasser. Il chercha a utiliser à son profit la crise du N. S. D. A. P qui s'était traduite par la perte de deux millions de voix. Il était en contact avec le social-démocrate Leipart, président de l'Union des syndicats allemands, avec les syndicats chrétiens, avec l'Union nationale des employés de commerce. Il chercha à se créer par ses contacts qui allaient des syndicats social-démocrates à l'aile « socialiste » du N. S. D. A. P. une sorte de base syndicale de masse. En même temps il fit cadeau aux junkers de millions et de millions pour « l'assainissement » de leur situation.

Des émissaires négociaient entre les différents groupes. Journellement se formaient de nouvelles coalitions, journellement elles étaient dissoutes. Chaque jour la situation se transformait. Des journaux changeaient de propriétaires, les rédacteurs changeaient d'opinions politiques. La lutte tournait autour des organes libéraux d'Ullstein et de Mosse. La *Taglische Rundschau* l'ancien journal de Stresemann devint le porte-parole de Schleicher. On parla des grosses sommes qui lui avaient été versées par la caisse bien remplie de la Reichswehr. Hans Zehrer, devint le rédacteur en chef de la *Taglische Rundchau*, c'était le chef du « cercle d'action » et sa revue *l'Action* propageait une forme particulière du fascisme enveloppée de tournures pseudo-révolutionnaires. Papen essaya d'acquérir de l'influence au Berliner Tageblatt. Les industries de l'exportation, les grandes compagnies de navigation et les chemins de fer du Reich (Siemens) possédaient la *Deutsche Allegemeine Zeintung* qu'ils subventionnaient depuis longtemps.

Derrière Schleicher se trouvait alors Krupp von Bolhen und Halbach et le conseiller intime Duisberg de la I. G. Farben-Industrie. Mais Papen était dans les meilleurs termes avec Springorum et Thyssen et les gros propriétaires fonciers. Tous ces groupes s'accordaient à penser qu'il fallait faire appel au national-socialisme comme soutien du gouvernement dictatorial bourgeois. On se disputait uniquement sur la forme et l'importance de la participation au gouvernement. La comédie du palais du président du Reich, les intrigues multiples ne font que répéter ces différences.

LE SCANDALE DU « SECOURS DES PROVINCES DE L'EST »

Lorsque Schleicher sentit à la fin janvier que les machinations de Papen et des gros agrariens augmentaient, lorsqu'il se vit éliminé de plus en plus du cercle intime de Hindenburilg, il décida de contre-attaquer, et se servit d'un moyen qui avait fait ses preuves durant des années. Il procura aux journaux des documents sensationnels sur la corruption des junkers pendant l'action de secours aux provinces de l'est. Les masses laborieuses étaient outrées. Le Reichstag constitua une commission d'enquête. Le scandale menaçait de compromettre Hindenburg lui-même.

Les junkers avaient déjà reçu des millions de cette action de secours sous le gouvernement de Hermann Müller pour sauver leurs biens fonciers de la faillite. Lors du partage, les petits paysans n'eurent presque rien, les grands seigneurs eurent la part du lion. La commission d'enquête du Reichstag révéla qu'en plus de cela les grands propriétaires fonciers avaient obtenu des centaines de milliers de marks « sans y avoir droit ». Ces sommes avaient été bel et bien escroquées. Le richard von Oldenburg-Januschau propriétaire de six grands domaines, ami personnel et voisin de Hindenburg, s'était procuré grâce à de fausse indications 621.000 marks. Les comtes Wolf et Adalbert von Keyser-

ling-Casterhausen prirent 700.000 marks. Un monsieur von Quast-Rasensleben qui, d'après l'office de perception de Kuppin avait dépensé sa fortune a jouer, à faire la noce et à boire, « se procura » 291.000 marks. MM. Brousart à Brandebourg et von Wolf à Stettin dirigeants régionaux de l'action de secours, s'étaient eux aussi prouvés endettés et avaient empoché des dizaines de milliers de marks. Chaque jour faisait connaître de nouveaux noms de personnes compromises dans ce scandale : des voisins de campagne du président Hindenburg qui à Neudeck avaient leurs entrées. On devint très inquiet dans l'entourage de Hindenburg, car c'était sur l'initiative de Oldenburg-Januschau, maintenant compromis, que le domaine de Neudeck avait été offert par les associations industrielles et par les particuliers au président Hindenburg à l'occasion de son 81e anniversaire. Aucun impôt de donation n'avait été payé pour ce domaine — et il n'avait pas été inscrit au nom du président du Reich mais à celui de son fils. L'état fut donc également frustré de l'impôt futur sur l'héritage. Deux fois déjà les junkers et les industriels avaient rassemblé de l'argent pour renouveler l'installation et les bâtiments du domaine de Neudeck. Ils en collectait une fois encore pour rendre le domaine plus lucratif. La vague de scandale pénètre dans le palais présidential. Les junkers tiennent conseil. Il fallait que Schleicher — partit. Brüning avait dû — avec l'aide de Schleicher — démissionner sur la demande des agrariens.

HITLER DEVIENT CHANCELIER DU REICH

Le 28 janvier, Hindenburg refuse à Schleicher le droit de dissoudre le Reichstag et le gouvernement doit donner sa démission. Papen, par contre est chargé par le président de négocier avec Hitler la formation d'un gouvernement de « concentration nationale ». Deux jours de tension extrême : le parti communiste diffuse des tracts appelant à la grève générale contre la dictature hitlérienne qui menace ; Schleicher négocie avec Leipart. La lutte dans les coulisses devient aiguë. Schleicher dans la nuit du 29 au 30 janvier pensa déclarer immédiatement la dictature militaire et à faire occuper Berlin par la garnison de Potsdam. Chaque heure peut annoncer un événement inattendu. Hindenburg se décide alors à remettre la chancellerie à Hitler sous certaines conditions. C'est au milieu de cet affolement que se constitue le 30 janvier au matin le gouvernement Hitler-Papen-Hugenberg. En juin 1932, le gouvernement Papen-Schleicher s'était maintenu en tolérant le parti national-socialiste. Goebbels a accusé par la suite les membres « du Herrenclub » d'avoir grimpé sur le dos du N. S. D. A. P. pour occuper les postes officiels. Au mois de novembre 1932 encore, le chef de la fraction nationale-socialiste au Landtag de Prusse, Wilhelm Kube déclara que les nationaux-socialistes ne marcheraient jamais avec le cri de guerre : « avec Hugenberg pour la bourse et le capital ». Mais grâce à un grand travail de profondeur von Papen avait fait

le nécessaire pour que les nationaux-socialistes y jetassent par-dessus bord comme un lest inutile leurs déclarations tornitruantes et leurs affirmations pathétiques. Hitler n'obtint donc pas la chancellerie comme fruit d'un combat héroïque. Ce n'est pas une « révolution nationale » qui se déroula le 30 janvier et qui prit le pouvoir par une attaque téméraire. Hitler reçut le poste de chancelier au moment où les cercles dirigeants de la classe régnante non seulement insistaient pour renforcer leur pouvoir contre les ouvriers, mais encore voulaient étouffer le scandale du secours au provinces de l'est.

Lorsque, le soir du 30 janvier, les S. A. et les casques d'acier traversèrent la Wilhelmstrasse avec des torches enflammées et acclamèrent Hindenburg et Hitler, ils ne soupçonnaient rien des événements véritables. Ces hommes qui s'étaient le « jour de la renaissance nationale » ignoraient que ses parrains étaient le profit et la corruption.

LA VAGUE DE RÉSISTANCE AUGMENTE

Le 30 janvier le parti communiste proposa officiellement à la direction du parti social-démocrate, au bureau des syndicats social-démocrates et chrétiens, d'organiser en commun la grève générale pour amener la chute du gouvernement d'Hitler. Les social-démocrate et les syndicats répondirent : « Hitler a pris le pouvoir légalement il faut attendre qu'il brise la légalité. On ne droit pas combattre maintenant. » Les social-démocrates déclaraient qu'Hitler se coulerait bientôt lui-même.

Un grand nombre d'ouvriers allemands crurent ces déclarations. Le parti communiste ne réussit pas encore à mener au combat la majorité de la classe ouvrière. Le gouvernement, cimenté à la hâte n'aurait pas pu résister pendant les premiers jours de février à l'attaque en commun des ouvriers allemands. Les S. A. venaient de traverser une crise grave et avaient perdu en certains points jusqu'à la moitié de leurs membres. Le nouveau gouvernement n'avait pas la police entièrement en main. Il avait des difficultés avec la Reichswehr de Schleicher. En ne déclarant pas immédiatement la grève générale, on donna ainsi le temps au gouvernement de Hitler de développer sa puissance.

Malgré cela la résistance des ouvriers s'accrut à Berlin, à Hambourg, dans la Ruhr, dans le Bas-Rhin, en Allemagne centrale, et dans d'autres parties du Reich. La dictature hitlérienne rencontrait en face d'elle une classe ouvrière dont la force combative n'était pas brisée. Les ouvriers ne s'étaient pas laissés provoquer le 22 janvier. Mais un grand désir d'action de lutte commune se manifeste contre le terrorisme renforcé des S. A. Les ouvriers social-démocrates, chrétiens, communistes fraternisés dans la lutte pour la défense de ses sièges, des journaux, des maisons syndicales. Qu'importait qu'Hitler interdît, défendît les démonstrations, envoyât ses S. A. dans les quartiers ouvriers —la vague de la lutte anti-fasciste des ouvriers unie montait.

Hitler détenait les pouvoirs depuis des semaines, mais sa situation ne s'améliorait pas. Le nouveau Cabinet avait dissout le Reichstag et ordonné de nouvelles élections. Les deux décrets de terreur de Papen avaient été rétablis et renforcés. Le scandale de l'action de secours aux provinces de l'est avait été enterré. Hitler annonça par T. S. F. en termes vagues un plan de quatre ans inexistant. Il était impossible de satisfaire ses millions d'électeurs, qui espèraient la réalisation du « Socialisme allemand », par quelques décrets et de quelques promesses. A la fin janvier, en entrant dans le gouvernement, Hitler avait été content d'accepter les conditions de Hindenburg. Pour expliquer son adhésion au compromis il y avait un certain nombre de raisons : mécontentement parmi ses troupes et ses partisans, crise et démissions nombreuses chez les énormes dettes du N. S. D. A. P. Une partie des électeurs bourgeois des nazis commençaient à voter pour les nationaux allemands ; le 6 novembre les communistes avaient gagné 11 sièges au Reichstag, les nationaux-socialistes en avaient perdu 35. Dans le nouveau gouvernement trois ministres nationaux-socialistes se trouvaient en face de huit ministres du parti national allemand et du Casque d'acier. Aucun changement ne pouvait être espéré à l'intérieur du Cabinet sans l'approbation de Hindenburg.

La combativité croissante des ouvriers anti-fascistes rendait précaire les chances de succès d'Hitler aux élections. Hugenberg et son parti occupaient tous les postes économiques importants du gouvernement, et les grandes masses populaires s'apercevaient qu'Hitler soutenait la politique des capitalistes les plus outranciers. La déception de ces masses allait s'exprimer lors des élections du 5 mars. On pouvait craindre un nouvel accroissement des voix communistes. Les chefs nationaux-socialistes se trouvèrent devant la nécessité urgente de *changer cette situation, en montant une provocation de grande envergure.* Les élections devaient se faire dans une atmosphère de progrome contre les communistes et les social-démocrates. Par la même occasion la position nationale-socialiste à l'intérieur du gouvernement serait renforcée d'un seul coup (ce fut le début de la lutte des nationaux-socialistes pour la prépondérance dans le gouvernement qui fit plus tard reculer pas à pas le parti national-allemand et qui amena après quatre mois, avec la démission de Hugenberg, la dissolution de ce parti).

Goebbels fournit le plan de la provocation la plus ignoble que les classes régnantes aient jamais employé contre le prolétariat. Göring, président du Reichstag et chef de la police prussienne se chargea de l'exécution minutieuse de ce plan perfide. Les nationaux-socialistes avaient projeté une marche sur Berlin de tous les S. A. pour la nuit du 5 au 6 mars, mais, devant la menace de leurs alliés de faire intervenir la Reichswehr contre les S. A., ils abandonnèrent cette idée.

Ils avaient trouvé avec ce plan de provocation le moyen de libérer la route qui menait au contrôle total du gouvernement et au déchaînement sans fin de la terreur des S. A.

Les chefs nationaux-socialistes entrèrent en action. Le préfet de police national allemand de Berlin, le docteur Melcher, fut déplacé à Malgdebourg. Il eut comme successeur le contre-amiral en retraite von Levetzow, national-socialiste. Le 24 février la police perquisitionna une fois de plus à la maison Karl Liebknecht, siège du Comité central du parti communiste allemand. Bien que ce bâtiment ait été occupé durant des semaines par la police et vidé après une perquisition sans résultat, on y découvrit tout à coup des documents « très compromettants ». La veille de l'incendie du Reichstag, toute la presse bourgeoise publia avec de grosses manchettes des récits sur la découverte des secrets de la maison Karl Liebknecht, des « souterrains », des documents « haute-trahison » et sur les plans « de bouleversement bolchevique ». Certains journaux parlent d'un attentat communiste en Prusse orientale (il n'a jamais été question par la suite de cet attentat). Le 25 janvier éclate dans le château de Berlin un petit incendie qui est présenté de manière sensationnelle « comme une action communiste ». Ainsi, de journal en journal, le public est préparé chaque jour davantage pour « coup de massue ».

Le parti communiste reçut des renseignements confidentiels sur le projet de provocation du gouvernement. Le député Wilhelm Pieck en parla au « Palais des sports ». Il dévoila les plans des nazis concernant un soi-disant attentat contre Hitler ou une autre provocation qui devait, quelques jours avant les élections, permettre d'interdire le Parti communiste. La fraction communiste au Reichstag fit une déclaration semblable, lors d'une conférence à la presse étrangère.

La presse dévouée à Hitler poussa à l'extrême l'excitation contre les ouvriers révolutionnaires. Chaque homme politique sentait la tension extrême de la situation politique en Allemagne. Chaque homme pensait « qu'il y avait quelque chose dans l'air ». Dans la nuit du 27 au 28 février, la radio annonça :

Le Reichstag brûle.

L'INSTRUMENT VAN DER LUBBE

L'INSTRUMENT VAN DER LUBBE

Dans la nuit du 27 au 28 février, la salle des séances et la coupole du Reichstag sont la proie des flammes. Dans la salle des pas perdus, un incendiaire est arrêté. Marinus van der Lubbe, qui, d'après le communiqué officiel du « Service de presse prussien », reconnait être membre du parti communiste hollandais. La radio, le télégraphe, le téléphone, la presse et les agences par ordre du gouvernement hitlérien hurlent par le pays : « Les communistes ont mis le feu au Reichstag ! ».

La découverte de ce Marinus van der Lubbe dans le Reichstag a fourni au gouvernement hitlérien le prétexte moral et juridique à un pogrome du parti communiste, du parti socialiste, des juifs, un prétexte à des arrestations en masse, à l'interdiction des organisations, à des supplices et à des assassinats tels que dans le monde entier évoquer l'Allemagne de Hitler, c'est évoquer le plus effroyable vandalisme. Qui est ce Van der Lubbe ? Comment a-t-il pénétré dans le Reichstag en flammes ?

LA JEUNESSE DE VAN DER LUBBE.

Le 13 janvier 1909, le marchand ambulant Franziskus Cornélis van der Lubbe déclare la naissance d'un fils à l'état civil de Leyde. Ses témoins sont Isaak Comet, sans occupation, et Gerardus Beusse, balayeur des rues.

L'enfant fut nommé Marinus. C'est en secondes noces que sa mère, Petronella van Handel, s'était mariée avec Franziskus van der Lubbe. Fille d'un paysan riche du Brabant du Nord elle avait épousé dans son jeune âge le sous-officier van Peuthe de l'armée coloniale. Elle avait eu une fille et trois fils. Peuthe était mort relativement jeune d'une maladie prise aux colonies. Sa veuve se remaria assez vite avec le colporteur Van der Lubbe, établi à Leyde. De ce mariage naquirent trois fils. Marinus fut le septième et dernier enfant de Petronella van Handel.

Le ménage Van der Lubbe n'est pas heureux. Le métier du mari l'oblige à visiter pendant des jours et des semaines les villages environnants pour vendre aux paysans des objets de toilette. La vente se fait généralement dans les auberges et les estaminets. On s'habitue à boire. L'alcool qui servait à décider le client, ne se prend plus seulement que pour le travail. Franziskus Cornélis devint un ivrogne.

Cornélis van der Lubbe nourrissait mal sa famille. L'argent du commerce retournait pour une bonne part au café. L'argent pour le ménage se faisait rare. La mère avait à gagner la pitance des gosses. Le jour elle est à la caisse du petit magasin de Leyde, le soir elle tient son ménage, raccomode, rapièce, coud. Elle a sans cesse des crises d'asthme. Un changement d'air, selon le médecin, serait nécessaire. La famille se transporte à Bréda, puis à Hertogenbosch. Peu après, Franziskus Cornélis van der Lubbe se sépare de sa famille. Il s'établit à Dordrecht et y ouvre le magasin d'articles de toilette qu'il dirige encore aujourd'hui.

Petronella van Handel continua de tenir son petit commerce à Bréda puis à Hertogenbosch. Elle n'avait pas de temps de reste pour élever ses enfants. Elle se contenta de leur inculquer des principes religieux. Elle s'efforça de leur communiquer cette piété primitive qu'elle devait à son village et à la maison paternelle. Le jeune Marinus allait à l'école protestante de Domine Voorhoeve à Hertogenbosch. Il n'y apprit que difficilement à écrire. Au catéchisme par contre, il était dans les premiers. Le dimanche il accompagnait sa mère, ses frères et ses sœurs à l'église.

Une atmosphère lourde règne dans la maison de van der Lubbe. Les images saintes au mur y rappellent la crainte du Seigneur. La mère, bien souvent, ne sait pas où prendre l'argent pour manger. Le petit commerce de Hertogenbosch ne peut nourrir six garçons. Que deviendraient-ils, sinon des ouvriers ? Leur origine et leur éducation ne les y décident guère. La maison, malgré la misère, est une maison de petits-bourgeois, qui ont les désirs et les espoirs des commerçants. La faim enrôle les jeunes Van der Lubbe dans l'armée des prolétaires.

Les voilà dans cette grande armée, qui peuple en Hollande les usines et les fermes. Ils ont plongé mais ne s'assimilent pas. Aujourd'hui encore parlez à un des frères ou des demi-frères de Marinus van der Lubbe, vous vous heurterez au mur des illusions petites-bourgeoises.

LA MÈRE EST MORTE

La demi-sœur de Marinus est mariée à Leyde avec un ouvrier blanchisseur. Le 16 avril 1921, elle apprend que sa mère mourante a exprimé le désir que Marinus soit élevé chez elle. Marinus, à 11 ans, entre donc dans la maison de l'ouvrier blanchisseur Snardijn, à Oegstgeest, près de Leyde. Marinus devient l'aîné des trois enfants des Snardijn.

Aux dires de ses anciens condisciples, dès l'école, Marinus van der Lubbe cherchait à se faire valoir. Chez les Snardijn, parmi les enfants

dont l'aîné a 5 ou 6 ans, c'est facile d'être le premier. Quatre tours d'adresse suffisent pour régner.

Au lit de mort de la mère, sa sœur a promis d'élever pieusement Marinus. Le dimanche il va donc à l'église avec sa sœur et les enfants. Sa sœur raconte qu'il était alors un pieux enfant qui craignait Dieu. N'était-ce vraiment que la crainte de Dieu qui l'amenait le dimanche à l'église ? Où n'était-il pas attiré par la puissance du pasteur dans la commune ? A cette époque naquit en lui l'idée de devenir pasteur, chef d'une communauté qui le suivrait aveuglément. A douze ans, il parle souvent et avec un grand luxe de détails de la carrière ecclésiastique qu'il veut suivre.

Entre les heures d'école, il s'essaye à faire le prédicateur. Ses camarades raillent son goût des prêches. Mais ils le blaguent aussi pour sa timidité avec les filles. Cette singularité de Marinus van der Lubbe est si forte, si manifeste que ses anciens camarades d'école en parlent tous encore aujourd'hui. On ne pouvait le décider à rester avec des petites filles. C'est parmi ses camarades d'école et ses compagnons d'âge qu'il plaçait ses affections.

La carrière ecclésiastique nécessite de longues études. Pour étudier, il faut de l'argent. L'ouvrier blanchisseur Snardijn a l'esprit pratique : à quatorze ans, Marinus van der Lubbe doit gagner sa vie. Il travaille 2 ans comme apprenti dans un commerce. Il fréquente une école du soir catholique. Marinus élevé selon l'église protestante entre ici en contact avec un monde jusqu'alors à lui étranger.

Van der Lubbe ne se satisfait pas de son travail. Il a pourtant hérité de l'esprit commercial de son père, il se plait derrière le comptoir, il aime à vendre le plus possible à ses clients, mais l'avenir est trop borné. Dans de longues discussions avec son beau-frère Snardijn il essaie d'établir les perspectives d'un nouveau métier. D'après Snardijn, Marinus van der Lubbe alors s'adonne aux projets les plus ambitieux comme les plus modestes. Un magasin de fleuriste, le tour du monde — voici les extrêmes de son rêve. De tout cela sort qu'il décide de se faire maçon.

A seize ans, Marinus van der Lubbe est un jeune homme trapu, si fort que ses camarades le surnomment *Dempsey*. Chaque fois que l'occasion s'en présente, il fait une démonstration de sa force. Pourquoi van der Lubbe est-il donc si timide devant les femmes ?

Des camarades de Marinus nous ont raconté ses conversations d'alors. Bien entendu, pas textuellement : ils ont beaucoup oublié, se souviennent de bien des bêtises. Mais où ils sont unanimes, c'est sur le besoin de se mettre en avant, de se distinguer chez van der Lubbe. Compagnons de travail, camarades d'écoles, parents, tous n'ont qu'un cri pour parler de son orgueil et de son ambition.

UN ACCIDENT GRAVE

Le contact journalier avec une nouvelle sorte de gens, avec des ouvriers, voilà qui amène bien des changements dans la vie de Marinus. Jusqu'alors ne lui avait-on pas enseigné que la crainte de Dieu était

le plus haut bien du monde ? L'église, le dimanche, était pour lui un besoin, une discipline, qu'on soit riche ou pauvre, qui allait de soi. Mais maintenant entre les heures de travail, on ne parle pas de Dieu mais des salaires. L'ordre existant n'est pas évident et n'est pas éternel. Le renverser est une nécessité. Le jeune Marinus van der Lubbe entend de tels propos chaque jour. Ils entrent en lui mais ne s'assimilent pas. Comme ses frères le voilà ouvrier, mais il reste petit bourgeois.

Un hasard va transformer sa vie. Pendant la pause de midi, deux camarades jettent un sac vide au dessus de sa tête. Un morceau de chaux lui entre dans l'œil. Trois semaines, Marinus souffre d'une inflammation des yeux. Peu après, nouvel accident beaucoup plus grave. Cette fois c'est d'un seau que de la chaux lui tombe dans l'œil. D'où une grave maladie des yeux, et cinq mois à l'hôpital de Leyde. On l'opère à trois reprises. Lorsqu'il quitte l'hôpital, la vision des yeux est sensiblement affaiblie. On craint qu'il devienne aveugle.

Cette maladie des yeux ne peut qu'amener l'accentuation de ses traits dominants : l'orgueil et l'ambition. Lui qui voulait toujours être le premier, balotté par les influences les plus diverses, hanté du besoin de se mettre en avant, le voilà tout à coup qui sent le danger de la cécité. Pris de panique à l'idée de ne pouvoir vivre sa vie, il craint de perdre la vue avant d'en avoir atteint le but. Le but de sa vie ? Sait-il où il tend ? Le but et le sens de la vie lui sont indifférents à vrai dire. L'essentiel, ce qui le domine, c'est l'idée du succès, l'envie de faire parler de lui.

Peu de temps avant l'accident, Marinus van der Lubbe était entré dans les Jeunesses Communistes de Leyde. Le parti Communiste hollandais s'organisait alors à peine. Marinus van der Lubbe entre dans l'association parce qu'il sent la force de ce mouvement. Il sent sa force mais il n'a pas la constance que le parti communiste réclame de ses membres. Marinus van der Lubbe est constamment en conflit avec les jeunesses communistes. Il n'y entre que pour percer immédiatement. L'organisation n'est pour lui qu'un champ d'action pour son désir d'arriver. Dès qu'il voit que ce désir n'est pas satisfait, il enverra sa démission. Marinus van der Lubbe a quitté par quatre fois les Jeunesses communistes de Leyde et trois fois il y est retourné. Chaque sortie suit une tentative d'y prendre la direction. Sa première sortie date de janvier 1929, quand il n'a pu obtenir la direction des pionniers. Nous publierons ici seulement une des nombreuses lettres que Van der Lubbe a écrite aux jeunesses communistes de Leyde. Elle est caractéristique de l'attitude de van der Lubbe.

Leyde, le 13 décembre 1929.

A la commission permanente
de la section des Jeunesses communistes de Leyde.

CHERS CAMARADES,

En raison de la lettre de la commission permanente concernant ma demande de convoquer une réunion élargie de la commission, je dois constater que vous ne comprenez rien à ma demande de convoquer

LE MINISTRE DE LA PROPAGANDE DU "III[e] REICH"



M. Joseph Goebbels qui a imaginé le plan de l'incendie du Reichstag

LE MINISTRE DE LA POLICE DU IIIe REICH



Herrmann Goering, président du conseil de Prusse
et président du Reichstag

Leiden 13 December 1919

Aan het Dagelijksch bestuur van de C.J.B. afd. Leiden

W. K.

Naar aanleiding van het schrijven van het dagelijksch bestuur, omtrent mijn aanvrage tot het beleggen van een uitgebreide bestuursverg: moet ik constateeren dat ze mijn aanvraagen voor een uitgebreide bestuursvergadering in zijn geheel niet begrepen en dit weigeren bewust of onbewust een zeer organisatorische fout is.

Leg ben van meening dat deze kwestie niet op H.V. verg: gebracht moet worden, zal bij het doorlaaten gaan van deze vergadering haar eigen belang of meening en die van de afd: dan schaden, en dat door middel van dit schrijven ik u hun opmerkzaam wil maken, dat bij (naar mijn meening zeer belangrijk) het nog eens behandelen van mijn ingezonden stuk en mijn daarbij 2 twee ingezonden stukken op een uitgebreide bestuursverg: en een zuivere stemming daarover noodig is ik mij onvoorwaardelijk bij-neer zal leggen, doch bij een niet houden van dit gevraagde ik genoodzaakt ben deze kwestie niet als afgehandeld te gevoelen, en dan mijn maatregelen zal moeten nemen, waarbij u dan het door mij nu (en jullie) niet gewenschte de leden verg. toch ook zullen moeten nemen.

Ik raad u aan om het dagelijksch bestuur dan a.s. Zondag deze [illegible] een uitgebreide bestuursverg: (wat al een term is) te houden, om dat het mij anders zal spijten dan de heele afd. waarbij ik moeten handelen.

Hierbij geef ik een verklaring die de houding van mij ten opzichte de belofte van Di van Rooye voorstelt.

Met Kameraadschappelijke
Groeten Aldus
Driftstra
Jordy

N.B. alleen de nu ingezonden verklaring voor Dirk van Rooye moet nu behandeld worden.

une réunion élargie de la commission et que votre refus conscient ou inconscient constitue une erreur du point de vue de l'organisation.

« Vous êtes de l'avis que cette question ne doit pas être portée devant l'assemblée des H. H. Si vous vous en tenez à ce refus, vous léserez les intérêts de votre point propre de vue et de celui des sections. Je voudrais également attirer votre attention sur le fait qu'une nouvelle discussion (selon moi très importante) de l'article que je vous ai envoyé, ainsi que des 2 articles que j'ai envoyés par ailleurs, nécessite une réunion élargie de la commission et un vote final sur cette question. Je saurai alors où j'en suis. Sans la réunion désirée, je considérerai cette question comme non traitée et, en ce cas, je prendrai des dispositions pour la porter à la connaissance de l'assemblée générale, ce qui n'est pas mon désir (ni le vôtre).

« C'est pourquoi je propose une réunion de la commission permanente pour dimanche prochain (donc une séance de la commission élargie) (ce qui est une condition) car si j'agissais autrement, je fâcherais toute la section.

« Ci-inclus je vous envoie une déclaration qui contient ma position sur les propositions de Dirk van Doojen.

« Salutations fraternelles

Van der Lubbe. »

P. S. La déclaration ci-incluse concernant Dirk Van Doojen doit seule être discutée entièrement.

LA CHASSE A L'ESTIME

La vie de Marinus van der Lubbe après son accident grave est une perpétuelle chasse à l'estime, une recherche de l'extraordinaire. A peine s'il se reprend quelques instants dans cette course sans répit. Il s'essaie aux métiers les plus divers, mais il rêve d'un grand coup qui d'emblée le place au tout premier rang. Pendant l'hiver de 1927-28 il travaille comme aide-sommelier au buffet de la gare à Leyde ; l'été 1928, il est garçon d'hôtel au « Hof van Holland » à Nordwyk. Entre temps, il est commerçant. Quelques semaines, il tient à son compte un commerce de pommes de terre. Ensuite il est matelot sur un bateau qui transporte du matériel de construction entre Nordwyk et Sassenheim. Mais il pense toujours à son grand coup. En décembre 1929, le voilà de nouveau en conflit avec les associations des Jeunesses, parce qu'il édite lui-même des tracts et les signe de son nom. Nous possédons une lettre de cette époque, où, dans un accès d'auto-critique, il caractérise sa position vis-à-vis du communisme. Il dit dans cette lettre :

« Ce sont là choses qui prouvent que je ne suis pas un bon bolchevik. Je sens qu'à cette heure je ne suis certainement pas cela (encore que radicalement opposé au capitalisme et à tout ce qui y est lié) et que peut-être je ne le serai jamais. Maintenant je me sens parfois tout à fait étranger dans le camp (j'entends par là le parti). »

On ne peut pas caractériser davantage la vie intérieure de van der Lubbe. Sa pensée anarchique, son besoin de monter, son manque de discipline le rendent étranger dans les rangs d'un parti qui exige de ses membres la discipline la plus grande et qui doit l'exiger dans l'intérêt de la cause.

LA TRAVERSÉE DE LA MANCHE A LA NAGE

L'été 1931, Van der Lubbe va à Calais. Après son retour, il raconte qu'il y a gagné sa vie comme terrassier et qu'il a fait quelques essais pour traverser la Manche à la nage. Nous avons enquêté très sérieusement pour savoir si Van der Lubbe s'est réellement livré à une telle tentative. Nous n'en avons pas eu confirmation. Mais qu'il l'ait fait ou non voilà qui est significatif de sa manière de penser et de vivre. Peu lui importe l'acte, pourvu qu'on parle de lui. La gloire espérée ne venait pas. Les vantardises de van der Lubbe, à son retour de Calais, ne font naître chez presque tous que doute et moquerie. Marinus rentre dans les Jeunesses Communistes en 1930, mais les liens qu'il y a avec les autres membres sont de plus en plus lâches.

LA MAISON DE LA UITERSTE GRACHT

Extérieurement le 56 de la Uiterste Gracht ne se distingue en rien des maisons typiquement hollandaises. Mais si vous parlez de cette maison avec un homme de Leyde, vous apprendrez que c'est là une maison très spéciale, une maison où habitent de curieuses gens et où se passent des choses curieuses. Il y a des citoyens de Leyde qui prennent cette maison pour une maison close. Elle est habitée par un brave ménage qui porte le nom de Van Zijp. Le mari travaille durant la journée. La femme tient le ménage. Elle loue plusieurs chambres de la maison. Elles sont très simples et sans confort. Le loyer en est bon marché. Aussi sont-elles habitées par des étudiants et des chômeurs. Souvent aussi par quelque prostituée. Van der Lubbe a été longtemps locataire de Madame Van Zijp et même alors qu'il avait déménagé, il ne se passait guère de jour qu'il ne revînt dans cette maison. Avec lui logaient à la Uiterste Gracht l'étudiant Piet van Albada et le chauffeur Izak Vink. Un certain temps aussi y habita un mystérieux étudiant allemand. Ces locataires avaient en commun qu'ils étaient des homosexuels, d'un genre ou de l'autre, peut-être des bi-sexuels. En soi ce fait n'aurait aucune importance et ne serait pas à mentionner. Il nous faut en parler parce que l'homosexualité de Van der Lubbe l'a mis en rapport avec les nazis lors de ses voyages ultérieurs en Allemagne.

Piet van Albada s'est marié après avoir déménagé de la Uiterste Gracht, et le chauffeur Izak Vink vit maintenant avec une femme. Cependant il est certain que Van der Lubbe a été en relations intimes avec eux et d'autres hommes. Izak Vink a dit à notre enquêteur qu'il avait souvent partagé le lit de Van der Lubbe. Piet van Albada avait des relations homosexuelles avec un professeur d'université de Leyde. Van der Lubbe est essentiellement un homosexuel. Ses manières sont féminines ; sa réserve et sa timidité en présence de femmes, de nom-

breux témoignages les confirment ; son goût des fréquentations et des tendresses masculines est notoire.

Un écrivain hollandais qui était au courant de ce qui se passait dans la maison de la Uiterste Gracht et qui a souvent parlé à Van der Lubbe, raconte qu'il avait toujours la sensation que van der Lubbe voulait se rapprocher de lui, sans en avoir l'énergie.

Une autre preuve de l'homosexualité de Van der Lubbe ; pendant ses voyages et excursions, van der Lubbe a rencontré beaucoup d'artisans et de jeunes ouvriers. Après l'incendie du Reichstag, un jeune ouvrier allemand s'est présenté chez nous. Ce jeune ouvrier, en 1931, a passé une nuit avec van der Lubbe dans une auberge des Jeunesses. Il a parlé avec lui et il a fait sur cette conversation une déclaration officielle déposée chez un notaire. Le passage du procès-verbal qui nous intéresse ici spécialement dit en propos termes :

« Nous parlâmes ainsi très longuement. Pendant la conversation, l'ouvrier hollandais se rapprochait de moi. A plusieurs reprises, il essaya de toucher mon sexe. Ce n'est que lorsque je lui eus déclaré énergiquement que je ne voulais rien savoir, qu'il se tint tranquille. »

La tâche qui est celle de ce livre exige qu'on éclaircisse la vie de van der Lubbe jusque dans ses particularités individuelles. L'homosexualité de van der Lubbe, comme son désir d'estime, a eu une influence décisive sur sa vie. Aussi cette question n'est-elle pas seulement une affaire privée.

« VOYAGE D'ÉTUDE » EN EUROPE

La traversée de la Manche à la nage avait échoué sous tous les rapports, aussi bien pour le sport que pour la gloire. Dans la tête de van der Lubbe germa une idée nouvelle qui devait en imposer aux gens de Leyde : un grand « voyage ouvrier de sport et d'étude, à travers l'Europe et l'U. R. S. S. » Il fait imprimer des cartes, qui le montrent, lui et son compagnon de voyage Holverda. L'essentiel du voyage, ce sont pour lui les cartes postales. Au dessus des têtes des deux jeunes gens brille une mystérieuse étoile. En quatre langues, il est écrit sur la carte que Van der Lubbe et H. Holverda veulent traverser l'Europe et l'U. R. S. S.

Le veulent-ils réellement ? Dès avant le début du voyage, ils se disputent. Les amis de van der Lubbe prétendent que la querelle a éclaté parce que Holverda avait escroqué la recette provenant de la vente des cartes postales à Leyde. Les amis de Holverda prétendent que van der Lubbe aurait pris pour lui les recettes. Toujours est-il que Holverda resta à Leyde.

Van der Lubbe avait-il l'intention d'accomplir seul ce voyage ? Le fait est qu'en avril 1931 il partit pour l'Allemagne. Sur la carte postale, il est indiqué que le voyage doit débuter à Leyde le 14 avril 1931. Nous possédons une carte postale que van der Lubbe envoya de Potsdam à la famille Holverda. Elle est datée du 14 avril 1931, donc du jour

auquel aurait dû commencer la marche de Leyde. Le 28 avril 1931, van der Lubbe est arrêté à Gronau, en Westphalie, parce qu'il y vend dans la rue les carte postales où il est représenté avec son ami Holverda. Le tribunal de Münster le frappe d'une amende pour vente illicite de cartes postales. Après l'incendie du Reichstag, le gouvernement hitlérien a déclaré que van der Lubbe avait été arrêté à Gronau pour vente de littérature communiste. Une carte postale où l'on voit van der Lubbe et Holverda, voilà toute leur « littérature communiste ».

Au début de mai, van der Lubbe est de nouveau à Leyde. Le voyage à travers l'Europe se termine comme la traversée de la Manche.

HORS DES JEUNESSES COMMUNISTES

C'est au début d'avril 1931, peu de temps avant son premier voyage en Allemagne, que la rupture publique de van der Lubbe et des Jeunesses Communistes se produisit. Depuis longtemps, il n'était plus lié en rien avec le jeunes communistes de Leyde. Menacé d'exclusion des Jeunesses et du parti communiste, il préféra donner sa démission. Dès lors, en toutes occasions, il combattit le parti communiste hollandais.

La rupture s'était déjà produite en lui deux années plus tôt. Le 21 janvier 1931, un conflit provoquant sa démission, il écrit aux Jeunesses communistes :

« Un certain pessimisme s'est inexplicablement emparé de moi. J'ai cherché à lutter contre, par tous les moyens. »

Voici donc un curieux jeune homme dont l'extérieur ne correspond en rien à son état intérieur. Fort, si fort qu'on le surnomme « Dempsey », sain, avec l'air de devoir vaincre la vie, il n'est aucunement fait pour la vie. E. Knuttel, écrivain de Leyde, qui souvent a eu à faire à van der Lubbe le caractérise à peu près ainsi :

« Lorsque vous avez discuté longuement une question avec van der Lubbe, il vous approuve. On pense l'avoir persuadé. Le lendemain, on reçoit une lettre où van der Lubbe maintient son ancien point de vue . »

Une mollesse singulière, comme il s'en rencontre fréquemment chez les homosexuels, marche de pair avec cet entêtement. A côté de cela, un penchant pour le mensonge et l'exagération : Mme van Zijp qui connaît très bien van der Lubbe raconte qu'il respecte peu la vérité. Les amis intimes également, le maçon Harteveld et le chauffeur Izak Vink et son frère Koos Vink confirment l'orgueil qui pousse van der Lubbe à mentir et à exagérer.

VAN DER LUBBE FAIT CONNAISSANCE DU Dr BELL

Lorsque van der Lubbe rentre à Leyde après son premier voyage en Allemagne, au printemps 1931, il parle à ses amis d'un Monsieur qui l'a emmené faire une grande promenade dans son auto. Nous ne savons pas si les récits de van der Lubbe sont exacts ou s'il a inventé ce Monsieur

de Leipzig, mais ce que nous savons, c'est que, lors de son premier voyage en Allemagne, il a fait la connaissance d'un homme qui a pesé sur sa destinée. A cette époque, un écossais naturalisé, le Dr Bell, jouait un rôle important dans le parti National-socialiste. Environ un an plus tard, plusieurs de ses amis et lui ont été l'objet de la part de certains chefs des troupes d'assaut d'une campagne si violente qu'il craignît pour sa vie. Nous raconterons son assassinat. Plusieurs de ses amis nous ont fait d'importantes déclarations sur ses relations et son rôle dans le parti national socialiste. Un ami du Dr Bell, Mr. W. S., a relaté exactement dans un procès-verbal les premières relations de Bell et de van der Lubbe. Ce passage du procès-verbal dit textuellement :

« Belle me raconta, si je m'en souviens bien, c'était en mai 1931, qu'il avait fait la connaissance d'un jeune ouvrier hollandais qui lui plaisait beaucoup. Il a dû le rencontrer pendant une promenade en auto dans la région de Berlin ou de Potsdam. Ils rencontrèrent sur la route un jeune homme qu'ils emmenèrent en auto, c'était un jeune ouvrier hollandais. Le jeune hollandais plus tard à été aussi voir Bell à Munich. Bell le nommait Renus ou Rinus. Il l'a rencontré plusieurs fois. »

Dès cette époque van der Lubbe et le Dr Bell s'écrivent sans arrêt. Leurs relations personnelles reprennent en septembre 1931.

VOYAGE A MUNICH

Van der Lubbe ne reste pas longtemps à Leyde. En septembre 1931 il reprend le chemin de l'Allemagne. Il charge son ami Koos Vink d'encaisser chaque semaine les 7 florins d'indemnité qui lui ont été accordés pour son infirmité et de les conserver.

En traversant la région rhénane, van der Lubbe rencontre un motocycliste à Bacharach. C'est un concitoyen : le conducteur de tram Ploegk, de la Haye, Bloemfonteenstr. 24. Ploegk emmène van der Lubbe dans son side-car. Ils passent la nuit à Rothenburg sur la Tauber : Ploegk à l'hôtel, Marinus dans l'auberge de la jeunesse. Ploegk a fait plusieurs déclarations à notre corrspondant. Ploegk demanda à van der Lubbe ce qu'il faisait en Allemagne. Van der Lubbe raconta qu'il cherchait du travail. A la question s'il n'était pas plus facile de trouver du travail en Hollande, van der Lubbe répondit avec beaucoup d'assurance qu'il en trouverait en Allemagne. Ploegk insiste sur l'étonnement que lui causa une telle assurance.

De Rothenburg, Ploegk se rendit à Munich. Il emmena van der Lubbe jusque dans cette ville. A la porte ils se séparèrent. Van der Lubbe a dû séjourner quelques jours à Munich, car à son retour il donnait à ses amis des descriptions détaillées de la ville. Il ne parlait pas seulement de la ville. Il racontait aussi à plusieurs reprises les grandes aventures qu'il y avait eu et les innombrables gens qu'il y avait connus. Le jeune ouvrier, dont nous avons publié ailleurs les déclarations, dit, suivant le procès-verbal :

« Le hollandais me raconta ce que son séjour à Munich avait eu d'agréable. Il me parla d'un certain Dr. B. qui l'avait adopté et qui lui avait fait connaître bien des gens. Il laissait entendre que le docteur B. l'avait mis en rapport avec un homme influent. Il me parla avec enthousiasme du Dr. B. »

Ce Dr B. n'est autre que le docteur Bell, que van der Lubbe avait été voir à Munich. Le Dr Bell l'a introduit dans des milieux national-socialistes et, entre autres, la présenté au chef d'état major de Hitler, Röhm. Le Dr Bell, alors encore son conseiller en politique étrangère, était intimement lié avec Röhm, si intimement que plus tard Röhm le chargea de la mission de confiance d'établir la liaison avec Mayr, commandant de la Bannière d'Empire. Röhm, à ce moment, se sentait poursuivi par la Vehme national-socialiste et par l'intermédiaire de Bell il cherchait à obtenir la protection de Mayr. Tous ces faits ont été connus par les dépositions de Mayr et de Bell lors des débats publiques du tribunal en octobre 1932, le capitaine Röhm ayant porté plainte contre le journal social-démocrate, la « Muenchner Post ».

Bell n'était pas seulement conseiller de Röhm en politique étrangère, il était également son confident pour les histoires d'amour. La « Muenchner Post » et autres journaux ont publié en 1932 des lettres de Röhm adressées à des jeunes gens, d'où il ressort que Röhm était homosexuel. Le Dr Bell était le rabatteur de Röhm. Il connaissait bien les relations de Röhm et des jeunes gens, parce que la plupart du temps c'était lui-même qui les lui avait amenés. Belle tenait une liste exacte de tous les jeunes gens qu'il avait rabattus pour Röhm. Bell prévoyait que tôt ou tard il serait en difficulté avec les chefs national-socialistes. Il est vrai qu'il était le confident du rédacteur en chef du « Voelkischer Beobachter », Alfred Rosenberg, il est vrai qu'il était l'agent de Deterding avec lequel, sur ordre des nazis, il était entré en rapport, mais il avait des ennemis qui ne reculaient devant rien. Cette liste devait servir à mettre Röhm à sa merci, cette liste était une arme avec laquelle il voulait toujours pouvoir menacer Röhm.

Cette liste n'existe plus aujourd'hui. Bell, en 1933, devant les menaces d'assassinat, s'enfuit à Kufstein en Autriche. Il y est attaqué par des troupes d'assaut et tué. A cette occasion tous les documents compromettants que Bell avait possédés et dont il voulait se servir contre les national-socialistes lui furent volés. La liste entre autres.

W. S., l'ami de Bell, a fait au sujet de cette liste les déclarations suivantes dont il a été fait un procès-verbal :

« Le Dr. Bell sortit de son armoire secrète quelques papiers. Il me montra une feuille : Voici la liste d'amour de Röhm, si je la publiais un jour, Röhm serait un homme mort. » Il me laissa regarder la liste. Environ trente noms y étaient notés. Je me souviens exactement d'un prénom *Rinus* derrière lequel était écrit entre parenthèses un nom hollandais, commençant par van der. » Rinus est le diminutif de Marinus. Sur la liste d'amour de Röhm on peut trouver le nom de van der Lubbe. »

Van der Lubbe a effectivement fait en partant de Munich le « voyage ouvrier de sport et d'étude » annoncé avec pompe ; nous possédons une carte postale de Cracovie, notre correspondant une lettre de Budapest écrite à un ami, et une carte de Belgrade. Lorsque van der Lubbe en janvier ou février revient à Leyde, il parle abondamment de son voyage. Sur le chemin de Budapest, il prétend avoir connu un jeune artisan dont la sœur vivait dans un bordel de Budapest. Van der Lubbe raconte qu'il voulait sauver cette fille du bordel, mais elle lui aurait réclamé de l'amour. Il aurait dormi avec elle dans une chambre toute une nuit sans la toucher puis aurait continué son voyage. Le récit de la fille qui doit être sauvée est une histoire d'homosexuel typique. C'est ce qu'à l'imitation de Freud, les homosexuels appellent le « complexe-Parsifal ».

LE FLEUVE QUI SÉPARE LA POLOGNE DE L'U. R. S. S.

Des récits de voyage de van der Lubbe rapportés par plusieurs de ses amis à notre correspondant, il faut relever surtout cette anecdocte : Van der Lubbe raconta qu'il avait été en Pologne et qu'il avait atteint la frontière de l'U. R. S. S. Lubbe aurait tenté de traverser ce fleuve à la nage, mais les coups de feu des soldats polonais l'auraient ramené en arrière. Gardé plusieurs jours en prison, il apercevait de là le poste soviétique, de l'autre côté du fleuve. Puis il aurait été expulsé.

Grand étonnement de la part des amis de van der Lubbe en entendant dire que nul fleuve important ne sépare la Pologne de l'U. R. S. S. Ce récit, lui aussi, caractérise bien l'habitude du mensonge et de la vantardise chez van der Lubbe.

Le certain, van der Lubbe n'a jamais mis le pied en U. R. S.S. Avec toute sa vantardise, il n'a jamais prétendu avoir été en U. R. S. S.

Cartes et lettres confirment que van der Lubbe, dans les derniers mois de 1931 et au début de 1932, a effectivement été dans quelques villes de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie et de Tchécoslovaquie. Il semble avoir fait pendant son voyage la connaissance de plusieurs hommes riches. D'après ses récits, un homme à Budapest lui aurait fait cadeau d'une paire de souliers neufs, un autre en Yougoslavie lui aurait donné un billet de chemin de fer.

Le docteur Bell a introduit van der Lubbe dans des milieux national-socialistes avec lesquels il est dès lors resté en relations constantes. Van der Lubbe recevait beaucoup de lettres d'Allemagne, et se donnait toujours beaucoup de peine pour cacher ces lettres à ses amis et connaissances.

L'INVITÉ DES NATIONAL-SOCIALISTES

Van der Lubbe, revenu à Leyde en janvier ou février 1932, y était rentré brusquemment. Mme van Zijp raconte qu'elle reçu de lui une carte postale de Berlin et le lendemain même van der Lubbe était là.

Il faut donc qu'il ait fait le voyage de Berlin à Leyde en auto ou en train. Comment s'était-il procuré l'argent ?

C'est deux mois après que van der Lubbe entreprend son troisième voyage en Allemagne. Avant son départ, il entre en conflit avec la caisse de secours. Il y casse une vitre parce qu'elle lui refusait une augmentation de pension. Le tribunal hollandais le condamne à trois mois de prison. Avant que de purger sa peine, il part pour l'Allemagne. Ce voyage le mena à Berlin et en Saxe. Le 1er et le 2 juin 1932, il couchait à Sörnewitz (arrondissement de Meissen en Saxe) où il a été vu avec le conseiller municipal Sommer et le jardinier Schumann, tous deux national-socialistes. Après l'incendie du Reichstag, Sommer a parlé au maire de Brockwitz du passage de van der Lubbe .Le fait a été enregistré officiellement par le préfet, le Dr Haertl, à la préfecture de Meissen. Le procès-verbal en a été envoyé au ministère de l'intérieur de Saxe, qui a fait un rapport au ministre de l'intérieur du Reich, Frick. Ces faits ont été révélés par un député social-démocrate interpellant au Landtag de Saxe. Ils n'ont jamais été démentis.

Les journaux qui ont reproduit cette interpellation racontent aussi que le conseiller Sommer a disparu peu de temps après avoir parlé du séjour de van der Lubbe à Sörnerwitz. Cette nouvelle également n'a pas été démentie.

Van der Lubbe après son séjour à Sörnewitz a dû séjourner quelques jours encore en Allemagne. A son retour en Hollande, il est arrêté le 21 juin à Utrecht. Il reste neuf jours à Utrecht. Il est envoyé dans la prison de s'Gravenhage (La Haye) pour y purger sa peine.

VAN DER LUBBE MULTIPLIE SES ATTAQUES CONTRE LE PARTI COMMUNISTE

Le 2 octobre 1932, van der Lubbe sort de la prison de la Haye. Il va à Leyde. Jusque à la fin de l'année, il fait plusieurs voyages. Il se rend à Amsterdam et à La Haye. Dans toutes ces villes il prend part à des réunions comme orateur et ses discours sont pleins d'attaques violentes contre le parti communiste. Le 6 octobre, à la bourse des grains de Leyde, il prend part à une réunion dont le principal orateur est le chef des fascistes hollandais, I. A. Baars. Peu de temps après l'incendie du Reichstag, alors que la presse hitlérienne prétendait que van der Lubbe était communiste, plusieurs indépendants, qui avaient assisté à cette réunion, ont, dans une déposition dont procès-verbal est conservé par devant notaire, décrit l'attitude de van der Lubbe pendant cette réunion. Celui-ci y intervint pour permettre au chef fasciste de parler tranquillement. Il s'éleva contre toute tentative des anti-fascistes de la salle pour interrompre Baars, et dans son discours il s'abstint de toute attaque contre les fascistes.

Un autre rapport dont nous publions plus loin le texte, décrit l'attitude de van der Lubbe pendant une assemblée des chauffeurs en grève à la Haye en décembre 1932. Il alla plus loin encore qu'au cours de la

réunion précédente. Il attaqua violemment le parti communiste. Il s'éleva véhémentement contre leur politique et demanda aux chauffeurs en grève d'accomplir des actes terroristes malgré l'opposition du parti communiste. Une vingtaine de témoins ont signé un procès-verbal où ils font un récit détaillé de l'attitude de van der Lubbe. Ils appartiennent aux partis les plus différents. Ils sont unamines à dire que le discours de van der Lubbe à cette réunion était dirigé contre le parti communiste. Le récit de ces témoins se trouve dans le chapitre suivant.

Van der Lubbe, après sa démission du parti communiste hollandais, suit une ligne droite. Ses attaques s'enveniment de réunion en réunion, Les arguments qu'il fait valoir, dans les derniers mois de 1932, sont très influencées par les façons de voir des national-socialistes. Ses discours sont parsemés de sorties antisémites. Il a des tournures de phrases directement prises au vocabulaire de la propagande national-socialiste. Il établit une différence entre capital « accapareur » et capital « producteur », terminologie purement national-socialiste. Pas le plus léger doute que dans les derniers mois de 1932 au moins, il ait subi l'attrait des promesses national-socialistes. Le petit bourgeois déçu s'était retrouvé.

LE DERNIER VOYAGE EN ALLEMAGNE

En janvier 1933, van der Lubbe doit subir dans un hôpital de Leyde un nouveau traitement pour ses yeux. Son mal s'était empiré ; il resta quatre semaines à l'hôpital, au lit. Il y recevait de nombreuses lettres d'Allemagne. Il quitta l'hôpital vers le milieu de février. Hitler était chancelier. Van der Lubbe confia à quelques connaissances qu'il devait partir pour l'Allemagne. Il laissait entendre qu'il attendait beaucoup de ce voyage. Plusieurs personnes ont déclaré à notre correspondant, d'une façon pleinement concordante, que les amis de van der Lubbe insistaient, à l'en croire, pour qu'il vînt en Allemagne. Savait-il déjà qu'il était choisi pour accomplir une grande action ? Peut-être ne faisait il qu'espérer une place et du travail procurés par ses amis nazis. Mais sans aucun doute, il attendait beaucoup de ce voyage. Une conversation qu'il a eue avec Mme van Zijp peu de temps avant son départ nous renseigne sur ses espoirs. Van der Lubbe lui raconta que son passeport serait prochainement périmé. Elle lui demanda s'il devait absolument partir et s'il ne valait pas mieux rester à Leyde. Il répondit qu'il avait quelque chose d'important à accomplir en Allemagne et que son passeport ne lui servirait que cette seule et dernière fois.

Van der Lubbe a quitté Leyde au milieu de février 1933. D'après un article de la « Vossische Zeitung » du 2 mars 1933 il a passé la nuit du 17 février à Glindow près de Werder, et en est reparti le 18 février pour Berlin. A Berlin il rencontra les amis national-socialistes dont il avait fait la connaissance par l'intermédiaire de Bell. Il se mit immédiatement en relation avec les amis du comte Helldorf.

L'INSTRUMENT VAN DER LUBBE

Le 27 février van der Lubbe est arrêté dans le Reichstag en flammes. Les flammes de l'incendie forment le fond d'une mystification dont le personnage principal, pour quelques heures, est van der Lubbe. Puis il doit quitter la scène pour faire place aux véritables protagonistes. Les phares de la vérité déchirent les ombres trompeuses et mettent crûment en lumière ceux qui voulaient se servir de van der Lubbe comme d'un instrument : Goering et Goebbels.

Pourquoi van der Lubbe a-t-il été choisi comme instrument ? Van der Lubbe avait été membre du parti communiste hollandais jusqu'en avril 1931. Les émissaires de Goering et de Goebbels croyaient que cela suffirait pour mettre l'incendie du Reichstag sur le compte des communistes.

Les relations homosexuelles de van der Lubbe et des chefs national-socialistes, sa dépendance matérielle le rendaient souple et obéissant à la volonté des incendiaires.

La nationalité hollandaise de van der Lubbe était un atout de plus. Elle facilitait à Göring et à Goebbels la tâche de présenter l'incendie du Reichstag comme l'effet d'un complot international. Goering et Goebbels entendaient présenter l'incendie du Reichstag comme l'œuvre du communisme international. C'est pourquoi on arrêta également trois Bulgares et on les accusa de complicité bien qu'ils n'eussent pris aucune part à l'incendie du Reichstag.

C'est pour toutes ces raisons que van der Lubbe fut choisi comme instrument par les incendiaires.

Voyons les personnages principaux du complot :

Le plan de l'incendie a été trouvé par un fanatique apologiste du mensonge et de la provocation : le Dr Goebbels.

La direction de l'action est entre les mains d'un morphinomane : le capitaine Goering.

Le commandement des incendiaires est confié à un assassin de la Vehme : Edmund Heines.

L'instrument est un jeune pédéraste à moitié aveugle, Marinus van der Lubbe.

Quand en 1886 la police de Chicago mit en scène un attentat à la dynamite, avec des provocateurs payés, il fallut 7 ans pour pouvoir découvrir la provocation. Les instruments avaient été bien choisis. Après l'incendie du Reichstag, il a suffit de trois jours pour que le monde entier fût certain que les national-socialistes avaient allumé le Reichstag. L'instrument van der Lubbe avait été mal choisi.

LES VÉRITABLES INCENDIAIRES

LES VÉRITABLES INCENDIAIRES

LE REICHSTAG

Le 9 juin 1884, Guillaume Ier posait la première pierre du nouveau Reichstag. Le palais, construit sur les plans de l'architecte francfortois Paul Walot, coûta 27 millions de marks. La construction en dura plus de 10 ans. C'est le 5 décembre 1894 que Guillaume II posa le dernière pierre.

Le bâtiment se trouve place de la République, face au monument de Bismarck. A l'est, le Reichstag touche à la Friedrich-Ebertstrasse, au sud, au Tiergarten, longé par la Simsonstrasse ; le côté nord regarde la Sprée.

Large de 137 mètres, le bâtiment comprend un souterrain, un rez-de-chaussée, un étage principal, un entre-sol et deux étages supérieurs, une grande et quatre petites coupoles. Le centre en est formé par la salle des séances et les tribunes.

La salle des séances, sur trois côtés, est revêtue de boiseries. Le quatrième côté, derrière le siège du président, est tendu d'étoffe. Estrades, tribunes, bancs sont en bois. L'amphithéâtre est formé de sept groupes de sièges, séparés par d'étroits couloirs garnis de tapis épais. Le pourtour de la salle qui mène à la salle des pas perdus est ainsi que le hall pourvu de tapis, de sièges rembourrés et de portières.

A cet étage, il y a de plus de nombreuses pièces et salles dont les fenêtres donnent sur les rues qui longent le Reichstag. Les salles de lecture, des archives, la bibliothèque se trouvent partie à l'étage principal, partie à l'entresol. De la cave où sont les installations de chauffage et d'aération, un petit escalier conduit à un couloir souterrain qui, sous la colonnade du Reichstag et la Friedrich Ebertstrasse, gagne le palais du président du Reichstag, Goering, situé de l'autre côté de la Friedrich-Ebertstrasse.

Une porte sépare ce couloir de l'escalier de la cave et de la chambre de chauffage. Le long du couloir courent des tuyaux de chauffage.

L'entrée principale du Reichstag sur la place de la République n'est ouverte qu'en cas de cérémonie.

COMMENT PÉNÈTRE-T-ON DANS LE REICHSTAG ?

Dans tous ses communiqués, le gouvernement hitlérien a évité toute indication des moyens d'accès au Reichstag utilisés par les incendiaires. Or voici ce qu'un visiteur doit faire pour entrer au Reichstag.

1) Tout étranger au Reichstag ne peut y pénétrer que par les portes 2, Simsonstrasse, ou 5, Quai du Reichstag. La porte 2 n'est ouverte que les jours de séance. Le jour de l'incendie, les visiteurs ne pouvaient entrer que par la porte 5.

2) Par la porte 5, on arrive dans un hall. Celui-ci est barré par des cordes derrière lesquelles se tiennent des portiers.

3) Tout visiteur doit inévitablement s'adresser à un portier, remplir une fiche imprimée où il indique son nom, le nom du député qu'il veut voir et la raison de sa visite.

4) Un chasseur porte la fiche au député.

5) En attendant sa réponse, le visiteur se tient dans la salle d'attente, sous la surveillance constante de l'employé de service.

6) Si le député le désire, le chasseur conduit le visiteur, et ne s'éloigne que lorsque le visiteur est en présence du député.

7) Tous les visiteurs sont inscrits d'après la fiche remplie sur des listes spéciales.

L'INCENDIE DU REICHSTAG

Le 27 février 1933 entre 21 heures et 21 h. 15, l'incendie se déclare au Reichstag. Le premier communiqué officiel est donné le même soir par T. S. F. Le poste de Berlin fait savoir que l'auteur, un communiste hollandais nommé van der Lubbe, a fait des aveux complets. Trouvé avec un pantalon pour tout vêtement par les agents de police qui pénétraient dans le Reichstag, il aurait été porteur d'un passeport hollandais et d'une carte de membre du parti communiste hollandais. Aux premières heures du 28 février 1933, l'agence officielle de la presse de Prusse communique la note suivante :

« Lundi, le Reichstag a pris feu. Le commissaire du Reich au ministère de l'intérieur de Prusse et ministre du Reich, Goering, a, dès son arrivée sur le terrain de l'incendie, pris toutes mesures utiles pour la direction de l'action. Au reçu de la nouvelle, le chancelier du Reich, Adolphe Hitler, et le vice-chancelier, von Papen, sont arrivés également.

« Sans aucun doute, nous nous trouvons devant le plus grave incendie criminel que l'Allemagne ait jamais connu. D'après l'enquête de la police, dans tout le bâtiment du Reichstag, du rez-de-chaussée à la coupole, de nombreux foyers d'incendie ont été disposés : goudron et torches placées sous les fauteuils de cuir, sous les dépôts d'imprimés du Reichstag, près des portes, des rideaux, des boiseries et autres endroits facilement inflammables. Un agent de police a entrevu dans le bâtiment des personnes portant des torches enflammées. Il a immédiatement tiré. Le criminel a été arrêté. Il s'agit d'un maçon de 24 ans, van der Lubbe, de Leyde en

Namn: von Göring Herman Wilhelm, Kapten   N:r S.S. 201/1925

Bostad: Odengatan 23   Hemortsrätt: Tyska ... 338 Bet. 18 *

Intogs den	Utskrevs den	Utskrevs till	Död den	Födelsetid	Rekvisition hos polisen	Rekvisition hos ombudsman	Rekvisition hos avgiftsdelegerade	Lagsökt den	Hosp. ansökan till	Hosp. ansökan den	Pensionsansökan den	Remiss av Poliskammaren	Remiss av Förste stadsläk.	Remiss av Överläkaren	Betyg av Läkare	Betyg av Präst	Betyg av Ombudsman	Betyg av Roteman	Bil. B.	Kyrkoherden underrättad
1/9 25	7/9 25	Långbro		12/1 1893	7/9 25	–						1			1		–		1	

Anteckningar: * amb.

× till K.M.S. 19/11 25

1,000. 2. 25.   Vänd!

Fiche du capitaine Göring, entré le 1-9-1925 dans l'asile de Langbro.

Certificat médical du médecin légiste de Stockholm :

... que le capitaine Göring est morphinomane et que sa femme, Rarin Göring, est épileptique et que, par conséquent, il est impossible de laisser son fils, Thomas Rantzow, habiter cette maison.

Stockolm, le 16 avril 1926-   Karl A. R. Lundberg, med. leg.

29/4 1926 Bil. ba

Att kaptenen Göring lider af morfinism och
hans hustru Carin Göring, född friherrinna
...k, lider af Epilepsi och att derför deras hem
...ste anses olämpligt för hennes son Thomas
...ntzow, intygar

Stockholm 16 April 1926

Karl A. R. Lundberg

leg. läk

L'HOMME QUI INTRODUISIT LES PUNITIONS CORPORELLES DANS LES ECOLES ALLEMANDES



Le Dr Rust, ministre de l'instruction publique de Prusse.

Hollande, qui était porteur d'un passeport hollandais en règle, et qui a avoué être membre du parti communiste hollandais.

« La partie centrale du Reichstag, salle des séances, tribunes et pourtour, a entièrement brûlé à l'intérieur : les dégâts se chiffrent par millions.

« Cet incendie est l'attentat terroriste le plus monstrueux du bolchévisme en Allemagne. Dans les cent quintaux de matériel que la police a trouvé lors de la perquisition de la maison de Liebknecht, il y avait des instructions pour l'établissement d'une terreur communiste à l'image de la terreur bolchéviste.

« D'après ces instructions, le Reichstag, les musées, les châteaux et des entreprises de première nécessité devaient être incendiés. En outre, instruction est donnée, lors des désordres et rencontres, de placer devant les terroristes des femmes et des enfants, si possible ceux des fonctionnaires de la police. La découverte de ce matériel a empêché la réalisation systématique de la révolution bolchéviste. Malgré cela, l'incendie du Reichstag devait être le signal de l'émeute sanglante et de la guerre civile. Dès mardi, à 4 heures du matin, les pillages devaient commencer à Berlin. Il est établi qu'aujourd'hui devaient débuter dans toute l'Allemagne des attentats terroristes contre certaines personnes, contre la propriété privée et la population paisible : la guerre civile devait éclater.

« Le commissaire du Reich au ministère de l'intérieur et ministre du Reich, Goering, a opposé à ce danger monstrueux les mesures les plus sévères. Il maintiendra intacte l'autorité de l'Etat par tous les moyens. La première attaque des forces criminelles, on l'a vu, a pu être repoussée. Pour la protection de la sécurité publique, toutes les entreprises publiques et les entreprises de première nécessité ont été, dès lundi soir, mises sous la protection de la police. Des camions spéciaux de la police parcourent sans arrêt les quartiers les plus exposés. La sûreté et la police juridique de Prusse sont alarmées. La police auxiliaire est convoquée.

« Un mandat d'amener a été établi contre deux députés importants, soupçonnés fortement de complicité. Les autres députés et fonctionnaires du parti communiste seront mis en été d'arrestation préventive. Les journaux, revues, tracts et affiches communistes sont interdits en Prusse pour quatre semaines. Tous les journaux du parti social-démocrate sont interdits pour quatorze jours, l'incendiaire du Reichstag ayant avoué ses relations avec le Parti Social-Démocrate Allemand. Le front unique communiste-socialiste est du fait de cet aveu une réalité publique, qui exige des responsables de la sécurité en Prusse une action que détermine le devoir de sauvegarder l'autorité de l'État au moment du danger. La nécessité des mesures préalablement introduites (décret sur les armes à feu, la police auxiliaire, etc.) est entièrement vérifiée par les derniers événements. Ceux-ci sont suffisants pour que s'arme l'autorité de l'État, afin d'étouffer dans l'œuf les tentatives contre la paix de l'Allemagne et par conséquent de l'Europe. En cette heure grave, le ministre du Reich, Goering, demande à la nation allemande une grande discipline. Il attend de la population un soutien sans réserve et se porte garant de la sécurité et de la protection de celle-ci. »

LES PREMIERS RÉCITS DES JOURNAUX

Le 28 février au matin, des millions d'êtres lisent dans leurs journaux la description de l'incendie du Reichstag. Des titres énormes s'étalent aux premières pages : *Le Reischstag allemand en flammes* ! L'évènement éclipse tous les autres faits du jour. A Londres, à Paris, à New-York, à Amsterdam, à Prague et à Vienne, ce sont des récits détaillés de l'incendie. Mais pour l'instant, seule la voix des reporters

se fait entendre : dans leurs télégrammes, les « flammes rouges qui s'élancent vers le ciel nocturne », la célèbre phrase de « l'image affreusement jolie » manquent encore. Ils sont unanimes à dire que la salle des séances est complètement brûlée de même que la coupole qui la surmonte, dont le toit de verre a éclaté et dont les traverses ont été tordues. Le pourtour de la salle des séances, la salle des pas perdus sont détruits.

Les nouvelles ultérieures de la presse mondiale présentent des divergeances notables. Le « Prager Tageblatt » du 28 février raconte que l'incendie a été remarqué vers 22 heures, le « Temps » du 1er mars, à 21 h. 15, le « Times » de Londres du 28 février, à 21 heures.

Les nouvelles des journaux ne sont pas non plus concordantes sur le mode de découverte de l'incendie. L'agence télégraphique de Hugenberg « Telegraphen-Union » prétend dans une dépêche reproduite par une partie de la presse dans l'édition du matin du 28 février 1933 :

« Il n'y a aucun doute que le feu ait été mis à l'aide de torches aux différents foyers d'incendie. Un agent de police a vu passer derrière une des fenêtres un porteur de torche sur lequel il a immédiatement tiré. »

Le « Temps » du 1er mars 1933 dit par contre que l'alarme a été le fait d'un employé de la maison des ingénieurs, située en face du Reichstag.

Le nombre des foyers varie suivant les journaux. Le « Prager Tageblatt » du 28 février parle de 20 foyers, le correspondant berlinois du « Times » rapporte, dans l'édition du matin du 28 février, que l'officier de police de service lui dit que le feu a été mis en quatre ou cinq endroits. Le *Chicago Tribune* parle de 10 foyers.

La vitesse de propagation de l'incendie fait supposer que de nombreux foyers avait été préparés.

DÉBUT DU POGROME CONTRE LA GAUCHE

Les flammes crépitent encore dans le Reichstag, une grande foule est encore devant le bâtiment en feu, que déjà autos de la police, motocyclettes, sections des troupes d'assaut sont en route.

La première arrestation a lieu peu avant minuit. Les premières lueurs du jour trouve à la préfecture de police des centaines d'arrêtés, assis sur les longs bancs des corridors : communistes, socialistes, pacifistes, écrivains, médecins, avocats arrachés à leurs lits et amenés à la préfecture. Beaucoup d'entre eux dormaient quand la T. S. F. a transmila nouvelle de l'incendie du Reichstag.

Les journaux de midi donnent la première liste de prisonniers. Parmi eux, les écrivains Ludwig Renn et E. E. Kisch, Erich Baron, von Ossiestzki et O. Lehmann-Russbuldt, les médecins Böhnheim, Schmincke et Hodann ; les avocats Litten, Barbasch et Felix Halle ; les députés communistes Walter Stöcker, Ernst Schneller, Fritz Emmerich, Ottomar Geschke et Willi Kasper. Le député au Reichstag, Torgler, soupçonné de complicité dans l'incendie, se rend à la préfecture de police dès le matin du 28 février pour protester contre les accusations. Il est

arrêté. Le 28 février, la presse communiste et social-démocrate ne paraît plus. Les imprimeries du « Vorwärts » et des journaux « Berlin am Morgen » et « Welt am Abend » sont occupées dès la nuit du 27 au 28, les exemplaires déjà imprimés de l'édition du matin sont saisis. L'imprimerie de la « Rote Fahne » dans la maison de Karl Liebknecht avait été déjà occupée plusieurs jours auparavant. La « Rote Fahne » était interdite dès avant l'incendie du Reichstag.

LES DÉCRETS DE MORT.

Le feu fut éteint dans la nuit de l'incendie. Ce n'est que quelques heures plus tard que le président du Reich signait cet édit barbare, qui fut nommé : Décret pour la protection de la nation et de l'état.

De par l'article 48 de la constitution du Reich il est ordonné pour la défense des actes de violence contre la sécurité de l'état :

« § 1. Les articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153 de la constitution du Reich allemand sont abrogés jusqu'à nouvel ordre. Sont abolies les restrictions de la liberté individuelle, du droit d'expression, liberté de presse comprise, du droit d'association et de réunion ; la censure postale des lettres, télégrammes, téléphones et radios, les mandats de visites domiciliaires et de saisies ainsi que les limitations de la propriété en dehors des limites fixées par la loi.

« § 4. Celui qui agit contre l'exécution des instructions des hautes autorités du pays, ou des autorités dont il relève, chargées d'appliquer ce décret, ou qui s'oppose aux décrets promulgués selon l'article 2 par le gouvernement du Reich, ou celui qui pousse ou excite à une telle action, au cas où cette action ne serait pas passible de peines sévères selon d'autres prescriptions, sera frappé d'une peine de prison d'au moins 1 mois et d'une amende de 150 à 15.000 marks.

« Celui qui par sa résistance au paragraphe 1 entraîne un danger public sera puni de réclusion et, en cas de circonstances atténuantes, de prison d'au moins 6 mois, et de mort, si sa résistance a provoqué la mort d'un homme, avec circonstances atténuantes, de réclusion d'au moins 2 ans. En outre la saisie de sa fortune peut être prononcée.

« Celui qui pousse ou excite à une action constituant un danger public (paragraphe 2) est puni de réclusion ; avec circonstances atténuantes, d'une peine de prison d'au moins 3 mois.

« § 5. Sont punis de mort les criminels punis de réclusion perpétuelle par le code criminel aux § 81 (haute trahison) 129 (empoisonnement), 307 (incendie criminel), 311 (explosions), 312 (inondation), 315 (alinéa 2) (endommagement d'installations ferroviaires), 1324 (empoisonnement public).

« Sont punis de mort, ou (à moins de peine plus sévère prévue par la loi ancienne) de réclusion perpétuelle ou de réclusion à 15 ans : 1° Celui qui entreprend de tuer le président du Reich ou d'un gouvernement d'un État, celui qui excite à un tel meurtre, s'offre ou accepte une telle offre, ou celui qui s'entend avec un autre pour un tel meurtre ;

« 2° Celui qui dans les cas du § 115 du code criminel (émeute grave) ou du § 125 alinéa 2 du code criminel (rupture de la trêve des partis) se livre à une action par les armes ou consciemment et volontairement avec l'aide d'un homme armé ;

« 3° Celui qui est coupable de séquestration (§ 229 du code criminel) avec l'intention de se servir du séquestré comme otage dans la lutte politique.

L'AGITATION CONTRE LES COMMUNISTES.

Dans des éditions spéciales, dans des discours ministériels, par T. S. F., sur des affiches, on proclame : « Les communsites ont mis le feu au Reichstag ; l'incendie du Reichatag devait être suivi d'un soulèvement et de la guerre civile ; les communistes veulent souiller vos femmes, assassiner vos enfants ; les communistes veulent empoisonner l'eau, les fontaines, la nourriture des restaurants ». Heure par heure, les crimes des communistes sont resassés aux lecteurs des journaux et aux auditeurs de T. S. F.

L'agitation est faite méthodiquement et systématiquement. La presse est inondée de nouvelles sur les intentions des communistes. La « Vossische Zeitung » du 1er mars annonce de source gouvernementale : »

« Le gouvernement est d'avis, qu'étant donnée la situation, l'État et la nation ont couru et courent encore un danger. Les documents de la maison de Karl Liebknecht sont actuellement chez le procureur de la République pour vérification. Les communiqués officiels disent que les documents contiennent la preuvent que c'est systématiquement que des actes terroristes ont été préparés par les communistes et cela à une échelle qui met en danger la nation et l'État.

« On aurait trouvé dans les documents communistes saisis certains projets concernant notamment la prise d'otages, surtout des femmes et des enfants de certaines personnalités, des indications sur des incendies de bâtiments publics, des instructions pour des groupes terroristes qui devaient agir sur certaines places publiques, et même en uniforme de la police, des troupes d'assaut et des Casques d'acier. Il y aurait confirmation des soupçons suivant lesquels l'activité communiste devrait se poursuivre, le comité central d'action étant éventuellement transporté hors de Berlin. Il y aurait également des raisons de penser que, comme dans la maison de Karl Liebknecht, il y aurait ailleurs des caves et couloirs souterrains par lesquels les communistes disparaissent au moment du danger. Pour ces raisons, les mesures nécessaires ont été prises aux frontières allemandes pour rendre impossible le passage des suspects à l'étranger. Quant à l'incendie criminel du Reichstag, on déclare qu'il existe une preuve irréfutable de ce que le chef de la fraction communiste du Reichstag, le député Torgler, est resté plusieurs heures dans le bâtiment du Reichstag avec les incendiaires et avec d'autres personnes qui auraient pris part à cet incendie. On ajoute que les autres auteurs ont éventuellement pu s'échapper par les couloirs souterrains qui relient les installations de chauffage du Reichstag, le Reichstag lui-même et le palais du président du Reichstag. On signale l'arrestation de personnes qui ont téléphoné du bâtiment du Reichstag pour présenter comme auteur de l'incendie le président du Reichstag Goering et on fait remarquer que ces personnes auraient des liaisons avec le parti et la presse social-démocrates.

« De source autorisée, la lutte contre le communisme va être menée avec la plus grande vigueur. Celui qui travaille avec les communistes ou qui est suffisamment suspect de travailler avec eux sera traité aussi rigoureusement que les communistes eux-mêmes. Des déclarations des cercles gouvernementaux, il ressort également que les élections auront lieu quelles que soient les circonstances.

« On remarquera que les décrets « pour la protection de la nation et de l'État » et le décret pour l'aggravation des peines réprimant la haute trahison se complètent l'un l'autre. On déclare officiellement que les diverses prescriptions du décret « pour la protection de la nation et de l'État » et qui sont spécialement dirigées contre le communisme ont été rendues nécessaires par la découverte des documents dans la maison de Karl Liebknecht. Ainsi l'aggravation des punitions prévues dans le code criminel pour empoisonnement et empoisonnement public provient de ce que les communistes prévoyait des empoisonnements de grande envergure parmi lesquels l'empoisonnement de la nourriture populaire et de la nourriture dans les restaurants fréquentés par des politiciens adverses etc. »

Le ministre du Reich, Hermann Göring, parle le 1er mars de Berlin à la radio. D'après les journaux, ses affirmations sont les suivantes :

« Les communistes recrutaient par tracts et bulletins des ouvriers valides pour des troupes rouges d'autodéfense. Cet appel était un prétexte pour mobiliser les masses des communistes révolutionnaires et pour les lancer dans la lutte contre la nation et l'État.

« Je le déclare ouvertement, nous ne voulons pas mener une lutte défensive, mais nous prenons l'offensive sur tout le front. Ce sera la plus noble de mes tâches d'anéantir le communisme parmi notre peuple. Aussi, avons-nous mobilisé les forces de cette Allemagne nationale, dont la tâche principale est d'abattre le communisme. »

« Goering affirme encore : « Le 15 février il a été établi que le Parti Communiste Allemand s'occupait de la formation de groupes terroristes dont les effectifs montent jusqu'à 200 hommes. Les groupes doivent revêtir l'uniforme des sections d'assaut et entreprendre avec des autos l'attaque des grands magasins, des boutiques, etc. Des attaques analogues doivent être exécutées contre les associations fédérées comme les Casques d'acier et les partis nationaux. D'autre part, les groupes terroristes doivent accomplir des actes semblables en uniforme des Casques d'acier. En cas d'arrestation ils doivent produire de faux papiers.

« On a de plus trouvé de nombreuses faux, de prétendus ordres de chefs des sections d'assaut et des Casques d'acier, invitant mystérieusement les sections d'assaut à se tenir prêtes à occuper Berlin dans la nuit du 6 mars et ceci en faisant impitoyablement usage des armes, en abattant toute résistance, etc. Ces ordres falsifiés ont été propagés parmi les autorités et les citoyens pour provoquer la peur d'un Putsch national-socialiste contre l'État et pour jeter le trouble dans la population ouvrière. Des ordres de police ont été falsifiés également, pour se faire livrer des chars d'assaut. Dans une réunion du parti communiste allemand le 18 février, le mot d'ordre d'un pacte d'attaque des prolétaires unis contre la bourgeoisie et les états fascistes a été expressément donné. Le même jour, on a arrêté le chef d'une colonne de dynamiteurs de ponts qui s'était trahi en faisant disparaître de trop grandes quantités d'explosifs.

« Peu après, on découvre une organisation du Parti Communiste Allemand qui veut agir par le poison. La découverte d'un plan d'empoisonnement à Cologne apprend que le poison doit être employé dans les cantines des sections d'assaut et des Casques d'aciers. Un autre document nous prouve qu'on ne veut pas seulement mettre la main sur les femmes et les enfants de personnalités de marque mais qu'on veut se servir lors des démonstrations, des femmes et des enfants des agents de police comme d'un rempart vivant. La direction de cette organisation de meurtre était entre les mains du chef communiste Münzenberg.

« Le 22 février, le comité national a donné le mot d'ordre d'armer le prolétariat. Dans cette instruction on pouvait lire : « En cas d'appel à la terreur, tout moyen et toute arme sont à utiliser. » Des grèves de masses

ont été ordonnées. Des grèves de solidarité devaient être préparées. Toutes les personnes capables de se servir d'une arme devaient être notées, chacun devait se préparer à l'action illégale. »

Goering parla ensuite du plan d'organisation d'un soulèvement armé. On y trouvait le mot d'ordre suivant lequel le soulevement armé est la première phase de la guerre civile. On donnait des instructions sur l'emploi de petits groupes terroristes pour mettre le feu à des milliers et des milliers d'endroits. Le but de ces actes aurait été d'attirer la police et l'armée dans la campagne et de provoquer ensuite l'émeute dans les villes délaissées.

Avec les otages on ne devait pas se laisser duper par un sentiment d'humanité.

Goering conclut : « Je dois le dire aux communistes : mes nerfs jusqu'ici ne m'ont pas abandonné, et *je me sens assez fort pour répondre du tac au tac à leurs attentats criminels.* »

QUI SONT LES INCENDIAIRES ?

A la nouvelle de l'incendie du Reichstag, la question se pose pour la presse mondiale : *Qui sont les incendiaires* ? La plupart des feuilles allemandes ont accepté les dires du gouvernement de Hitler. Ce sont les communistes qui ont mis le feu au Reichstag. Par contre la presse étrangère reçoit avec beaucoup de scepticisme les communiqués officiels, scepticisme qui, les nouvelles s'ammoncelant, tourna à des affirmations officielles. Le « Temps » du 1re mars dit :

« Le communiqué officiel a visiblement pour but d'affoler la population et de l'exciter contre l'opposition de gauche. Il n'existe aucun moyen de vérifier les assertions policières. On ne peut que constater que l'incendie du Reichstag vient à point pour la propagande gouvernementale à la veille des élections. Il sert de prétexte pour une action d'ensemble non seulement contre les communistes, mais contre les social-démocrates et pour faire entrer en ligne les sections d'assaut et le Casque d'acier avec le pouvoir et les armes de la police ».

Dans la même édition du « Temps » on dit encore :

« Dans les milieux démocrates et d'extrême-gauche, on se montre sceptique sur les origines de l'incendie. »

Dans l'édition du jour suivant le « Temps » va plus loin :

« L'arrestation de van der Lubbe et ses aveux ne sont pas suffisants pour soulever le voile qui recouvre l'incendie du Reichstag. »

L'*Evening Standard* de Londres écrit le 1er mars :

« Nous serions étonnés si le monde acceptait comme argent comptant les déclarations de M. Hitler prétendant que l'incendie du Reichstag est l'œuvre d'incendiaires communistes... »

L'officielle agence Reuter transmet le 1er mars la nouvelle suivante :

« Il n'y a aucun doute que des millions d'hommes en Allemagne ne croient ni ne veulent croire la version officielle suivant laquelle une révolution des rouges vient d'être évitée. »

Ces quelques exemples pris dans le nombre énorme des organes de presse prouvent suffisamment qu'en dehors de l'Allemagne l'affirmation officielle du gouvernement de Hitler ne rencontre aucune croyance. L'étranger a été et reste persuadé que ce sont les national-socialistes qui ont incendié le Reichstag. Nous ne citerons plus qu'un journal, qui rend l'opinion mondiale d'une manière spécialement claire. Le « Daily Telegraph » de Londres écrit le 3 mars : « La théorie d'après laquelle le Reichstag a été incendié par les communistes n'est crue aujourd'hui par aucun allemand raisonnable. Et on a appris entre temps que le capitaine Goering avait, dès avant l'incendie du Reichstag, préparé toute une série de décrets et mesures répressives comme s'il avait su à l'avance ce qui se passerait de sensationnel cette nuit-là à Berlin. »

Trois jours à peine après l'incendie le gouvernement hitlérien se trouve devant le fait qu'à l'étranger personne ne croit ses dires. Un mur infranchissable de méfiance s'érige autour de l'Allemagne. Des centaines de trains passent journellement la frontière allemande, le télégraphe et le téléphone agit dans toutes les directions du monde, des lettres sont écrites et envoyées de Berlin. Mais les trains qui quittent l'Allemagne sont remplis des gens qui veulent fuir la mort et la prison ; les trains qui vont en Allemagne sont presque vides. Les quelques voyageurs qui s'en servent arrivent pour le compte d'organisations et de journaux qui veulent s'assurer de ce qui se passe réellement en Allemagne, les lettres qui d'Allemagne parviennent à l'étranger sont un seul cri d'épouvante.

QUI AVAIT BESOIN DE L'INCENDIE DU REICHSTAG ?

Tout criminalogiste pose d'abord la question de savoir à qui profite le crime. Cette question, ici aussi, doit être posée en premier lieu.

Le gouvernement hitlérien dans son communiqué officiel du 28 février prétend que l'incendie du Reichstag a été provoqué par les communistes et qu'il devait être le signal d'un soulèvement sanglant et de la guerre civile. Existe-t-il une seule preuve que le parti communiste voulait dans la nuit du 27 au 28 février prendre le chemin du soulèvement sanglant ?

Toute la tactique du parti communiste parle contre cette affirmation. Dans les publications officielles du parti communiste, on peut lire plus d'une fois que la lutte finale pour le pouvoir ne peut-être menée que lorsque le parti communiste est capable de conduire la majorité de la classe ouvrière au combat. Le parti communiste allemand n'était que sur le chemin de cette majorité.

Dans une déclaration du parti communiste allemand du 25 mars 1933, il est dit :

« N'importe qui connaît tant soit peu les principes du communisme, les livres de Marx et de Lénine, les décisions de l'Internationale Communiste et du parti communiste allemand sait que les méthodes de la terreur individuelle, des incendies criminels, des actes de sabotage ne relèvent aucunement des méthodes du mouvement communiste. Le Parti communiste a toujours dit que son but était la réalisation de la révolution prolétarienne. Pour arriver à ce but le Parti communiste allemand doit suivre la tactique de la lutte révolutionnaire de masses, doit gagner les masses au mouvement communiste par l'agitation et la propagande, mais avant tout par l'organisation de la lutte journalière pour les intérêts immédiats des travailleurs. Voilà la tactique par laquelle le mouvement, selon les principes marxistes-léninistes, réalise ces buts dans tous les pays. Il est clair que l'incendie du Reichstag ne pouvait présenter aucun intérêt pour le mouvement communiste. »

La justesse de cette déclaration est confirmée par toute l'histoire du parti communiste dès son origine. Rien ne permet de penser que les communistes aient changé leur tactique et soient passés aux actions terroristes individuelles.

Le parti communiste allemand poursuivait ces dernières années une ascension ininterrompue. Aux dernières élections présidentielles en mars 1933, son candidat obtint 4.960.000 voix. Aux dernières élections pour le Reichstag le 31 juillet, il avait eu 5.300.000 voix. En novembre il obtint aux élections 6.060.000 voix. Les communistes allaient aux nouvelles élections du 5 mars 1933 avec les meilleures perspectives. Presque la totalité de la presse étrangère prévoyait une grande augmentation du nombre des suffrages.

Le mécontentement croissait au sein des social-démocrates. La provocation constante des nazis, la passivité des chefs syndicaux et du parti social-démocrate qui avaient laissé chasser leurs ministres en Prusse par un capitaine et trois hommes, poussaient vers les communistes de larges masses d'électeurs socialistes.

Le mécontentement n'était pas moindre dans le camp national-socialiste. Lors des élections de novembre 1932 Hitler avait perdu plus de 2 millions d'hommes. Le processus de décomposition allait croissant. Lorsque Hitler prit le pouvoir, beaucoup de ses partisans en attendaient un brusque changement en mieux. Il ne vint pas ; le danger existait que des électeurs national-socialistes passassent en plus grand nombre encore aux communistes.

Le gouvernement hitlérien trouve encore la preuve des intentions des communistes dans la brochure : *L'art de l'insurrection*. Mais justement dans cette brochure on peut lire entre autres cette phrase de Lénine :

« Le combat décisif peut être considéré comme complètement mûr, lorsque toutes les forces des classes ennemies ont suffisamment échoué ; lorsqu'elles se sont suffisamment combattues et que par la lutte qui dépasse leur forces elles se sont suffisamment affaiblies ; lorsque tous les éléments vacillants, hésitants, instables, et peu sûrs, c'est-à-dire la

petite bourgeoisie, la démocratie petite bourgeoise, qui cherche à se distinguer de la bourgeoisie, s'est suffisamment démasquée devant le peuple et par sa banqueroute effective s'est suffisamment discréditée ; lorsque la volonté des masses en faveur d'un soutien des actes révolutionnaires les plus décidés, les plus opérants contre la bourgeoisie est ancrée dans le prolétariat et commence à s'y développer puissamment. Alors la révolution est mûre, alors... en admettant que tout ce qui précède existe... alors le moment est bien choisi et la victoire est certaine. »

Et plus loin Lénine dit dans cette brochure :

« Avec l'avant-garde seule, on ne peut pas vaincre. Jeter l'avant-garde seule dans la lutte décisive sans que toute la classe, sans que les larges masses soutiennent directement l'avant-garde ou du moins conservent vis-à-vis d'elle une neutralité bienveillante, n'est pas seulement une sottise, mais un crime. »

Si Göring avait lu, même superficiellement, la brochure « L'Art de l'insurrection », il ne se serait pas laissé aller à s'en servir comme d'une preuve contre le parti communiste. La flèche est revenue vers l'archer.

HITLER PRISONNIER DE HUGENBERG ?

Le 30 janvier, le gouvernement de concentration nationale était formé, avec Hitler pour chancelier. Les conditions auxquelles Hinderburg nomma Hitler chancelier étaient très dures pour les nazis. Les ministres nationalistes allemands avaient la majorité absolue dans le cabinet. Le remplaçant du chancelier M. von Papen, fut nommé commissaire d'empire pour la Prusse, bien que dans les gouvernements précédents ce fut le chancelier lui-même qui conduisît le commissariat d'empire pour la Prusse. Le Ministère de la Reichswehr, que les national-socialistes dans la dernière étape de la lutte pour le pouvoir avait éxigé, était confié au général von Blomberg, fidèle à Hindenburg. Lorsque le 30 janvier Hindenburg reçut le serment du nouveau cabinet, Hitler produt expréssement, en présence de tous les membres du cabinet, promettre de ne rien changer à la composition du gouvernement quel que fût le résultat des élections. Les trois ministres nazis, Hitler, Frick et Göring étaient encastrés dans le gouvernement entre les nationaux-allemands, auxquels avaient été confié tous les ministères économiques et la conduite des affaires étrangères et de la Reichswehr. Le Führer Hitler, d'après le plan des nationaux-allemands, devait être leur prisonnier. Hindenburg ne le recevait qu'en présence de von Papen. Jamais jusqu'alors un chancelier n'avait eu à accepter des conditions aussi dures.

Un changement ne pouvait pas s'obtenir par voie légale. Le second président du Casque d'acier, le lieutenant-colonel Düsterberg, pour compromettre Hitler, fit connaître au cours d'une réunion électorale le 12 février, la promesse sans condition de Hitler de ne rien changer à la composition du cabinet. La balance pencha vers les nationaux-allemands. Les hommes qui entouraient Hitler, en premier lieu Goebbels

et Goering, s'efforçaient inlassablement, depuis le 30 janvier,de délivrer Hitler de cette emprise des nationaux allemands.

La pression augmenta de jour en jour. Seul un changement dans la distribution du pouvoir à l'intérieur du gouvernement pouvait canaliser le mécontentement des électeurs nazis ; un coup de force était trop dangeureux. La Reichswehr et le Casque d'acier étaient pour Hindenburg. Dans une lutte ouverte on pouvait penser que la Bannière d'empire se mettrait aux côtés de la Reichswehr et du Casque d'acier.

LE MÉMOIRE DU Dr OBERFOHREN

C'est ainsi que les nazis marchaient aux luttes électorales. Le Dr Goebbels, celui des chefs nazis qui possédait le plus d'imagination, vit le mieux le danger futur. Dans sa tête fut conçu le plan d'un grand coup qui devait subitement changer la situation politique du National-socialisme. Nous possédons un témoignage de ce grand coup, de sa naissance et de son éxécution.

Après les élections du 5 mars 1933 les national-socialistes arrachant morceau par morceau les positions nationales-allemandes, Le Dr Oberfohren, député national-allemand, essaya d'organiser la lutte des nationaux-allemands et du Casque d'acier contre Hitler. Confident d'Hitler, il était au courant de tout ce qui se passait dans le cabinet. Il relata dans un mémoire tout ce qu'il savait des préparatifs de l'incendie du Reichstag, et envoya ce mémoire à ses amis.

Le mémoire du Dr Oberfohren est parvenu à l'étranger par des voix détournées. Certaines parties du mémoire ont été publiées dans des journaux anglais, français et suisses, anonymement, sans indication de nom d'auteur.

Peu de jours après, un député national-allemand, qui par la suite entra chez les national-socialistes, fit parvenir le mémoire d'Oberfohren à la police secrète. Dés ce jour, la chasse à son auteur commença. Le 3 mai le Dr Oberfohren fut trouvé mort dans son appartement. Les rapports de police prétendent que le Dr Oberfohren se serait suicidé. En réalité Oberfohren a été assassiné par les nazis. Tous les papiers compromettants pour le gouvernement hitlérien ont été volés par les assassins.

Oberfohren raconte au début du mémoire que les perquisitions, que le préfet de police de Berlin Melcher à fait faire à plusieurs reprises dans la maison de Karl Liebknecht n'ont donné aucun résultat. Il décrit la naissance du plan d'incendie du Reichstag.

« Le Dr Goebbels, qu'aucun scrupule ne gêne, avait eu vite fait d'établir un plan qui permettait non seulement de vaincre la résistance des nationaux allemands au Parti national-socialiste dans la question de la suppression de l'agitation social-démocrate et communiste, mais encore en cas de réussite complète, d'interdire le parti communiste.

Goebbels estimer nécessaire qu'on trouvât dans la maison de Karl Liebknecht un matériel prouvant les intentions criminelles des communistes et l'imminence d'un soulèvement communiste. Comme, sous la

direction de Melcher, la police n'avait encore rien découvert dans la maison de Karl Liebknecht, il fallait prendre un nouveau préfet de police pour Berlin, choisi dans les rangs des national-socialistes. C'est sans joie que M. von Papen laissa partir son mandataire à la préfecture de police. La proposition du Parti national-socialiste de nommer le chef des sections d'assaut de Berlin, le comte Helldorf, à la préfecture de police, fut repoussée. On s'entendit enfin sur le modéré amiral von Levetzow qui, bien que membre du parti national-socialiste, entretenait encore des relations avec les cercles nationaux allemands. Introduire du matériel dans la maison de Karl Liebknecht vide était peu de chose. La police possède les plans de la maison, donc connaît la position de ses caves. Par suite, les documents nécessaires pouvaient facilement y être amenés.

Goebbels se rendait bien compte d'avance qu'il était nécessaire de souligner par une action quelconque, ou au moins une ébauche, le sérieux et l'authenticité des papiers par lui falsifiés. On avait prévu pour cela des mesures.

Le 20 février, la police pénétra dans la maison de Karl Liebknecht, vide depuis des semaines, la visita et y posa les scellés. Le même jour, on déclara officiellement qu'une quantité de matériel de haute trahison avait été découvert.

Le 26 février, Conti, agence de presse du gouvernement, publia très en détail le résultat de l'expédition. Inutile de reproduire ce communiqué. Son style de concierge surprit le lecteur non prévenu. On y parlait en détail de couloirs secrets, de fermetures secrètes, de canaux, de refuges, de catacombes, de chambres souterraines, etc. Toute la présentation du récit devait paraître d'autant plus risible que par exemple les caves d'une maison ordinaire avec des bureaux y étaient désignées par des expressions telles que : chambres souterraines et catacombes. Il était plus qu'étonnant que dans des pièces dissimulées au voisinage de ces caves, la police ait découvert quelques quintaux d'instructions précises, concernant la réalisation de la révolution prochaine.

Le risible était la nouvelle que du fait de ces découvertes, on ait trouvé la preuve dans ces caveaux secrets de « ce que le parti communiste et ses filiales menaient une deuxième existence illégale et souterraine . »

L'amiral von Levetzow, préfet de police de Berlin, le 26 février après-midi, fit son rapport au commissaire ministre de l'intérieur Göring sur les découvertes faites dans la maison de Karl Liebknecht.

A l'intérieur de la coalition gouvernementale, il y eu de vives discussions ; Papen, Hugenberg et Seldte firent les plus grands reproches à Göring pour avoir employé de réels trucs de bandit. Ils montrèrent que ces documents soi-disant découverts étaient si maladroitement falsifiés qu'en aucun cas on ne pourrait les publier. Ils dirent qu'il eût fallu procéder plus adroitement, à la manière, par exemple, des conservateurs anglais lors de la falsification du document Zinoviev. On critique le grotesque de la description de la maison de Karl Liebknecht transmis à l'agence Conti. Les nationaux-allemands, les Casques d'acier le démontrèrent : personne ne croyait que les communistes eussent été installer leur centre illégal dans la maison de Karl Liebknecht. Il fallait plus habilement falsifier et trouver des locaux illégaux dans n'importe quel autre quartier.

Mais après que toute l'affaire eut été publiée, il ne restait rien d'autre à faire pour les nationaux-allemands que d'accorder sur la base des documents découverts de nouvelles aggravations des décrets contre les communistes. Ménager les communistes, la question ne se posait pas un instant pour eux, c'était uniquement la lourdeur du procédé qu'ils blâmaient. Mais on avait en outre le désir de laisser, en toutes circonstances, les communistes prendre part aux élections. On voulait éviter que les nazis obtinssent la majorité absolue du fait de l'exclusion des communistes. »

L'EXÉCUTION DU PLAN DE GOEBBELS

Le Dr Oberfohren raconte dans son mémoire que Goebbels trouva nécessaire d'augmenter par une action l'effet des documents découverts dans la maison de Karl Liebknecht. Il se promettait les plus grands succès d'une série d'incendies dont, toujours suivant Oberfohren, le couronnement serait l'incendie du Reichstag. La date de l'incendie du Reichstag fut fixée au 27 février. On décida que les principaux chefs nazis, Hitler, Göring et Goebbels, refuseraient pour ce jour-là tout engagement de réunion électorale et qu'ils seraient à Berlin. Nous publions plus loin un communiqué du chef de la propagande national-socialiste en date du 10 février sur les discours électoraux prévus pour Hitler. Il est remarquable que Hitler se soit réservé les jours du 25 au 27 février.

23 février	Francfort
24 »	Munich
28 »	Leipzig
1er mars	Breslau
2 »	Berlin
3 »	Hambourg
4 »	Königsberg

Le communiqué ajoutait :

« Il est possible que les 25 et 26 février d'autres manifestations électorales aient lieu. D'une façon générale, l'heure des manifestations peut être prévue environ pour 8 à 9 heures. »

Pour plus de sécurité Hitler a gardé sa liberté du 25 au 27 février. En tous cas, on annonce à l'avance que le 27 février Hitler ne pourra parler à aucune réunion publique.

CONTRADICTIONS DES RÉCITS OFFICIELS

Pour démontrer l'innocence des communistes et la culpabilité des nazis dans l'incendie du Reichstag, nous ne nous bornerons pas à nous appuyer sur les dires de témoins impossibles à influencer et sur les documents que nous possédons : nous déduisons aussi cette preuve des communiqués officiels du gouvernement hitlérien.

Les communiqués officiels du gouvernement de Hitler sur l'incendie du Reichstag comportent de telles contradictions que ceci suffit à faire comprendre dans quel camp il faut chercher les incendiaires véritables. D'après le premier récit officiel, un agent de police a observé dans le bâtiment sombre des personnes munies de torches enflammées et on est arrivé à arrêter le coupable. En outre, le coupable a été trouvé dans

les caves du Reichstag et s'est laissé arrêter sans résistance. Le 4 mars par contre voici comment on décrit l'arrestation de van der Lubbe :

« Des agents de police ont aperçu du feu dans le Reichstag du côté de la porte de Brandenburg. Un des agents a vu nettement des torches et a tiré. On a eu d'abord quelques doutes sur cette version. Mais, entre temps, on a effectivement retrouvé les traces des balles. Les agents ont ensuite pénétré dans le Reichstag. C'est dans la salle des pas perdus, et non comme il avait été primitivement prétendu dans les caves, qu'ils ont trouvé Marinus van der Lubbe qui après une grande résistance a été maîtrisé par un agent. »

Ceci est la première contradiction officielle.

LES ACCUSATIONS CONTRE TORGLER ET KOENEN.

L'officiel *Service de presse prussien* le soir du 1er mars publie le communiqué suivant :

« L'enquête officielle sur l'incendie criminel du Reichstag allemand a jusqu'ici montré que, pour amener le matériel d'incendie, il a fallu au moins 7 personnes, cependant que la répartition des foyers et le fait de les allumer simultanément dans cette immense maison a nécessité au moins 10 personnes. Il n'y a aucun doute que les incendiaires connaissaient cette énorme maison dans tous ses détails comme seul un familier y étant venu librement depuis de longues années pouvait la connaître. De graves spoupçons pèsent sur les députés du parti communiste, qui, surtout ces derniers temps, se réunissaient avec une fréquence surprenante, sous les prétextes les plus divers, dans le bâtiment du Reichstag. Cette connaissance du bâtiment du Reichstag et de l'horaire de service des employés peut expliquer le fait que, seul, le communiste hollandais pris en flagrant délit ait pu jusqu'ici être arrêté, parce qu'ignorant les lieux il ne pouvait s'enfuir son méfait commis. Le prisonnier, qui a aussi en Hollande une réputation d'extrêmisme a constamment assisté aux débats du comité d'action communiste et a obtenu de lui le droit de prendre part à l'incendie criminel.

L'enquête a de plus établi que trois témoins oculaires ont vu dans les couloirs du Reichstag, quelques heures avant l'incendie, le coupable hollandais en compagnie des députés du Reichstag, Torgler et Koenen. Une erreur des témoins oculaires est impossible en raison de l'aspect de l'incendiaire. Comme d'autre part l'entrée des députés est fermée à 8 heures du soir et que, par contre, les députés Torgler et Koenen se sont fait apporter vers 8 heures et demie leur vestiaire dans leur chambre, et qu'ils n'ont quitté le Reichstag que vers 10 heures par une autre porte, de graves soupçons pèsent sur ces deux communistes. C'est pendant ce temps que le feu a été mis.

Ce qui est faux, c'est le bruit d'après lequel le député Torgler se serait volontairement mis à la disposition de la police. Il a, il est vrai, demandé un sauf-conduit par l'intermédiaire de son avocat quand il a reconnu que la fuite était impossible. Le sauf-conduit a été refusé, et le député arrêté. »

Le 4 mars, le chef de la police politique publia un communiqué dans lequel on lit :

« L'enquête a établit jusqu'à présent des indices de culpabililé concernant la participation de trois personnes, mais dans l'intérêt de l'action en cours et de la sécurité de l'état, rien ne peut-être publié. »

Le 1er mars donc il y a des graves soupçons contre Torgler et Koenen, la sécurité de l'état n'interdit pas de faire savoir les bases de ce soupçon. Le 4 mars un communiqué sur les simples indices mettrait la sécurité en danger.

Ceci est la deuxième contradiction.

Dans la déclaration du « Service de presse prussien » du 1er mars, Torgler et Kœnen ont quitté le bâtiment du Reichstag le soir vers 10 heures. D'après les publications de l'agence officielle Wolff, de l'Union Télégraphique et des correspondants étrangers, l'incendie a été découvert entre 9 heures et 9 h. 15. Les pompiers sont entrés en action à 9 h. 15. La police a encerclé le Reichstag vers la même heure et rendu impossible toute entrée au Reichstag. Quelques minutes après la découverte de l'incendie, Göring arriva sur les lieux de l'incendie, et peu de temps après lui Hitler, Goebbels, Papen et le prince Auguste-Guillaume. Malgré cela, les députés Torgler et Koenen doivent avoir quitté tout tranquillement le Reichstag en feu cerné par la police et entouré d'une foule énorme, sans qu'aucun homme ait eu l'idée de leur poser seulement une question.

Ceci est la troisième contradiction.

ALIBI COMPLET POUR TORGLER ET KOENEN

Deux garçons du restaurant Aschinger, à la gare de la Friedrichstrasse ont affirmé, dans un procès-verbal sous serment, que les députés Torgler et Koenen ont dîné dans ce restaurant le 27 février à huit heures et demie. Ils ont donc, par conséquent, dû quitter le Reichstag, au plus tard, à peu près vers 8 heures du soir et non pas à 10 heures, comme le dit le communiqué officiel.

D'autre part, il ressort de la déposition sous serment du député Wilhelm Koenen, publiée plus bas, que tous deux ont quitté le Reichstag entre 8 h. 10 et 8 h. 25. Nous publions entièrement la déposition de Koenen parce que celui-ci arriva le 27 février vers 6 h. 1/2 du soir au Reichstag, et qu'à partir de ce moment, il est resté avec Torgler jusqu'à 1 h. 1/2 du matin. L'alibi des deux députés ne présente aucun trou, et prouve qu'il n'y a pas un mot de vrai dans les accusations du gouvernement hitlérien contre Torgler et Koenen. La déclaration du député Koenen dit :

« Déposition sous serment. »

« Je certifie sous serment ce qui suit :

« Le 27 février, dans l'après-midi, je suis allé, comme presque tous les jours de la semaine précédente, à la préfecture de police, Alexanderplatz, voir le commissaire, Dr Braschwitz, pour continuer à négocier avec lui la libération de matériel électoral sous séquestre à la maison de Karl Liebknecht. Nous avons été ensemble, après 3 heures, avec quelques agents de la préfecture, à la maison de Karl Liebknech où un petit nombre de placards, d'affiches, etc., restitués pour l'agitation électorale, furent emballés et sortis. A 6 heures moins vingt, je pris congé du com-

missaire, je m'arrangeai avec nos aides pour effectuer le lendemain le transport du matériel et je téléphonai ensuite à notre secrétariat de fraction au Reichstag, où j'avais à discuter encore l'envoi d'orateurs pour la dernière semaine de la campagne électorale. Comme suite à cette conversation téléphonique, je me rendis immédiatement au Reichstag où j'arrivai peu avant 6 h. 1/2. J'y trouvai mon collègue Ernst Torgler qui, comme dirigeant du comité électoral officiel de notre parti, prenait part à la répartition des députés dans les réunions annoncées. Lorsque vers 7 h. 1/4, mes affaires eurent été réglées, mon ami Torgler me pria de rester encore un instant parce qu'il attendait un appel téléphonique. Puis nous pourrions aller manger ensemble. Comme je m'étais chargé de transmettre un mandat postal urgent, je fis demander par E. Torgler au central téléphonique du Reichstag si le bureau de poste du Reichstag était encore ouvert. On lui répondit qu'il était fermé depuis 7 heures. Je continuai à raconter à Torgler les difficultés persistantes que l'on faisait pour nous rendre le matériel électoral de la maison de Karl Liebknecht. Nous tombâmes d'accord que Torgler, officiellement en qualité de dirigeant du comité électoral central de notre parti, téléphonerait une fois encore au dirigeant de la section politique de la police de Berlin, le Dr Diehls, pour protester à nouveau contre la rétention des affiches électorales de diverses sortes, et autre matériel électoral.

Il était 7 h. 1/2 environ quand eut lieu cette conversation avec le Dr Diehls. Après cela, je me fis moi-même donner la communication avec l'assesseur qui, comme bras droit du Dr Diehls, était responsable de la restitution et je discutais alors de mon côté avec cet assesseur les difficultés et les affaires à liquider le lendemain, pour lesquelles j'avais à nouveau pris rendez-vous avec le commissaire à la maison de Karl Liebknecht.

Après ces entretiens téléphoniques avec la préfecture de police, le député Ernst Torgler téléphona vers 7 h. 3/4 à l'avocat Rosenfeld. La communication que depuis 7 heures il attendait d'un de ses amis du parti n'arrivait toujours pas, il téléphona au portier de la porte 5 et lui dit que dans le cas où une communication lui parviendrait après 8 heures (après la fermeture du central téléphonique) il faudrait l'appeller par la ligne intérieure au secrétariat de la fraction.

Entre-temps, on téléphona du vestiaire du sud, pour savoir si M. Torgler s'en allait maintenant, ou si on devait lui apporter comme d'habitude son vestiaire dans la salle de fraction. Il pria de l'envoyer, ce qui fut fait vers 8 heures. A cette heure, le vestiaire du sud et la porte 2 ferment.

Quelques minutes après 8 heures la communication attendue arriva enfin. Sans doute venant de chez le portier de la porte 5, la seule sortie encore ouverte. Aussi le député Torgler fut-il appelé au téléphone intérieur ; bien entendu, il s'est dépêché, venant du 3e étage et ne voulant pas faire attendre son ami. Après quelques minutes, E. Torgler revint directement de la loge du portier dans la salle de la fraction. Peu de temps après, nous nous habillâmes et quittâmes le Reichstag par la porte 5, en compagnie de la secrétaire de fraction, à 8 h. 1/4 environ.

Contrairement aux affirmations qui présentent notre départ du Reichstag comme une fuite, j'affirme que par hasard, ce soir-là, nous avons quitté le Reichstag avec une lenteur exceptionnelle. La secrétaire de fraction qui était sortie en même temps que nous souffrait ce soir-là d'une inflammation des veines de la jambe, qui la gênait beaucoup pour marcher, de telle sorte que nous ne pouvions avancer que lentement.

C'est à pas très lents que nous allâmes jusqu'à la gare de Friedrichstrasse où notre secrétaire nous quitta pour prendre le métro. Immédiatement après, nous entrâmes, il pouvait être 8 h. 1/2, dans le restaurant Aschinger où nous avons dîné. Là nous rencontrâmes encore trois amis

du Parti avec lesquels nous nous entretînmes pendant un certain temps. Deux de ces amis nous quittèrent après avoir mangé, entre 9 h. 1/2 et 9 h. 3/4 environ. A 10 heures, il y a changement de garçon, si bien que peu de temps avant 10 heures nous payâmes notre addition.

Ce n'est qu'après 10 heures que le nouveau garçon vint à notre table, m'appella par mon nom et dit : « M. Koenen, savez-vous déjà que le Reichstag brûle ? » Très étonné je répondis : « Vous perdez la tête ? Ce n'est pas possible ! » Il répliqua très excité : « Non, réellement, tous les chauffeurs le racontent. Vous pouvez le demander à l'entrée. Des milliers de gens y sont déjà autour. »

C'est ainsi que nous apprîmes un des crimes les plus effroyables de l'histoire du monde.

Signé : WILHELM KOENEN. »

Cette déposition met en lumière la quatrième contradiction des récits officiels.

ERNST TORGLER S'EST PRÉSENTÉ DE LUI-MÊME A LA POLICE

D'après le communiqué du « Service de presse prussien » du 1er mars 1933, Torgler ne se serait pas présenté de lui-même à la police, mais aurait été arrêté. Le témoignage suivant qui émane de l'avocat, Dr Kurt Rosenfeld, qui a accompagné Torgler à la préfecture, prouve le mensonge de cette affirmation.

DÉPOSITION SOUS SERMENT

« Par la présente je certifie sous serment ce qui suit :

« Le lendemain matin de l'incendie du Reichstag, M. E. Torgler m'appela par téléphone, et me demanda si j'étais disposé à l'accompagner à la préfecture de police dans le but de désarmer les accusations portées contre lui au sujet de l'incendie du Reichstag. Je m'y déclarai prêt et téléphonai immédiatement à la préfecture de police pour faire savoir que j'arriverais immédiatement avec Torgler. Si je me souviens bien, je parlai au conseiller Heller. En compagnie de M. Torgler, je me rendis en auto à la préfecture et entrai chez M. Heller, auquel je dis : « Voici M. Torgler, et je vous prie de l'interroger sur les accusations d'après lesquelles il aurait participé d'une manière quelconque à l'incendie du Reichstag. » La nouvelle de la venue volontaire de Torgler fit que plusieurs fonctionnaires de la police entrèrent dans la chambre où je me trouvais, et demandèrent : « Est-ce vrai que Torgler est venu de lui-même ? »

« M. Heller passa ensuite avec M. Torgler dans une autre pièce, tandis que j'attendais dans l'antichambre. Après un certain temps, M. Torgler sortit de nouveau de la pièce, et nous attendîmes jusqu'à ce que M. Heller nous appelât tous deux dans une autre pièce et en ma présence déclarât qu'il mettait M. Torgler en état d'arrestation. »

Signé : KURT ROSENFELD.

De ces déclarations du Dr Rosenfeld, il ressort clairement que Torgler s'est présenté volontairement à la police.

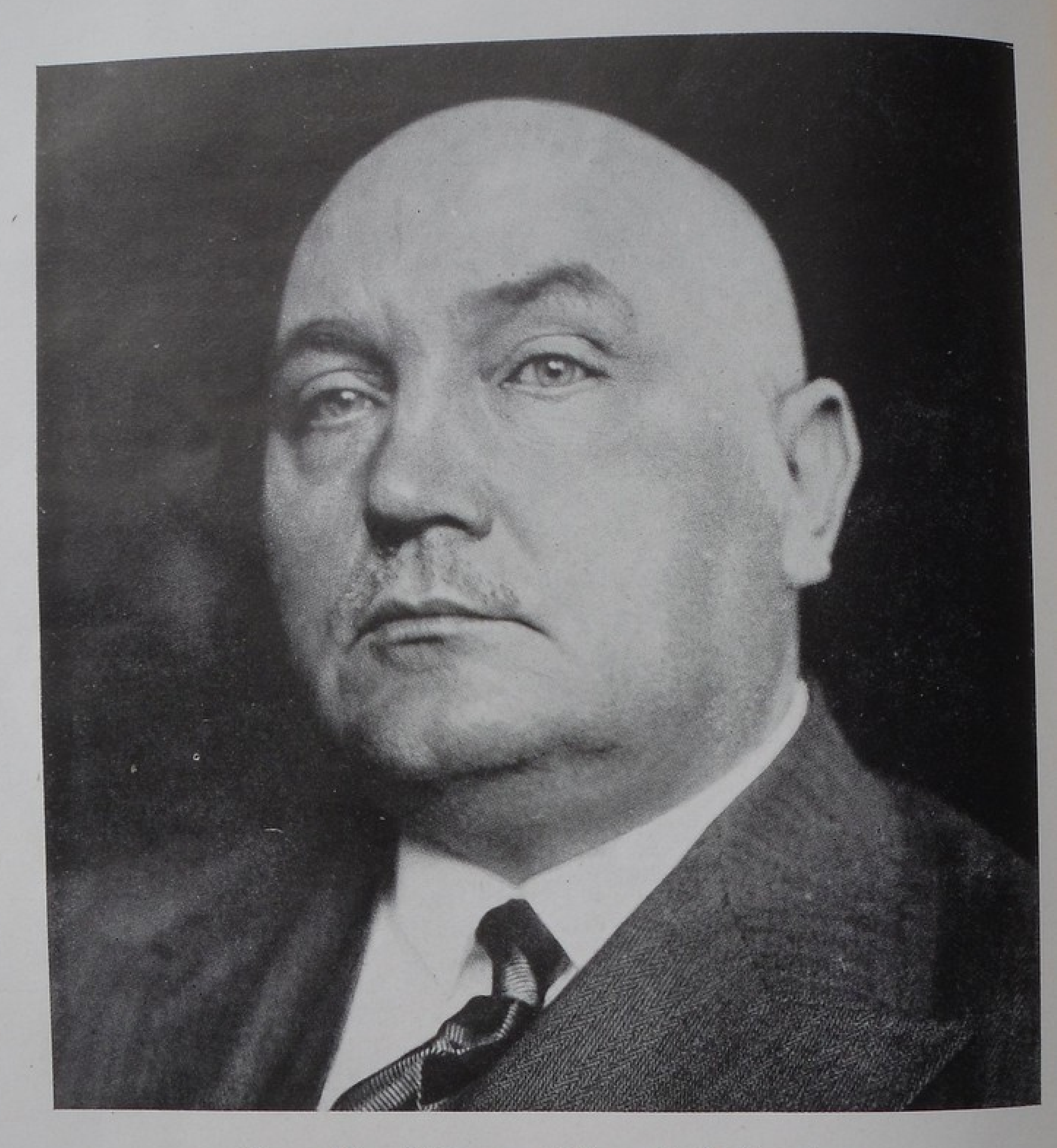
Ceci est la cinquième contradiction.

LE PREFET DE POLICE, ASSASSIN DE LA SAINTE VEHME



Le lieutenant Heines, préfet de police de Breslau
un des chefs des troupes d'assaut (S. A.)

UN HOMME QUI EN SAVAIT TROP LONG



Ernst Oberfohren, président de la fraction nationale-allemande du Reichstag

Le « Service de presse prussien » du 1er mars 1933 dit que le député Torgler est resté plusieurs heures dans le bâtiment du Reichstag en compagnie des incendiaires et qu'il était avec d'autres personnes qui ont participé à l'incendie du Reichstag. Si Torgler avait été complice de l'incendie du Reichstag, le bon sens le plus primitif l'aurait retenu de se montrer publiquement avec van der Lubbe.

Ceci est la sixième contradiction.

Dans le communiqué de l'officiel « Service de presse prussien » du 1er mars 1933, il est dit que les députés communistes au Reichstag connaissent les bâtiments du Reichstag et l'horaire de service des employés. En réalité, les députés communistes ne connaissaient rien du service des fonctionnaires du Reichstag ; ils n'avait aucun siège à la présidence du Reichstag, et étaient de plus étrangers à toutes les commissions qui s'occupaient de l'administration du Reichstag. En outre, comme nous le montrons plus loin, le tableau de service de ces fonctionnaires avait été changé le jour de l'incendie par l'inspecteur du palais, un national-socialiste, et donc c'est le président du Reichstag Goering, mais non les communistes, qui pouvait connaître ce changement.

Ceci est la septième contradiction.

VAN DER LUBBE N'EST PAS UN COMMUNISTE !

Dans les dépêches du « Service de presse prussien » du 28 février il est dit que van der Lubbe a avoué être membre du parti communiste hollandais. La version radiophonique d'après laquelle van der Lubbe aurait eu sur lui sa carte du parti dès la nuit de l'incendie a été abandonnée comme trop incroyable. Après l'incendie, van der Lubbe a parlé au correspondant du journal d'Amsterdam *De Telegraph* qui écrit dans son journal le 2 mars :

> « Marinus me confie que depuis de longues années déjà il n'est plus membre d'aucun parti. Ce n'est pas un communiste convaincu. »

En présence de son compatriote, van der Lubbe sort de son rôle et pour une fois dit la vérité. De fait, c'est en avril 1931 qu'il est sorti des Jeunesses communistes de Leyde pour prévenir une exclusion.

Ceci est la huitième contradiction :

L'agence Wolff annonce le 2 mars 1933 d'Amsterdam :

> « Les efforts des communistes hollandais pour se débarrasser de van der Lubbe ne sauraient réussir, car, d'après les renseignements du préfet de police de la Haye, Lubbe qui, avec ses idées extrémistes, refusait de se soumettre à la tactique prudente du parti hollandais, n'a pas été exclu par la direction du parti, mais seulement enlevé des premiers rangs et limogé. »

Les autorités officielles allemandes veulent ainsi faire croire qu'un communiste « limogé » par le parti communiste hollandais (en réalité

depuis avril 1931 van der Lubbe n'est plus membre des Jeunesses communistes) est appelé par le parti communiste allemand à commettre des actes terroristes. N'était-ce pas les nazis qui affirmaient depuis des années qu'entre les partis communistes, qui n'étaient que des sections de l'Internationale Communiste, il y avait liaison entière ? Comment cette affirmation peut-elle se concilier avec le fait qu'un communiste hollandais « limogé » soit reçu à bras ouvert par la direction communiste allemande et chargé de tâches de confiances ?

Ceci est la neuvième contradiction.

VAN DER LUBBE CONTRE LES COMMUNISTES

Dans le même communiqué de l'agence Wolff, on lit encore :

« Le 22 décembre 1932, Lubbe prit encore part à une réunion des chauffeurs de taxis grévistes à la Haye et y tint un long discours communiste. Cette communication de la police hollandaise, extrêmement importante, juge l'incendie du Reichstag comme un attentat terroriste organisé par des communistes. »

En effet la participation de Lubbe à cette réunion est d'importance. Van der Lubbe, à cette réunion, n'a tenu aucun discours communiste, mais au contour, comme de nombreuses fois auparavant il a attaqué le parti communiste hollandais.

Des gens qui ont pris part à cette réunion ont rapporté aussi l'intervention de van der Lubbe :

La Haye, le 12 mars.

« C'est avec stupeur que j'ai lu la semaine dernière dans la presse bourgeoise une fausse nouvelle, d'après laquelle la police déclare que van der Lubbe dans une réunion de chauffeurs, le 22 décembre 1932, dans la maison du peuple de la Haye, aurait tenu un discours communiste. J'étais à cette réunion et j'en ai parlé comme correspondant de la *Tribune* à la Haye. La *Tribune* a peu de place pour les comptes rendus de réunion : l'article n'a pas paru. Par bonheur je le possède encore, et j'ai assez d'indépendance pour taper sur les doigts des menteurs de la presse bourgeoise. Je demande que les autorités démentent l'article que voici, contresigné par des ouvriers des diverses opinions.

« Cette réunion a été organisée conjointement par le comité de grève des chauffeurs de taxis et les P. A. S. syndicalistes. Ont pris la parole : pour le comité de grève, le président Steenberger et le secrétaire Kapitz, pour les P. A. S. syndicalistes, Nieuwenhuis. Une discussion publique suivit. Le camarade Vorduin profita de l'occasion pour défendre les R. V. O. D'autres orateurs, parmi lesquels un syndicaliste, exposèrent leur point de vue. Van der Lubbe prit aussi part à la discussion. Cet « orateur » à plusieurs reprises subit des remontrances du président parce qu'il sortait de la question. Dans tout son discours, rien de sérieux. Plusieurs fois il en perdit le fil et se répéta. Il dit les choses suivantes :

« Les organisations lors de cette grève ont de nouveau montré qu'elles trompaient les ouvriers. Les chauffeurs sont en grève depuis 7 mois, et nous pouvons tranquillement dire que la grève a échoué. Le « Nouveau Syndicat » s'est dépêché de vendre les chauffeurs aux patrons et dans les derniers jours la grève ne put plus être soutenue par l'organisation, qui autrement commettrait une rupture de contrat.

« Le N. A. S., avec Bouwman à sa tête, s'est servi du mécontentement des chauffeurs et leur a tout promis. Les chauffeurs ont été excités à l'action, et la grève a été déclarée. Mais lorsque les organisations virent que la grève durait trop longtemps et que les caisses de grève absorbaient trop d'argent, les bonzes qui reçoivent de hauts salaires ont négocié avec les patrons derrière le dos des chauffeurs. Il est clair que les ouvriers une fois de plus n'ont pas compris qu'il fallait agir seuls. Lorsqu'il y a une grève, tous doivent faire grève. Entre-temps, d'autres taxis travaillaient. Il fallait éviter qu'il y ait des jaunes par la violence. Il n'y a pas eu d'action individuelle. La grève de l'industrie textile a également échoué et toutes les grèves échoueront. Le temps des grèves est passé, il faut trouver autre chose, mais ceci ne sera possible qu'une fois détruites toutes les organisations y compris les organisations syndicales. Qu'est-ce que Nieuwenhuis a fait pour les ouvriers du bâtiment ? Rien et encore rien, et les chauffeurs sont trompés par les organisations de droite et de gauche. Ils s'efforcent d'élargir leurs petites organisations. La R. V. O. ou le parti communiste (c'est la même chose) ont mené dans la grève des ouvriers du textile une politique de tromperies et n'ont rien fait, comme les autres. Le N. A. S. et le « Nouveau Syndicat » ne font aussi qu'une politique réformiste. (Le président prie l'orateur de rester dans le sujet et d'abréger). Les chauffeurs doivent se borner à agir chacun pour soi et refuser le soutien de tous partis et organisations. Chacun lutte pour son intérêt propre, il faut chercher de nouvelles formes de lutte, les organisations sont dépassées.

« Après s'être plusieurs fois répété et avoir attaqué personnellement Nieuwenhuis il ne sait plus comment continuer son discours, sur quoi le président lui dit que son temps de parole est passé et qu'il est déjà trop tard. Dans sa réponse, Nieuwenhuis déclare qu'il n'a pas bien pu suivre l'orateur, qu'il voit seulement qu'il est contre toutes les organisations.

« Comme rédacteur de la *Tribune*, je pense avoir fait mon devoir si j'ai démasqué les mensonges de la police, car le parti communiste est partisan des actions de masses et opposé à l'action individuelle.

Signé : A. Terol
La Haye, Olienberg 4.

« Les soussignés déclarent qu'ils ont été présents à la réunion publique dont parle le compte rendu, et que van der Lubbe y a parlé comme le rapporte le compte rendu.

Ce sont donc des assistants indépendants de cette réunion des chauffeurs qui mettent à jour la dixième contradiction.

Dans le communiqué du chef de la police politique en date du 4 mars, il est affirmé que van der Lubbe sait l'allemand. Du rapport de tous ses amis, comme des déclarations des journalistes qui l'ont vu en prison et qui lui ont parlé, il ressort clairement que van der Lubbe ne parle que très mal allemand. Dans un article du 28 février du *Lokal-Anzeiger* ont dit que van der Lubbe n'a pu être interrogé qu'avec l'aide d'un interprète.

Ceci est la onzième contradiction.

Dans le même communiqué, il est dit :

« Van der Lubbe est d'ailleurs connu de la police comme agitateur communiste. Ainsi le 28 avril 1931 il a été arrêté par la police de Gronau

en Westphalie parce qu'il y vendait des cartes postales à tendances communistes. »

En réalité van der Lubbe à Gronau vendait la carte postale reproduite dans ce livre, qui le représente avec son ami Holverda. La carte postale contient pour tout texte, et en quatre langues : *Voyage ouvrier de sport et d'études de Marinus van der Lubbe et H. Holverda à travers l'Europe et l'U. R. S. S. Début du voyage, à Leyde, le 14 avril* 1931. Pas un mot de plus, pas la moindre trace d'agitation communiste. D'ailleurs van der Lubbe n'a été arrêté que parce qu'il ne possédait pas le permis de colporteur pour vendre des cartes postales.

Ceci est la douzième contradiction.

Le chef de la police politique de Berlin, le conseiller Diehls, dit encore :

« Il (van der Lubbe) n'a avoué les faits que dans la mesure où il a été vu par des témoins oculaires. »

Quelques lignes plus loin, dans le même communiqué, on peut lire :

« Il (van der Lubbe) avoue sur une vaste échelle. »

Les témoins oculaires n'ont jamais été nommés par le gouvernement hitlérien. L'officiel « Service de presse prussien » lui-même n'a pas avancé que van der Lubbe avait été vu par la police ou par n'importe qui en train de mettre le feu au Reichstag. Donc d'après les dires du conseiller Diehls, il n'aurait jamais avoué l'incendie du Reichstag. D'autre part le même M. Diehls affirme que van der Lubbe avoue sur une vaste échelle.

Ceci est la treizième contradiction.

VAN DER LUBBE N'A JAMAIS ÉTÉ DANS L'U. R. S. S.

Nous reproduisons une nouvelle du *Lokal-Anzeiger* du 28 février au soir dans lequel il est dit que van der Lubbe aurait été à Moscou et y aurait reçu son instruction. Cette nouvelle devait servir à une campagne d'agitation contre l'U. R. S. S.

Le *Lokal-Anzeiger* mit cette nouvelle en vedette :

Reichstagsattentäter in Rußland ausgebildet.

Die Mitteilung der holländischen Polizei.

Drahtbericht unseres Korrespondenten.

m. Amsterdam, 28. Februar. Wie die Amsterdamer Polizei mitteilt, ist der festgenommene Reichstagsattentäter

vorgerufen, die durch die Brandstiftung im deutschen Reichstagsgebäude, an ...

Lokal-Anzeiger du 28 février 1933.

L'incendiaire du Reichstag a été formé en Russie. Communication de la police hollandaise.)

En réalité la police hollandaise n'a jamais donné la nouvelle du *Lokal-Anzeiger* du 28 février 1933. Même van der Lubbe n'a jamais prétendu avoir été dans l'U. R. S. S. Van der Lubbe n'y a jamais mis les pieds.

Ceci est la quatorzième contradiction.

Van der Lubbe a quitté Leyde entre le 13 et le 15 février. D'après la *Vossische Zeitung* du 2 mars 1933 il a passé la nuit du 17 au 18 février dans une auberge à Glindow, près de Werder. Le 18 février il continuait sa route à pied vers Berlin. Dans un interview que le commissaire Heissig, le 13 mars, donna à la presse hollandaise, il déclara que van der Lubbe avait fait le connaissance des communistes aux caisses de chômage et que par eux il avait pénétré au comité d'action communiste. Van der Lubbe est arrivé au plus tôt le 18 février au soir à Berlin. Le lendemain dimanche 19 février, les caisses étaient fermées. Si les affirmations de la police concordaient, il n'aurait pu faire la connaissance des communistes que le 20 février. Qu'on se représente la chose : un hollandais parlant mal l'allemand, qui ne possède pas d'attestation du parti communiste hollandais, le 20 février fait à l'office de chômage de Berlin la connaissance de communistes qui l'amènent à la haute direction du parti, et celle-ci le charge le 27 de mettre le feu au Reichstag !

Ceci est la quinzième contradiction.

Dans une communication de l'officiel «Service de Presse prussien » du 1er mars 1933, il est dit :

« L'inculpé a assisté constamment aux débats du comité d'action communiste et a obtenu l'autorisation de prendre part à l'incendie criminel. »

A quoi le comité du parti communiste allemand répond le 3 mars 1933 :

« Bien entendu, aucune séance d'un quelconque comité d'action communiste n'a eu lieu ni au Reichstag ni ailleurs, à laquelle aurait pris part van der Lubbe, l'homme arrêté dans le Reichstag. Premièrement, il n'existe aucun comité d'action communiste, mais seulement un comité central du parti communiste allemand et son bureau politique. Deuxièmement aux débats du parti communiste ou de toute organisation des partis communistes ne prennent jamais part des individus qui ne sont ni membres du parti communiste allemand, ni d'une autre section du Komintern. »

Cette réponse aux affirmations de Göring souligne la seizième contradiction.

LES CATACOMBES DE LA MAISON DE KARL LIEBKNECHT

Le 28 février, l'officiel « Service de presse prussien » publie ce qui suit :

« Parmi les 100 quintaux de matériel d'agitation que la police a découverts, lors de la perquisition de la maison Karl Liebknecht, se trouvaient des instructions pour la réalisation de la terreur communiste sur le modèle bolchéviste. Selon ces instructions, bâtiments gouvernementaux, musées, châteaux et entreprises de première nécessité devraient être incendiés. Plus loin, ce sont des instructions en cas de troubles et de rencontres pour placer devant les groupes terroristes des femmes et des enfants, si possible ceux des agents de la police. Du fait de la découverte de ce matériel, la réalisation méthodique de la révolution bolchéviste a été empêchée. »

Le comité central du parti communiste allemand déclara le 3 mars 1933 :

« Le parti communiste allemand avait déjà le 30 janvier 1933 éloigné de la maison de Karl Liebknecht tout un matériel se rapportant à l'activité politique actuelle et arrêté tout travail de bureau dans cette maison. Il ne restait en fait dans les pièces du Comité central et de la région Berlin-Brandenburg qu'une ou deux personnes pour la marche et la direction de la transmission des demandes, visites, etc. »

Le député au Reichstag, Wilhelm Koenen, qui fut le dernier dirigeant du parti communiste qui ait travaillé constamment dans les journées de février dans la maison de Karl Liebknecht nous a rapporté ce qui suit sur les perquisitions dans cette maison :

« Le 17 février au matin, une énorme quantité de fonctionnaires de police accompagnés de quelques centaines d'agents entraient en trombe dans la maison et en occupaient toutes les pièces. Une fois de plus, peut-être pour la centième fois, on regarda dans les coins et recoins, toutes les armoires et tiroirs furent visités à fond. Par prudence, on avait amené les ouvriers de la police, qui soigneusement démontèrent les tiroirs dont il manquait les clefs. Les caves furent également visitées. Dans les caves, comme de coutume, il n'y avait que le restant du matériel des diverses

campagnes faites au cours des années ou du matériel de retour. Il s'y trouvait en outre le stock de papier et les stocks de la librairie. Les commissaires, à cette époque, se croyaient encore tenus à faire un procès-verbal, conformément à mes instances, et à donner un reçu des papiers saisis considérés comme suspects qu'on m'avait montrés. Tout d'abord parmi les brochures saisies durant cette perquisition complète qui dura plusieures heures, ne se trouvaient ni « L'art de l'insurrection » ni aucune des prétendues brochures d'agitation. On n'en trouve d'ailleurs également aucune trace dans les rapports de la police qui suivirent la perquisition. Ce n'est que sept jours plus tard, le 24 février, quoique j'aie été presque chaque jour à la maison de Karl Liebknecht en compagnie du commissaire de police pour faire délivrer du matériel électoral, que la préfecture de police prétendit subitement que lors de nouvelles recherches dans les « catacombes » on avait trouvé des tracts d'agitation, dont « L'art de l'insurrection ». Cette perquisition prétendue, si elle a eu lieu, cela n'a pu être que sans témoin civil et sans représentant des participants. Ceci est d'autant plus significatif que presque journellement je négociais avec les commissaires dans la maison de Karl Liebknecht de police pour réclamer du matériel électoral, du papier d'impression, des bibliothèques, etc., et obtenir de pouvoir les sortir. Donc, bien que chaque jour j'aie été à leur disposition, on ne m'a pas appelé et on ne m'a jamais mis au courant de la soi-disant découverte. Il était cependant facile de me le faire savoir, car même après le 24, c'est-à-dire le samedi 25 et le lundi 27, je me trouvais encore avec les détectives et les commissaires dans la maison de Karl Liebknecht pour la livraison des objets réclamés que je négociai pendant plusieurs heures.

Le 25 février, après que l'histoire des couloirs, caveaux et catacombes, eut paru en bonne place dans la grande presse, après les négociations touchant le matériel électoral, j'interrogeai le commissaire en chef sur le lieu où se trouvaient les catacombes. Il y avait là un certain nombre de camarades qui aidaient à l'emballage du matériel électoral. Le commissaire, à notre grand étonnement, nous montra dans une pièce du rez-de-chaussée qui servait de toilette une trappe large d'un peu plus d'un mètre, dans le plancher, laquelle était ouverte de telle sorte qu'on pouvait voir l'échelle qui menait à la cave. Immédiatement, un camarade qui connaissait bien la maison, s'écria : Nom de Dieu, voilà qu'ils ont découvert la trappe de notre cave à bière ! Nous éclatâmes de rire et nous nous écriâmes tous ensemble : C'est ça, vos catacombes ? Le commissaire ne répondit que par un mouvement de tête embarrassé.

« Autrefois dans cette maison, à la place indiquée, il y avait un restaurant. L'explication des couloirs par lesquels on pouvait soi-disant fuir vers d'autres rues n'est pas moins simple : la maison de Karl Liebnecht est une maison de coin qui contenait des bureaux pour des entreprises commerciales, avec des caves servant à l'entrepôt et au travail. Ce sont ces caves qui sont désignées par la police de Göring comme des caveaux, des couloirs et des catacombes. »

Ces deux déclarations soulignent la dix-septième contradiction officielle.

« LE SIGNAL DE LA GUERRE CIVILE »

Le « Service de presse prussien » le 28 février 1933 affirme :

«... l'incendie du Reichstag devait être le signal de la révolte sanglante et de la guerre civile. Pour le mardi matin déjà de grands pillages étaient prévus à Berlin. Il est établi que dès aujourd'hui

devaient commencer dans toute l'Allemagne des actes terroristes contre des personnalités, contre la propriété privée, contre la vie de la population paisible, et devait être déclanchée la guerre civile. »

La *Vossische Zeitung* du 4 mars 1933 annonce :

« Le travail de la police a jusqu'à présent empêché que le matériel ne soit connu de l'ensemble des communistes. Ce n'est qu'entre les mains de quelques fonctionnaires qu'il a pu parvenir en écriture chiffrée ».

La dernière perquisition dans la maison de Karl Liebknecht a eu lieu le 24 février. C'est lors de cette perquisition qu'on prétend avoir trouvé les documents terroristes. La police politique prétend que les instructions de terreur ne sont pas parvenues à tous les communistes, n'ont été connues que de quelques fonctionnaires. Dans ce laps de temps de 3 jours, du 24 au 27 février, le parti communiste allemand aurait par conséquent dû :

1) Faire parvenir le matériel de la maison de Karl Liebknecht à tous les districts de l'Allemagne ;
2) rassembler pendant ce temps les groupes nécessaires à l'exécution des actes terroristes ;
3) instruire et exercer ces groupes pour l'exécution de ces actes, et
4) préparer et organiser les autres membres pour la guerre civile déchaînée par ces actes de terrorisme.

Le parti communiste allemand avait en février plus de 300.000 membres, dans toute l'Allemagne. Pour pouvoir exécuter en trois jours tous les plans que les communiqués officiels lui attribuent, le parti communiste allemand aurait dû faire des miracles.

La confrontation de ces deux affirmations officielles souligne la dix-huitième contradiction.

GOERING NE PUBLIE PAS LE MATÉRIEL « ACCUSATEUR »

Le « Service de Presse prussien » le 1er mars au soir publie le communiqué suivant :

« Le ministère de Prusse de l'Intérieur, pour expliquer les décrets du gouvernement du Reich du 28 février contre le danger communiste, déclare qu'ils mettent les communistes sous le coup de peines particulièrement sévères en raison de leurs crimes de diverses sortes, et ceci sur les bases d'un danger pressant et entièrement connu, et d'un système inhumain et minutieusement préparé pour une terreur communiste sans bornes. L'Allemagne devait être jetée dans le chaos du bolchévisme ; le meurtre de chefs de la Nation et de l'État, des attentats contre les entreprises de première nécessité et des personnes publiques, l'enlèvement d'otages, des femmes, d'enfants d'hommes en vue, devaient semer la panique et l'épouvante dans le peuple et paralyser toute volonté de résistance de la bourgeoisie.

Le commissaire du Reich au ministère prussien de l'Intérieur, le ministre du Reich Goering exposera dans le plus bref délai à la connaissance du public les documents qui légitiment la nécessité de toutes les mesures prises. Il

y aura encore un examen de ce matériel considérable en guise de dernier contrôle, pour que cette publication ne mette pas davantage encore en danger la sûreté de l'État. »

Les documents n'ont pas été publiés jusqu'à cette heure.
Ceci est la dix-neuvième contradiction.

GORING SE DÉMENT LUI-MÊME

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* et la *Tägliche Rundschau* publient le 2 mars le communiqué suivant du « Service de Presse prussien ».

« Dans certains journaux étrangers, on reprend l'affirmation mensongère, originaire des milieux marxistes allemands, que l'incendie du Reichstag n'est pas le fait des communistes, mais des national-socialistes. Les auteurs de cette calomnie ont déjà été arrêtés et, sitôt l'enquête close, seront condamnés. Entre autres, on prétend que le communiste hollandais arrêté est en réalité un agent provocateur amené là par des personnalités national-socialistes pour commettre un incendie criminel. Ceci ressortirait du fait que l'incendiaire aurait employé sa veste et sa chemise comme matériel d'incendie, mais qu'il ne se serait même pas débarrassé de ses attestations communistes et du passeport trouvés sur lui. Il serait significatif, en outre, que la police n'ait pas publié la photographie de l'incendiaire ni les documents pris sur lui, et se soit abstenue de promettre une récompense aux personnes susceptibles de faire des révélations sur le coupable, de prouver ses relations avec des politiciens socialistes et communistes. Ce procédé inusité dans un crime aussi grave serait la preuve que les autorités s'opposent à l'éclaircissement du crime afin d'utiliser une provocation national-socialiste dans un but d'action anti-marxiste.

« On répond des milieux officiels, que cette machination mensongère est, bien entendu, dépourvue de tout fondement. Les photographies de l'incendiaire et les documents trouvés sur lui n'ont pas été publiés seulement dans l'intérêt de l'enquête. La publication aura lieu aujourd'hui même. Les correspondants berlinois de la presse étrangère pourront obtenir au cours de la journée des épreuves photographiques à la section I. A de la préfecture de police. De même, la photographie sera envoyée aujourd'hui même à la police hollandaise pour établir aussi en Hollande l'identité du criminel avec la personne de van der Lubbe. Par là, il sera coupé court aux futurs mensonges. On est prié instamment de se mettre en garde contre leur propagation. »

« Avant que les journaux allemands aient pu publier cette communication, la reproduction en fut interdite. »

Göring fit publier par l'agence Wolff que la *Deutsche Allgemeine Zeitung* et la *Tägliche Rundschau* avaient été victimes d'une falsification communiste.

Göring veut ainsi faire croire que n'importe qui peut téléphoner à un journal et dire : *Ici le « Service de presse prussien »* pour lancer n'importe quelle nouvelle. En réalité les conversations téléphoniques entre les agences de presse et les journaux sont minutieusement réglées. La dactylographe du bureau de rédaction pose avant de prendre la communication une question de contrôle. Le démenti de Goering ne peut rien changer au fait que si tout d'abord, avec le communiqué du « Service de Presse prussien », il a voulu en imposer au monde, par

la suite — trop tard — il en aperçut le grave danger, et fit arrêter le communiqué.

Ceci est la vingtième contradiction.

LA CHASSE AUX COMPLICES

Le service Conti de l'agence Wolff publie le 4 mars 1933 une note suivant laquelle :

«... le député au Reichstag Schumann, dans une réunion électorale communiste du 24 février à Gehren (Thüringe), avait déjà annoncé l'incendie du bâtiment du Reichstag. Il aurait dit textuellement : Aujourd'hui le Reichstag brûlera. Mais ça ne fait rien. Si cette salle de bal brûle, nous nous procurerons un autre dancing. »

La *Vossische Zeitung* déclare le 5 mars :

De Thuringe s'est répandue la nouvelle transmise également par T. S. F. que l'administration d'Arnstadt en Thuringe possède un rapport concernant une réunion électorale communiste qui a eu lieu à Gehren le soir même de l'épouvantable incendie criminel du Reichstag allemand, et dans laquelle, d'après l'agent de service de l'endroit, le député communiste Schumann aurait prononcé une phrase annonçant par avance l'incendie du Reichstag. Lors de l'enquête, il a été établi suivant la « Thuringer Allgemeine Zeitung », que dans l'auberge où avait lieu la réunion se trouvait un appareil de radio et que l'aubergiste avait fait savoir à l'orateur pendant son discours que, comme l'annonçait la T. S. F., le Reichstag brûlait.

« Il est certain que l'agent en question, dans son rapport, s'est trompé d'une heure, et que le député Schumann a fait sa remarque seulement vers 10 h. 15 du soir. Ainsi peut-on estimer avec certitude qu'il était déjà au courant de l'annonce faite par T. S. F. »

Ceci est la vingt-et-unième contradiction.

La *Vossische Zeitung* du 7 mars 1933, annonce, d'après des informations de la police :

« Düren, le 6.3. — Au poste-frontière allemand de Lammerdoff, non loin de la frontière belge, on a arrêté hier soir un émigrant russe soupçonné d'avoir participé à l'incendie du Reichstag. Il venait d'envoyer du bureau de poste une dépêche pour Paris dont le contenu n'a pu être jusqu'ici connu. Refoulé vers l'Allemagne par le garde-frontière belge il a été arrêté de ce côté-ci de la frontière. Interrogé, il a prétendu être originaire de Russie et être resté quelque temps à Berlin. Il avait de nombreuses brûlures aux bras et aux jambes. L'étranger mystérieux a été remis aujourd'hui au parquet. Il refuse violemment de dire quoi que ce soit sur son activité dans la capitale du Reich. Il a refusé également de donner son nom. »

Le 8 mars 1933, la *Vossische Zeitung* publie un communiqué du préfet d'Aix-la-Chapelle :

« Le préfet d'Aix-la Chapelle fait savoir que le citoyen russe arrêté près de Fringhaus comme incendiaire du Reichstag, ne saurait entrer en ligne

de compte comme l'a révélé l'enquête. L'homme en question, il est vrai, a eu une activité d'écrivain dans le parti communiste allemand. Il a été expulsé pour cette raison il y a une année. Il n'y a rien d'autre contre lui. Entre-temps l'expulsion a été effectuée.

Ceci est la vingt-deuxième contradiction.

VAN DER LUBBE A-T-IL MIS LE FEU TOUT SEUL ?

Le gouvernement hitlérien, au début de mars, a envoyé le commissaire Heissig à Leyde pour y pratiquer des recherches touchant van der Lubbe. Ce commissaire a donné à la presse hollandaise une interview, reproduite le 14 mars par de nombreux journaux, où il est dit textuellement :

« Van der Lubbe a-t-il eu des aides ou même des complices ? Il est probable qu'il a mis le feu lui-même, mais que les préparatifs ont été exécutés par des complices. »

Cette déclaration du commissaire Heissig est en flagrante contradiction avec toutes les affirmations du 1er mars prétendant que l'allumage simultané des foyers dans ce bâtiment énorme a nécessité 10 personnes au moins. Aussi le juge d'instruction, le conseiller Vogt, se dépêche-t-il le 14 mars de faire démentir par le service de presse juridique la déclaration du commissaire Heissig :

« Plusieurs journaux ont répandu la nouvelle que van der Lubbe avait seul mis le feu au Reichstag. Ce n'est pas exact. Les recherches du juge d'instruction près du tribunal du Reich ont permis de relever de sérieux indices du fait que van der Lubbe n'a pas agi de sa propre initiative. Pour le moment, dans l'intérêt de l'enquête, les détails ne peuvent être communiqués. »

Ceci est la vingt-troisième contradiction.

LES « RELATIONS » DE LUBBE AVEC LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le « Service de presse prussien » du 28 février fait savoir que van der Lubbe dans sa déposition a reconnu ses relations avec le parti social-démocrate. La présidence du parti social-démocrate a déclaré le 28 février :

« Dans la nuit du 27 au 28 février, la presse social-démocrate de Prusse a été entièrement interdite pour 14 jours. L'interdiction est basée sur l'affirmation qu'un homme arrêté aurait avoué avoir mis le feu au bâtiment du Reichstag et avoir eu auparavant certaines relations avec le parti social-démocrate.

Toute allégation prétendant que le parti social-démocrate aurait eu des relations quelconques avec les incendiaires du Reichstag est repoussée par le parti. »

Cette déclaration de la présidence du parti social-démocrate a

été confirmée par le juge d'instruction près du tribunal du Reich, Vogt. La communication a été publiée le 22 mars 1933 :

« L'enquête, à ce jour, a établi que le communiste hollandais van der Lubbe, arrêté comme incendiaire n'a pas immédiatement avant l'incendie eu seulement des relations avec des communistes allemands, mais aussi avec des communistes étrangers parmi lesquels se trouvent ceux qui ont été condamnés à mort ou à de sévères peines de réclusion pour l'attentat contre la cathédrale de Sofia en 1925. Les personnes en question ont été arrêtées. Quant au fait que des milieux non-communistes puissent avoir eu des rapports avec l'incendie du Reichstag, les recherches n'ont révélé aucun indice. »

Le 27 février, van der Lubbe aurait avoué ses relations avec les social-démocrates, le 22 mars il n'y a aucun indice pour soutenir cette prétention !

Ceci est la vingt-quatrième contradiction.

VAN DER LUBBE ET LES BULGARES

D'après ce communiqué du conseiller Vogt, van der Lubbe aurait été en relation avec les hommes de l'attentat de la cathédrale de Sofia.

Van der Lubbe par conséquent ne s'est pas borné en sept jours à accomplir ce miracle, d'entrer en liaison avec les milieux dirigeants du parti communiste allemand par le truchement de communistes connus par hasard à la caisse de chômage. Il a réussi pendant ce temps à découvrir les Bulgares qu'on prétend être les auteurs de l'attentat de la cathédrale de Sofia.

Ceci est la vingt-cinquième contradiction.

Les Bulgares arrêtés et accusés de complicité à l'incendie du Reichstag s'appellent : Dimitrov, Popov et Tanev.

Georg Dimitrov était un des chefs du parti communiste bulgare. Depuis 1923, il n'a plus mis les pieds en Bulgarie. Il n'a en rien pris part à l'attentat de la cathédrale de Sofia.

Blagoi Popov, émigré en octobre 1924 en Yougoslavie, n'est rentré en Bulgarie qu'à la fin de 1930. Lui non plus n'a pas pris part à l'attentat de Sofia.

Le troisième bulgare arrêté, Tanev, appartient au parti nationaliste bulgare. Son nom, également, n'a jamais été prononcé à propos de l'attentat de Sofia.

Les faits sont connus du juge d'instruction Vogt comme de nous. Malgré cela, sciemment, il présente Dimitrov, Popov et Tanev comme les auteurs de l'attentat de Sofia pour de cette manière donner à l'incendie du Reichstag l'allure d'un complot communiste international.

Ceci est la vingt-sixième contradiction.

Le juge d'instruction a prétendu que Dimitrov a été vu le 26 février à 3 heures de l'après-midi en compagnie de van der Lubbe dans un local de la Düsseldorferstrasse. Le juge d'instruction a également

trouvé un témoin qui a juré avoir vu ce jour-là van der Lubbe avec Dimitrov. Le témoin s'est évanoui peu de temps après dans les nuages. Car Dimitrov put prouver que le 26 février il n'était pas du tout à Berlin, mais à Munich.

Ceci est la vingt-septième contradiction.

IL N'Y A PAS DE MATÉRIEL POUR UN GRAND PROCÈS COMMUNISTE

Après que le conseiller Vogt le 27 mars encore ait déclaré qu'il n'a été établi de mandat d'arrêt que contre van der Lubbe, il déclare le 3 avril qu'il existe en tout 5 mandats pour l'incendie du Reichstag, et ceci contre van der Lubbe, les 3 communistes bulgares et le député communiste Torgler. Torgler a été arrêté le 28 février, les Bulgares le 3 mars. Jusqu'au 27 mars, donc, dans la période des enquêtes les plus importantes, il n'y avait de mandat d'arrêt ni contre Torgler, ni contre les Bulgares. Les mandats n'ont été établis que quand la presse mondiale se fut étonnée qu'il n'y eut de mandat lancé que contre van der Lubbe.

Ceci est la vingt-huitième contradiction.

Dans le communiqué donné le 3 avril par le conseiller Vogt, il est dit :

« Il existe des mandats d'amener contre quelques autres suspects. »

Le 2 juin, communiqué officiel :

« ...l'instruction du conseiller Vogt contre les inculpés van der Lubbe, Torgler, Dimitrov, Popov et Tanev pour incendie criminel du Reichstag et haute trahison a été close le 1er juin. Les actes maintenant en ont été tous envoyés au procureur de la République à Leipzig. »

Le 3 avril, il existait encore quelques autres suspects ; le 1er juin, ils n'existent plus.

Ceci est la vingt-neuvième contradiction.

Le 22 avril, le conseiller Vogt fait publier la nouvelle suivante sur les suites de l'enquête :

« Dans les nombreuses actions en cours contre des membres du parti communiste accusés de haute trahison, il est de l'intention du tribunal du Reich de faire converger les instructions. On compte que les instructions seront terminées après 8 à 10 semaines, de sorte qu'ensuite le procès de haute trahison puisse venir en entier devant la Haute Cour. Doivent y entrer toutes les actions judiciaires pour haute trahison en rapport avec le changement de gouvernement, donc les crimes commis dans le laps de temps qui va de janvier à février. L'action contre l'incendie du Reichstag rentre dans cette catégorie. Celle-ci jusqu'ici n'a pu être menée rapidement, les inculpés, surtout les Bulgares, refusant de parler. Les raison de croire à la culpabilité du député Torgler ont crû en nombre. »

Un mois plus tard, le 25 mai, il n'est plus question du grand procès des communistes. Le gouvernement hitlérien est obligé de faire répandre par une agence parlementaire de nouvelles que :

«... en outre il ne faut pas compter, comme on l'a parfois prétendu, que le procès de l'incendie du Reichstag soit lié à d'autres actions judiciaires en cours contre les chefs communistes pour former un grand procès des communistes. Les débats contre van der Lubbe et ses complices seront au contraire évoqués devant le tribunal d'empire aussitôt que les préparatifs seront terminés. »

Ceci est la trentième contradiction.

Le 3 mars, le *Völkischer Beobachter*, organe officiel d'Hitler, a publié la nouvelle suivante originaire des milieux gouvernementaux :

«Le directeur pour la presse de la fraction national-socialiste du Reichstag a découvert qu'une vitre manquait dans la verrière au-dessus de la chambre du député communiste Torgler. Après d'autres recherches, il a découvert une grande échelle sous la fenêtre de la chambre d'un député communiste au second étage.

« Les commissaires ont immédiatement commencé une enquête sérieuse. C'est donc par ici que les incendiaires ont dû descendre avant leur méfait, et ressortir après l'incendie.

Le 1er mars, Göring prétendait que les incendiaires se sont échappés par le couloir souterrain qui du bâtiment du Reichstag mène à sa propre maison. Il confirmait par là de nombreux soupçons. C'est pour effacer l'impression désastreuse faite par la déclaration de Goering, que le chef pour la presse de la fraction nationale-socialiste découvrit soudain une vitre cassée et une échelle. Ainsi, malgré trois jours de recherches, la police judiciaire aurait laissé échapper ce que cet œil perspicace découvrit immédiatement.

Ceci est la trente-et-unième contradiction.

VAN DER LUBBE AVOUE TOUT CE QU'ON VEUT !

Le Dr Oberfohren écrit dans son mémoire que le plan de Goebbels tendait à provoquer une série d'incendies que couronnerait l'incendie du Reichstag. Il fallait des incendiaires. Van der Lubbe avoue qu'il a incendié le Reichstag. Van der Lube avoue qu'il a tenté d'incendier le château de Berlin le 25 février.

« Ce n'est qu'à présent qu'on apprend que samedi s'est déclaré un petit incendie dans un bureau du cinquième étage du château de Berlin. Grâce à la vigilance d'un pompier de service dans le château, l'incendie a pu être aussitôt éteint. Les causes n'en sont pas encore bien connues. On soupçonne toutefois qu'il est l'œuvre d'une main criminelle. Une heure avant le début de l'incendie, le concierge avait commencé sa ronde à travers le château et traversé le bureau. A ce moment rien de suspect n'y était visible. Peu de temps après, cela brûlait dans la pièce. Comme il a été établi, il y avait un réchaud à charbon allumé sur l'appui de la fenêtre,

un autre sous la fenêtre et un autre sous le radiateur. L'enquête de la police n'est pas encore close. »

Van der Lubbe avoue avoir tenté le 25 février de mettre le feu à l'office de bienfaisance de Neukōln. Van der Lubbe avoue avoir tenté le 25 février de mettre le feu à l'Hôtel-de-Ville de Berlin.

Ce van der Lubbe est un petit démon. Mettre le feu en un jour à trois endroits différents de Berlin ! Avec ça, ce garçon parle très mal l'allemand. Il n'est arrivé à Berlin que du 18 février 1933. En sept jours, il connaît déjà suffisamment la topographie de Berlin pour mettre le feu au château, à l'Hôtel-de-Ville et à l'office de bienfaisance ! Rien d'étonnant après cela qu'il n'eût besoin que de neuf jours pour s'informer sur le Reichstag, y entrer, et en sortir comme de chez lui.

Van der Lubbe doit passer pour un communiste parfaitement authentique. Le Dr Goebbels s'imagine que, pour être communiste, il faut posséder un faux passeport. Van der Lubbe doit donc pratiquer un petit changement sur son passeport. Il transforme l'u de son nom en « ü ». Ainsi, avec deux petits traits, d'un passeport authentique on en fait un faux passeport.

Van der Lubbe, gentiment, emporte dans le Reichstag des « tracts communistes ». Jamais encore un criminel ne s'est livré à la police avec autant de pièces justificatives.

UNE CONVERSATION AVEC TORGLER A LA VEILLE DE L'INCENDIE

Ernst Torgler, chef de la fraction communiste au Reichstag, avait souvent à répondre aux questions des journaux et des journalistes. Dans une conférence de presse de la fraction communiste au Reichstag, le 24 février, il avait déclaré aux journalistes présents que les communistes possédaient des informations sur un plan de provocation des nazis. On parlait, entre autre, de mettre en scène un faux attentat contre Hitler. Toute la presse étrangère et une partie de la presse allemande ont reproduit cette nouvelle en gros caractères. Peu de temps après cette conférence, le correspondant de la *Vossische Zeitung*, Adolphe Philippsborn, demanda un rendez-vous à Torgler pour y parler des machinations et des plans des nazis. Adolphe Philippsborn a publié cet interview de Torgler dans le *Gegenangriff* du 1er juillet 1933.

« Journaliste au parlement, j'étais depuis des années en contact avec des députés de tous les partis du Reichstag. Le hasard a fait que le 26 février 1933 j'eus avec Torgler un rendez-vous au café Friediger, Potsdamer Platz à Berlin, vingt-quatre heures avant l'incendie du Reichstag.

« Torgler y vint avec sa fillette de onze ans. Je lui montrai des documents sur les machinations et les plans secrets des nazis. Ensuite, nous nous entretînmes pendant deux heures environ sur la situation politique. Moi qui n'ai jamais été incliné vers le parti communiste, je soulignai des faiblesses du parti communiste allemand.

« Loyalement, il concédait ceci, cela, mais défendait énergiquement

l'attitude générale de ses amis politiques. Enfin je lui posai les questions suivantes :

« Le bruit court que les communistes veulent, avant l'élection du Reichstag, entreprendre une action contre le gouvernement nazi. Est-ce exact ?

« Torgler : C'est de la folie, le gouvernement n'attend que cette occasion pour interdire le parti communiste. »

« Moi : « Les chefs communistes proclameront-ils la grève ?

« Torgler : Bien entendu, nous préconisons les grèves politiques de masse comme moyen de combat contre les coups de force fascistes. Mais nous savons que cette action ne peut être couronnée de succès que si les syndicats renoncent à leur résistance et se rangent dans le front de combat.

« Moi : Puis-je donc résumer ainsi le résultat de cet entretien : le parti communiste n'a pas l'intention d'entreprendre quelque chose qui donnerait prétexte au gouvernement nazi pour une offensive contre les travailleurs marxistes ?

« Torgler (avec insistance et chaleur) : Oui, c'est ainsi. Nous autres communistes, nous savons que seuls nous sommes trop faibles pour la lutte. Nous savons que Hitler, Goering et leurs amis n'attendent qu'une occasion qui leur permette d'interdire le parti communiste et de casser ses mandats au Reichstag. Nous sommes espionnés, nos conversations téléphoniques sont surveillées. Nous ne nous précipiterons pas dans le piège que nous tendent ces messieurs. »

« Le soir après cet entretien, le Reichstag brûlait et quelques heures plus tard Torgler était arrêté. Je fus dès lors persuadé, et je le suis encore aujourd'hui, que Torgler m'avait dit la vérité. Et c'est pourquoi, bien que je sois l'adversaire du communisme, je le dis, à chacun et aussi à M. Göring, qui le sait certainement mieux que moi, et aux juges du Tribunal d'empire : Bas les mains devant Ernst Torgler, innocent ! »

Ce rapport de Philippsborn est une preuve de l'innocence d'Ernst Torgler. Cet homme qui s'est livré lui-même n'a pas plus à faire avec l'incendie du Reichstag que son camarade Koenen et les Bulgares arrêtés. Par ailleurs, nous avons montré que le parti communiste s'est prononcé à maintes reprises contre la terreur individuelle et qu'il la condamne. Tous les témoins de M. Göring contre Torgler et Koenen (Koenen a pu échapper aux policiers et continue la lutte antifasciste) ne sauraient par des dépositions payées et machinées prouver la culpabil té de ces deux hommes. Ernst Torgler, Wilhelm Koenen, Dimitrov, Popov, Tanev n'ont jamais vu van der Lubbe. Ils ne sont pas les incendiaires du Reichstag.

PREUVE DE LA CULPABILITÉ DE NAZIS.

Il suffirait des contradictions dans lesquelles s'est embrouillé le gouvernement hitlérien dans ses déclarations pour savoir qui sont les véritables incendiaires, mais il y a mieux encore que ces contradictions, il y a des preuves directes de la culpabilité des nazis. Nous ne donnerons pas ici toutes nos preuves. Les principales, les plus importantes sont notées dans ce livre. L'incendie du Reichstag a été découvert à 9 h. 15. Les arrestations en masse ont commencé peu après minuit. Presque tous les mandats d'amener portaient la photographie des hommes

L'INSTRUMENT



Marinus Van der Lubbe

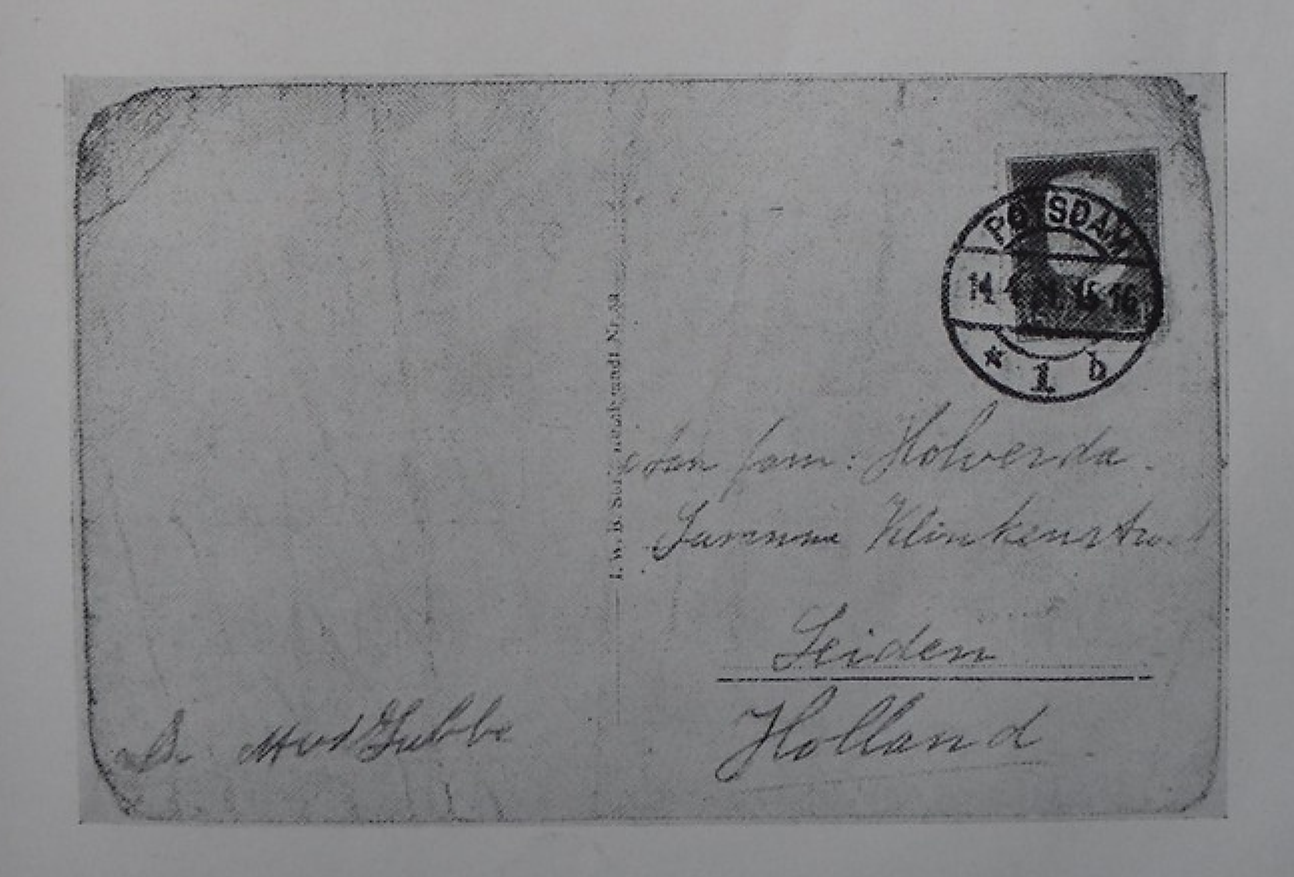
LES PARENTS DE VAN DER LUBBE

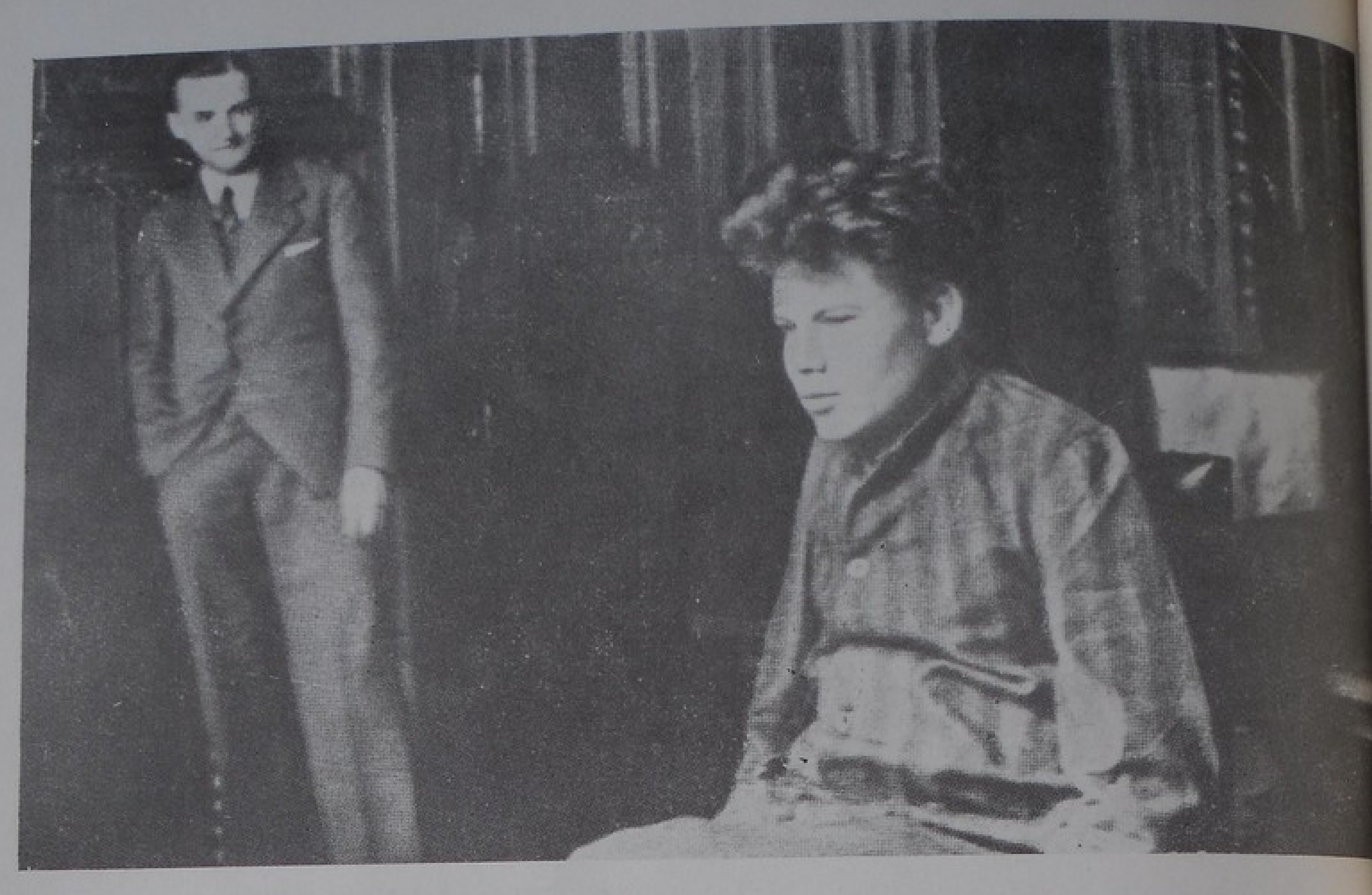


Francis Cornélius van der Lubbe et Pétronille von Handel
avec leur fils Marinus



DEUX CARTES POSTALE DE VAN DER LUBBE





VAN DER LUBBE, interrogé par le commissaire Heisig, en présence de quelques journalistes, auxquels on le présente comme incendiaire du Reichstag.

Lettre de VAN DER LUBBE. Notre correspondant possède les huit lettres qu'il a été autorisé d'écrire pendant le mois d'avril.

Berlin.

Beste Jan.

Je hartelijke brief in dank vernomen. Je moet echter maar niet meer over die daad schrijven. Dat gaat toch niet. Later schrijf ik nog wel is wat meer. Alles gaat mij goed. Mijn hartelijke groeten dan ook terug ook aan alle ander welke gegroet mogen hebben. dat goed mag gaan.

Ardy.

à arrêter, la date y était remise à l'encre. Rien que le 28 février, 1.500 personnes environ ont été arrêtées à Berlin.

Peut-on en trois heures remplir 1.500 mandats, les signer et y adjoindre une photographie ? Des policiers licenciés nous ont renseignés sur cette rapidité. Les mandats d'amener avaient été préparés dans les jours qui précédèrent l'incendie du Reichstag. La date seule était restée en blanc. Le 27 février au matin, la totalité des mandats était prête. Ils furent signés avant que la date y fût mise.

Le 22 février le gouvernement prussien décida de renforcer la police par la police auxiliaire. Seuls pouvaient y appartenir les membres des soi-disant « associations nationales », c'est-à-dire les sections d'assaut et le Casque d'acier. Alors que dans les régions, la mobilisation de policiers auxiliaires devait être confirmée par les préfets, le commissaire de l'intérieur Göring se réserva le droit de nommer les fonctionnaires de la police auxiliaire à Berlin. La décision en fut publiée le 25 février, deux jours avant l'incendie du Reichstag.

Les chefs et ministres nationaux-socialistes ne se contentèrent pas de créer une police auxiliaire. Le 27 février les sections d'assaut au grand complet étaient mobilisées dans leurs refuges et casernes. Un homme des sections d'assaut, qui s'est sauvé d'Allemagne à la fin mars, raconte dans *l'Intransigeant* ce qui suit :

« Mais un beau jour nous reçûmes l'ordre de rester le soir dans nos abris. Il nous fut formellement interdit de nous montrer dans les rues en goupes. Seuls les quêteurs avec leurs troncs, les policiers auxiliaires, et les hommes chargés de missions spéciales, avaient le droit de sortir. Nous ne savions pas ce que cet ordre signifiait. Nous attendions. Brusquement, à 11 heures du soir, on nous commanda : « Rassemblement au pas gymnastique à la porte de Brandebourg. Sans armes. Service de barrage. Le Reichstag est en feu. »

« Le chef de groupe berlinois E... rassembla plusieurs d'entre nous dans une brasserie située au coin de la Wilhelmstrasse et de la Dorotheenstrasse.

« Il nous donne l'ordre de nous rendre dans les différents quartiers de la ville et de répandre le bruit dans les bistrots et au coin des rues que les communistes avaient mis le feu au Reichstag, que l'on avait des preuves, enfin bref, tout ce que l'on devait lire le lendemain dans les journaux. A ce moment, on ne savait pas encore que Van der Lubbe était Hollandais et que le député Torgler avait été le dernier à quitter le Reichstag. Tout cela nous fut présenté comme une vérité incontestable et avec tant d'assurance que nous fûmes tous saisis de fureur contre l'incendiaire. Nous nous précipitâmes et nous nous acquittâmes de notre tâche avec un zèle forcené. Plus je répétais mon histoire et plus j'y ajoutais de détails. A la fin, j'étais devenu un témoin oculaire de l'attentat. »

Le chef de groupe Ernst tient un rang élevé dans la hiérarchie du mouvement hitlérien. Mais il est plus que de l'intelligence d'un chef de troupe, de savoir déjà quelques minutes après 10 heures, que Torgler, le dernier, a quitté le Reichstag. Le chef de troupe Ernst connaissait le plan de Göring et de Göbbels. Il avait reçu pour rôle de faire de ses hommes les hérauts de l'incendie « communiste ».

HITLER SE TRAHIT.

Le 27 février 1933 le Reichstag allemand brûle. Le 27 février, les plus importants des chefs nazis sont à Berlin, malgré la lutte électorale qui est à son plus haut point dans le Reich. Hitler, le 27 février, ne parle dans aucune réunion. Göbbels, le 27 février, ne parle dans aucune réunion. Tous trois sont à Berlin. Aucun des trois n'a, le 27 février, ni un rendez-vous, ni une réunion de service, ni un travail quelconque.

Quelques minutes après l'annonce de l'incendie du Reichstag, Göring paraît ; peu après, Hitler et Göbbels sont sur les lieux du sinistre. Sefton Delmar, correspondant berlinois du *Daily Express*, les accompagne. Le *Daily Express*, journal fasciste, est une des seules feuilles amies des hitlériens en Angleterre. Sefton Delmar est l'objet d'attentions spéciales de la part d'Hitler. Malgré cela, l'article du *Daily Express* du 28 février 1933 est plus grave pour Hitler que les articles des journaux étrangers du même jour, qui sont ses adversaires.

Sefton Delmar raconte dans son article une scène qui, tout bien calculé, s'est déroulée sur le lieu de l'incendie vingt à trente minutes après la découverte de l'incendie. Hitler venait d'arriver sur les lieux. Il dit au vice-chancelier von Papen :

« Ceci est un signe de Dieu. Personne ne nous empêchera maintenant d'anéantir les communistes avec une main de fer. »

Et, se tournant vers Delmar, il continua :

« Vous voilà le témoin d'une nouvelle grande époque de l'histoire allemande. Cet incendie en est le commencement. »

Le chancelier du Troisième Empire a dit ces mots à un moment où la « culpabilité » des communistes n'était pas du tout établie. L'interrogatoire de van der Lubbe qu'il a fallu organiser avec l'aide d'un interprète, selon l'estimation unanime des journaux, a duré jusqu'au matin. Van der Lubbe, arrêté vers 9 h. 20 du soir, ne pouvait donc, à l'heure où Hitler faisait cette déclaration, avoir fait des aveux complets sur lesquels Hitler eût pu baser sa déclaration et ses accusations contre les communistes.

Le manque de contrôle de Hitler lui a fait parler trop tôt de la culpabilité des communistes. Il n'a pas su attendre le mot de passe. Ses quatre phrases ont été dites plus tôt qu'il n'était prévu.

En 1930, Hitler déclarait au Tribunal d'empire que dans le mouvement nazi rien n'arrivait qu'il ne le sût. Ceci est certainement exact en ce qui concerne l'incendie du Reichstag. Hitler a accusé les communistes, avant d'en avoir eu la preuve, avant de posséder un témoignage. Quelles autres conclusions peut-on en tirer, si ce n'est que Hitler connaissait et approuvait le plan de Göring et de Göbbels ? Le chancelier du Troisième Reich est complice des incendiaires.

UN DE LEURS ALLIÉS ACCUSE LES NAZIS.

La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, journal de l'industrie lourde, avait exigé dès 1930 que Hitler prît la direction du gouvernement. L'industrie lourde partageait l'illusion des nationaux allemands. Elle croyait que Hitler se contenterait de partager le pouvoir avec eux.

Les premières semaines du gouvernement national mirent à jour les contradictions à l'intérieur de la coalition gouvernementale. Dans le mémoire d'Oberfohren, ces contradictions apparaissent clairement.

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* s'efforça de consolider la position des nationaux allemands. Au début elle n'épargna pas ses critiques au gouvernement national. Et peu après l'incendie du Reichstag, quand les nazis eurent la majorité dans le gouvernement, elle alla jusqu'à dire que les déclarations de Göring étaient fausses, et à émettre des doutes sur la culpabilité des communistes. Le journal écrivait le 2 mars 1933 :

« Politiquement une chose est complètement incompréhensible dans l'incendie du Reichstag : comment a-t-il pu se trouver un communiste assez bête pour commettre ce crime ? D'un front unique communiste-socialiste hors quelques discours, articles de journaux et propositions, nous n'avons guère vu trace. Que ce front unique se soit formé justement pour incendier le Reichstag est extrêmement improbable. Nous craignons qu'une vérification de la déclaration retentissante du commissaire du Reich à l'intérieur, ne fasse que prouver l'inconsistance de cette inculpation. Si tel doit en être le cas, mieux aurait valu s'en abstenir. »

Ceci n'est pas écrit dans un journal marxiste, mais dans le journal de l'industrie lourde ; ces messieurs ont pris peur de leur propre jeu.

L'article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* confirme les informations d'Oberfohren. Trop tard. Oberfohren a été assassiné. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* peu de mois après l'incendie du Reichstag a été « uniformisé ». Son rédacteur en chef, le Dr Fritz Klein, a été destitué peu de temps avant qu'Hugenberg rentrât lui aussi dans l'ombre. La menace cachée, contenue dans l'article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, a manqué son but. La dissolution du parti national allemand ne pouvait plus être arrêtée. Pour nous, l'article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* est une preuve importante. L'allié accuse de mensonges Göring et doute de la culpabilité des communistes. Cela ne veut-il pas dire, en langage non-diplomatique : *Les nazis ont incendié le Reichstag* ?

POURQUOI GORING A-T-IL LAISSÉ LE REICHSTAG SANS PROTECTION ?

Dans les informations du 28 février de l'officiel « Service de presse prussien », il est dit que parmi les documents découverts dans la maison de Karl Liebknecht il y a entre autres des instructions pour

l'incendie du Reichstag. La perquisition de la maison de Karl Liebknecht a eu lieu le 24 février 1933. La presse bourgeoise entière a publié les 24 et 25 février en gros caractères les prétendus plans criminels des communistes. Le préfet de police de Berlin a fait le 26 février son rapport à Göring sur les documents prétendûment trouvés dans les « catacombes » de cette maison. Göring, commissaire au ministère de l'intérieur de Prusse, disposait de la police prussienne. Göring, président du Reichstag, en était le maître. Personne n'avait comme lui la possibilité de protéger le Reichstag d'un attentat. Personne n'avait comme lui le devoir de le faire.

Göring n'a ni demandé la police pour la protection du bâtiment du Reichstag ni pris à l'intérieur du Reichstag la moindre mesure de protection. S'il est exact que de tels documents ont été découverts dans la maison de Karl Liebknecht, M. Göring se serait par sa négligence rendu pour le moins coupable d'un grand crime. Mais Göring n'a rien fait pour la protection du Reichstag, les documents en question n'ont jamais été publiés jusqu'à ce jour. De ces deux faits, on peut tirer la conclusion : les documents de la maison de Karl Liebknecht n'existent que dans les informations de l'officiel « Service de presse prussien » ; les communistes n'ont pas voulu, n'ont pas préparé l'incendie du Reichstag. Par contre, Göring a fait tout le nécessaire pour laisser brûler le Reichstag.

GORING RENVOIE AVANT L'HEURE LES FONCTIONNAIRES DU REICHSTAG

Göring, le jour de l'incendie, a également veillé à ce que les fonctionnaires du Reichstag quittent le bâtiment avant la fin de leur service. Le 27 février, l'inspecteur de la maison donna congé aux employés de service dès 1 heure de l'après-midi. Les fonctionnaires firent observer que la clôture prématurée de leur service était contraire aux règlements. L'inspecteur de la maison, un national-socialiste, leur donna ordre d'abandonner, ce jour-là, leur service, puisqu'ils n'avaient rien à faire.

En mars, les plus grands journaux étrangers ont publié la nouvelle que les fonctionnaires du Reichstag avait été licenciés avant l'heure, le 27 février. Le gouvernement hitlérien n'a jamais osé la démentir.

GEMPP, DIRECTEUR DES POMPIERS, ACCUSE GORING

Le 24 mars, on eut la surprise d'apprendre que le directeur du service des incendies de Berlin, Gempp, chef des pompiers de Berlin, avait été congédié pour avoir toléré dans son service des manœuvres communistes. Ces manœuvres communistes se réduisent au fait que dans une réunion avec les inspecteurs et dirigeants du service des incendies Gempp se permit des remarques techniques sur l'incendie du Reichstag,

qui jetèrent une curieuse lumière sur l'attitude de Göring sur le lieu du sinistre. Les remarques de Gempp concernaient trois faits essentiels :

« Dans une réunion avec les inspecteurs et chefs du service des incendies, M. Gempp a peu avant sa mise en congé fait de courtes déclarations sur le fait que les pompiers auraient été alarmés trop tard. Ce n'est qu'ainsi qu'il était possible d'expliquer qu'une section d'assaut forte de vingt hommes se trouvât sur les lieux de l'incendie avant l'arrivée des pompiers.

« En outre, M. Gempp se plaignit que le commissaire au ministère de l'intérieur de Prusse, Göring, lui avait absolument défendu de donner l'alarme générale et de mobiliser ainsi de plus grandes forces du service des pompiers.

« Enfin, M. Gempp s'est étonné que dans les parties non détruites du bâtiment du Reichstag se soit trouvé de grandes quantités de matériaux incendiaires non employés (dans les différentes pièces, sous et dans les armoires, etc.) en quantité suffisante pour en remplir un camion. »

Cette information a paru le 25 avril 1933 dans la *Saarbrücker Volksstimme* et s'est répandue à travers toute la presse mondiale.

Göring n'a pas répondu par un démenti à cette information de la *Saarbrücker Volksstimme* ; il a saisi cette occasion pour accuser Gempp de détournements. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 29 avril 1933 nous renseigne sur la réaction de Göring aux révélations de la *Volksstimme*.

« Le Dr Lippert, commissaire d'État, porte les faits suivants à notre connaissance. Le Dr Lippert avait porté contre le directeur du service des incendies Gempp, en congé provisoire, l'accusation d'avoir toléré dans son service des manœuvres communistes. Gempp a demandé une enquête disciplinaire. Cette demande a été déclinée parce qu'il existait d'autres présomptions contre Gempp. A l'heure qu'il est une enquête disciplinaire suit son cours, parce que lors de l'achat d'une auto par le chef de service d'alors, le conseiller social-démocrate Ahrens, Gempp se serait rendu coupable de détournements selon le § 266 du code criminel. »

La tactique des nazis qui consiste à abattre les adversaires gênants au moyen d'accusations criminelles n'a pas été employée que pour Gempp. Sous le même chef d'accusation, le chef du service municipal pour les incendies, le conseiller municipal Ahrens a été arrêté. Lui aussi avait osé dire que les pompiers ont été prévenus trop tard.

Des accusations de Gempp contre Göring, il ressort clairement que Göring s'intéressait plus à l'extension du feu qu'à son extinction. Les dégâts de l'incendie dans le Reichstag devaient être grands et impressionnants, aussi l'incendie ne devait-il pas être éteint trop tôt. Trois jours après l'incendie, les lieux du sinistre furent ouverts au public. Le même inspecteur nazi qui le 27 février avait, avant l'heure, congédié les fonctionnaires, servit de guide à travers le Reichstag détruit. Par dizaines de milliers, les visiteurs se pressaient vers les lieux du sinistre. Le guide expliquait d'abondance comment l'incendie avait été allumé par les communistes. Il n'oubliait pas d'y ajouter ses détails sur les effroyables intentions des communistes.

Göring n'a pas eu le courage de démentir lui-même les assertions

de la *Saarbrücker Volksstimme.* Il a obligé Gempp à publier un démenti. M. Gempp semble s'être longtemps défendu. Ce n'est que le 18 juin 1933 après que Bell, Hanussen et Oberfohren aient été assassinés que Gempp, dans les journaux allemands, déclara fausses les affirmations de la *Saarbrücker Volksstimme.* Il existe des démentis qui confirment la justesse de ce qu'ils démentent. Le démenti tardif de Gempp est de ceux-là.

Sous le coup d'une accusation grave, menacé de la prison, Gempp s'est incliné devant Göring.

OU SE TROUVENT LES AUTEURS DE L'ATTENTAT ?

Dans le deuxième numéro de mars de l'hebdomadaire conservateur *Der Ring* dirigé par Heinrich von Gleichen, on peut lire :

« L'incendie du Reichstag a entraîné de la part du gouvernement du du Reich les mesures les plus sévères. Les autorités sont prêtes à tout. L'opinion publique, les leaders des journaux reposent la même question : Comment tout cela a-t-il été possible ? Sommes-nous réellement une nation de moutons aveugles ? Où sont les auteurs de l'attentat, si sûrs de ce qu'ils faisaient ? Pour répondre à ces questions, nous le constatons avec froideur et objectivité, il nous manque un service secret comme en possède les anglais et d'autres nations.

« Si nous possédions une organisation de ce genre, on saurait aujourd'hui où chercher les auteurs de l'incendie du Reichstag, on les connaitraît même. *Ce sont peut-être des membres de la meilleure société allemande ou internationale.* »

Heinrich von Gleichen est un des membres le plus influent du « Herrenklub ». Depuis le ministère von Papen, von Gleichen est un de ceux qui tiennent les fils de la politique du gouvernement. Ses relations avec le palais présidentiel sont plus qu'excellentes. Dans cet article du *Ring*, von Gleichen met sévèrement en accusation le gouvernement hitlérien, pour n'avoir rien fait pour éclaircir l'origine de l'incendie. Ses questions ne veulent-elles pas dire nettement que ce sont les nazis qui ont mis le feu au Reichstag, pour s'emparer, l'une après l'autre, de toutes les positions du pouvoir ?

Le *Ring*, après cet article, a été interdit.

LE Dr BELL PARLE TROP.

L'histoire du Dr Bell et de sa mort a été traitée dans un autre chapitre. Ici nous n'envisagerons que le rôle de Bell lors de l'incendie du Reichstag. Nous ne nous servirons pas des informations prétendant que le Dr Bell le 27 février 1933, une heure avant l'incendie, aurait annoncé à quelques journalistes anglais et américains que le Reichstag était en feu. Cette nouvelle a été donné à bon escient par le gouvernement hitlérien. Les nazis voulaient se procurer l'occasion d'un démenti facile et par là discréditer les véritables affirmations du Dr Bell.

Le Dr Bell connaissait très bien van der Lubbe, il connaissait aussi parfaitement les relations que van der Lubbe avait avec les milieux des sections d'assaut à Berlin et Munich. Quoique le Dr Bell fut depuis une année environ en lutte contre la direction politique nationale-socialiste, il avait encore beaucoup de liaisons à l'intérieur du parti national-socialiste. Il savait par eux ce qui s'était passé lors de l'incendie au Reichstag. Bell, le 3 ou 4 mars 1933, au Club national de la Friedrich-Ebertstrasse, fit part à un politicien du parti populiste de ce qu'il savait de l'incendie du Reichstag. Ce politicien communique par lettre à quelques amis les informations qu'il tenait de Bell. Une de ces lettres tomba dans les mains de Daluege, chef de la police secrète d'état.

Cela coûta la vie à Bell. Le 3 avril, il était assassiné en Autriche, dans la petite ville de Kufstein, par des hommes des sections d'assaut venus de Munich.

ASSASSINAT DE HANUSSEN

Le voyant Erik Hanussen avait sous le nom de « Palais de l'Occultisme » inauguré sa nouvelle demeure à Berlin (Lietzenburgerstr. 16) la veille de l'incendie du Reichstag. Plusieurs chefs des sections d'assaut dont le comte Helldorf, des artistes, des acteurs et des journalistes avaient été chez lui pendre la crémaillère. Le correspondant du *Berliner* 12 *Uhr Blatt* y était aussi. Au cours de la séance d'occultisme que donna Hanussen, il déclara textuellement : *je vois brûler la grande maison.*

Dans le premier numéro de mars de son hebdomadaire *Hanussens Bunte Wochenschau*, Hanussen publie un article sur la situation politique. Il y dit avoir su d'avance l'incendie du Reichstag, mais n'avoir pas osé en parler publiquement.

Le meilleur ami de Hanussen, le chef des sections d'assaut de Berlin, le comte Helldorf a été l'un des instigateurs de l'incendie du Reichstag. C'est Helldorf qui, avant l'incendie, avait donné à Hanussen des informations qui lui permirent d'en parler comme voyant. Hanussen a dû savoir bien des choses. Ceci ressort d'une attestation sous serment du rédacteur en chef d'alors du *Berliner* 12 *Uhr Blatt*, le Dr Franz Höllring, que nous avons reçue.

ATTESTATION SOUS SERMENT

Le soussigné Dr Franz Höllring déclare ici sous serment :

« En ma qualité de rédacteur en chef du *Berliner* 12 *Uhr Blatt* et du *Montag Morgen*, dans la période du 1er février au 4 mars 1933, j'ai rencontré Erik Hanussen, en tant qu'éditeur de son journal de voyance national-socialiste, composé dans la même imprimerie que les feuilles ci-dessus nommées. Je n'ai pas personnellement fait la connaissance

d'Erik Hanussen, mais je fus une fois en communication téléphonique avec lui ; il voulait parler à Rolf Würnberg, directeur de l'édition et rédacteur, lequel n'était pas présent. Ceci se passait dans la nuit du 27 février, la nuit de l'incendie du Reistag. Les premières informations sur l'incendie étaient à peine parvenues à la rédaction quand Hanussen fut annoncé au téléphone. Il voulait savoir de moi où en était l'incendie et si on en avait arrêté les auteurs. Je répondis qu'il y avait une information encore non-confirmée suivant laquelle un groupe de communistes avait mis le feu au Reichstag avec des torches. Je lui fis remarquer le peu de fondement de cette information. Je dis expressément, qu'on ne pouvait prêter aux communistes, surtout dans la situation politique donnée, un tel acte de folie qui tenait du suicide. A cela, Hanussen répondit avec irritation qu'il était d'un avis absolument contraire, qu'il savait qu'il s'agissait d'un complot des communistes et que j'en verrais bien les suites. Ce téléphonage se produisit entre 9 h. 1/2 et 9 h. 3/4. J'en fis part à ma rédaction qui connaissait les relations étroites de Hanussen avec le comte Helldorf du fait de ses coups de téléphone répétés à l'imprimerie. Hanussen passait en général pour être très bien informé sur les intentions national-socialistes.

Signé : Dr Franz HÖLLRING.

A une heure où dans les rédactions des journaux arrivaient à peine les premières vagues nouvelles de l'incendie, Hanussen parlait déjà de la culpabilité des communistes et des suites graves de l'attentat. Par là, on voit que l'informateur de Hanussen est à chercher dans les hautes sphères des sections d'assaut.

Le juif Hanussen n'a pas profité longtemps du règne de Hitler, qu'il avait désiré si passionnément.

Le 7 avril 1933, son cadavre était trouvé dans un hangar à bois, sur la route nationale de Baruth à Neuhof. Hanussen est mort de la main des nazis.

ON ASSASSINE LE Dr OBERFOHREN

Après Bell, Hanussen, le Dr Oberfohren. De ces trois hommes au courant du secret de l'incendie, le Dr Oberfohren était le plus dangereux. Bell pouvait être liquidé comme aventurier politique, Hanussen comme charlatan. Le Dr Oberfohren était un politicien influent, un dirigeant de la fraction nationale allemande au Reichstag. Dès février, il avait déclaré dans un discours électoral que le gouvernement hitlérien devrait subsister sous sa composition actuelle quel que fût le résultat des élections. Le Dr Oberfohren était un ultra-réactionnaire. Son mémoire montre qu'il n'avait d'autre but que de conserver aux nationaux allemands les positions du pouvoir. La dernière partie du mémoire montre la dernière phase de la lutte à l'intérieur du gouvernement du Reich. Ce mémoire a coûté la vie au Dr Oberfohren.

« Autant le parti national allemand approuve les plus sévères mesures contre les communistes, autant il désapprouve l'incendie du Reichstag par ses amis de coalition. Au cours du conseil de cabinet de mardi, on a approuvé les mesures contre les communistes et, pour une partie, contre les social-démocrates. Mais on n'a pas caché que l'incendie ferait le

plus grand tort à la renommée du Front National. Le conseil de cabinet n'a pas ménagé ses expressions à ce sujet. Les ministres national-socialistes ne parvinrent pas à obtenir l'interdiction du parti communiste. Comme il a été dit plus haut les nationaux allemands avaient besoin des députés communistes pour ne pas permettre aux nazis d'avoir la majorité absolue au parlement. Dans la séance du cabinet, il fut rigoureusement interdit à M. Göring de publier les faux « découverts » dans la maison de Karl Liebknecht. On fit remarquer que les falsifications maladroites ne pouvaient qu'accroître les charges contre le gouvernement. Le gênant aussi pour celui-ci était que le député communiste Torgler, chef de la fraction communiste au Reichstag, se fût mis, le mardi matin, à la disposition de la police. Sa fuite eût été préférable. Que sous une telle accusation et cela après l'arrestation de milliers de fonctionnaires communistes, devant la menace des tribunaux d'exception, il se fût mis à la disposition de la police pour pouvoir répondre aux accusations contre son parti, ce fait était très désagréable pour le gouvernement. M. Göring fut chargé de démentir l'acte du député Torgler. La presse mondiale après l'incendie montra une telle unanimité à mettre la responsabilité de l'incendie sur le dos de membres dirigeants du gouvernement que la renommée du gouvernement national s'en trouva des plus ébranlées.

« Göring et Göbbels tenaient à l'arrêt de la propagande électorale communiste et social-démocrate, ils savaient que les larges masses de petits bourgeois, d'employés et de paysans croiraient à la légende de l'incendie du Reichstag et par suite voteraient pour les nazis, avant-garde dans la lutte contre le bolchevisme. Mais c'est pour cela même qu'ils étaient peu contents de la position prise par les ministres nationaux allemands dans le cabinet. L'interdiction du parti communiste leur avait de nouveau été refusée. Avec aigreur ils se sentaient, avec leurs ambitions démesurées, serrés comme dans une pince de fer entre nationaux allemands, Casque d'acier et Reichswehr. Ils voyaient clairement qu'il fallait sortir de cet emprisonnement le plus vite possible. On discuta ferme.

« Enfin, les groupes se décidèrent au coup de force pour la nuit du 5 au 6 mars. On se proposait d'occuper le quartier gouvernemental et d'exiger de Hindenburg la transformation du gouvernement. En ce cas, Hindenburg transmettrait la présidence à Hitler et Hitler nommerait Göring chancelier du Reich. On proposa aussi d'exécuter ce coup, si possible, le 3 mars, à l'occasion d'un grand cortège de propagande des sections d'assaut et de soutien à travers la ville, en liaison avec un hommage à Hitler. Ce grand cortège de propagande fut donc préparé par tous les moyens. Déjà de nombreuses formations des sections d'assaut de banlieue étaient en ville, les rues sur le parcours étaient gardées par la police en vue de la marche triomphale : la circulation était détournée, des milliers de personnes attendaient dans la Wilhelmstrasse le passage du chef, Adolf Hitler. Comme le bruit s'était répandu qu'à l'occasion de cette marche, le quartier gouvernemental serait occupé, les ministres nationaux allemands au dernier moment obtinrent d'Adolf Hitler qu'il renonçât à passer par la Wilhelmstrasse. On communiqua, à l'étonnement des milliers de gens qui attendaient dans la Wilhelmstrasse, que le cortège des sections d'assaut prendrait un autre chemin et serait conduit plus loin, par la Prinz-Alberstrasse, vers l'ouest. Il est vrai que les nationaux allemands durent promettre également de leur côté de renoncer à faire passer le Casque d'acier par le quartier gouvernemental. La sortie du Casque d'acier avait été annoncée pour le jour des élections en guise d'hommage à Hindenburg. Les dirigeants du Casque d'acier donnèrent leur assentiment à ce changement.

« La situation des ministres national-allemands était très grave. Le résultat des élections à Lippe-Detmold avait montré combien grand était le danger que les électeurs nationaux allemands passent aux nazis

avec armes et bagages. Contre la propagande effrénée des nazis, la propagande nationale allemande ne pouvait pas lutter. Le Herrenklub, les groupes autour du Casque d'acier, les chefs nationaux-allemands tenaient conseil. L'occupation du quartier gouvernemental évitée, ce n'était que le vendredi après-midi qu'on devait s'armer, outre la Reichswehr et le Casque d'acier, contre le danger menaçant de la nuit du 5 au 6 mars. Les masses n'étaient plus derrière le vieux maréchal, c'était clair, mais derrière la nouvelle idole, Adolf Hitler. Il était donc nécessaire d'intervenir avec autant de brutalité que Göring et Göbbels lors de l'incendie du Reichstag. On établit le plan suivant : l'opinion sera saisie d'une information officielle sur les résultats de l'enquête contre les incendiaires. Cette information sera rédigée de telle façon qu'en cas de danger, à tout moment, on puisse s'y reporter pour affirmer qu'alors déjà on était sur la piste des coupables nazis. Une information de ce genre pourrait, dans la nuit du 5 au 6 mars, être utilisée comme un moyen de pression sur les ministres nazis, si ceux-ci voulaient réellement mettre à exécution leur plan d'occupation des quartiers gouvernementaux. On voulait de cette manière troubler les masses national-socialistes, et, dans la mesure du possible, les gagner au Front National dirigé par les nationaux allemands et Hindenburg. On prépara pour cela un appel à l'Allemagne nationale dans lequel Hindenburg dévoilait les plans de prise du pouvoir par la violence, accusait de l'incendie Göring, Hitler et Göbbels, en se référant au communiqué déjà publié, et demandait aux millions d'hommes nazis de se ranger tous derrière le maréchal pour sauver le Front National contre le marxisme. De cette manière, on espérait préparer les masses nationales à soutenir une dictature militaire du maréchal. Le maréchal lui-même ne devait pas assister à l'hommage du Casque d'acier, mais séjourner en dehors, dans la nuit du 5 au 6 mars, sous la protection de la Reichswehr, prête à marcher. »

ASSASSINS DE LA VEHME, INCENDIAIRES

Dans le bureau du préfet de police de Breslau il y a une grande photographie encadrée. On peut y voir cinq jeunes gens. Ces cinq jeunes gens ont en 1932 à Potempa, village de Silésie, assassiné un ouvrier polonais, et cela avec une bestialité encore inconnue dans l'histoire judiciaire. Le tribunal avait condamné les assassins à mort, von Papen, chancelier du Reich, a obtenu leur grâce, Hitler, chancelier du Reich, leur a rendu la liberté. Leur photographie est sur le bureau du préfet de police de Breslau.

Ils s'entendent très bien, les assassins de Potempa et le préfet de police Edmund Heines. Lui aussi a été condamné à mort pour assassinat, lui aussi a été grâcié, lui aussi n'a pas fait long feu en prison. Le lieutenant Heines, dans le Reich d'Hitler, occupe une position élevée. Il est commandant en chef d'un groupe des sections d'assaut exactement comme Göring et le Général von Epp. Le Dr Oberfohren dans son mémoire a prouvé que Heines était le chef de la troupe qui mit le feu au Reichstag. Oberfohren écrit dans son mémoire :

« Entre temps les mandataires de M. Göring sous la conduite du chef des S. A. de Silésie, le député Heines, se rendirent au Reistag par les couloirs du palais du président. Chaque chef choisi des sections de défense et d'assaut savait exactement à quel endroit il devait agir. La veille, il y avait eu répétition générale. Van der Lubbe était le cinquième ou

sixième homme de la colonne. Lorsque le poste d'observation dans le Reichstag fait savoir que la voie est libre, les incendiaires se mettent au travail. Le feu est mis en quelques minutes. Leur travail achevé ils s'en retournent par le même chemin. Van der Lubbe reste en arrière dans le Reichstag. »

Que Heines ait été le dirigeant de la colonne des incendiaires, comme le dit le Dr Oberfohren, d'autres initiés le confirment. Le Dr Bell, entre autres, dans ses dernières lettres à des amis, déclare nettement que la direction de la colonne des incendiaires a été confiée à Heines.

Heines était tout à fait l'homme qu'il fallait pour ce travail. Heines a le tempérament d'un reître. Il assassine sur ordre, il incendie sur ordre.

LE REFUGE STRATÉGIQUE DES INCENDIAIRES

Il suffisait des contradictions des communiqués officiels des nazis, il suffisait des preuves que nous avons données pour établir irréfutablement la culpabilité des nazis dans l'incendie du Reichstag. Mais, même si ces preuves n'existaient pas, si les instruments de Göring avaient préparé leur provocation avec plus de soin, il resterait encore une preuve décisive de cette culpabilité des nazis. Nous allons maintenant en parler.

Voici ce que publie la *Vossische Zeitung* du 1er mars, d'après les milieux gouvernementaux :

« On déclare qu'il existe une preuve incontestable que le chef de la fraction communiste au Reichstag, le député Torgler, s'est entretenu pendant plusieurs heures avec les incendiaires à l'intérieur du Reichstag et également avec d'autres personnes ayant pris part à l'incendie criminel.

Les autres coupables, ajoute-t-on, ont pu éventuellement s'échapper par les couloirs souterrains reliés avec les installations de chauffage, qui font communiquer le bâtiment du Reichstag avec le palais du président du Reichstag. »

Nous l'avons montré au début du chapitre, un couloir souterrain conduit effectivement du bâtiment du Reichstag au palais de son président. Mais le titulaire de ce poste, l'habitant de cette maison où aboutit ce couloir souterrain était à cette époque Hermann Göring. Il habite la maison par laquelle d'après ses propres indications se sont enfuis les coupables.

Hermann Göring n'est pas seulement président du conseil de Prusse et président du Reichstag, il est également commandant en chef d'un groupe de sections d'assaut. Hermann Göring a une section spéciale à sa disposition, la section G. La maison est constamment surveillée par une garde d'état-major qui comprend 30 hommes au moins.

L'officiel « Service de presse prussien » a fait savoir que pour amener le matériel d'incendie, sept hommes au moins étaient nécessaires, et que le feu avait été mis par 10 hommes. Par suite, si nous acceptons ces informations officielles, dix hommes au moins ont pris part directement à l'incendie du Reichstag.

On peut admettre en toute certitude que de nombreux foyers avaient été placés dans les parties les plus différentes du Reichstag. Autrement la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé dans cet immense bâtiment ne serait pas explicable. Ces nombreux foyers demandaient une grande quantité de matériel incendiaire. Le poids de ce matériel a dû monter à plusieurs quintaux. Le directeur des services d'incendie, dans son rapport devant les inspecteurs d'incendie et les chefs des pompiers, a dit avoir découvert après l'incendie de grandes quantités de matériel non inciné. Pour enlever ce matériel, il a fallu se servir d'un camion. Gempp confirme donc ainsi que les incendiaires ont amené de grandes quantités de matériel incendiaire.

COMMENT LE MATÉRIEL INCENDIAIRE A-T-IL ÉTÉ AMENÉ AU REICHSTAG ?

Au début de ce chapitre, nous avons décrit les difficultés que rencontre le visiteur pour pénétrer dans le Reichstag. L'entrée des visiteurs n'est possible que par la porte 5. Il doit passer devant un certain nombre de fonctionnaires du Reichstag. Peut-on imaginer que sous les yeux des fonctionnaires, sept à dix hommes aient traîné des quintaux de matériel incendiaire, sans que cela surprenne l'un des portiers ? L'observateur le plus prévenu conviendra qu'aucun incendiaire, aucun groupe d'incendiaires n'oserait transporter ce matériel par la porte 5.

Mêmes difficultés porte 2, l'entrée des députés. La porte 2 n'est ouverte qu'aux députés du Reichstag. Imaginer que des députés sous les yeux des fonctionnaires puissent amener du matériel incendiaire par quintaux est aussi absurde que d'imaginer que ce matériel ait pu entrer par la porte 5. Aussi les incendiaires devaient-ils choisir une autre voie, une voie secrète qui leur permît de pénétrer dans le Reichstag sans être remarqués et sans être vus des fonctionnaires de service, pour apporter le matériel en lieu et place. Il n'existe qu'un seul accès secret du Reichstag. C'est le couloir souterrain qui relie la maison du président du Reichstag au bâtiment du Reichstag. Le couloir souterrain a été la voie d'accès stratégique de la colonne d'incendiaires.

Qui veut se servir du couloir souterrain doit passer en premier lieu par la maison de Göring, président du Reichstag. Il doit passer devant la garde d'état-major qui, sans arrêt, surveille la maison de Göring. Il court en plus le risque d'être vu par un habitant de la maison de Göring.

Est-il possible à des communistes de traverser la maison de Göring jusqu'au couloir souterrain sans être arrêtés par la garde d'état-major (30 hommes) ? Est-il possible aux communistes, traversant la maison de Göring, de transporter des quintaux de matériel incendiaire sans être arrêtés par la garde d'état-major ? Est-il possible aux communistes de s'enfuir par la maison de Göring ? C'est impossible. Tout communiste qui, en février, aurait chercher à pénétrer dans la maison de Göring aurait été arrêté sans aucun doute.

Impossible donc aux communistes d'arriver au Reichstag par le che-

min de la maison de Göring et le couloir souterrain. Pour qui était-ce possible ?

Des dirigeants nazis seuls pouvaient, sans éveiller le moindre soupçon, pénétrer dans la maison de Göring. Dans cette maison se tenaient nombre de réunions entre Göring et les grands fonctionnaires nazis. Personne aux sections d'assaut ne pouvait imaginer d'arrêter des hommes occupants des postes élevés dans le parti, des hommes qu'on voyait souvent dans la maison de Göring. Ils pouvaient à volonté entrer et sortir. Pour eux, nul danger. Ceci surtout pour les hauts fonctionnaires des sections d'assaut assurés, comme chefs de la garde d'état-major, de pouvoir aller et venir sans obstacles. Ils pouvaient sans aucune difficulté, sans être remarqués amener dans la maison de Göring par petites quantités les matériaux d'incendie. Au poste de garde même, on pouvait ne pas s'étonner si une certaine quantité de caisses, supposées contenir des papiers ou même des armes étaient déposés dans la cave de la maison (les transports d'armes alors étaient à l'ordre du jour dans tous les camps nazis). La maison de Göring était la clef de la position pour une attaque contre le Reichstag, celui qui avait la maison de Göring à sa disposition pouvait entreprendre ce qu'il voulait contre le Reichstag. La maison de Göring était la tête de pont qui formait le point de départ de la colonne des incendiaires. La maison de Göring était le dépôt pour les matériaux d'incendie. La maison de Göring était le hâvre vers lequel, le crime accompli, on pouvait fuir.

LA COLONNE DES INCENDIAIRES

Nous l'avons dit, seuls des dirigeants des sections d'assaut pouvaient entrer dans la maison de Göring sans éveiller de soupçons. Oberfohren dans son mémoire parle de dirigeants soigneusement choisis. La direction nationale-socialiste, qui conçut et organisa le plan de l'incendie, avait tout intérêt à confier l'exécution de ce plan à des prétoriens sûrs. Göbbels et Göring ne pouvaient en charger une section quelconque. Göbbels et Göring ne pouvaient pas s'exposer au danger d'être trahis par un mécontent. Göbbels et Göring durent prendre leurs complices dans les rangs les plus élevés des fonctionnaires. Il fallait des hommes qui, d'une part, ne reculâssent devant aucun crime et qui, d'autre part, fussent par de nombreux crimes, commis en commun, liés si fortement à la direction nationale-socialiste qu'aucune trahison ne fût à redouter. La direction nationale-socialiste est riche en hommes qui remplissent ces conditions. Dans ses rangs, se trouvent des assassins de la Vehme comme le lieutenant Heines et le lieutenant Schulz, des criminels comme le Dr Ley et Kaufmann, des aristocrates dégénérés et pervertis comme le comte Helldorf. De cette masse d'hommes, enchaînée à la direction nazi, la colonne des incendiaires fut formée. La direction en fut confiée, nous le savons par le rapport Oberfohren, à l'assassin Heines. Son second fut l'assassin Schulz, et sous son commandement travaillait le chef des sections d'assaut de Berlin, le comte Helldorf.

Le schéma ci-dessous, œuvre d'un criminalogiste, montre la première phase de l'incendie. La colonne se rassemble dans la maison de Göring. Heines, Schulz et Helldorf passent sans empêchement la garde d'état-major, qui les connaît ; van der Lubbe est probablement entré dans la maison avec le comte Helldorf.

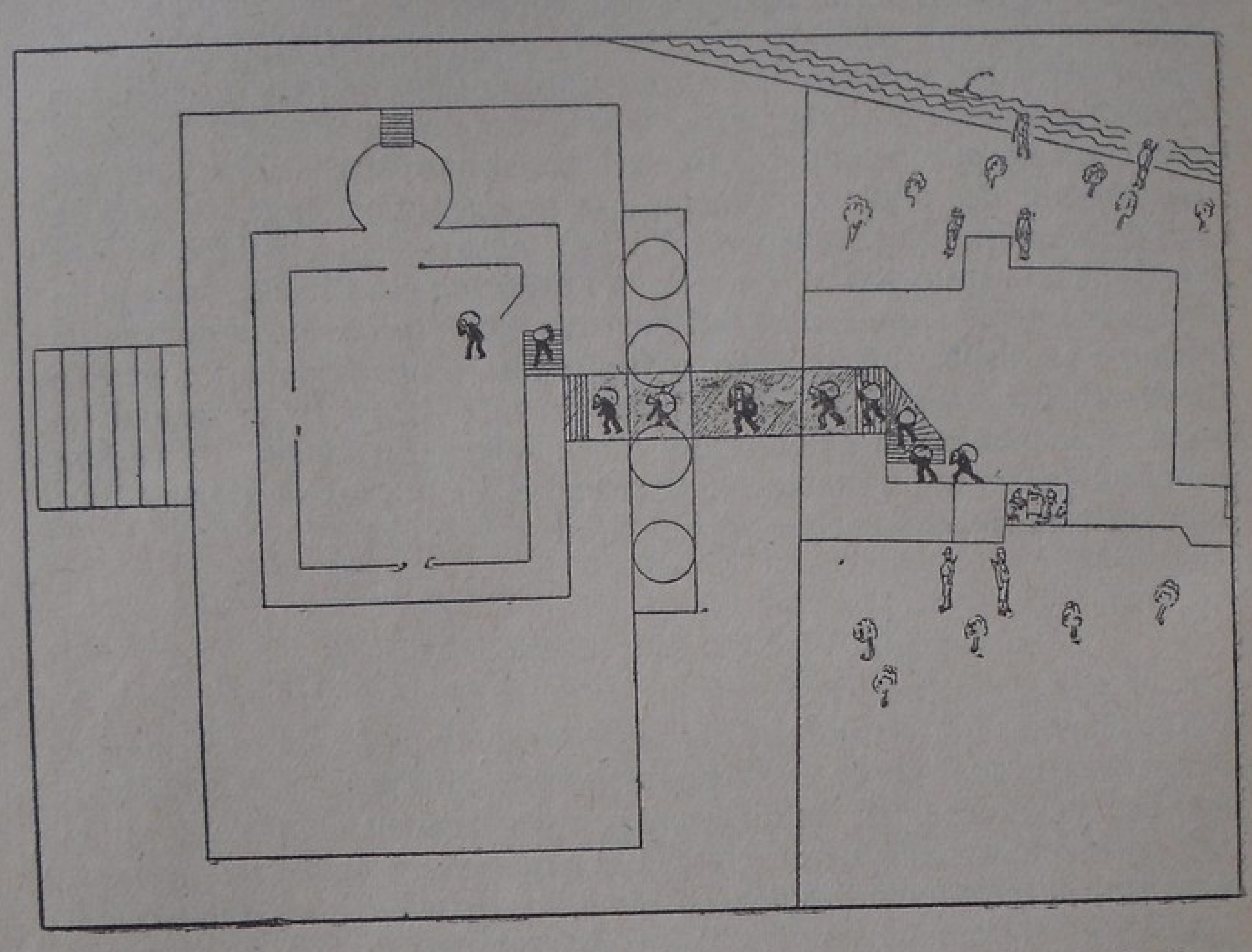


Schéma de l'incendie du Reichstag d'après une enquête criminelle et les informations officielles (première phase).

1. Maison de Göring, 2. Couloir souterrain de la maison de Göring au bâtiment du Reichstag, 3. Salle des séances du Reichstag, 4 et 5 Garde d'état-major de Göring. On voit les incendiaires dans le couloir souterrain allant vers le Reichstag.

La première tâche de la colonne était le transport du matériel incendiaire. Pour cela, les incendiaires se servirent du couloir souterrain qui de la maison de Göring mène au Reichstag. Le chemin a du être parcouru plusieurs fois. Ils commencèrent leur travail sur un signal convenu, qui faisait savoir que les derniers députés avaient quitté le Reichstag. Il n'y avait pas de danger d'être découverts par les fonctionnaires de service, ceux-ci ayant été renvoyés chez eux avant la fin de leur service par l'inspecteur national-socialiste du personnel du Reichstag. La

répartition du matériel aux différents endroits, l'arrosage des étoffes inflammables avec du pétrole, de la benzine etc., a dû prendre un temps appréciable, 20 minutes au moins. Puis le feu a été mis aux foyers.

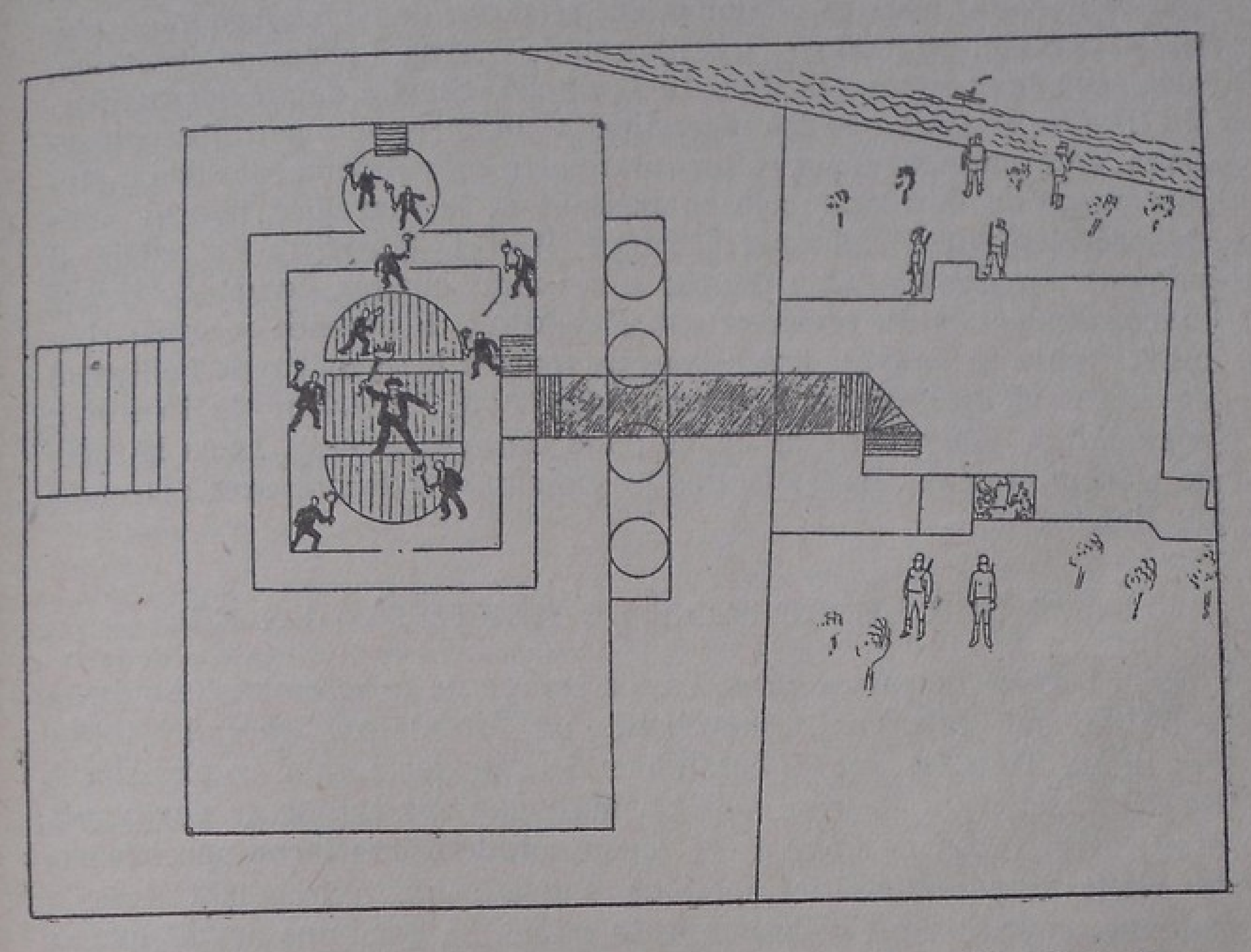


Schéma de l'incendie du Reichstag d'après une enquête criminelle et les informations officielles (2e *phase*).

1. Maison de Göring, 2. Couloir souterrain de la maison de Göring vers le bâtiment du Reichstag, 3. Salle des séances du Reichstag, 4 et 5. Garde d'état-major de Göring. Les incendiaires allument les foyers.

Les premiers rapports de la police et des pompiers parlent de sept à dix incendiaires, et de nombreux foyers. Personne en Allemagne n'a cru que les incendiaires avaient pénétré dans le Reichstag par la voie ordinaire et s'étaient enfuis par la voie ordinaire. Comment se sont enfuis les incendiaires ? Telle était la question qui se posait à tous. Toute imprudence d'un policier, d'un pompier, toute nouvelle de presse pouvait amener une surprise. Göring était fort anxieux. Il fit appel à un vieux truc. Avant que d'autres aient dit que les incendiaires s'étaient enfuis par le couloir souterrain, Göring entendait le dire lui-même, parant ainsi à un grand danger, et donnant comme sans importance ce qui était des plus suspects. C'est Göring en personne qui affirma que les incendiaires avaient fui par le couloir souterrain. Il a amèrement regretté cette déclaration. Le truc a raté. Plus jamais dans un discours

ministériel ou une information officielle il n'a été question du couloir souterrain de la maison de Göring. Il fallait faire oublier la déclaration de Göring.

Nous ne l'avons pas oubliée. Oui : les incendiaires ont fui par le couloir souterrain, mais ils ne pouvaient se servir de ce passage que parce qu'ils savaient qu'il menait à la maison de Göring. La maison de Göring, cela veut dire pour eux la sécurité. L'officiel « Service de presse prussien » du 28 février écrit que les incendiaires connaissaient parfaitement les lieux. Qui pouvait mieux se procurer cette connaissance des lieux, étudier jusqu'au dernier recoin ce passage et le surveiller, que les amis du président du Reichstag, Göring ? Il était le maître du palais. Il pouvait par des plans en donner à ses amis chaque détail. Il était le maître du palais du président du Reichstag. Il pouvait recevoir chez lui ses amis. Il pouvait créer dans sa maison la cachette de l'entrepôt du matériel incendiaire. Il était ministre de l'intérieur de Prusse. Il possédait le pouvoir de la police dans toute la Prusse. Dans la main de Göring étaient réunies toutes les possibilités de préparer l'incendie du Reichstag.

VAN DER LUBBE DANS LE REICHSTAG EN FEU

Le « Service de presse prussien » a essayé de faire croire à l'opinion publique que van der Lubbe n'avait pu s'enfuir par ignorance totale des lieux. Tous les autres complices de van der Lubbe connaissaient les lieux, selon lui et selon Göring. Mais van der Lubbe ne devait pas être sauvé. Van der Lubbe a été recommandé d'une façon spéciale par les chefs homosexuels des sections d'assaut qui marchaient dans la colonne, pour servir d'instrument du crime. Sa personne devait figurer le communisme dans l'incendie criminel. Cet instrument orgueilleux, avide de gloire, à demi-aveugle, était facile à persuader qu'on l'avait choisi pour jouer un grand rôle. Van der Lubbe devait être et fut laissé dans le Reichstag en feu, parce qu'il constituait la preuve vivante contre les communistes.

Van der Lubbe a joué son rôle de son mieux. Il s'est laissé prendre dans le Reichstag en feu. Il avait jeté sa chemise et sa veste pour bien incarner l'image du communiste incendiaire. Il avoua avoir incendié le Reichstag. Il avoua avoir incendié ce qu'on voulut, l'asile de bienfaisance de Neukölln, l'Hôtel de ville de Berlin, le château de Berlin. Et plus tard van der Lubbe avouera tout ce que ses maîtres lui commanderont. Il déposera contre Torgler tout ce que ses maîtres lui prescriront. Il déposera ce qu'on désirera contre Dimitrov. Il chargera tous ceux que ses amis nazis veulent perdre, il innocentera tous ceux que ses amis nazis veulent sauver.

HERMANN GORING

Tous les aveux de van der Lubbe ne pouvaient empêcher sa seconde tâche d'échouer : mis en avant, avouant facilement il devait démasquer

Heden, den veertienden Maart negentienhonderd drie en dertig, verschenen voor mij Hendrik Markus Markusse Notaris ter standplaats Leiden, in tegenwoordigheid der beide na te noemen getuigen:--

1. de Heer Pieter Daniël Haamke, timmerman, wonende te Leiden, Lombokstraat nummer 11.--

2. Mejuffrouw Jacoba Maria van Wijk, huishoudster, wonende te Leiden, Levendaal nummer 156.--

3. de Heer Wilhelmus Plasmeijer, fondsbode, wonende te Leiden, Levendaal nummer 63a.--

4. de Heer Johannes Cornelis Beurse, loodgieter, wonende te Leiden, Driftstraat nummer 13a.--

5. de Heer Jacobus Marijt, schilder, wonende te Leiden, Prinsesstraat nummer 36.--

die ten overstaan van mij, notaris, in tegenwoordigheid van na te noemen getuigen verklaarden:--

dat zij, comparanten, allen bezoekers zijn geweest van de fascistische openbare vergadering gehouden in de Graanbeurs te Leiden, op den zesden October negentienhonderd twee en dertig, in welke vergadering als spreker is opgetreden de fascistenleider J.A. Baars.--

dat zij hebben geconstateerd dat op deze vergadering aanwezig was de Heer Marinus van de Lubbe, destijds wonende te Leiden, die naar hun meening op deze vergadering den indruk heeft gewekt, niet geheel afwijzend tegenover het fascisme te staan en wel:--

ten eerste: door, toen de talrijke aanwezige arbeiders hun ongenoegen te kennen gaven over het optreden van den fascistenleider Baars, op een stoel te springen, het woord te nemen en hen aan te manen den spreker rustig aan te hooren.----------

ten tweede: door zijn weifelende houding in het debat dat hij geenszins namens de Communistische Partij Holland voerde-, waarbij hij zich van elken rechtstreekschen aanval op de fascisten, die zooals hij het uitdrukte, toch ook arbeiders waren, onthield.--

Waarvan Akte.--

In minuut opgemaakt is verleden te Leiden op den datum in den aanhef dezer vermeld in tegenwoordigheid der Heeren Klaas Holtkamp, candidaat-notaris, wonende te Oegstgeest en Frederik Johannes Landzaat, particulier, wonende te Leiden, als getuigen, die evenals de comparanten aan mij, notaris, bekend zijn.----------

Onmiddellijk na voorlezing is deze akte door de comparanten, de getuigen en mij, notaris, onderteekend. P.D. Haamke, J.M. van Wijk, W. Plasmeijer, J.C. Beurse, J. Marijt, K. Holtkamp, F.J. Landzaat, H.M. Markusse.----------

Geregistreerd te Leiden den vijftienden Maart 1900 drie en dertig deel 8 folio 40 nummer 17 een blad een renvooi.--

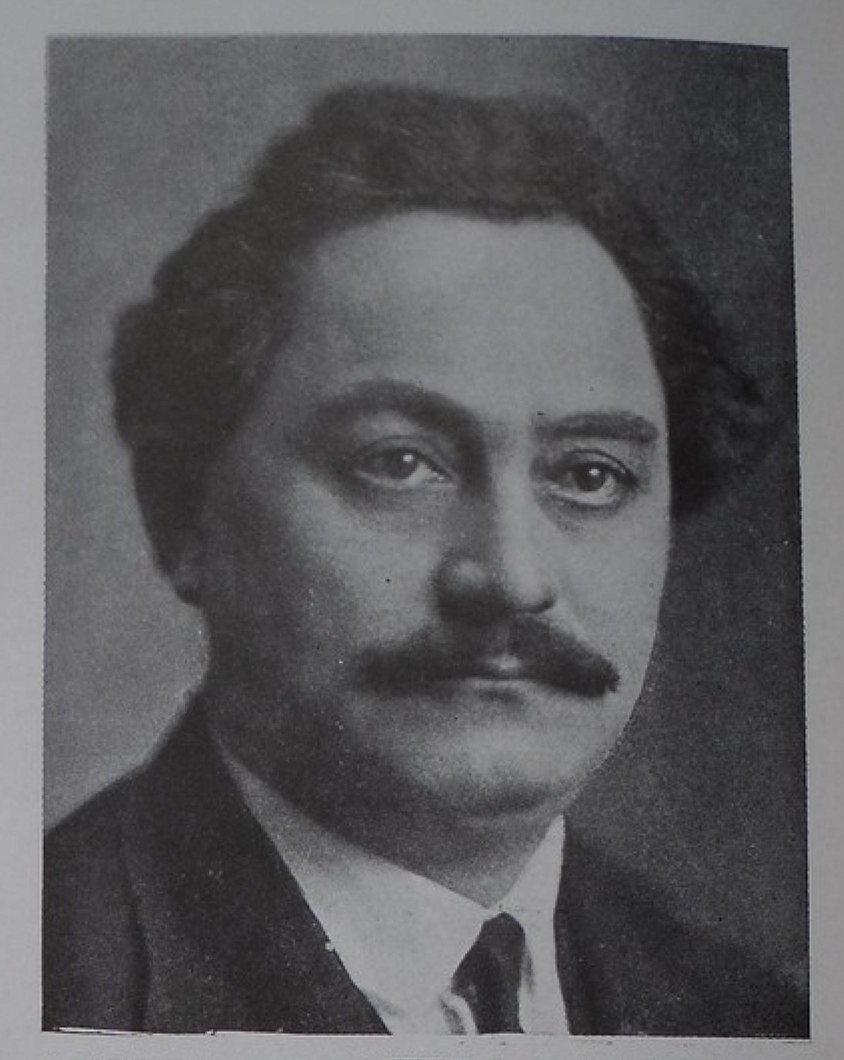
Ontvangen voor recht een gulden vijftig cent f 1,50.

De Ontvanger, de Koning.--

H. M. MARKUSSE NOTARIS te LEIDEN

Uitgegeven voor Afschrift.

Procès-Verbal rédigé par devant notaire sur l'attitude anti-communiste de Van der Lubbe à la réunion de la bourse des grains de Leyde le 6 Octobre 1932.



GEORG DIMITROFF

Excellent théoricien et pionier du mouvement ouvrier bulgare, il vit depuis 1923 dans l'émigration chassé par le gouvernement Zankoff.



ERNST TORGLER

Secrétaire de la fraction communiste du Reichstag. Accusé par les nazis de faire partie des incendiaires.

aux yeux du monde les véritables incendiaires. La personalité de van der Lubbe était trop mince, son rôle était trop transparent. Le monde reconnut la tromperie, elle reconnut celui qui agissait derrière lui, le capitaine Hermann Göring, commandant en chef d'un groupe de sections d'assaut, ministre du Reich, président du conseil de Prusse, ministre de l'intérieur, et président du Reichstag.

Hermann-Wilhelm Göring
(Nationalsoz. Deutsche Arbeiterpartei).

Hauptm. a. D., z. Zt. Schriftst., Flugzeugf. in Bayrischzell. Geb. 12. 1. 1893 in Rosenheim (Oberbay.), ev. Gymn., Kadettenk., Ltn. i. Inf.-Regt. 112, Mülhausen. Bei Kriegsausbr. Batl.-Adjut., Okt. 1914 Flieger. Zul. Kommand. d. Jagdgeschw. „Freiherr v. Richthofen". Absch. als Hauptm. 1919 Flieg. u. Berater im Flugw. in Dänemark. — 1920 b. 1921 Flugchef bei Svenska Lufttraf. 1922/23 Univ. München, 1924/25 Stud. in Rom, 1925/26 in Stockholm Schriftstell., 1927 in Dtschld. P. l. mérite, Ritterkr. Hohenz. m. Schwert., E. K. I. u. II. Kl., Ritterkr. Milit. Karl-Friedr.-Ord. (Bad.), Zähr. Löwen m. Eichenl. u. Schwert. usw. — M. d. R. s. 1928.

Extrait de l'agenda du Reichstag
Herman Wilhelm Göring
(parti nat. soc.)

« Capitaine de réserve, actuellement écrivain, pilote d'avion à Bayrischzell, né le 12 janvier 1893 à Rosenheim (Haute-Bavière). Gymnase, corps de cadets, lieutenant au 112e régiment d'infanterie à Mulhouse. A la déclaration de la guerre, adjudant de batterie, octobre 1914, aviateur. A la fin commandant de l'escadre de chasse Freiherr von Richthofen. Démob. comme capitaine ; 1919 pilote et conseiller dans usine d'avions, au Dannemark ; 1920-21, chef pilote chez Svenska Lufttraf ; 1922-23, Université de Munich ; 1924-25, études à Rome ; 1925-26, écrivain à Stockholm, en Allemagne. Pour le mérite, chevalier de l'ordre des Hohenzollern avec épée. Croix de feu 1e et 2e classe, chevalier Militaire Karl Fried Ord. (Bade). Lion de Zähringen avec feuilles de chêne et épée, etc. Membre du R. depuis 1928.

Le capitaine Göring, dans l'annuaire du Reichstag, nous a donné sa biographie. C'est une énumération de décorations. Dans la vie de cet homme, il ne semble pas s'être passé autre chose que la réception de décorations. Même ses amis les plus intimes, d'anciens officiers comme lui, dans leur biographie reproduite dans cet annuaire, renonçent à énumérer leurs décorations. Hermann Göring seul les donne toutes.

Le capitaine Göring, né le 12 janvier 1893 à Rosenheim en Bavière, a été élevé à l'école des cadets comme on l'imaginerait si on ne le savait pas par sa biographie.

Les biographes de Göring aiment à parler de ses hauts-faits de pilote de chasse pendant la guerre. Ils oublient d'ajouter que Göring faisait

ses vols de chasses sous l'effet de la morphine. La seringue de Pravaz était alors sa compagne de tous les jours et l'est restée.

Les biographies de Göring nous disent qu'en 1924/25 Göring a demeuré à Rome. Ils oublient d'ajouter qu'en 1923 il s'est enfui de l'Allemagne, quand le putsch de Hitler a échoué. Le héros de la guerre mondiale, le combattant des nuages, à déserté sous la menace de quelques mois de forteresse. Il n'était pas menacé de mort comme les chefs du mouvement ouvrier qui combattent en Allemagne et à l'étranger le fascisme hitlérien au risque de leur vie. Göring a déserté par crainte d'un léger arrêt de forteresse.

Ses « biographes » racontent que Göring en 1925/26 était à Stockholm et y travaillait alors dans une compagnie d'aviation. Ils oubient d'ajouter que Hermann Göring, d'après les informations officielles de la préfecture de police de Stockholm, à été interné dans l'asile de Langbro parce qu'un medecin l'avait reconnu aliéné. Plus tard, il fut hospitalisé à l'hôpital Konradsberg près de Stockholm, mais il dût être renvoyé à Langbro pour son attitude, et y être enfermé. Il ne pouvait pas plus être soigné dans des asiles privés, le personnel refusait de le surveiller. A Langbro aussi, il eut de graves attaques de rage, et dut être mis dans la section des cas graves.

Nous reproduisons, dans notre appendice illustré, la fiche d'entrée de Göring à l'asile d'aliénés de Langbro. Tous les démentis de Göring et toutes les plaintes qu'il veut faire déposer par le gouvernement suédois contre les journaux qui ont donné cette information seront vains. Le *Livre brun* publie la preuve, le document irréfutable, qui montre que Göring a été interné dans un asile d'aliénés.

Ses biographes aiment à nous parler de son mariage avec Karin van Fech. En premières noces, elle avait été mariée au capitaine Rantzow. Après divorce, les anciens époux eurent un procès pour la tutelle de leur fils Thomas. Pendant l'un des débats judiciaires, le 22 avril 1926, on soumit au tribunal un certificat du médecin légiste Karl A. Lundberg, que nous reproduisons par ailleurs. Dans ce certificat, il est dit nettement que Göring est un morphinomane invétéré. La morphinomanie de Göring est donc officielle, le tribunal a décidé que Göring ne pouvait pas être nommé tuteur du jeune Thomas. Le national-socialisme a confié au morphinomane Göring la tutelle de 60 millions d'Allemands.

Le 10 mars 1933, Göring a fait à Essen un discours dans lequel il dit entre autres « Jusqu'à présent, je n'ai pas perdu mes nerfs ». Par cette réponse évasive, il espérait faire taire les insinuations de la presse étrangère. Il ne comptait pas sur les documents qui existent touchant son état de nerfs, son dérangement mental et sa morphinomanie. Nous ne publions pas ces documents pour dévoiler des détails sensationnels de la vie privée de Göring. Nous les publions pour montrer à quels hommes le national-socialisme a confié le pouvoir. Dans le Troisième Empire, l'homme le plus important après Adolf Hitler est un morphinomane notoire, à qui un tribunal suédois a nié la capacité d'être tuteur, un homme qui, pour troubles mentaux, a été interné dans un asile d'aliénés.

Ce n'est pas hasard si ce Göring a joué un rôle important dans le Troisième Empire. En lui se résume toute la brutalité du vieux corps d'officiers prussiens, qui sans cesse depuis 1918 aspire au pouvoir. En lui se résume le sadisme des officiers qui, ces mois derniers, s'est traduit par des milliers de meurtres et des dizaines de milliers de cruautés et de martyres.En lui nous retrouvons ces officiers qui assassinèrent Rosa Luxemburg et Karl Liebnecht, qui en Hongrie ont répandu des torrents de sang, qui en Finlande ont érigé partout des potences, et qui ont transformé toute l'Allemagne hitlérienne en un enfer brun.

En Göring se résume la politique nationale-socialiste. Ce n'est ni l'ouvrier, ni l'employé, ni l'homme des classes moyennes qui sont représentés par le national-socialisme. Le national-socialisme représente les intérêts de la classe régnante, les intérêts de la caste des maîtres. On a donné le pouvoir politique au national-socialisme pour qu'il maintienne le système économique existant et le protège contre les forces montantes de la révolution sociale. Pour la défense de ces intérêts, pour la défense des bénéfices que l'état lui a concédée, le national-socialisme a été chercher ses fonctionnaires les plus élevés dans les rangs de l'ancien corps d'officiers de la noblesse et des hauts fonctionnaires d'état. Ce capitaine Göring, brutal au suprême degré, menteur au suprême degré, lâche au suprême degré, nous montre le visage authentique du national-socialisme.

Ce capitaine Göring est l'organisateur de l'incendie du Reichstag. Son camarade de parti, Göbbels, en a conçu le plan. Göring l'a exécuté. Dans sa main toutes les possibilités en étaient réunies. Dans sa main se réunissaient tous les fils. Le morphinomane Göring a mis le feu au Reichstag.

DESTRUCTION
DES
ORGANISATIONS OUVRIÈRES
LÉGALES

DESTRUCTION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES LÉGALES

« Maintenant est arrivée l'heure du règlement des comptes. Vous ne devez aucunement vous illusionner. Ce règlement ne peut avoir que sa fin naturelle. La fin de la révolution est la fin des criminels de novembre, la fin d'un système, la fin d'une époque ! Nous poursuivons les hommes jusque dans leurs dernières retraites et ne nous arrêterons pas avant que ce poison ait été éloigné de notre peuple. »

(HITLER, le 7 mai 1933 à Kiel).

Pourquoi faut-il que le fascisme hitlérien s'efforce par tous les moyens de détruire les partis politiques, syndicats, coopératives, organisations sportives et culturelles du prolétariat ? Que la presse ouvrière reparaîsse, il ne peut le supporter. Grèves, luttes économiques, indépendance culturelle, volonté de libération politique des ouvriers, il ne peut rien tolérer de tout cela. Leur suppression est pour lui une question de vie ou de mort. Grâce au fascisme les classes dominantes entendent conserver par la violence et la dictature le pouvoir qu'elles ne pouvaient plus garder par les moyens de la démocratie bourgeoise.

Des millions d'hommes qui cherchaient à sortir de la misère et du désespoir de la crise sont allés à Hitler. Ils ne savaient pas que leur mouvement, leur haine anti-capitaliste, leur force concentrée dans les formations brunes, deviendraient au poing de Hitler et de Göring une hache pour abattre les organisations ouvrières.

Il est de l'essence du fascisme de mêler la tromperie sociale à la méthode de la violence. Sur les ruines des organisations créées par les ouvriers eux-mêmes, des organisations nouvelles (soi-disant amies des ouvriers) doivent se former sous le drapeau de la croix gammée. L'Italie fasciste servira d'exemple : alors que dans les usines d'Allemagne les conditions anciennes de l'exploitation subsistent et se poursuivent, M. Göbbels par son ministère de la Propagande chante avec des mots ronflants la « nouvelle aristocratie du travail ». Les nouvelles organisations pseudo-ouvrières doivent être une armée de soutien du régime dictatorial. Pas de travail à qui n'en fait pas partie !

Les tournures de phrases volontairement anti-capitalistes des chefs nazis ne doivent pas être confondues avec l'*essence* même de leur politique. Qu'on ne se laisse pas tromper par le fait que les nazis ont aussi dénoncé la « corruption » chez quelques petits entrepreneurs. Dans le *Voelkischer Beobachter* du 10 juin 1933 le chef du « Front de travail allemand » national-socialiste, le Dr Ley, publie des « Pensées fondamentales sur l'organisation corporative et le front de travail allemand ». Le principe du « chef » dans l'entreprise y est présentée ainsi :

« Aussi l'organisation corporative remettra-t-elle en premier lieu la direction complète au dirigeant naturel, c'est-à-dire au chef d'entreprise et en même temps le chargera-t-elle de l'entière responsabilité... Le chef d'entreprise peut seul décider. »

Ce programme traduit la lutte contre toutes les organisations ouvrières depuis le parti communiste jusqu'aux syndicats et compagnonnages chrétiens, pourtant pacifistes en matière économique.

Le facisme hitlérien voit et craint dans le parti communiste l'organisation qui, malgré la calomnie et le mensonge, malgré les persécutions et la terreur, seule inébranlable, même dans l'illégalité organise la résistance des masses. Voilà pourquoi se concentre contre le communisme ses organisations et sa presse, une haine qui tient de l'hystérie.

Mais les poursuites des nazis sont dirigées aussi contre la Social-Démocratie, quoiqu'elle ait manifesté depuis des années avec toute la clarté désirable sa fidélité à l'état bourgeois et à la défense de la « paix économique ». Elles frappent impitoyablement les syndicats dirigés par les social-démocrates, bien que ceux-ci dans les deux mois qui ont suivi l'incendie du Reichstag, par des circulaires, des articles et des déclarations officielles se soient déclarés prêts à collaborer sous la direction de Hitler. La vague de poursuites atteint même les syndicats chrétiens, les associations ouvrières catholiques et les organisations d'entreprises national-allemandes fondées en concurrence au NSBO par les dirigeants du parti national-allemand.

Dans les rangs de la Social-Démocratie, des syndicats socialistes et chrétiens il y a des millions d'ouvriers à mentalité antifaciste. Ne doit-il pas craindre, le gouvernement de Hitler, après la ruine de la « démocratie » de Weimar, que ces membres de ses organisations ne se radicalisent ? Ne doit-il pas trembler à l'idée que ces organisations peuvent devenir le centre de la résistance antifasciste, puisque les communistes y entreprennent sous le mot d'ordre du front unique un travail opiniâtre d'éclaircissement et de mobilisation ?

L'ATTAQUE DES MAISONS SYNDICALES

Dès avant l'incendie du Reichstag, des expéditions systématiques des Sections d'Assaut sur les Maisons des Syndicats et les Maisons du Peuple avaient commencé dans toutes les parties du Reich. Souvent elles tombaient sur une résistance enragée des ouvriers de n'importe quel parti.

A Chemnitz le 9 mars Landgraf, gérant de l'imprimerie social-démocrate, fut tué à coups de revolvers par les S. A. lors de l'occupation dc l'imprimerie. Le même jour des ouvriers défendirent avec fusils et grenades contre les S. A. attaquants la Maison des Syndicats à Würgen. Dans le Brunschwick, le contre-maître Hans Sarle lors le l'occupation de l'immeuble du Social démocrate « Volksfreund » fut tué par les S. A. Une partie des ouvriers de Dresde se mirent en grève le jour même du pillage de la Maison du Peuple. La Maison des Syndicats de Berlin fut détruite ce même jour comme par des Vandales.

Un témoin oculaire a raconté l'occupation de la maison d'Otto Braun à Königsberg :

« A 11 h. 20 survinrent deux agents de police en uniforme qui désarmèrent le veilleur de nuit de service, le prirent en otage et lui dirent : « Nous attirons votre attention sur le fait que si nous rencontrons un homme armé dans la maison, il nous faudra vous abattre. » Dix minutes plus tard une forte compagnie de S. A. occupait la maison dans laquelle il n'y avait personne, le veilleur de nuit excepté. Dans la même maison habite le concierge Niesswandt avec sa femme et ses deux filles. 3 S. A. entrèrent dans son logement et braquèrent sur lui un revolver en lui intimant l'ordre d'ouvrir sur l'heure tous les bureaux. Alors ce fut le début d'un travail de démolition purement inconcevable pour un homme normal. Avec bestialité la bande se jeta en premier sur le bureau de la Bannière d'Empire. Tout le mobilier fut mis en pièces avec les haches dont la bande s'était munie. Des tableaux furent détruits, la caisse, tous les tiroirs des bureaux forcés. Le bureau n'est plus qu'un monceau de débris. Au bureau de district des S. P. D, au bureau de l'Union des libres penseurs, mêmes agissements. Les urnes intéressaient particulièrement cette meute. Après quoi on fit amener par trois S. A. le revolver au poing, le gérant des éditions de la *Königsberger Volkszeitung* qui fut quatre heures durant traîné par tous les locaux sous la menace d'une exécution sommaire. De plus, le gérant Blauk dut ouvrir les garages loués et mettre hors de service les autos qui s'y trouvaient. Il y avait là des autos particulières et des autos de firmes privées qui avaient loué les garages. Même les voitures de particuliers durent subir la visite. C'est dans cet état de dépression qu'un ordre fut donné au gérant Blauk, toujours sous la menace de trois revolvers, de brûler dans la rue un drapeau noir-rouge et or. La maison, reconstruite il y a trois ans, jusqu'à l'incursion des bandits S. A. était en parfait état. Maintenant on dirait une caverne de brigands qui a été dévastée. »

Exemple caractéristique des événements de ces journées dans toute l'Allemagne. Sur toutes les maisons syndicales, les maisons du peuple et les sièges des journeaux social-démocrates et communistes, la croix gammée fut hissée de force.

LA PROVOCATION MORALE

Ce ne fut pas assez pour les national-socialistes d'avoir réussi au Reichstag la provocation de leur état-major d'incendiaires. Ils recoururent encore à la provocation morale. La maison de Karl Liebknecht fut baptisée « Maison de Horst-Wessel » et ils en firent le siège de la police politique.

Qui était Horst-Wessel, le héros national-socialiste, figure légendaire des fabricants d'histoire national-socialiste ? Horst-Wessel était un étudiant noceur, fils d'un pasteur, souteneur dans le quartier de la Müngstrasse de Berlin. Les nazis eux-mêmes ne peuvent contester que leur héros, qui la nuit avec une troupe d'assaut donnait la chasse aux marxistes, vivait aux crochets d'une prostituée. C'est dans le logement de cette fille des rues qu'il fut tué par un ancien souteneur à elle. A en croire les auteurs de légendes nationales-socialistes Horst-Wessel ne voulait que « sauver l'âme » de la grue. La presse nationale-socialiste prétendit — et cela devint la légende officielle — que Horst-Wessel était tombé victime des communistes.

L'ancien bâtiment central du Parti Communiste allemand porte maintenant le nom du « héros ». Le nom de Karl Liebknecht a été effacé.

DISSOLUTION DES ORGANISATIONS : LA TERREUR DANS LES ENTREPRISES

Il n'y a pas eu et il n'y a pas d'interdiction formelle du parti communiste en Allemagne. Seulement tous les chefs et fonctionnaires communistes, toutes les organisations de lutte de classes ou soupçonnées telles, furent mis hors la loi.

Les organisations syndicales révolutionnaires comme le syndicat unitaire des mineurs et le syndicat unitaire berlinois des métallurgistes, toute l'opposition syndicale révolutionnaire (R. G. O.) furent jetées à l'illégalité. Des organisations ouvrières au-dessus des partis, l'Association de lutte contre le fascisme, les sociétés sportives rouges, les associations des écrivains révolutionnaires, des artistes, des photographes ouvriers, eurent le même sort que le parti communiste.

Le Secours Rouge d'Allemagne, organisation d'entr'aide pour le soutien des prisonniers politiques et de leurs familles, qui sans considération de parti s'occupe des travailleurs victimes de la justice, fut mis dans l'illégalité.

Le Secours Ouvrier International qui dans les luttes économiques mérita d'être appelé « la colonne de ravitaillement des grévistes » fut mis hors la loi lui aussi, ses biens confisqués et ses fonctionnaires et membres poursuivis.

La répression fasciste se dressa contre toutes les organisations sociales et culturelles ouvrières, contre les organisations d'enfants, contre l'Union pour la protection de la mère, contre la Confédération des organisations sociales et politiques (A. R. S. O.), enfin contre toutes les organisations pacifistes : Ligue des droits de l'homme, Société allemande pour la paix, etc.

Les élections aux conseils d'usines à la fin de mars, qui se produisirent déjà sous le signe de la répression contre les organisations ouvrières, ne furent pas le reflet des dispositions véritables des ouvriers. Malgré cela dans la plupart des entreprises les nazis se trouvèrent en minorité. Ce que l'intimidation, le chantage et les falsifications ne purent obtenir

aux élections, les nazis dans le cours d'avril le réalisèrent par la violence délibérée : ce fut le « nettoyage » des conseils d'usines de tout délégué syndical et révolutionnaire. Il en fut de même pour tous les délégués chrétiens connus comme antifascistes.

DESTRUCTION DES SYNDICATS

Le « Jour du Travail National », le 1er mai, des centaines de milliers d'hommes durent participer sous la menace du licenciement immédiat (surtout dans les entreprises d'état, les entreprises communales, et les petites entreprises). Cela servit au gouvernement hitlérien pour préparer une action plus étendue. Le 2 mai, les S. A. occupèrent les locaux des syndicats.

La C. G. T. allemande en fut pour ses frais d'avoir fait appel aux ouvriers et de leur avoir conseillé de prendre part à la démonstration hitlérienne du 1er mai. Les bureaux des syndicats furent occupés, les chefs malmenés. Le « Front de Travail Allemand » reprit tout l'appareil syndical.

Voici quelques documents à ce sujet :

Les nationaux-socialistes reprennent les syndicats autonomes. Les dirigeants arrêtés. L'action dans toute l'Allemagne.

(Manchette de la « Deustche Allgemeine Zeitung » du 2 mai 1933).

« Certes, nous avons le pouvoir, mais nous n'avons pas encore tout le peuple. Toi, ouvrier, nous ne t'avons pas encore 100 % ».

(Appel du Dr Ley, 2 mai 1933).

Nettoyage des syndicats autonomes et établissement d'une organisation ouvrière. Occupation de toutes les maisons syndicales par les S. A. 50 chefs de syndicats arrêtés.

« Le deuxième chapitre de la révolution national-socialiste ».

(Manchette du « Wölkischer Beobachter », 3 mai 1933.)

« Le 1er mai l'Allemagne a pris position pour la conception national-socialiste de la classe ouvrière, au sens le plus large. Le 2 mai, les conséquences en ont été tirées par le mouvement. Les syndicats soi-disant autonomes ont été infidèles à leur raison d'être et se sont livrés, eux et la pensée syndicale, au marxisme international. »

(Alfred Rosenberg, « Völkischer Beobachter », 3 mai 1933.)

« La revue des N. S. B. O. « Classe Ouvrière », feuilles théoriques et pratiques des N. S. B. O., devient dès aujourd'hui l'organe officiel de A. D. G. B. et de l'union A. F. A. »

(Appel du Comité Ley du 2 mai 1933.)

Innombrables cas de corruption à la direction marxiste des syndicats. Bilans faux et affaires financières douteuses. 8 millions de travailleurs organisés sous la direction d'Adolf Hitler.

(Titre du « Völkischer Beobachter » du 5 mai 1933.)

Dans le premier appel du Dr Ley, chef du « Comité d'action pour la protection du travail allemand », un ton très « pro-syndical » a été adopté :

« Nous n'avons jamais rien détruit qui soit de quelque valeur pour notre peuple, et ne le ferons jamais à l'avenir, c'est un principe national-socialiste. Ceci vaut surtout pour les syndicats, édifiés avec les gros sous que les travailleurs ont si amèrement acquis et qu'ils se sont littéralement retirés de la bouche. Non, ouvrier, pour nous, nationaux-socialistes, tes institutions sont sacrées et inviolables. Moi-même je suis un pauvre fils de paysan et je connais la misère, j'ai été moi-même pendant 7 ans dans une des plus grosses entreprises d'Allemagne. »

Soi-disant en passant, pendant ces 7 ans là, le Dr Ley n'était pas ouvrier, mais occupait un poste élevé et grassement payé de l'I. G. Farbenindustrie A. G., d'où il est sorti en recevant une forte indemnité.

Le Dr Ley a fait parler de lui par des affaires louches et des excès nombreux : dernièrement encore, lorsque complètement ivre à Cologne, il se livra à une agression contre Wels, chef du parti social-démocrate. Les dirigeants nationaux-socialistes, par tactique, lors de la saisie violente des syndicats, promirent solennellement aux ouvriers syndiqués la conservation de leurs institutions sociales. En même temps commençait dans la presse nationale-socialiste une grande campagne de divulgations sur « la corruption dans les bureaux syndicaux ». Les S. A. se tenaient prêts à démontrer aux membres des syndicats avec des revolvers et des matraques l'amitié des nazis pour les ouvriers.

Quelques semaines plus tard, le 10 juin, lorsque le Dr Ley dans ses « Principes de la construction permanente » proclame la dictature absolue du chef d'entreprise dans l'entreprise, il n'y a plus trace du caractère « sacré et inviolable » des organisations syndicales. Les syndicats ne doivent plus être maintenant que des instruments de l'état dictatorial fasciste.

IL Y A « CORRUPTION » ET CORRUPTION

Sous la direction du Dr Ley les syndicats autonomes et tout leur appareil furent uniformisés. Les chefs nationaux-socialistes alors, non contents d'oublier les promesses de réalisation syndicales nouvelles avec diminution des cotisations, entreprirent une vaste campagne contre la « corruption des syndicats ». La presse fasciste, dans de minutieux reportages, se mit à décrire le luxe d'installation des bureaux des différents syndicats. Des colonnes entières furent consacrées aux traitements des chefs syndicaux. Les dirigeants tentèrent d'exploiter au profit du « nettoyage fasciste » l'indignation des syndiqués les plus radicalisés contre le bureaucratisme de leurs chefs et leur politique de collaboration de classe lors de grèves passées. C'est en gros caractères que le *Völkischer Beobachter* s'écrie que Aufhaüser président de l'Union A. F. A., lors de son départ s'est fait remettre 18 mois de salaires à 940 marks (en tout 16.920 marks). Le *Dortmunder Generalanzeiger* publie le 16 juillet, sous le titre « Toute une pègre », une lettre dans laquelle

Leipart, lors de sa nomination comme dirigeant de l'A. D. G. B., demande une mensualité de 4.000 marks, omettant d'ajouter que cela faisait en juillet 1921 (date de la lettre) 240 marks or. A côté de l'hypocrite hécatombe de tels semblants de corruption, les « dénonciateurs » national–socialistes trouvèrent d'une façon simple « des cas de corruption ».

Chaque dépense qui politiquement déplaisait aux nazis fut étiquetée « infidélité ». On « divulgua » que lors des élections présidentielles 300.000 marks des syndicats furent donnés au parti social-démocrate pour sa politique de soutien à Hindenburg. L'union centrale des employés, au printemps 1932, avait remis 50.000 marks à la Bannière d'empire et en novembre 1932, 15.000 marks à la caisse des S. P. D. Les représentants de l'opposition syndicale révolutionnaire ont constamment combattu l'emploi des cotisations syndicales pour l'utilisation de la politique bourgeoise sociale-démocrate.

Mais ce n'est bien entendu là pour les chefs national-socialistes qu'un prétexte à se poser en défenseurs de l'argent syndical contre son emploi à des luttes qui ne sont pas des luttes de classes !

CONFISCATION DES BIENS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ET DE LA BANNIERE D'EMPIRE

Le coup suivant fut la confiscation de tous les biens du parti social-démocrate et de la Bannière d'empire :

« Berlin, le 10 mai 1933. — Le procureur général de Berlin a ordonné la confiscation de tous les biens du parti social-démocrate allemand et de ses journaux ainsi que ceux de la Bannière d'empire et de ses journaux. Le motif de cette confiscation est le nombre des cas d'infidélité divulgués lors de la reprise par les N. S. B. O. des syndicats et des banques ouvrières. Il faut ajouter à la confiscation des biens du parti social-démocrate, celle des biens des organisations à côté de ce parti. »

(Angriff, 10 mai 1933)

Le même jour toutes les disponibilités du parti social-démocrate furent saisies aux comptes de chèques postaux, aux éditions du parti et à la banque ouvrière. Les locaux des organisations sociale-démocrates, de la Bannière d'empire et des journaux socialistes furent fermés.

« L'agence officielle de la presse prussienne » annonça l'ouverture contre Leipart, député social-démocrate et chef syndical, d'une action en « infidélité et escroquerie » parce que d'importantes sommes appartenant aux syndicats avaient été dépensées pour des fins irrégulières.

L'action se poursuivit contre l'Union sportive et gymnastique ouvrière, contre l'Union des libres penseurs, contre l'Assistance ouvrière, etc. Le 11 mai on décida la mainmise sur les sociétés de consommateurs.

Sous prétexte de lutter contre la corruption on confisqua l'argent des syndicats.

Le 23 juin 1933 le gouvernement hitlérien ordonna sous la forme

maintenant habituelle la dissolution du parti social-démocrate. On défendait à ce parti toute action politique, ses représentants étaient éliminés de tous les parlements. Acceptation des déclarations de Hitler sur la politique étrangère le 17 mai au Reichstag, efforts de Loebe, nouveau chef du parti, en rompant avec ceux des membres de la direction du parti social-démocrate qui avaient émigré, pour se faire tolérer par le gouvernement hitlérien : tout fut inutile.

EXPROPRIATION DES BIENS COMMUNISTES

Le 27 mai alors que déjà depuis des mois tous les biens saisissables du parti communiste et des organes et organisations à côté avaient été saisis, parut une loi sur la confiscation des biens communistes.

La « Welt am Abend », le journal ouvrier de lutte de classe le plus diffusé de Berlin, tomba également sous le coup de l'expropriation des biens communistes ou soi-disant tels.

Cette feuille paraissait aux éditions « Cosmos ». Lorsque dans les premiers mois de la dictature hitlérienne on vit que les journaux nationaux-socialistes officiels n'arrivaient pas à pénétrer dans les grandes masses ouvrières, le ministère de la propagande dénicha un nouveau tour de sa façon. Fin mai parut avec la même présentation, le même titre que l'ancienne « Welt am Abend », un nouveau journal national-socialiste.

Les premiers jours le contenu même se camouflait, on y trouvait un rapport objectif sur l'U. R. S. S. et il était fait encore appel aux lecteurs ouvriers. Mais au bout de peu de jours, cette feuille nationale socialiste eut à se défendre par des explications publiques contre les accusations portées dans des tracts illégaux par les ouvriers de Berlin.

LES BUTS DES NATIONAUX-SOCIALISTES

Plus les 5 premiers mois du gouvernement national-socialiste montrent son incapacité à surmonter les difficultés économiques et la catastrophe vers laquelle il mène l'Allemagne, plus les nazis doivent exercer avec brutalité leur pouvoir dictatorial. Ils doivent tendre à se saisir du pouvoir dans sa totalité, à donner à leur propre parti, à leurs organisations pseudo-ouvrières une situation de monopole.

Ainsi ils firent disperser par la police le congrès catholique de Munich où le vice-chancelier von Papen avait paru comme orateur officiel. On défendit aux organisations chrétiennes toute autre activité que la religion. La concurrence naissante des organisations de défense et des organisations d'entreprises nationale allemande fut abattue par les forces de police. Les quelques représentants des syndicats chrétiens dans le « Grand conseil du Travail » récemment fondé, sommet des

syndicats « uniformisés », furent exclus par une décision du Docteur Ley le 23 juin en tant « qu'ennemis du gouvernement national ».

Dans les « Principes de la construction permanente et du front de travail allemand » (*Völkischer Beobachter* du 8-10 juin 1933), le Dr Ley fait connaître le programme des buts « permanents » des nationaux-socialistes après destruction des organisations légales ouvrières :

a) La lutte pour l'élévation des salaires est interdite aux ouvriers parce qu'elle n'est que l'expression de la « cupidité ». Ley écrit textuellement :

« Nous savons combien l'esprit de lucre peut dominer l'homme, nous savons combien la cupidité est vivace dans l'homme. L'un veut un plus haut salaire, l'autre de plus hauts dividendes. Mais c'est justement parce que nous savons cela que nous avons conscience qu'on ne doit pas cultiver grâce à des organisations artificielles le « cochon qui sommeille » en chaque homme. C'est au contraire le devoir de ceux qui dirigent l'État avec élévation de briser cette déficience humaine et s'il est nécessaire, de lui imposer brutalement (!) « un cadre et des limites ».

b) L'autorité hiérarchique (Führertum) des chefs d'entreprise dans l'entreprise est instituée sans restriction. Le Dr Ley dit encore :

« Le conseil d'entreprise est formé par des ouvriers, des employés et des patrons. Mais il n'a que voix délibérative. Ne peut décider que le chef d'entreprise. Bien des patrons ont clamé depuis des années qu'ils voulaient être maîtres chez eux. Maintenant qu'ils le soient. »

c) Les tarifs « rigides » du passé doivent être abolis. Ils doivent être « aussi vivants et mobiles que possible ».

La dernière ombre d'indépendance est enlevée aux tribunaux de travail. A leur place sont installés des bureaux dits « permanents » où siègent aux côtés des délégués patronaux des fascistes éprouvés, sous le masque de délégués des ouvriers et employés.

Le programme du Dr Ley n'est pas d'initiative privée, c'est une œuvre gouvernementale officielle, relevant officiellement du parti national socialiste, sur l'ordre de Hitler.

Son hostilité à l'égard des ouvriers et sa partialité envers le patronnat sont patents. La « construction permanente » qui soi-disant doit surmonter la séparation et la lutte des classes introduit dans tous les domaines l'accroissement de la dictature de classe du patronat.

L'institution de 12 commissaires du Travail qui dans toute l'Allemagne peuvent fixer dictatorialement les conditions de travail sert le même but : la suppression totale pour les ouvriers de tout droit à prendre part à la réglementation de leurs propres conditions d'existence. L'occupation par des nazis de toutes les places dans les syndicats, de tous les postes de l'état et des organisations, institue une grande bureaucratie nationale-socialiste. Ce monopole dans les conditions capitalistes de son existence avec la suppression par la violence de tout contrôle venant d'en bas doit devenir la source des pires corruptions.

Chaque jour en Allemagne prouve que toute la rage de destruction, d'arbitraire et de perversité criminelle ne permet pas aux dirigeants nationaux-socialistes d'anéantir le mouvement ouvrier de lutte de classe. On peut détruire ses organisations légales, mais des dizaines de milliers de combattants héroïques et convaincus continuent à lutter illégalement pour le socialisme.



POPOFF

Ouvrier bulgare, âgé de 31 ans. Arrêté par le gouvernement bulgare pour propagande révolutionnaire, il put s'échapper et émigra en Allemagne.



TANEFF

Macédonien, il a combattu pour la liberté de son pays. Condamné à 12 ans 1/2 de prison à Plowdiw, il put s'enfuir pour l'Allemagne. Dimitroff, Popoff et Taneff sont inculpés pour incendie volontaire du Reichstag.

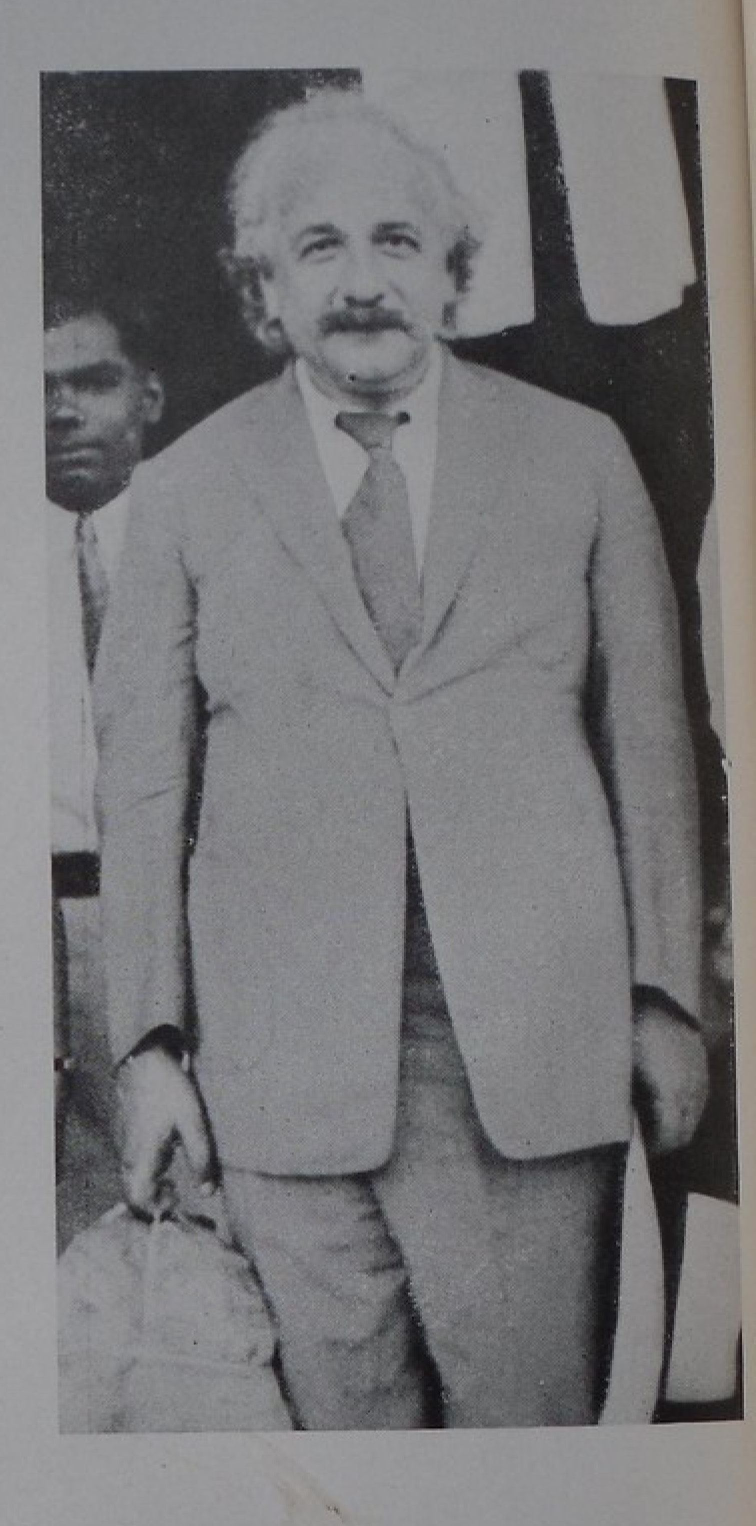
EXCITATION DE MEURTRE

CONTRE DES HOMMES DE SCIENCE JUIFS



Reproduction de la couverture d'un livre publié par le député nazi von Leers, intitulé : « Les juifs te regardent ». Cette brochure contient des excitations au meurtre. Les biographies et les notes sur de nombreux hommes importants du monde intellectuel allemand, sont suivies des mots : « pas encore pendu ».

Albert Einstein conserve néanmoins sa position antihitlérienne.



Bildunterschriften. Abschnitt II: Lügenjuden

Einstein
Erfand eine stark bestrittene „Relativitätstheorie". Wurde von der Judenpresse und dem ahnungslosen deutschen Volke hoch gefeiert, dankte dies durch verlogene Greuelhetze gegen Adolf Hitler im Auslande. (Ungehängt.)

L'ORGANISATION DE LA BARBARIE

L'ORGANISATION DE LA BARBARIE

La tâche principale des nazis est l'attaque contre la classe ouvrière allemande et ses organisations. Mais Hitler et Göring mènent simultanément la guerre contre les meilleures couches des intellectuels allemands.

Les troupes d'assaut ont foulé sous leurs bottes le labeur de toute la vie des meilleurs parmi les artistes et les savants de l'Allemagne. Ils ont foulé sous leurs pieds au plein sens du mot les corps martyrisés de beaucoup d'intellectuels, qui, même souvent sans la plus vague liaison avec les militants ouvriers, avaient la mauvaise fortune de déplaire aux nazis pour leur indépendance, leur esprit de progrès et leur goût de la liberté. Un état d'esprit libéral sous Hitler est déjà un « crime » qui est puni sans ménagement.

Goebbels commande les inquisiteurs bruns qui croient pouvoir ramener la roue de l'histoire avant la Révolution française. La béquille, le pas de l'oie et l'obéissance absolue d'une contrefaçon nationaliste du grand Frédéric, voilà le contenu de la culture du 3e Empire. Tout ce qui est « Juif », « libéral » ou soi-disant « marxiste », tout ce qui représente le progrès bourgeois et la culture des dernières 150 années doit être déraciné.

Dans l'Allemagne hitlérienne il n'y a plus de place pour les idées de « la liberté de l'esprit », pour la moindre tendance de la part des savants bourgeois à l'objectivité scientifique, pour l'expression timide de la lutte libératrice des masses populaires dans les œuvres d'art. Elles sont chassées des chaires, des théâtres, des concerts, des conférences ! Chassées des cliniques, des instituts de recherches et des académies ! Les bûchers de la littérature avancée sur les places des villes allemandes par leurs flammes font savoir au monde entier que la barbarie brune ne veut pas seulement anéantir physiquement les plus courageux des antifascistes, mais qu'elle veut également détruire ce que la culture bourgeoise peut léguer à la classe ouvrière de précieux et de susceptible de survivre, où même ce qui a l'apparence du progrès bourgeois.

PERSÉCUTIONS CONTRE LES SAVANTS

La haine mortelle du fascisme va tout naturellement aux intellectuels qui s'enrôlent franchement dans la lutte de libération de la classe ouvrière ou qui se rattachent à des organisations pacifistes. Dès

le premier jour le fascisme frappa le groupe allemand de l'association des médecins contre la guerre créée à Amsterdam. Son dirigeant, le Dr Félix Boenheim est depuis fin février, dans les geôles de Hitler.

Le Dr Boenheim est un spécialiste éminent, très particulièrement apprécié pour les nombreux travaux qu'il a publiés.

Il n'appartenait à aucun parti. L'importance scientifique de ses travaux lui avait valu le poste de médecin-chef d'un des plus grands hôpitaux de Berlin. Le fait seul, que le Dr Boenheim selon les exigences de sa conscience, se plaça à la tête des médecins contre la guerre a été assez pour le désigner à la haine implacable des fascistes hitlériens. Son activité dans l'association internationale des médecins a été qualifiée arbitrairement de « haute trahison ». Il ne peut pas obtenir l'assistance d'un avocat.

Max Hodann connu par les consultations sexuelles qu'il donnait aux deux sexes, auteur d'œuvres scientifiques populaires est depuis des mois aux mains des séides de Hitler.

Le célèbre savant, Hermann Duncker (ce nom retentit très haut dans le mouvement ouvrier mondial) est au cachot malgré son grand âge et sa pénible maladie. Sa vie est en danger.

Les écrivains R. A. Wittfogel, auteur d'un livre important sur la Chine, les écrivains Ludwig Renn, R. v. Ossietzky, Kurt Hiller, E. E. Kisch, Erich Mühsam, Klaus Neukrantz, Erich Baron, etc., les médecins professeur Scheller de Breslau, le Dr Ach de Berlin, le Dr Wohlgemuth de Hambourg ont été arrêtés. Les instituts scientifiques, les universités et les écoles doivent être transformés en établissements de dressage pour la culture des S. A. Les persécutions contre les hommes de science éminents suspects d'idées marxistes, pacifistes et libérales va jusque dans les rangs des nationaux allemands. Le corps enseignant des principales universités allemandes est dévasté par une imprévoyance de vandales. C'est le triomphe de la dénonciation et l'arrivisme des faux savants incapables mais opportunistes.

« LA FLEUR DE LA SCIENCE ALLEMANDE SERA DÉTRUITE »

Dans la liste des congédiements, des licenciements et des persécutions, nous ne choisirons que quelques cas.

Le cas le plus connu est celui du physicien Albert Einstein. Il n'a pas fallu plus que ses tendances démocratiques, que l'intérêt actif qu'il porte aux questions juives et que le caractère retentissant de ses découvertes scientifiques pour que les nazis se missent à détester Albert Einstein, citoyen suisse, membre de l'académie des Sciences de Prusse sous prétexte qu'il est « non-allemand ». C'est aux acclamations des Nazis qu'ont été brûlées les œuvres d'Einstein sur les bûchers de l'Université de Berlin. Cette attitude envers le lauréat du prix Nobel suffirait pour rendre l'Allemagne de Hitler la risée de tout le monde scientifique moderne.

L'Université de Göttingen possède une vieille tradition et a instruit

dans les dernières 50 années toute une génération de grands penseurs. Les plus importants des professeurs en ont été chassés.

James Franck, professeur de physique expérimentale, lauréat du prix Nobel a été forcé de démissionner « volontairement » comme juif.

Le Professeur Bern, autre physicien célèbre, ne peut pas continuer en Allemagne des recherches « non-allemandes ».

Des mathématiciens dont l'autorité s'étend hors d'Allemagne, comme Courandt, Bernstein, Emmy Noether, ont été forcés de partir.

A Berlin, parmi les savants chassés, se trouvent l'auteur des premières méthodes pratiques de la téléoscopie, le Professeur Arthur Korn, l'algébriste Schur, les mathématiciens Misses et Bierbach.

Cette rage contre les représentants des sciences exactes est un suicide même au point de vue de l'économie capitaliste moderne. Elle contraste vivement avec les possibilités énormes qui sont données aux savants de l'U. R. S. S.

Parmi les victimes de l'épuration nazi, citons le titulaire du prix Nobel : Fritz Haber, chef d'école parmi les chimistes, qui se classait déjà pendant la guerre aux premiers rangs de la science. Il a mis au point le premier procédé pratique d'extraction de l'azote de l'air. Il n'a rien d'un pacifiste. Haber, par sa découverte, a pendant la guerre rendu d'énormes services à l'Allemagne de Guillaume II. En son nom s'incarne le sommet de la chimie moderne. C'est justement que le *Times* du 4 mai 1933 remarque l'ironie de l'histoire qui fait que les nazis obligent à « démissionner » l'homme à qui, plus qu'à tout autre sans doute, l'Allemagne doit d'avoir pu endurer quatre années de guerre-

Le professeur Polanyi, chassé en même temps, était un collaborateur important de Haber.

Parmi les autres grands savants qui durent s'effacer devant la barbarie du nazi, citons : le professeur berlinois Bück, le mathématicien Hensel de Königsberg, le professeur A. Frankel de Kiel, le physicien berlinois Pringsheim.

Tous ces hommes de science sont des savants, des expérimentateurs et des professeurs qui retiennent l'attention des milieux scientifiques. Cette énumération est très incomplète. Elle montre que l'épuration nazi constitue une véritable destruction de la science allemande. Le fascisme allemand combat tout progrès scientifique par l'inquisition et le bûcher.

PAS DE PASSEPORTS POUR LES SAVANTS

La nomination d'Einstein au collège de France et les cours à Stockholm, de B. Zondeck, proiesseur de gynécologie ont mis sérieusement à l'étude le retrait de leurs passeports aux professeurs démissionnés- Les universités étrangères ne doivent pas profiter de l'esprit « non. allemand » de ces savants.

LES PLUS GRANDS MÉDECINS ALLEMANDS NE PEUVENT PAS TRAVAILLER EN ALLEMAGNE

Voici, entre mille, quelques médecins qui se sont vus retirer leur poste :

Bernard Zondeck, que von Euler, lauréat suédois du prix Nobel pour la médecine a désigné comme la « seule lumière actuelle » dans la médecine, est l'inventeur d'une méthode physiologique pour diagnostiquer dès ses débuts la grossesse par l'analyse de l'urine. Aussi bien du point de vue de la médecine pure que de l'hygiène pure, cette méthode est d'une importance capitale. Zondeck a réalisé par ses travaux un grand progrès dans la question des hormones, il a travaillé à l'isolement des hormones sexuelles, différentes pour l'homme et la femme, dont l'existence n'a été reconnue que dans ces dernières années. Zondeck est le pionnier de ces méthodes de recherches. Le gouvernement de Hitler jette à bas de sa chaire cette force scientifique.

Friedmann, spécialiste berlinois de la tuberculose, dont toute la vie a été consacrée à la lutte contre ce fléau social, inventeur d'un traitement antituberculeux très efficace a été limogé.

Mauritz Borchardt, directeur de la section chirurgicale de l'hôpital de Moabit à Berlin, conseiller médical, professeur, dans sa jeunesse, assistant du célèbre chirurgien allemand von Bergmann, puis médecin-chef à l'hôpital Virchow à Berlin, a lutté contre la tuberculose comme chirurgien. Les nazis l'ont remplacé par un de leurs « commissaires à la santé ».

COMMENT ON A DÉMOLI DE FOND EN COMBLE L'INSTITUT DES SCIENCES SEXUELLES DE MAGNUS HIRSCHFELD

Le 6 mai 1933 au matin, une centaine d'étudiants arrivèrent par camions et détruirent entièrement le célèbre institut de recherches sexuelles « Magnus Hirschfeld » dont les collections et manuscrits sont irremplaçables. Voici comment est décrit cet « acte culturel » dans les feuilles national-socialistes :

« *Intervention énergique dans une usine à poison* ».

« *Des étudiants allemands désinfectent l'institut de recherches sexuelles* ».

« Le rayon des étudiants allemands a occupé hier l'institut de recherches sexuelles que dirigeait le juif Magnus Hirschfeld. Cet institut qui se parait d'une couverture scientifique, protégé pendant 14 ans par le pouvoir marxiste, n'était purement, ainsi que la perquisition l'a révélé, que le repaire de la saloperie et de l'ordure. Un camion entier de reproductions et d'écrits pornographiques ainsi que des papiers et des dossiers ont été confisqués... La police criminelle aura à s'occuper d'une partie du matériel découvert, une autre partie sera publiquement incendiée par les manifestants » (*Angriff* du 6.5. 1933).

SOCIOLOGUES, PROFESSEURS DE DROIT ET JURISTES, TOUS « NON-ALLEMANDS »

En congédiant sociologues et professeurs de droit, les nationaux-socialistes ont bien souvent aussi écarté nombre de savants « conformistes », voire même de bons conservateurs.

Le plus connu d'entre eux est le sociologue de Heildelberg, Alfred Weber. A. Weber a publié de nombreux ouvrages sur les formes de développement de l'économie primitive de nombreux peuples et cultures hors d'Europe. Weber n'est en rien un marxiste : c'est un savant bourgeois. Mais il a commis l'erreur capitale de ne pas considérer les autres peuples comme des demi-singes et comme « sous-humains » à la façon nationale-socialiste.

L'école supérieure de commerce de Berlin perd son recteur, l'économiste libéral, professeur Bonn. Le professeur de droit public de Heidelberg Ausdintz doit quitter l'Université. Professeur pendant de longues années à l'Université de Berlin il était déjà dans l'Allemagne impériale, une grande autorité dans son domaine. Plus tard il fut le commentateur autorisé de la constitution de Weimar.

Nombreux furent ses collègues qui furent renvoyés, le professeur de Cologne Kelsen, son collègue de Kiel Harms, Feiler ancien rédacteur de la *Frankfurter Zeitung*, le social-démocrate de droite E. Radbruch, les socialistes Sinzheimer à Francfort, Leiderer à Heidelberg ; Heller à Francfort, tous juristes connus. Le plus grand spécialiste de droit civil le professeur Martin Wolff fut brutalement jeté à bas de sa chaire par des étudiants de la croix gammée. On chassa Lewin Schücking, professeur libéral de droit international de Kiel, délégué de l'Allemagne au tribunal international de La Haye. Les grands psychologues ont dû quitter leurs cours. W. Stern de Hambourg qui a publié d'importants travaux sur la psychologie infantile et M. Wertheimer n'ont plus le droit de travailler dans une Université allemande. A Hambourg outre une demi-douzaine de professeurs moins connus, on congédia le philologue Ernst Cassirer, représentant éminent et fameux de l'école dite de Marbourg.

AU BUCHER

« A Berlin, la police politique a confisqué, estimons-nous, 10.000 quintaux de livres et de revues et les a portés dans les écuries de l'ancienne police montée où ils sont soumis à une vérification détaillée. L'exécution de la confiscation n'est pas toujours faite sans heurts. Dès l'annonce de cette opération, bon nombre de libraires cachèrent leurs livres pour les soustraire à la police. La plupart des cachettes ont été découvertes. Des bibliothèques entières ont été retrouvées dans des remises, des caves, des tonnelles, des greniers, ou réparties dans des appartements privés. »

(Völkischer Beobachter du 21 /22 mai 1933)

« Nous ne sommes pas et ne voulons pas être le pays de Gœthe et d'Einstein. Justement pas cela. »

(Hussong, Berliner Lokal Anzeiger du 7 /5)

Le 10 mai sur la place de l'Opéra de Berlin en face de l'Université s'élevèrent les flammes d'un grand bûcher. Toute la place était entourée par des sections brunes et noires des S. A. et des S. S. Des camions apportaient d'énormes piles de livres. Des fanfares, des cris, voici Goebbels, ministre de la propagande. En l'an de grâce 1933 on vit ce spectacle unique : l'incinération de livres au son du chant de Horst-Wessel et du *Deutschland über alles*.

Des livres de Karl Marx, Engels, Lénine, Staline, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Auguste Bebel furent jetés au feu. L'incinération des œuvres des grands savants et de ceux qui ont montré au monde du travail le chemin de la libération, voilà le spectacle que se donne cette meute de réactionnaire déchaînée. Deutschland, Deutschland über alles...

Dans les flammes crépitantes on jeta les œuvres d'écrivains pacifistes, les livres de poètes et de novateurs sociaux bourgeois dont le nom incarne, le meilleur de l'Allemagne bourgeoise. Le feu détruisit les livres de Thomas Mann et Heinrich Mann, Léonhard Franck, Magnus Hirschfeld, Siegmund Freud, Jacob Wassermann, Stéphane Zweig, Bert Brecht, Alfred Döblin et Th. Plivier. Deutschland, Deutschland über alles...

Le joyeux autodafé de l'Université de Berlin, la fumée épaisse au-dessus des têtes d'une foule chauvine, l'allocution de Goebbels, ministre de la propagande, constituent un spectacle que le journal berlinois *12 Uhr Blatt*, traite, sans savoir comme il dit vrai, *d'hallucinant*. Oubliée la triste expérience des oppresseurs de tous les siècles avec leurs bûchers ! Les fantômes du moyen-âge sont ressuscités. Devant l'Université de Berlin les flammes dévorent, avec les œuvres marxistes, les chefs-d'œuvre de la culture et de la science bourgeoise des 150 dernières années.

Dans toutes les parties de l'Allemagne, toute littérature avancée est livrée à la rage destructrice. 10.000 bibliothèques privées ont été confisquées pendant les perquisitions, souvent détruites sur place ou arbitrairement emportées. La bibliothèque de la maison du Peuple de Leipzig, une des plus importantes et des plus précieuses d'Allemagne, qui contenait des ouvrages du mouvement ouvrier qui sont irremplaçables fut la victime de la haine contre le marxisme des porteurs de « culture brune ».

Voici quelques exemples d'incinérations de livres d'après les informations de l'Union télégraphique nationale allemande du 10 mai 1933.

« Berlin, 10 mai. — Dans l'amphithéâtre de l'Université de Munich a été organisée une fête au cours de laquelle le recteur, le conseiller intime v. Zumbusch donna la lecture de la nouvelle charte des étudiants. Le discours fut fait par Schemm, ministre des cultes de Bavière, qui parla de la révolution nationale et des tâches de l'Université. La clôture se fit par une retraite aux flambeaux vers la Königsplatz où eut lieu l'incinération des livres « non-allemands ».

« A Dresde, à la manifestation des étudiants, le poète Wilhelm Vesper prit la parole. Là aussi, après la fête il y eut une retraite aux flambeaux

jusqu'à la colonne de Bismarck où après allocution du major des étudiants on brûla toute une littérature de boue et d'ordure. »

« A Breslau, la manifestation des étudiants eut lieu sur la place du château. Après le discours du professeur Bomhausen on incendia 40 quintaux environ de littérature de boue et d'ordure. »

« A Francfort-sur-le-Mein, le professeur d'Université Fricke dirigea l'opération qui eut lieu sur l'historique « Mont des Romains ». Une voiture avec son chargement de livres à brûler fut amenée par deux bœufs sur le lieu de l'incinération qui se termina au chant de « Horst Wessel ».

Quelques jours après à Dusseldorf on jeta au feu les œuvres du grand poète allemand Henri Heine.

M. Goebbels dans son discours de Berlin appela l'incinération de la littérature menée au bûcher par un attelage de bœufs « une action fortement symbolique ».

Mais ne nous y trompons pas : la réaction fasciste allemande veut, sans le moindre symbolisme, brûler les mots écrits qui ne lui conviennent pas, de même qu'elle entend physiquement anéantir les auteurs et les diffuseurs de la littérature anti-fasciste.

UNE LISTE BRUNE

Une liste brune des œuvres littéraires à brûler se trouve dans la *Nacht ausgabe* de Hugenberg, du 26 avril 1933 :

Belles lettres : Schalom Asch, Henri Barbusse, Berthold Brecht, Max Brod, Alfred Döblin, Ilia Ehrenburg, Albert Ehrenstein, Arthur Elœsser, Lion Feuchtwanger, Iwan Goll, Jaroslav Hasek, Walter Hasenclever, Arthur Holitscher, Eduard Jacob, Joseph Kalenikow ; Gina Kaus, Egon Erwin Kisch ; Heinz Liepmann, Heinrich Mann, Klauss Mann, Robert Neumann, Ernst Ottwald, Kurt Pinthus, Théodor Plivier, Erich Maria-Remarque, Ludwig Renn, Alfred Schirokauer, Arthur Schnitzler, Richard Beer-Hoffmann, Ernst Toller, Kurt Tucholski, Arnold Zweig, Stéfan Zweig et Adrienne Thomas.

Politique et sciences sociales : Lénine, Karl Liebknecht, Karl Marx, Hugo Preuss, Walther Rathenau, Rudolf Hilferding, Auguste Bebel, Max Adler, S. Aufhausser, E. I. Gumbel, N. Bucharin, L. Bauer et Helen Keller. De la liste sont exceptés : « Discours d'assises » et « les relations particulières de la période historique présente avec l'idée de la condition ouvrière » par Lassalle.

Histoire : En général, doivent être prohibés tous les écrits pacifistes et défaitistes, toute la littérature pro-bolchévik, de l'histoire de la Russie. Entre autres, doivent être extirpées les œuvres d'Otto Bauer, Karl Tschuppik, O. Blum, P. Hahne, Muller-Franken, « Bismark et son époque » de R. Kersten. « Pour l'histoire allemande » de Franz Mehring, œuvres de Glæser, d'Upton Sinclair.

Le chef des étudiants allemands pour le district de Berlin-Brandebourg conduisait l'incinération des livres devant l'Université de Berlin. En dehors des auteurs nommés il fit brûler les œuvres de Engels, Freud Emil Ludwig, Alfred Kerr, Ossietzki, Théodor Wolff, Georg Bernhardt, Bertha von Suttner, Rosa Luxembourg, Théodor Heuss, von Schöneich et Vandervelde.

La faiblesse idéologique des dictateurs bruns se révèle dans cette guerre d'anéantissement de la science et de la littérature, dans ce désir prétendu de faire disparaître des bibliothèques publiques tout ce qui est indispensable à la connaissance de l'histoire de la culture et de la science.

L'incinération par Hitler des œuvres de l'avant-garde de la pensée allemande ne peut pas faire oublier un seul instant ce que l'humanité doit dans le passé à la vie intellectuelle de l'Allemagne. Sur la place de l'Opéra de Berlin, quelque chose n'a aucunement brûlé : c'est le fait que l'Allemagne puisse servir au développement de la culture humaine. Au grand jamais, Hitler, Goebbels, Göring et Rüst ne seront les représentants de la véritable la pensée allemande : la grande force qui engendre le progrès culturel est parmi ces millions d'hommes qui, ouvriers, savants, artistes et intellectuels anti-fascistes sont frappés et persécutés par le régime hitlérien.

L'ÉPURATION DE L'ACADÉMIE DE PRUSSE

Nous ne nous demandons pas si les Membres de l'Académie de Prusse, pendant la République de Weimar, ont réellement accompli un travail de création culturelle : comparés à leurs successeurs de la croix gammée, les expulsés ou « démissionnés » de force étaient en effet des géants de l'esprit et du savoir.

Parmi les « épurés » voici d'abord : Thomas Mann, prix Nobel, l'écrivain peut-être le plus représentatif de l'Allemagne bourgeoise. Son crime ? dans les dernières années s'être rapproché de la social-démocratie, avoir plusieurs fois élevé la voix contre des crimes judiciaires (Sacco-Vanzetti, Rahosi). Ce grand écrivain de la bourgeoisie allemande a été expulsé de l'Académie prussienne. On ne lui pardonnera jamais d'avoir appelé un jour la N. S. D. A. P. « le plus nuisible crachat de l'époque ».

Son frère Heinrich Mann, avait tenté d'occuper la position « d'esprit libéral indépendant » dans le monde bourgeois. Il a caricaturisé le bourgeois de l'Empire dans son livre *Le sujet* et le bourgeois de la République dans *La grande affaire*. Heinrich Mann a soutenu le mouvement d'Amsterdam contre la guerre impérialiste. Pour cela, comme son frère Thomas, les délégués culturels de Hitler brûlent ses œuvres et le chassent.

Puis vient Jacob Wassermann, dont les œuvres sont traduites en de nombreux pays. Son crime capital ? Il est juif, il a émis dans ses romans des idées bourgeoises libérales.

Alfred Döblin ensuite, médecin dans un quartier ouvrier de Berlin, ses premiers romans étaient fantastiques, en partie exotiques : *Les trois sauts de Wanglun*, *Vallenstein*, *Monts, mers et géants*. Le dernier grand roman de Döblin a été *Berlin Alexanderplatz*. Döblin se nommait lui-même « un bourgeois avec conscience de classe ».

Franz Werfel, écrivain purement bourgeois, fut il y a 20 ans un des premiers expressionistes. Son roman *Verdi* lui gagna une grosse popularité. Il n'est pas toléré par les nazis.

On chasse René Schickelé le poète alsacien, Léonhard Frank, qui écrivit un livre contre la guerre (*L'homme est bon*) et qui dans ses romans

La Bande de brigands et *La Cause* montrait quelques tendances à la critique sociale. Léonhard Frank dans les dernières années a évolué politiquement vers la droite et vers un domaine purement bourgeois. Cependant son passé lui a valu la haine des nazis.

L'auteur dramatique, Georg Kaiser, talent curieux, très anarchique, a dû quitter l'Académie. Fritz von Unruh, le dramaturge de la République de Weimar, Bernhard Kellermann, écrivain libéral doué, les poètes Mombert et Rudolf Pannwitz ainsi que l'auteur comique Ludwig Fulda, ont été chassés. Une des seules femmes écrivain de talent, Ricarda Huch, d'elle-même a quitté l'Académie au début d'avril.

A côté de membres qui n'ont jamais fait de politique comme : Oskar Loerke et Jacob Schaffner, Gérhard Hauptmann a été autorisé à conserver son siège. L'auteur des *Tisserands* a déjà subi maintes « évolutions ». Pendant la guerre il a signé la honteuse déclaration des 93 intellectuels pour la guerre impérialiste allemande. Après la guerre il s'est laissé sacrer poète de Cour de la République de Weimar. Il se tut obstinément, alors que la terreur brune chassait du pays les meilleurs d'entre les écrivains et savants bourgeois.

Et maintenant indiquons les figurants que le ministre national-socialiste de l'instruction publique Rüst a introduit dans l'Académie de Prusse.

Sa vedette est Hanns Johst, qui, à l'époque, suivant en cela l'opportunité du moment se rangea du côté de la révolution. Le crime de novembre lui a été pardonné. Il est le seul écrivain national-socialiste qui s'est fait une certaine renommée. Actuellement des centaines de théâtres allemands par ordre du gouvernement hitlérien jouent son drame *Schlageter* dont le héros dit en propres termes :

« Quand j'entends le mot culture, j'enlève le cran de sûreté de mon browning. »

Les numéros sensationnels de M. Rüst pour son Académie ne sont en dehors de Hanns Carossa que des écrivains médiocres comme Emil Strauss, Will Vesper, Wilhelm Schafer, Agnès Miegel et Peter Dörfler. Hans Grimm a découvert dans un roman le *Peuple sans espace*, Börries von Munchhausen a écrit des ballades romantiques de caractère teutonique.

A la recherche de noms connus pour leur académie, les nazis essaient même de gagner le poète Stéfan George. Les destructeurs de culture « rénovateurs de l'esprit allemand » font la cour au plus snob et au moins allemand des poètes pour utiliser son nom au camouflage de la politique culturelle d'Adolf Hitler.

POÉSIE BRUNE

Le ministre de la propagande du 3e Reich le Dr Joseph Goebbels a écrit un roman « *Michaël, une destinée allemande d'après son journal* ». Michaël, l'âme allemande qui tâtonne, a des visions. Le méchant lui

apparaît sous les traits du russe Van qui veut attirer la noble âme vers le bolchevisme. L'âme de Michaël lutte avec le tentateur :

« Mais je suis plus fort que lui,
« Voilà que je le prends à la gorge,
« Voilà que je le précipite à terre,
« L'y voilà
« Râlant les yeux injectés de sang.
« Crève charogne. Je te brise le crâne.
« Et maintenant, je suis libre. »

Le célèbre Hanz Heinz Ewers que Goebbels a placé comme dirigeant de la société « uniformisée » des auteurs allemands, n'a pas encore été appelé officiellement à l'Académie. Ce pornographe dont les romans *Alraune* et le *Vampire* ont été ajoutés après coup par les nazis eux-mêmes sur la liste de la « littérature de boue et d'ordure » est le biographe officiel du héros national-socialiste Horst-Wessel. Comme Ewers auparavant, en tant que « satanique » *faisait* dans les perversions littéraires, il ne peut aujourd'hui littérairement que parer des plus belles couleurs les souteneurs parmi lesquels la figure héroïque de Horst Wessel, tombe sous les balles d'un rival. Pour l'anniversaire de Hitler la radio allemande a donné la pièce radiophonique *Horst Wessel* de Hanz Heinz Ewers. L'existence de cet écrivain était tombée depuis plusieurs années dans l'oubli quand on fit de lui un « poète de Cour du 3e Reich ». En 1922, il avait écrit une préface très philosémite pour un livre de Zangwill *La voix de Jérusalem*. Mais les circonstances étant différentes, H. E. Ewers est aujourd'hui antisémite.

Comme exemple de poésie brune, donnons ces citations de chants des S. A.

« Lorsque le sang juif du couteau ruisselle
« Nous nous sentons à nouveau mieux. »
et
« L'engeance rouge on la fracasse,
« La rue à nous. Les S. A. passent. »

CAMPAGNE CONTRE LA MUSIQUE NON-ALLEMANDE

M. Goebbels a déclaré le 9 mai devant les Directeurs de théâtre et les artistes « L'art dépend de la capacité et non de la volonté ». Pour illustrer cette belle phrase nous donnons ici une nouvelle liste des pertes qu'a éprouvé l'art allemand.

Otto Klamperer pendant plusieurs années, directeur de l'Opéra Kroll de Berlin, où il fit jouer les œuvres de Hindemith et de Kurt Weill, puis directeur de l'Opéra de Berlin où il continua à travailler dans le même sens, étant d'origine juive, a dû lâcher le bâton de chef d'orchestre.

Bruno Walter, chef d'orchestre célèbre, l'élève de Mahler est juif, c'est pourquoi — L'art dépend de la capacité — il n'a plus le droit de diriger en Allemagne. Pendant ce temps un M. Fuhsel, favori

des nazis (chef d'une grande fanfare) chez lequel on ne peut parler ni d'art ni de capacité apprendra à la nation allemande, comment on fait de la musique.

Le directeur d'orchestre de Dresde Busch est blond, si bien qu'on ne se doute pas de son origine aryenne. C'est un bourgeois conservateur, mais par hasard il n'est pas un nazi. L'opéra célèbre de Dresde a été rénové par Busch. Dans les jours de la résurrection nationale pendant une représentation un dénonciateur fit son apparition entouré de 60 hommes des S. A. A. exigea de Busch qu'il quittât le pupitre et déclara au public que c'était lui qui dorénavant dirigerait le théâtre. Lorsque Busch voulut protester un tumulte indescriptible éclata et Busch quitta la salle.

Le pianiste allemand le plus puissant Arthur Schnabel, professeur à l'académie de musique de Berlin où il dirigeait un cours de virtuoses, a été chassé parce que juif. Avec lui durent quitter l'Académie Emil Feuermann, le seul violoncelliste de valeur, le pianiste Léonid Kreutzer et l'excellent violoniste Karl Flesch. Ont été chassés le chef d'orchestre Oscar Fried, les dirigeants Fritz Stiedry et Gustav Brecher ainsi que le célèbre pianiste Bruno Eisner.

De tous les compositeurs qui existent en Allemagne, il s'est trouvé pour se ranger du côté des nazis juste le médiocre Max von Schilling, auteur de plates compositions, et qui comme chef d'orchestre est tombé dans les pires poncifs.

Schilling qui, sous la République de Weimar avait su se faire confier de bonnes places, a trouvé encore en Hans Pfitzner un loyal ami des nazis. Ils ont trouvé un compagnon, pour ne parler que des compositeurs connus, en Richard Strauss. Du point de vue de la morale nazi, ses œuvres jouent bien le rôle « de vils excitants juifs » mais il n'en est pas moins en passe de devenir *personna grata* comme musicien.

Des compositeurs modernes, il n'en est guère resté avec les nazis.

Arnold Schönberg est chassé de l'Académie de musique. Quoiqu'on pense de ses œuvres, Schönberg a eu l'influence la plus grande sur le développement de la musique moderne. Politiquement conservateur, Schönberg révolutionnaire en musique, dans la forme, a découvert un nouveau mode d'expression musicale. Cet homme qui ne suit pas les chemins battus, l'Allemagne hitlérienne ne peut pas s'en servir.

Kurt Weill, un des compositeurs allemands les plus réputés est interdit dans toute l'Allemagne nazi. Auteur de *l'Opéra de Quatre sous*, qui a eu un succès mondial, Kurt Weill est devenu un sans patrie, parce qu'il est juif.

Le compositeur Franz Schreker a été éloigné, son origine étant légèrement douteuse.

La grande haine des nazis va au premier compositeur prolétarien, révolutionnaire Hanns Eisler, également obligé de partir pour l'étranger. Il a donné à la classe ouvrière ces dernières années, de grandes œuvres pour chœur (*Die Massnahne*) et des chants populaires combatifs qui, dans la rue, dans les réunions et dans les quartiers ouvriers sont chantés dans les masses avec grand enthousiasme et qui sont

connus dans de nombreux pays. Consciemment, il a fait de sa musique une arme de combat pour la classe ouvrière. Formé à l'école de Schönberg il a su créer des productions nouvelles de haute valeur, de la musique de lutte révolutionnaire et prolétarienne. L'Allemagne de Hitler lui réserve ses camps de concentration où la mort dans les casernes des S. A.

La musique allemande a été décapitée de ses meilleurs forces. Aussi le chef d'orchestre le plus célèbre de l'Italie de Mussolini, Arturo Toscanini a-t-il refusé pour cela de participer au festival de Bayreuth.

THÉATRE. BEAUX-ARTS. FILMS

C'est maintenant le triomphe sur les scènes allemandes de la glorification chauviniste de Schlageter et de l'idéalisation romantique de Horst Wessel. Un Göbbels fait jouer à Berlin sa « célèbre pièce : Der Wanderer ».

Beaucoup d'acteurs ont disparu des scènes allemandes, tous les théâtres d'état, communaux et privés ont été « uniformisés ». Les organisations des travailleurs du théâtre ont été soumises à la volonté des commissaires fascistes. Fritz Kortner, Max Pallenberg, Mesdames Massary et Bergner, les régisseurs Max Reinhardt et Jessner sont chassés à l'étranger comme « non-allemands ». Sous la dictature artistique de Rust la force artistique de Lotte Schöne, de Frieda Leitner, d'Alexander Kipnis, etc., ne servent à rien. Le chanteur de chants prolétariens révolutionnaires Ernst Busch, un grand artiste qui a popularisé les chants de Eisler et qui est lui-même l'annonciateur fêté de la guerre libératrice des masses ouvrières allemandes, a dû quitter l'Allemagne.

La société des films U. F. A. a fait paraître un communiqué annonçant que dans ses films les acteurs juifs ne seraient plus employés qu'à des rôles négatifs. Les dictateurs du film allemand ne veulent montrer les juifs dans leurs films que comme bandits, criminels et sujets pathologiques. Au début de juillet il y eut un nouvel ordre de Göbbels : des juifs ne peuvent plus être employés qu'avec son assentiment préalable.

Le travail destructif insensé des nazis s'accomplit dans tous les domaines de l'art. Le président de l'académie des Beaux-Arts, le grand peintre Max Liebermann, un conservateur, a été obligé de démissionner en raison du paragraphe concernant les Aryens.

Les metteurs en scène cinématographiques d'avant-garde sont obligés de chercher du travail à l'étranger. Tous les artistes de cinéma sympathisant avec la classe ouvrière, tous les films prolétariens ou d'avant-garde sont sur des listes noires :

Kühle Wampe.
No man's land.
Camaraderie.
Le voyage vers le bonheur de la mère Krause.
L'autre côté.
Le testament du Dr Mabuse.

A l'ouest rien de nouveau.
Bonheur de femme. Peine de femme.
Les Croix de bois.
De la production russe :
Le chemin de la vie.
Tempête sur l'Asie.
Arsenal.
10 jours qui ébranlèrent le monde.
La fin de Saint-Pétersbourg.
L'homme qui perdit la mémoire.

L'ÉCOLE DU IIIe REICH

La république de Weimar permettait encore quelques expériences, même insuffisantes, en matière de politique scolaire. Elle a au moins dans les plus grandes villes laissé la possibilité à des élèves des écoles populaires de recevoir une instruction sans leçons religieuses. Elle laissait intact le privilège de l'instruction aux couches aisées. Mais elle faisait quelques timides essais pour introduire des fils d'ouvriers dans les écoles supérieures et elle tolérait l'existence de quelques cours préparatoires au baccalauréat pour ces fils d'ouvriers. L'école est redevenue de haut en bas une institution chrétienne de dressage. Des expériences comme par exemple le Collège Karl Marx à Neukölln ont été interdites.

Déjà dans son livre : *Mein Kampf*, Hitler exposait son programme scolaire. Dans les écoles du IIIe Reich, selon lui, on n'avait pas à inculquer aux enfants des connaissances et du savoir, mais essentiellement l'obéissance au chef. Ce que Hitler dit brutalement et sans détours, Frick l'exécute de façon voilée.

Le 9 mai 1933 il tint un discours-programme devant les ministres de l'instruction publique des États. Frick qui lui-même a attendu la fin de la guerre mondiale dans son pays à Pirmasens, exige maintenant une éducation héroïque pour la fabrication de la chair à canon. Jusqu'ici, dit-il, tout était mal, les enfants n'ont pas été élevés, mais instruits. Que veut Frick ?

« Nous devons nous souvenir aujourd'hui plus que jamais que, la main dans la main avec les peuples germaniques issus de la même race de l'Europe du nord et avec les États frères de l'autre côté de la mer, nous avons à accomplir des tâches qui encercleront le monde entier et ouvriront à la puissance d'action de la race nordique un vaste champ d'activité de construction culturelle. »

Les peuples frères ne sont pas ici définis exactement. Il semble que M. Frick veuille les unir tous contre les « sous-hommes » pour créer un IIIe Reich encerclant le monde, qui montrera a tous les peuples inférieurs (de race latine ou autre) comment cela se passe dans un état hitlérien normal.

« A côté de la formation d'une agilité et d'une endurance purement physiques on attachera une importance spéciale à former la volonté

et la puissance de décision, conditions nécessaires à l'acquisition du sens de la responsabilité, indispensable à la formation du caractère. »

L'école doit produire des soldats non formés (« non-instruits »), mais dressés, mais prêts à mourir pour le Troisième Empire. Pour inculquer aux enfants qu'il n'y a rien meilleur au monde que le IIIe Reich, on doit leur présenter le monde comme il n'a jamais été. Par conséquent l'histoire doit être falsifiée de façon national-socialiste. Dans les « nouveaux livres » d'histoire de strictes limitations sont indispensables. « C'est pourquoi il suffit » de présenter les forces historiques qui ont agi dans tous les temps. Les vingt dernières années de notre époque doivent former la pièce de résistance de l'enseignement historique. Pour se faire encore mieux comprendre Frick ajoute qu'il faut particulièrement traiter : « Le commencement du réveil de la nation, depuis la lutte dans la Ruhr, jusqu'à l'avènement de l'idée de liberté national-socialiste et la restauration de la communauté du peuple à Potsdam ».

A côté de cette sorte de science historique doivent être spécialement enseignées la « science des races » et « l'introduction à la conception essentielle de la science de la famille ». Le ministre de l'instruction publique de Bavière a publié un décret dans lequel il est dit :

« Dans l'enseignement historique de toutes les classes de Bavière il est décidé que pour le début de l'année scolaire 1933-34 indépendamment des programmes, sera traitée en détail dans les 4 à 6 premières semaines la période comprise entre 1918-1933. Le reste du programme sera par conséquent rapetissé d'autant et réparti sur les autres mois de l'année. En conclusion de ces leçons, la dernière heure est consacrée à une fête scolaire exaltante, avec courtes allocutions de l'instituteur et d'un élève sur le réveil de la nation. Chanter des airs patriotiques, faire une décoration de drapeaux. On veillera particulièrement à ce que, pour la renaissance du sentiment national, le thème important du « réveil de la nation » n'apparaisse pas seulement à la jeunesse des écoles de Bavière comme un élément d'enseignement (de l'histoire, de la thérapeutique), mais soit d'une façon centrale pour le fond même du travail le principe de l'enseignement. Pour autant qu'il y ait des examens en fin de trimestre on portera une attention spéciale à ce domaine. »

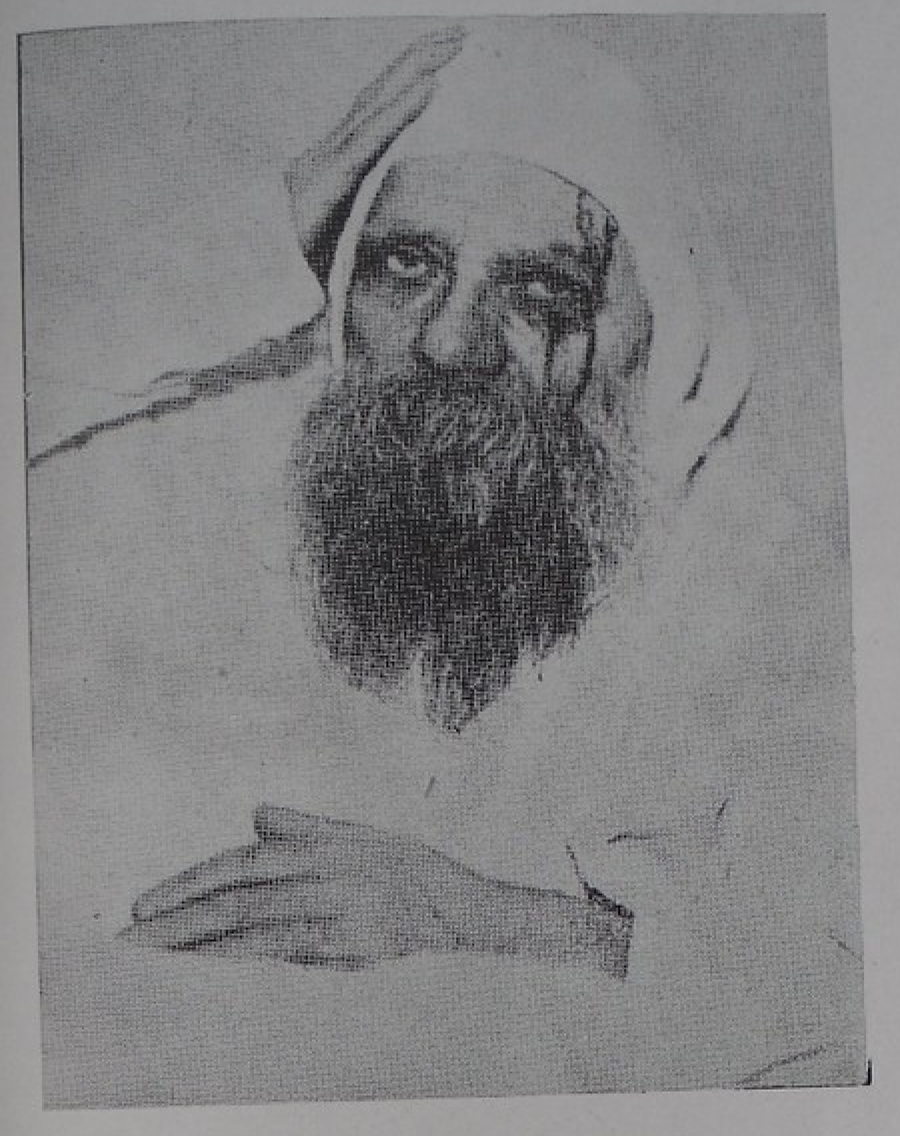
Le Dr Meinhausen, commissaire d'état de Berlin, a annoncé dans une conférence (*Völkischer Beobachter* du 6. 5. 33) la transformation de l'école berlinoise.

« Il faut museler tout ce sentimentalisme libéral... En ce qui concerne la question juive le mot d'ordre est : le sentimentalisme est une trahison nationale. »

L'enseignement religieux est réintroduit de force. La réinstauration des punitions corporelles a été le premier acte de la politique scolaire brune.

Il n'y a pas que les professeurs juifs qui soient congédiés des universités : les étudiants israélites également. Les écoles supérieures ne sont

UN TEMOIN DE LA CAMPAGNE D'ATROCITES



Le grand-rabbin Jonas Fränkel, ignoblement maltraité par les S. A. (voir récit).

Dementi einer Greuelhetze.

Berlin, 25. April. (Wolff.) Das „Prager Tagblatt" verbreitet heute eine Greuelmeldung und behauptet, der Berliner Groß-Rabbiner Jonas Fränkel sei heute in Prag eingetroffen und berichte über scheußliche Greuel an Juden in Deutschland. So behauptet er u. a., er sei von SA.-Leuten überfallen und um 2000 Rmk. bestohlen worden. Die SA.-Leute hätten ihn und seine Tochter mit Revolvern bedroht, ihn niedergeschlagen und schwer verletzt. Er habe in Decken gehüllt in ein anderes Stadtviertel geschmuggelt werden müssen, und er habe sich dann so nach Prag durchgeschlagen. Er leide noch jetzt an Gleichgewichtsstörungen und an einer Gehirnerschütterung. Er habe die Absicht, nach Palästina weiterzureisen und nehme überall die Hilfe der jüdischen Hilfskomitees in Anspruch.

Wie dazu von zuständiger jüdischer Stelle in Berlin festegestellt wird, gibt es in Berlin überhaupt keinen Groß-Rabbiner. Ein Rabbiner oder anderer jüdischer Geistlicher namens Fränkel oder ähnlichen Namens ist nirgends vorhanden. Es handelt sich also wieder einmal um eine der üblichen Greuelmeldungen aus Prag, deren Quellen (WTB. zufolge) im allgemeinen deutsche marxistische Kreise sind.

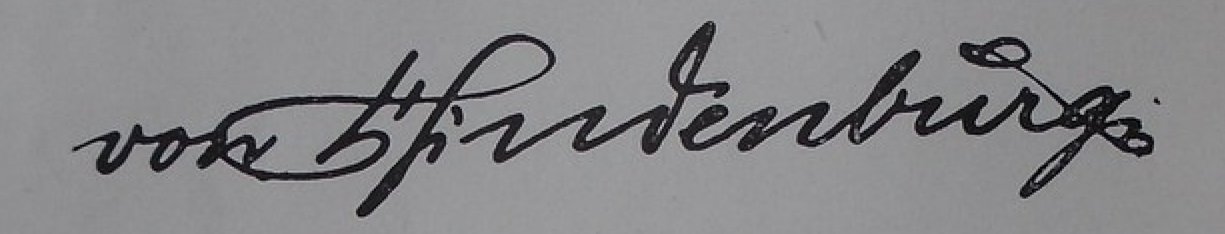
Le gouvernement hitlérien fait démentir par l'agence Wolff, l'existence d'un grand-rabbin de ce nom.

LETTRES DU PRÉSIDENT DU REICH HINDEMBURG AU GRAND RABBIN JONAS FRANKEL, DONT L'EXISTENCE EST NIÉE PAR L'AGENCE OFFICIELLE WOLFF

Der Reichspräsident

Berlin, den 7.Oktober 1932.

Für die mir anläßlich meines 85. Geburtstages übermittelten freundlichen Glückwünsche spreche ich meinen herzlichen Dank aus.



Herrn

Großrabbiner F r ä n k e l ,

Der Reichspräsident

Berlin, den 5.Januar 1933.

Herzlichen Dank für die mir zum Jahreswechsel ubermittelten Glückwünsche, die ich bestens erwidere.

Mit freundlichem Gruß!

von Hindenburg

Herrn

Gross-Rabbiner Jonas F r ä n k e l

B e r l i n C.

- - - - - - - - - - - - -

ouvertes qu'à un et demi pour cent de nouveaux élèves appartenant à des races « non-aryennes » (décret ministériel de Prusse du 8 mai 1933).

Faire partie de l'association national-socialiste des instituteurs est une condition *sine qua non* pour avoir un poste d'État.

Nous laisserons la parole à la nouvelle Allemagne elle-même avec quelques arrêtés et décrets :

Extrait de la loi contre le surpeuplement des universités et le trop grand nombre d'étrangers parmi les étudiants.

« § 1. Dans toutes les écoles, les écoles obligatoires mises à part, le nombre des élèves et des étudiants est à limiter dans la mesure où la culture de base est assurée et les besoins professionnels satisfaits.

« § 4. Lors des nouvelles admissions on prendra garde à ce que le nombre des allemands du Reich qui suivant la loi de restauration des fonctionnariats professionnels du 7 avril 1933, ne sont pas d'origine aryenne, ne dépasse pas, parmi les élèves de chaque école et de chaque faculté, le pourcentage des « non-aryens » dans la population du Reich. Le pourcentage est fixé uniformément pour la totalité du territoire (1 1/2 %).

Examens de droit facilités aux membres des associations nationales

« Le commissaire du Reich pour le ministère de la justice de Prusse, Kerl a ordonné par le décret du 5 avril que les candidats et référendaires en droit, qui ont montré une certaine activité comme membres d'associations nationales reconnues, en compensation de l'empêchement subi de ce fait à leurs études, soient autorisés à passer sur demande des examens de forme réduite. »

(D. A. Z. du 12-4-33).

« L'ESPRIT » DES ÉTUDIANTS NATIONAL-SOCIALISTES

1) Langue et écriture prennent racine dans la nation.

2) Une contradiction sépare aujourd'hui l'écriture et la nation allemande. Cette situation est une honte.

3) La pureté du langage et de l'écriture dépend de toi !

4) Notre plus dangereux adversaire est le juif.

5) Le juif ne peut que penser juif, s'il écrit en allemand, il ment. L'allemand qui écrit en allemand, mais pense non-allemand est un traître.

6) Nous voulons extirper le mensonge, nous voulons stigmatiser la trahison.

7) Nous voulons que le juif soit considéré comme un étranger et nous voulons prendre l'esprit national au sérieux. Nous exigeons de la censure que les œuvres juives paraissent en langue hébraïque. Si elles paraissent en allemand elles doivent être signalées comme traductions. L'écriture allemande n'est à la disposition que des allemands. L'esprit non-allemand est extirpé des bibliothèques publiques.

Les étudiants allemands.

(Extrait des 12 thèses : « Contre l'esprit non-allemand », affichées par les étudiants de Berlin à l'Université de Berlin le 13 avril 1933.)

« UNIFORMISATION » DE LA PRESSE

Le 30 janvier 1933 au soir, le jour de la nomination du gouvernement Hitler-Hugenberg, le nouveau ministre de l'intérieur Frick fit appeler les représentants de la presse berlinoise. Il promit que le nouveau gouvernement se distinguerait de tous ses prédécésseurs par un respect profond des libertés de la presse.

Quelques jours après qu'il eût donné « sa parole d'honneur allemande » une vague d'interdictions déferla sur l'Allemagne contre la presse communiste et socialiste. Dès le milieu de février presque toute la presse communiste était suspendue.

Dans les derniers jours avant l'incendie du Reichstag les libertés de la presse à la Frick étaient complètement piétinées sous les bottes des S. A. et de la police.

Lorsque la provocation brune réussit et que le pogrome commença à faire rage, les derniers journaux communistes et social-démocrates furent interdits.

Le dernier vestige de liberté de la presse avait disparu. Des journalistes furent arrêtés ou devinrent les victimes des sadiques de casernes.

Les journaux bourgeois démocrates qui continuaient à paraître et les feuilles du centre commencèrent à « s'uniformiser » avec le régime des pogromes. Dans les grandes maisons d'éditions démocrates de Berlin, chez Ullstein et Mosse, dans la presse libérale du Reich, commença le retrait « volontaire » des rédacteurs juifs, pacifistes ou simplement ne *revenant pas* aux nazis. Cette presse aussi fêta « les évènements décisifs de ces journées ». Elle se découvrit de cœur avec le « réveil » de la nation, avec Hitler. Elle tut les atrocités qui se produisaient chaque jour si près des bureaux de rédactions. Les « journaux juifs » démentirent la persécution des juifs.

La presse étrangère qui ne se décidait pas si volontiers à se taire fut vite en conflit avec le gouvernement hitlérien.

De force on « uniformisa » l'association de la presse allemande avec Diedrich, le chef de la presse national-socialiste, pour président, l'association des éditeurs de journaux allemands, l'association allemande des éditeurs de revues. L'association de la presse allemande décida sous sa nouvelle direction que dorénavant ses membres ne seraient plus ni juifs, ni marxistes.

La campagne d' « uniformisation » amena la transformation radicale des agences allemandes. La direction de l'agence Wolf fut changée. Les lecteurs de la presse qui paraît encore en Allemagne sont hermétiquement isolés de toutes les nouvelles véridiques de l'étranger.

Plus de 250 journaux étrangers sont interdits : États-Unis 9, Argentine 2, Belgique 7, Canada 2, Danemarck 4, Dantzig 3, Angleterre 5, France 31, Hollande 9, Lettonie 2, Lithuanie 1, Luxembourg 5, Autriche 37, Pologne 24, Roumanie 1, Territoire de la Sarre 4, Suède 1, Suisse 26, U. R. S. S. 9, Espagne 2, Tchécoslovaquie 66.

L'Allemagne était le pays où la production littéraire était la plus grande. L'information suivante est caractéristique de la diminution de la production littéraire déjà dans les premières semaines du régime hitlérien :

DIMINUTION DE L'EMPLOI DE PAPIER DANS LES MAISONS D'ÉDITION

D'après une information de la *Frankfurter Zeitung* du 15 avril 1933, le travail des fabriques de papiers d'impression a reculé pendant la révolution nationale dans de nombreux cas jusqu'à 25 %.

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 22 avril communique que la production des éditeurs du premier trimestre de 1933 a baissé de 30 % en comparaison du premier trimestre de 1931. L'exportation continue à montrer une diminution. La librairie allemande est privée de ses meilleurs clients et est dégarnie dans des domaines entiers de la littérature et de la science.

SÉVICES ET TORTURES

SÉVICES ET TORTURES

Le parti national-socialiste entretenu depuis des années par les Césars de l'industrie et de la propriété terrienne d'Allemagne a, conformément à son rôle, profité des leçons de l'histoire. Elle n'a rien inventé de nouveau, il a étudié les précédentes époques de décadence, parce qu'il savait qu'il lui fallait rendre les derniers devoirs à un monde en décrépitude.

Il a pris chez Néron des leçons d'incendie, du Moyen Age il a retenu la façon de calomnier et de persécuter les juifs, du tueur de paysans Luther, de l'assassin de socialistes Mussolini, il a appris la terreur sanglante contre les exploités. Dans ses documents officiels le parti national-socialiste a depuis des années annoncé une Saint-Barthélemy, le titre officiel en était « la nuit des longs couteaux ». Elle est enfin arrivée le soir de l'incendie du Reichtag ; elle n'a pas encore pris fin. La résistance des ouvriers et paysans révolutionnaires est trop forte, trop de millions d'hommes sont déjà rassemblés autour du drapeau de la liberté. Le parti natonal-socialiste étendra sa Saint-Barthélémy au delà d'une nuit, à une année, du premier quart de laquelle nous parlons aujourd'hui.

Les amis du régime hitlérien répètent souvent avec le gouvernement qu'en Allemagne règnent l'ordre et la tranquillité. Avec des démentis on veut tranquilliser l'étranger. Des fêtes et des parades doivent dévier l'attention des évènements réels. Pourquoi y a-t-il des gens qui ne voient même pas ce qui se passe en Allemagne ?

Les rares touristes qui ont encore envie de visiter l'Allemagne tyrannisée ne sont conduits ni dans une caserne des S. A ni dans un camp de concentration. Des tortures nocturnes, des hommes abattus « en prenant la fuite », des meurtres sournoisement organisés, le visiteur étranger ne pourrait en être le témoin que par hasard.

Mais le journaliste étranger ? Chaque conversation étrangère, chaque télégramme n'est-il pas soumis à la censure ? Chacun de ses pas n'est-il pas surveillé ? N'est-il pas sous la menace de l'expulsion ?

Mais lorsque les cris des martyrs sortant des caves des S. A. parviennent avec trop de force et d'une façon trop horrible aux oreilles des

voisins, quand soudain la femme d'une victime se met à crier sa douleur sur la voie publique d'une façon biblique, quand le crime des nazis est évident à des centaines de gens, alors vite on vous répondra dans cette Allemagne : « C'est une exception ». C'est le mot d'ordre prononcé par le ministre Göring à Essen le 10 mars aux acclamations d'une énorme assemblée : *Lorsqu'on rabotte, il y a des copeaux* !

A cette expressive phrase ministérielle nous devons ajouter que la « chute des copeaux » est organisée depuis longtemps. Les méthodes moyenâgeuses aujourd'hui mises en pratiques par les Nazis ont été élaborées et popularisées depuis de longues années par les chefs nazis.

Les chefs nazis ont ramené les pogromes du Moyen-Age, la justice du lynch, les lettres de cachet, les arrestations arbitraires (arrêts préventifs) et les bûchers, la course sous les verges et les tortures du 1er, 2e et 3e degré. Tant que cela eut une valeur de propagande, les méthodes moyenâgeuses ont été employées publiquement. Mais les tortures restèrent secrètes. On n'osa s'en servir que dans l'ombre de la nuit. Aujourd'hui encore des millions d'Allemands les ignorent. Notre livre leur ouvre les yeux.

LA TERREUR NOCTURNE

Depuis le 27 février de cette année la terreur secrète fait rage. Systématiquement on arrête, on torture. Et pour répondre à certaines scrupules le ministre nous explique jusqu'où peut aller notre patience. « *Aussi longtemps que je ne verrai pas des communistes sans nez et sans oreilles je ne vois aucune raison de s'exciter* ».

On peut donc aller jusque-là. ! On n'a pas à s'embarrasser du choix des victimes et du contrôle des dénonciations. Les S. A. éclairés ainsi par leur chef de police, ont repris à leur compte le mot du Légat du Pape lors de la Croisade contre les Albigeois : « *Tuez les tous, Dieu retrouvera les siens* » !

Tous les jours apparaissent devant nous des victimes de ces tortures nocturnes qui nous montrent leurs blessures encore saignantes. Ils parlent des tourments qu'ils ont éprouvés avec le tremblement particulier des torturés à qui on n'a pas fait que mettre le corps en sang, mais dont a on marqué l'âme au fer rouge d'une haine inépuisable contre les bourreaux.

Nous publions ici des procès-verbaux et des récits dont nous avons vérifié l'authenticité et l'exactitude avec le soin que requiert notre cause.

LES CHAMBRES DE TORTURES

Nous avons entre les mains une notice, où il est ouvertement parlé du tarif de punitions des S. A. « La simple appartenance au parti social-démocrate allemand est punie par 30 coups de matraque en caoutchouc sur le corps nu. L'appartenance au parti communiste doit en général être punie par 40 coups. Il y aura aggravation de la peine lorsque l'homme en question a occupé une fonction politique ou syndicale.

Les peines varieront suivant l'attitude des prisonniers ». Bernstein, fonctionnaire ouvrier de Berlin-Niederschöneweide, est jeté sur un lit de camp et puni de 50 coups de bâton parce qu'il est communiste. Suivent 50 autres coups parce qu'il est « juif par-dessus le marché ».

Il y a donc plusieurs degrés de torture. Les procès-verbaux le confirment. Suivons les prisonniers sur leur route de douleur.

La torture commence à l'instant où les victimes sont appréhendées dans leur habitation. On braque des revolvers sur ceux qui ouvrent la porte, les membres de la famille sont menacés, on démolit les meubles, les bibliothèques sont dévastées ou jetées dans la rue. Chez les écrivains on détruit sous leurs yeux leurs manuscrits, fruit de longs mois de travail. On prend aux ouvriers le dernier argent gagné. La famille assiste. Les enfants regardent, voient leur père sans défense frappé à la figure par des jeunes gens inconnus. La femme regarde les visages brutaux des jeunes gens. Elle commence à se douter de ce qui va se passer. Elle veut en savoir davantage. Elle demande où on emmène son mari. Elle ne reçoit que des réponses moqueuses, on pousse le prisonnier hors du logement jusqu'à la rue, où attend une auto. (« Actes spontanés » prétendra-t-on, mais dans tous nos rapports figure l'auto et depuis des mois, sur ordre de la haute direction, toutes les sections d'assaut avaient à leur disposition une auto. Les listes des hommes à arrêter avaient été réparties, il y avait beaucoup de travail et il s'agissait de se hâter.)

Comme on voulait autant que possible sauvegarder un aspect de légalité, on craignit la critique publique des expéditions et on les fit à l'heure où dorment les bourgeois. Aux voisins réveillés, on essayait vivement de présenter l'action comme toute normale. Une information raconte que lors d'une arrestation les coups commencèrent déjà dans l'escalier ; tout à coup l'arrêté entend le commandement du chef : « Attention, ne battez pas ». Les coups s'arrêtent, le prisonnier voit que dans la maison d'en face des gens se sont réveillés. L'opinion se montrait, les S. A. devenaient « disciplinés ».

Cette prudence, ils pouvaient la négliger dans leurs caves. Dès l'instant où le prisonnier franchit la caserne des S. A. il est hors la loi, comme leurs chefs l'avaient promis aux S. A. depuis des années. Les gourdins le chassent le long des escaliers de la maison des supplices. C'est toujours une honte pour un combattant de devoir fuir un danger. Mais être sans défense possible à la merci des ennemis, renvoyé d'une matraque à l'autre, en sachant que toute défense signifie sa mort immédiate, voilà qui blesse plus profondément encore.

Chaque minute dans la maison des supplices ouvre de nouvelles plaies. Car c'est à chaque pas qu'on remarque, que nul ici n'a le plus léger sentiment pour la détresse de sa victime. Celui qui dans les escaliers ou dans les couloirs rencontre le prisonnier le bat ou le piétine. Des lâches, on a fait des assassins ; ce n'est pas la chevalerie qui les étouffe. Jour par jour ils sont plantés devant les locaux dans lesquels on emploie la torture du 1er degré et ils attendent les transports. Les prisonniers doivent courir entre leurs rangs, des fouets claquent, les balles partent, les matraque font un bruit sourd sur le crâne.

Après cela la porte du chef de section ou du chef de groupe s'ouvre pour l'interrogatoire.

DEVANT LE TRIBUNAL DE LA VEHME

Derrière une table se trouve le juge de la Vehme, trois étoiles au revers de son uniforme de S. A. lui ont donné le pouvoir juridique sur tous les prisonniers. Sur la table, des poignards et des baïonnettes ; souvent à droite et à gauche tremblent des flammes de bougies. Le prisonnier est poussé vers la table. Près de lui se placent des S. A. Il les sent à côté de lui, eux accompagnent de coups ses réponses. S'il proteste de son innocence ils lui flanquent des coups de pied dans le dos. Toute défense devient sans raison, il ne s'agit pas de vérité. Le tribunal n'est qu'une farce, le prétexte à de nouveaux martyrs.

Le prisonnier apprend d'où vient la dénonciation, qui l'a amené ici, il croit pouvoir affaiblir les accusations. Passionément il veut exposer les faits ; mais déjà les matraques le frappent. Tu ne parleras que lorsqu'on t'interrogera. On veut connaître des adresses. On a besoin de nouvelles victimes. On croit pouvoir réaliser des succès politiques si on peut répandre partout comment les dirigeants du mouvement ouvrier se sont trahis réciproquement. Mais on comptait sans la loyauté : les camarades ne trahissent rien. Et les coups recommencent avec une fureur sadique.

C'est la gloire du mouvement ouvrier allemand que des milliers d'ouvriers ne se soient pas laissé ébranler, même sous les gourdins des S. A. Toute la brutalité n'a servi de rien. Des camarades se sont laissé plutôt abattre que de livrer aux bourreaux de nouvelles victimes. Les tribunaux de la Vehme de 1933 ont pu faire de révolutionnaires des estropiés pour la vie. Ils ont été pourtant impuissants devant le courage de ces révolutionnaires. Ils ont pu martyriser un homme, l'amener par une cruauté systématique à l'effondrement, ils ont pu pousser des douzaines de prisonniers au suicide. Mais tout leur monstrueux appareil n'a pu provoquer qu'une poignée de trahisons. Cette constance, ce sont les mesures ultérieures des S. A., qui en donnent la meilleure preuve : ils ont à découvrir alors le 2e degré de la torture.

LA CAVE

Les malheureux commencent à perdre pied. C'est inimaginable de se trouver absolument seul au milieu d'assassins déclarés. Inimaginable pour tous de savoir que cette maison de torture est dans une grande ville moderne, que des millions d'hommes dorment dans leurs lits, sans souci de ces ignominies qui *chaque nuit se passent sur l'ordre du gouvernement du Reich.* On croirait que le prévôt de l'armée de Frédéric II est sorti du tombeau. Les prisonniers regardent dans la semi-obscurité de la cave où depuis des semaines les lits de camp de la bastonnade

sont tenus prêts. La boue des voûtes est faite du sang séché et des sueurs de l'angoisse.

Et voici que tout redevient de la fantasmagorie : ce sont les jours où Hitler sur le tombeau de Frédéric le Grand dans l'église de la garnison de Potsdam tient son discours d'ouverture, Partout retentissent les cloches, des centaines de milliers d'hommes sont dans la rue. L'enthousiasme est à son comble, on parle du réveil de la nation, de sa renaissance. Le prisonnier a encore entendu ces phrases et maintenant devant cette couchette il subit ce qu'il y a de monstrueux dans ce mensonge.

Symbolique scène de Potsdam ! Devant les généraux et la descendance des Hohenzollern, le « Führer » y parle au tombeau d'un roi béquillard. Ici les S. A. frappent et martyrisent des ouvriers sans défense dans les oubliettes hermétiques des caves. Et il n'y a que cette différence symbolique entre autrefois et aujourd'hui qu'en 1933 l'industrie allemande de l'acier a fourni des instruments à ses sbires particuliers. Le prisonnier est jeté sur la couchette et les verges d'acier martellent son dos.

Dans un dernier sursaut de révolte, souffrant de tout son corps, le prisonnier se soulève. On presse sa tête dans des chiffons sales, il enfonce ses dents dans le chiffon. Un apaisement : du sang a coulé de ses blessures dans ses vêtements. Mais les nouveaux coups redéchirent déjà la chair vive.

Les bourreaux frappent à quatre : c'est à peine s'il y a de la place pour les coups sur le corps. Puis ils se fatiguent. Les gémissements de la victime semblent être de la musique à leurs oreilles. Ils la considèrent en riant et se moquent d'elle. Ensuite ils la chassent dans la cave voisine, où enfin elle n'est pas seule. Dans les coins sont blottis des malheureux comme elle : sur de la paille et des sacs de pommes de terre les blessés se tordent. Certains sont à bout de forces et pleurent. La folie descend dans le caveau. A côté on entend les cris des victimes suivantes.

LES VÉRITABLES « SOUS-HOMMES »

Les bourreaux prennent tout leur temps. Fatigués, ils se nourrissent pendant un instant de tortures morales. Ils imaginent toujours plus dégradant : que le nouveau prisonnier se déshabille tout seul !

Le sadisme de maîtres pervertis trouve ici une nouvelle application. Devant nous paraît un père de famille, ouvrier, organisateur d'une cuisine de chômeurs. Il raconte — sa voix devient hésitante à ce souvenir, — comment il a dû dans le cave des S. A. se pencher en avant et tendre les fesses aux coups bien ajustés. Les S. A. le laissent un moment ainsi debout, puis ils frappent.

Les prisonniers de la pièce à côté peuvent maintenant tout voir, on a trouvé bon d'ouvrir la porte de leur réduit. Le nouveau prisonnier au premier coup de la verge d'acier se redresse. Mais un nouvel ordre l'oblige à se remettre dans la position honteuse. S'être redressé mérite

une punition, la procédure sera aggravée, il doit maintenant compter à haute voix les coups reçus. Les chiffres deviennent inintelligibles dans les cris de douleur, les coups tombent drus, la peau éclate après le 5e coup. Les S. A. entre temps ont repris des forces.

Déjà le 2e degré se mêle au 3e, à la torture morale. C'est une découverte des chefs de groupe. La vengeance directe chez les S. A, subalternes prend chez les chefs la forme d'une perversion sadique. L'avenir fera connaître quelle part a eu ici la sexualité contre-nature de nombreux chefs S. A. La présence du comte Helldorf, homo-sexuel, actuel préfet de police de Potsdam, au cours de nombreux supplices, donne suffisamment lieu de soupçonner que bien des victimes ont été l'objet infortuné de la perversité des dirigeants S. A.

Un document de Berlin-Köpenick rapporte ce qui se passe dans le local des S. A. de Demuth-Köpenick :

« A ces séances de flagellation, le fils du propriétaire a pris surtout part, ainsi que le dirigeant permanent des expéditions, le chef des S. A. Scharsich Herbert de Köpenick. Dans les premiers temps le fils de la propriétaire faisait tourner le moteur de son auto pour couvrir les cris, les derniers temps on presse la tête des victimes dans des draps. Les colocataires se sont à plusieurs reprises adressés à la police. Les habitants de la maison qui avaient leur chambre à coucher sur la cour ont transformé leur appartement et dorment maintenant dans des pièces qui sont sur la rue pour n'avoir pas à entendre les cris. Aux fenêtres sur la cour, personne n'ose se faire voir. Constamment il y a un S. A. armé dans la cour. Nous non plus, nous ne sommes plus tranquilles pour notre vie, car on remarque ce que nous pensons de ce Reich. »

LES SADIQUES ONT DE L'IMAGINATION

Le prisonnier à demi-évanoui est soulevé sur sa couchette, les visages des S. A. se font sévères. Le chef s'avance et déclare à la saglante victime qui titule devant lui : « Maintenant tu vas être fusillé. »

On mène cet homme horrifié vers le mur, on lui tourne le visage vers les pierres de la cave. Un grand silence. Il n'entend que les manipulations des bourreaux, les crans d'arrêts sautent. Mais les coups de revolver tardent. Le prisonnier fixe le mur, il pense à sa famille, à ses camarades, doit-il trahir ce qu'il ne sait pas ? Y a-t-il un sauvetage possible ? Le dos blessé le brûle. La douleur le fait presque s'évanouir. La certitude de la mort, là dans son dos, le tient terriblement éveillé. Il est debout comme paralysé. Alors retentissent les coups de feu. Il les entend siffler près de ses oreilles. C'est presqu'une délivrance, mais voilà qu'il réalise qu'il n'a pas été touché. Impossible d'imaginer que les bourreaux n'ont pas voulu l'atteindre. Il est planté là comme ils l'ont commandé, les jambes écartées. Il saisit maintenant qu'ils ont tiré entre les jambes. Une crampe le tient encore douloureusement debout. le coup de grâce ne vient pas, et tout à coup il tombe. Sur le point de perdre connaissance, il entend le rire des S. A.

Ne hochez pas la tête : ces faits se trouvent dans des centaines de rapports. En voici un seul exemple :

« Je suis locataire 50 Jüdenstrasse à Berlin C, où sévissait la compagnie des S. A. Le 19 mars les arrestations arbitraires dont j'ai parlé dans mon dernier rapport ont continué. Vers 21 heures, les locataires, comme on venait de remonter un prisonnier, entendirent un coup de feu par la fenêtre ouverte du bureau de la compagnie. Je ne pus m'empêcher de regarder et je vis qu'un homme en position penchée, visiblement le prisonnier, avait été placé à la fenêtre. Après cela retentirent de nombreux coups de feux qui de nouveau ne touchèrent pas l'homme. Cela certainement n'était pas leur intention. Mais il s'écroula et quelques hommes des S. A. en riant se penchèrent sur lui. Avec un ton de commandement une voix cria à plusieurs reprises : Allons, debout, à la maison ! Le prisonnier ne sembla plus entendre ce cri de moquerie, il était évanoui de peur. Qu'y a-t-il d'étonnant si, comme on le voit, des hommes en deviennent fou ? »

Des centaines de prisonniers ont aussi supporté ceci. On les a traînés hors des chambres de tortures et jetés dans la salle d'attente avec les camarades. Au dernier moment, quand ils vont tomber épuisés sur les sacs, on leur dit que l'exécution aura lieu le lendemain matin. Leurs douleurs les rendent indifférents à de nouvelles menaces. Mais lorsqu'après quelque temps ils se réveillent, ils se souviennent. Aucun n'a de raisons de douter des menaces. Ainsi restent-ils assis parmi des amis gémissants et attendent-ils leur dernier matin. La révolution nationale leur offre une « nuit avant la hache ». Chaque minute est une éternité et malgré tout rapproche trop vite de la fin.

Les lueurs qui entrent vers le matin dans le réduit leur annoncent leur dernière heure. Les gardes présents pendant la nuit s'appuyant à la porte, chantent ironiquement : Soleil, soleil du matin ! — Je vais mourir, c'est le destin ! (D'après un rapport de la Hedemannstrasse). Voilà des pas déjà au-dessus des têtes. Mais la nuit s'allonge encore.

Toujours, d'après les procès-verbaux, des prisonniers après de telles menaces restent pendant des jours dans cette incertitude épouvantable. Ils entendent à côté recommencer les coups. On ouvre leur porte, ils voient les tortures. De temps en temps on rappelle l'un d'entre eux et l'interrogatoire reprend.

LE GOUT DE L'ORDURE

L'horreur les a presque tous abrutis. Mais on leur montre toujours des tortures nouvelles. Ils voudraient bien ne pas regarder, mais un nouveau cri de peur leur fait tourner la tête. A l'instant on vient de jeter dans la cave un nouveau prisonnier, un intellectuel. On lui tient la tête, on lui sépare les mâchoires, un S. A. prend une bouteille et lui ingurgite de l'huile de ricin dans la gorge. L'homme s'étrangle, dégoûté. Les S. A. rient. Ils demandent au prisonnier de baisser culotte, ils l'en prient même. Avec des yeux d'halluciné le prisonnier se déboutonne, ouvre la ceinture, le pantalon tombe. On ne le jette pas cette fois-ci sur la couchette, mais on le laisse pendant un quart d'heure en position courbée, le derrière nu, Les prisonniers de la pièce voisine revivent leur propre humiliation. Le S. A. fait ses réflexions. Il

attend. Enfin il prend les verges de fer. Les coups pleuvent sur le corps maigre de l'intellectuel.

Il se redresse, il crie, on le recourbe. — Tout à coup il hurle et se tient le ventre. La S. A. continue à frapper. Le derrière devient rouge et les intestins du martyr se vident sous les coups.

Les chefs nazis nieront ces ordures. Nos archives montreront qu'ils mentent. Elles ne contiennent pas seulement des procès-verbaux d'écrivains et d'ouvriers qui ont dû subir ces tourments. Elles contiennent également un rapport d'une séance privée des S. A. où le ministre actuel de l'instruction publique, Goebbels expliqua comment il opérait comme ministre de l'intérieur contre des journalistes qui n'étaient pas immédiatement d'accord avec lui :

« Alors, les S. A. n'auraient qu'à aller dans les bureaux de ces journaux et à donner au rédacteur un litre d'huile de ricin. »

On voit que les S. A. n'agissent que d'après des instructions.

LA « CROIX ROUGE » DANS LA CAVE DES S. A.

Les médecins nazis par principe ne sont présents que lors des tortures, ils ne doivent pas soigner, mais seulement diagnostiquer si le prisonnier peut encore être battu. Ce sont là les vrais médecins des supplices, tels qu'on les connaît depuis les tortures de l'Inquisition. On arrête les tortures quand il y a danger de mort.

Les infirmiers nazis travaillent selon les mêmes directions, c'est à contre-cœur qu'ils traînent les blessés vers les toilettes. Quelquefois l'un d'eux est pris de panique en voyant comme des hommes sont traités. Sur cent procès-verbaux nous en trouvons un, où l'infirmier accorde une gorgée d'eau-de-vie à la victime qui tombe d'évanouissement en évanouissement. Cela arrive une fois, mais cent fois la brute assiste indifférente aux râles des victimes. Partout refus de toute eau pour se laver, souvent avec des raisons narquoises.

ASSASSINS IVRES

Les prisonniers couchent dans l'ordure et la puanteur. Les plus faibles font sous eux. La douleur leur enlève tout contrôle. L'air empuanti devient de plus en plus irrespirable. Au loin chaque soir on entend les chants des valets du bourreau.

Un prisonnier que sa femme avait courageusement accompagné dans l'enfer des S. A. raconte qu'on lui envoya un mouchard alors que malade à crever il se traînait à terre. Le mouchard voulait le pousser aux aveux. Le prisonnier sut résister :

« Il se pencha sur moi, il puait l'alcool : « Crois-tu, salaud, que la grandeur de l'Allemagne doit dépendre de toi, puanteur ? Bientôt tu seras assommé. » Il tira son revolver, je restai muet et ne bougeai pas.

« Ne tenez-vous donc pas à la vie ? Voulez vous donc exposer votre femme à d'autres tourments ? » Il changea brusquement de ton : « Et c'est si beau de vivre. J'aime bien les Slaves, c'est un peuple très gentil. J'ai été en Ukraine. Dites-le donc enfin, que vous êtes de la Tcheka. Je connais aussi beaucoup de Bulgares. Vous n'aurez qu'à répondre, mais pas à moi, aux autres qui vous poseront des questions. »

L'espion est complètement ivre, ses discours s'emmêlent. Il commence à jurer, foule aux pieds le prisonnier gravement blessé et hurle :

« Cela vous est dit par un homme qui est le chargé d'affaires du gouvernement, le commissaire à l'intendance. »
(D'un procès verbal du médecin bulgare Angeluschew. Le procès-verbal a été déposé chez un notaire à Paris le 15-5-33.)

Il arrive qu'une victime offre à boire. Voici le récit d'un camarade qui de la Hedemannstrasse s'est enfui par la suite à l'étranger :

« Un prisonnier juif qui avait encore de l'argent sur lui essaya d'améliorer son sort en offrant une tournée. Invité à participer à la beuverie, peut-être pense-t-il déjà avoir échappé au pire. Les prisonniers toute la nuit entendent le bruit des buveurs. Au matin un S. A. entre dans la cave pour prendre la garde. Il est encore saoûl, titube et raconte, la langue embarrassée : Ce que nous avons pu boire. Nous étions si ivres qu'à la fin nous avons tous tiré sur Wolfsohn. Il a dû y croire, ce cochon de foireux ! »

Nous ne pouvons pas actuellement vérifier si ce meurtre a eu lieu réellement.

LES TORTURES MORALES

Une dernière consolation restait jusqu'à présent aux malheureux. On les avait pris seuls, leur famille n'avait été menacée que pendant quelques minutes. Lentement cette sécurité disparaît à son tour. La famille non plus n'est pas à l'abri des S. A. Les prisonniers questionnent.

Ils veulent savoir n'importe quoi de leur famille. Ils savent que depuis le jour de leur arrestation elle n'a plus de pain et que le dernier argent a été confisqué. Ils voient les enfants pleurer, craignent que l'assistance refusera de soutenir leur femme (fait confirmé cent fois). « Vos femmes, nous en avons pris soin, dans 9 mois vous trouverez chez vous de solides « petits hitlériens ».

La garde d'honneur de Hitler se vante d'avoir violé des femmes. Le récit provient de la caserne des S. A. de la General-Papestrasse. Cela revient au même pour notre exposé que ce S. A. ait dit la vérité ou qu'il ait voulu provoquer le désespoir du détenu.

ILS CHANTENT L'*INTERNATIONALE*

Les ouvriers révolutionnaires ne se sont pas laissés provoquer par les bourreaux. Ils sont restés fermes devant eux. Les troupes brunes

ont dû imaginer cent nouvelles tortures pour essayer de faire vaciller la fermeté des prisonniers. S'ils considèrent comme des victoires que des communistes aient récité le *pater noster*, que des juifs se soient traités eux-mêmes de cochons, nous constatons ici que des coups avec des câbles électriques y ont obligé les victimes. Il a fallu se servir de verges de fer et de lanières de cuir pour que des blessés graves aient crié : Vive Hitler ! On eut à appuyer des cigarettes incandescentes sur la plante des pieds pour que de bouches tordues par la douleur sortit le chant de Horst-Wessel.

Mais les ouvriers restent muets devant leurs bourreaux, lorsque ceux-ci exigent de chanter l'*Internationale* (récit d'Essen). Les ouvriers pensent aux cent réunions où ils le chantaient avec leurs enfants, ce chant de la liberté du monte entier. Ils mourront, mais ils ne chantent pas devant les bourreaux. On les bat avec des matraques, de nouvelles sections se précipitent dans le local. Ensemble ils tapent sur les hommes qui déjà perdent du sang par la bouche.

Les hommes tombent. En riant les bourreaux s'arrêtent et reculent vers le mur. Une minute de silence. Mais tout à coup de ces hommes à terre aux voix tremblantes s'élève un chant. Ils chantent : *Debout les damnés de la terre* ! Les S. A., un moment sidérés, sautent sur eux et tapent dans le tas jusqu'à ce que le chant s'arrête et que tous aient perdu connaissance.

LA TERREUR PAR LA CALOMNIE

Les national-socialistes n'ont pu employer la torture qu'après avoir créé une atmosphère de suspicion qui permette de croire au bien-fondé de la torture. Le Moyen-âge avait profité, lui, de la croyance aux sorcières, des conceptions primitives des croyants abrutis par l'Église qui en chaque savant voyaient le sceau du diable, dans chaque apothicaire un conjurateur nocturne des esprits souterrains.

1) *Criminels de Novembre*

Les chefs national-socialistes contre toute raison ont prétendu depuis des années que la fin de la guerre a été provoquée par quelques criminels, les « criminels de Novembre ». Ils ont constamment répété ce mensonge, si bien que des millions d'hommes déçus ont été persuadés que de novembre 1918 datait la ruine de l'Allemagne.

Le ministre Goering dit aujourd'hui encore que le moment le plus honteux de sa vie fut ce jour de novembre où les épaulettes furent arrachées aux officiers du Kaiser. Le chancelier Hitler a pleuré une seule fois dans sa vie, et lui aussi c'était pour les épaulettes. Il n'a pas pardonné aux matelots de 1918 d'avoir attaqué les officiers dont aujourd'hui encore, chancelier d'Empire, il se vante d'avoir été le quartier-maître.

Ainsi toute leur propagande a le même refrain. « La faute en est

aux criminels de novembre ». Hitler avoue que pour sa propagande il spécule sur la crédulité des masses politiques. Il estime que la capacité de compréhension de la masse est limitée, son raisonnement restreint, mais par contre sa capacité d'oubli très grande. La calomnie fit son effet. « Au commencement elle sembla folle par l'outrecuidance de ses affirmations, plus tard elle fut désagréable, et finalement on la crut » (*Mein Kampf*, page 203). Le résultat, nous le voyons dans les illustrations de ce livre. Les S. A. arrivent devant les logements des criminels de novembre » avec des voitures à bras et font défiler ces hommes à travers les rangs de la meute ricanante rapidement attroupée.

2) *La Russie des Soviets*

Les calomnies ne s'arrêtent pas aux frontières du Reich. Hitler dit de l'U. R. S. S. et de ses hommes d'État :

« Qu'on n'oublie jamais que les agents de la Russie d'aujourd'hui sont des assassins aux mains ensanglantées, qu'il s'agit là de l'écume de l'humanité. »

(*Mein Kampf*, page 750).

A peine Hitler au pouvoir, les attentats contre les citoyens de l'U. R. S. S. commencent.

Schajag, Berlin, Greifwalderstrasse 12, est battu à son atelier. Lorsqu'il se plaint, on le traîne dans une caserne de S. A. d'où, après l'avoir à nouveau battu, on le jette sanglant à la rue.

Des S. A. entrent à la représentation commerciale de Hambourg, pillent et démolissent.

La société des « Amis de l'U. R. S. S. », à laquelle appartenait le comte Arco et d'autres personnalités importantes de la bourgeoisie est dissoute. Son secrétaire, Erich Baron, est jeté en prison et poussé au suicide.

Tous les postes de T. S. F. donnent depuis le 10 mars une pièce radiophonique *Horst Wessel* dans laquelle tous les mensonges d'Hitler sur l'U. R. S. S. sont répétés. En Russie, 2 millions d'hommes auraient été assassinés depuis 1917, les Soviets seraient les représentants du mensonge, du vol, du pillage, de la cambriole.

3) *L'ennemi héréditaire*

La direction nationale-socialiste essaye aussi de détourner l'attention de ses propres ignominies par la calomnie contre son voisin de l'Ouest. Elle obtient déjà des résultats. On attaque en pleine paix des Français en Allemagne. La France reste pour Hitler l'ennemie héréditaire. La nation « abâtardie » dont l'Allemagne doit souhaiter la disparition. La haine contre la France est nourrie, la jeunesse est alimentée de pensées de revanche.

Nous donnons ci-après la lettre de la femme d'un ouvrier français qui avait trouvé du travail à Dusseldorf et qui a été assaillie par des S. A. à la fin mars. La femme a demandé de l'aide au Consul.

« Par la présente, moi, Mme Fritz Blanck, Solingen Wald, Hauptstrasse 265 *a*, j'aurais à m'adresser à vous pour une affaire très sérieuse. Mon mari a été arrêté dans notre jardin le 31 mars à 2 heures par des membres des S. A. du N. S. D. A. P. Il a été amené à leur caserne. Là il a été maltraité bestialement, d'une façon humainement impossible à s'imaginer. Sans être conscient d'aucune faute, il eut ses lunettes en morceaux dans la figure. Ces hommes l'ont jeté à terre. L'un d'eux lui a donné un dangereux coup de pied dans le ventre. Un autre lui mit un revolver sur la poitrine en disant : « Défends-toi, chien de français. » Puis il reçut de derrière un coup avec un objet dur sur la tête et s'évanouit. Il sait seulement qu'on lui a jeté de l'eau sur la figure avec des remarques moqueuses. Ils l'ont laissé un certain temps dans une flaque de sang, il aurait pu mourir. Ensuite, on a été chercher un médecin de Solingen qui a ordonné son transport à l'hôpital.

« A son entrée, les hommes prétendirent qu'ils l'avaient trouvé. Ses vêtements étaient dans un tel état qu'on aurait dit qu'il venait des abattoirs. Ils sont chez nous à la disposition des visiteurs.

« Je ne peux décrire l'aspect de mon mari. A l'hôpital, la première nuit, ils l'ont cru mort. J'ai été appelée là-bas par téléphone. Nous avons deux enfants, l'un de 6 ans, l'autre de 7 semaines. Mon lait s'est tari d'émotion. »

Aujourd'hui c'est un ouvrier français à Dusseldorf, un citoyen soviétique à Berlin, un écrivain tchèque qui tombent sous les coups des S. A. Et demain ?

4) *Contes cruels*

La terreur par la calomnie ne vient pas seulement du « Führer ». Des milliers d'agitateurs ont essayé depuis des années de surpasser Hitler en inventant des histoires terribles. La graine a été semée à pleines mains. C'est ce printemps qu'on apprend quel monceau de mensonges a été répandu. Rien n'est assez bête en un temps de misère pour ne pas trouver créance. Un procès-verbal raconte :

« Un médecin est battu jusqu'au sang dans une caserne des S. A. et est étendu blessé sur la paille. Un S. A. entrant dans la pièce exige qu'il se lève, mais on lui explique dans quel état se trouve ce médecin. Le S. A. commence alors à crier et on apprend qu'il tient de son chef l'histoire suivante : tous les médecins juifs se vengent sur toutes les jeunes filles allemandes qui leur sont livrées à l'hôpital en leur enlevant secrètement les ovaires pour que seule la « juiverie » augmente et obtienne le pouvoir sur l'Allemagne.

« Le S. A. donne un coup de pied dans le ventre au prisonnier. »

Cet homme a directement pris des leçons chez Hitler.

« De même qu'il (le juif) corrompt méthodiquement les femmes et les filles, il ne recule pas même à une plus grande échelle à dépasser pour d'autres les limites du sang. »

(*Mein Kampf*, page 237).

LA TERREUR A LA CAMPAGNE

Hitler a profité grandement de la mesquinerie des villes de province. Les notions, les préjugés moraux réactionnaires du petit-bourgeois

sont surtout vivants dans la province allemande. Beaucoup de voix sont venues à Hitler de la province. Le café d'où est sorti Hitler est pendant les jours de la terreur resté le siège des stratèges de villages et de bourgs. Souvent la direction est entre les mains du propriétaire terrien ou d'anciens officiers. Aux petits paysans on présente la crise agraire aggravée comme une conséquence de la politique marxiste.

L'antisémitisme a servi en premier lieu à détourner l'émotion du petit commerce très touché par la crise. On poussa à la faillite le petit marchand juif. On présenta le marchand de bestiaux juif comme l'un des principaux responsables de la misère des paysans pauvres. Un grand nombre furent pendant les jours du réveil national battus et assassinés.

En Hesse, des maires socialistes furent lynchés. Toutes les actions bestiales envers les communistes sont approuvées.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler, régulièrement les autos de l'état-major mobile des bruns arrivaient au village pour soutenir les actions du dirigeant nazi. Des indications mènent à des perquisitions, les accusations conduisent à des arrestations. Les dénonciateurs deviennent complices. A des prix usuraires, on vend des portraits de Hitler qui doivent être collés immédiatement sur les fenêtres. Les S. A. vont de ferme en ferme avec des listes de souscription auxquelles personne ne peut se soustraire sans risquer des sanctions.

LES DIRIGEANTS NAZIS RESPONSABLES DU SANG VERSÉ

Dans quelle mesure les chefs national-socialistes sont-ils responsables non seulement des méthodes moyennâgeuses de leurs troupes, mais de la mentalité criminelle de leurs adhérents ? Les phrases des chefs, avant et après la prise du pouvoir, le trahissent.

L'actuel ministre de l'Intérieur, le Dr Frick a déclaré :

« Il n'est pas mauvais que quelques dizaines de milliers de fonctionnaires marxistes éprouvent des dommages. »

Stoehr, l'ancien vice-président du Reichstag, a dit dans une grande réunion :

« Nous ferons monter les bénéfices de l'industrie du chanvre. »

Le même goût du lynch et de la pendaison se retrouve sans fard chez le ministre-président d'Oldenbourg, Roever, après son arrivée en place :

« Nous donnerons en pâture aux becs des corbeaux les marxistes et les gens du Centre. »

Telschow, secrétaire de Rayon, dit dans une réunion à Neuhans sur l'Elbe le 22 octobre 1929 :

« Nous mènerons la lutte par tous les moyens. Dans le combat, il y a des cadavres. Lorsque nous agirons contre la canaille juive, nous marcherons aussi sur des tombes. Il est aussi possible que plus d'une mère perde son fils. »

Le 10 mars 1933, Goëring parle dans un meeting de masse dans le pavillon d'exposition d'Essen. Le pays crie contre les actes monstrueux des S. A., mais le ministre Goëring déclare :

« J'aime mieux tirer plusieurs fois trop court ou trop loin, mais au moins tirer. »

ARRÊTÉ D'ASSASSIN

Le mot de Goëring a rencontré un terrain fertile. Fin avril, le Préfet de police de Dortmund, Scheppman, a donné un ordre qui, dans son genre, dépasse tous les ordres de police de l'histoire moderne.

« Ces derniers temps, de nouveau, à plusieurs reprises, des tracts communistes ont été distribués. J'ordonne à la police sous mes ordres de se servir immédiatement des revolvers contre toute tentative de distribution de tracts. »

LA TERREUR A ÉTÉ ORGANISÉE

1) Dans la nuit de l'incendie du Reichstag, rien qu'à Berlin, 30 casernes de S. A. avaient été préparées pour les atrocités. Des verges d'acier, des fouets, des chaînes, des cordes pour attacher, des seaux d'eau et de l'huile de ricin étaient achetés. Ils furent employés dès cette nuit. A toutes les casernes furent adjoints des médecins.

2) Des rapports de nombreuses villes allemandes prouvent que les S. A. ce soir-là étaient alertés et surveillaient les logements des chefs ouvriers, ainsi que les gares et les bureaux de poste.

3) Le choix des victimes dans toutes les villes allemandes était le même.

3) Des arrestations furent en général laissées aux S. A. et à leurs sections spéciales. La police fut seulement pendant ces jours chargée d'accompagner, parce qu'on n'était pas encore sûr d'elle.

5) Le 22 février, on commença d'appeler les S. A. comme police auxiliaire : signe indéniable qu'on projetait de grandes actions et qu'on voulait garder l'apparence légale autant que possible.

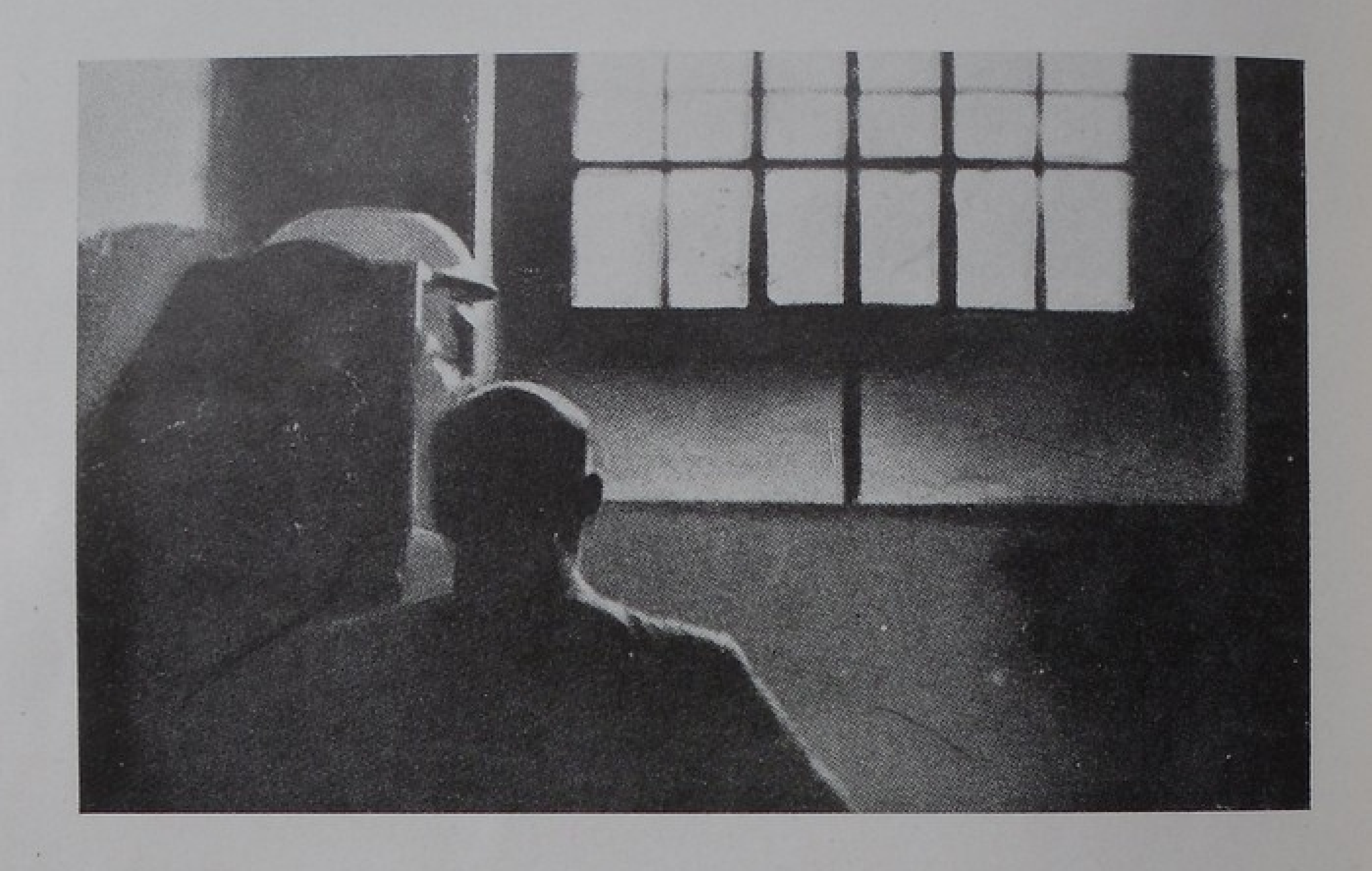
6) Le 17 février déjà, Goering comme Commissaire pour la Prusse, par un décret sur l'emploi des armes à feu, donna aux agents de police pleine liberté pour toute terreur et pour l'exécution de condamnations à mort sans aucun tribunal. Ce décret ne servait pas seulement à gagner les éléments scrupuleux hésitants de la police, il concédait la légalité à tous les actes criminels des S. A.

7) Dans les caves sanglantes de la Hedemannstrasse et dans d'autres



ERNST THAELMANN
Chef du parti communiste allemand

ERNST THAELMANN
dans sa cellule de la prison Berlin-Alexanderplatz



E. Thælmann, déjà avant la guerre, combat dans le mouvement ouvrier allemand. En 1914-18 il est un des pionniers les plus acharnés de la lutte contre la guerre. Il organise cette lutte dans l'arrondissement de Hambourg,

Après la scission du parti social-démocrate indépendant en 1920 il devient chef du parti communiste de Hambourg.

En 1923 il est membre du comité central du parti communiste allmeand et dans les années suivantes il prend une part de plus en plus grande à la direction de ce parti. En 1925 et 1932 il est candidat à la présidence du Reich.

Chef du parti communiste, pendant les jours de la terreur hiltérienne, il travaille au milieu des ouvriers. Le 3 mars 1933 il est arrêté par la police du gouvernement hitlérien.

On prépare actuellement contre lui, un procès pour haute trahison.

casernes, sans arrêt de hauts fonctionnaires nationaux-socialistes étaient présents. Ils conduisaient les tortures et les interrogatoires. Il est établi entre autres que le comte Helldorf qui était en liaison quotidienne avec Goering et Hitler, assistait aux tortures.

NOS DOCUMENTS

Nos archives contiennent 536 procès-verbaux de tortures graves. Les faits ont été contrôlés et vérifiés.

137 attestations confirment les maux chroniques des victimes.

375 procès-verbaux parlent de lettres que les victimes ont été obligées de signer après les tortures. Les victimes ont dû témoigner dans la maison même des supplices qu'elles avaient été bien traitées.

Notre matériel venant des villes et villages du III[e] Empire permet de conclure que depuis le 28 février environ 60.000 hommes ont été maltraités.

Nous laissons maintenant parler les victimes elles-mêmes :

ILS SE DISENT LES AMIS DES OUVRIERS...

Un chômeur qui avait demandé des secours à des communistes et qui avait trouvé à faire chez eux des travaux de ménage devait, selon les S. A., remercier par la trahison ses camarades. Il écrit :

« Le lundi 6 mars à 17 heures, deux hommes des S. A. et un chef de section vinrent devant la porte du député X. et demandèrent d'entrer. Comme je me trouvais dans le logement pour compter le linge, j'ouvris la porte, mais seulement un peu. Tout de suite un revolver apparut dans l'ouverture et un S. A. exigea l'ouverture complète de la porte. Ils demandèrent après le député et je ne pus dire où il se trouvait. Alors ils m'emmenèrent dans un side-car vers la Böttcherstrasse. Là commencèrent les mauvais traitements. J'ai encore maintenant des preuves visibles de ce qu'ils m'ont fait : les yeux pochés, sur le front à gauche une morsure de 4 centimètres, les mains avec lesquelles j'écris encore enflées et égratignées. On m'appela assassin et sans avoir pour cela la moindre raison. Puis je dus laver mon sang. Il coulait du front, du nez et de la bouche. A peine étais-je lavé qu'on me ramena dans la pièce du devant et qu'on recommença à me frapper. Je cherchai à me protéger en montant sur un banc qui se trouvait dans la pièce et je couvris ma figure de mes mains pour échapper ainsi aux coups, autrement ils m'auraient brisé la mâchoire. Mais ils n'en avaient pas assez.

« Avec deux détenus, j'ai été amené en taxi à la Hedemannstrasse. Deux motos nous accompagnaient. Au départ, on me dit que je pouvais être content qu'ils aient été humains ; dans le sous-groupe on « travaillait » tout autrement. J'en aurais presque ri.

« A l'interrogatoire de la Hedemannstrasse, je dis que j'avais été mendier et qu'à la porte de X. j'avais toujours reçu quelque chose. Alors j'y avais été souvent pour y parler politique et enfin M[me] X. m'avait donné des travaux ménagers, battre les tapis, etc. Je dis aux hommes des S. A. que j'avais été très content d'avoir été traité si bien par des communistes. Je leur dis aussi que je sympathisais avec les communistes

et que j'avais voté pour la liste 3. Après cela, l'interrogateur dit : « Pour les gens qui disent la vérité, nous avons toujours quelque chose. Ce n'est pas vous mais vos chefs que nous voulons détruire et avec qui nous voulons régler nos comptes. »

...MAIS EN RÉALITÉ ILS PERSÉCUTENT

En voici une preuve. C'est un ouvrier qui parle. Il a été traîné à la Hedemannstrasse.

« Le soir du 5 mars étant, avec six autres ouvriers dans un local du Nord de Berlin, je fus assailli par une troupe de S. A. Nous étions là pour attendre le résultat des élections. Les S. A. braquèrent leurs revolvers sur nous et nous obligèrent d'aller, les bras en l'air, dans leur local. Là, nous fûmes d'abord battus au sang, en qualité de « cochons de communistes ». Puis, nous fûmes mis dans une auto qui nous emmena à la centrale S. A., Hedemannstrasse 6. Nous fûmes pourchassés à coups de poings et de fouet jusqu'au 4e étage à travers un couloir. Le couloir était orné de haut en bas de drapeaux et transparents social-démocrates « conquis ». Sur le mur pendait un manequin représentant un militant en uniforme du Front rouge (Thaelmann sans doute).

« On nous fit entrer sous les coups dans une pièce commune. On nous obligea à nous agenouiller aux cris de « Vive Hitler », de réciter le Pater Noster et de chanter le Hosrt-Wessel-Lied. Celui qui n'obéissait pas tout de suite était battu jusqu'à l'évanouissement. Après quoi, on nous traînait vers le mur de la pièce et sans arrêt on fit un feu de salve tout près de nos têtes. Après qu'on nous eut laissé reposer pendant un instant, les premiers interrogatoires eurent lieu. Chacun de nous fut appelé seul dans une chambre où étaient 6 hommes environ, avec des fouets. Un homme était à la machine à écrire. Nous devions nous déshabiller complètement et on nous déclara que nous serions battus jusqu'à ce que nous ayons tout avoué. On nous demandait les aveux les plus insensés : noms et adresses de fonctionnaires communistes, cachettes d'armes et machines à polycopier. Pendant ces questions, on tapait constamment sur nous. Ensuite,on nous donna une demi-heure de réflexion, après laquelle les tortures recommencèrent.

« A quelques antifascites qui avaient appartenu aux S. A. on tondit les cheveux jusqu'à une boucle attachée sur le front. On nous dit que ces hommes seraient fusillés le lendemain. Lorsque nous arrivâmes, ils étaient déjà étendus sans connaissance dans la pièce commune. En dehors de nous s'y trouvaient encore environ 50 ouvriers communistes et social-démocrates. En nous libérant on nous montra une lettre affirmant que nous quittions la maison sans dommage physique. Nous signâmes. Deux mes amis, je ne les retrouvai qu'à l'hôpital « Am Friedrichshain », l'un d'eux avec une balle dans le cœur. »

Nous faisons suivre ce document explicite d'une série d'autres récits d'ouvriers maltraités pour montrer par quelles actions le mouvement national-socialiste a commencé partout sa période officielle.

On démolit les appartements

« L'ouvrier R. de Schöneberg, qui était connu comme fonctionnaire politique a été visité lundi dans son logement, blessé grièvement avec des verges en acier et ensuite traîné dans une caserne de S. A. Au moment où ce rapport est écrit, on ne sait pas encore ce qu'il est devenu. Son logis après la visite des S. A. a été complètement démoli. »

On tire sans égards

« L'ouvrier Max F., à W. en Brandenbourg, a été assailli de nuit par 40 hommes armés des S. A. La porte du logement a été brisée. Les S. A. ont tiré tout de suite sauvagement dans le logement. F., malgré une balle dans le bas du dos, put se sauver en sautant par la fenêtre. En fuyant il reçut encore 2 éraflures de balles au bras et à la poitrine. Il s'échappe et peut entrer à l'hôpital. Son refuge a dû être gardé secret, car sa famille reçoit chaque jour des menaces. » (Le matériel détaillé sur ce cas se trouve dans nos archives.)

Les os brisés !

« Un ouvrier de 36 ans, Paul Paprocki, de la Malplakstrasse 23, a été enlevé dans la nuit du 26 au 27 mars à 3 heures. Une troupe d'assaut a amené le prisonnier dans le local de section de la Utrechterstrasse où il a été questionné sur l'adresse de certains fonctionnaires. Il s'est refusé à faire connaître ces adresses ; les tortures ont commencé. Après quelques heures on l'a laissé partir avec de graves blessures occasionnées par les coups et, comme l'a fait connaître la visite médicale, avec une fracture compliquée du péroné. »

Epanchements sanguins

« L'ouvrier Jacob Hickler, à Cassel, Kettengasse 4, ayant à peine 19 ans, a été emmené le 20 mars 1933 par les S. A. qui visitaient le logement de son père, porté à la mairie, couché sur un brancard et ensuite frappé avec des matraques. Coups dans la partie inférieure du visage et aux tempes. Epanchement sanguin dans le dos, aux fesses et sur le haut des cuisses. Une attestation médicale (dans les archives) prouve les faits. (Le nom du médecin ne peut être donné car il n'est pas sans danger dans le IIIe Empire de donner à une victime l'aide médicale nécessaire.)

DE L'URINE POUR LA SOIF

Le député social-démocrate, ancien ministre, Wilhelm Sollmann, écrit sur les traitements qu'il a subi de la part des S. S. et des S. A. :

« Jeudi 9, mars à 3 heures de l'après-midi, arrivèrent trois autos occupés par des S. S. et des S. A. Ils se précipitèrent dans mon cabinet de travail avec des revolvers, des haches et des couteaux. Avant même d'avoir dit un mot, je fus abattu sur mon bureau. Les hommes étaient pris d'une espèce de rage de haine et de joie de pouvoir se venger de moi. La plus grande partie des hommes se répandit dans les autres chambres de la maison et mit tout en miettes... Je fus jeté à coups de poings dans une voiture ouverte. Ma femme cria : « Où menez-vous mon mari ? » L'un d'eux lui répondit en ricanant : « Vous l'apprendrez bien ! » On roula d'abord vers la forêt. Je crus qu'on allait m'y achever. Mais sous des injures constantes, d'un caractère souvent délirant, nous allions par Bruck à Kalk. Là, on marcha plus lentement, et, dans la rue principale, on me montra aux passants : « Ceci est le grand Sollmann. Voyez comme il est petit. » Je fus mené au siège des nazis, Mozartstrasse. A coups de poings, à coups de pieds, on me chassa le long de l'escalier dans une salle de conférences. On avait baissé les rideaux si bien que la pièce était dans la pénombre. Sur la table gisait un drapeau à croix gammée. Je vis que mon collègue de rédaction, Efferoth, était assis près de la fenêtre dans le même état que moi..

« D'abord un homme en uniforme de S. A. que mon collègue désigna comme le conseiller communal Ebele tint un court discours contre Efferoth dont on réglait maintenant le compte. Puis, les S. S. tombèrent sur nous à coups de poings. Une demi-heure environ nous restâmes étendus, épuisés, à terre. On nous frappait des pieds et des poings. On nous tirait par les cheveux et on tapait nos têtes l'une contre l'autre.

« Enfin on nous souleva et on nous mit sur des chaises. L'un nous tenait les mains derrière le dossier de la chaise, un autre nous forçait d'écarter les dents, un troisième nous versa à chacun un quart de litre d'huile de ricin dans la gorge. L'un des bourreaux réclama du sel pour augmenter nos tourments, mais probablement qu'on ne put pas s'en procurer assez vite. Alors on nous laissa un peu en repos. Je demandai un vers d'eau. Lorsque je le reçus je vis que cette eau avait une couleur suspecte et je ne m'en servis que pour laver mes mains sanglantes. » Pourquoi ne bois-tu pas l'eau ? » A ce moment il me jeta le verre avec ce qui restait de liquide dans la figure et les coups reprirent.

« Tout à coup une certaine agitation s'empara de nos bourreaux. Je supposai que la police avait appris l'attaque et notre enlèvement. Vers 5 h. les S. S. nous empoignèrent en criant : « Dans la cave à charbon ! » On nous jeta littéralement à bas de l'escalier. La cave ne semblait pas être ouverte et il semblait qu'on avait hâte d'être débarrassés de nous. On nous chassa alors toujours sous de nouveaux coups (nos visages n'étaient qu'une masse sanglante) à travers la rue vers une auto. Là, nous avons dû nous asseoir à terre. Un homme à côté du chauffeur, et d'après ce qu'il dit ensuite. probablement un ancien officier, cria : « Foutez-leur des coups de pieds au cul ! ». Ce qui fut fait immédiatement.

« On continua à nous maltraiter dans l'auto fermée. Je reçus un coup de poing sur l'œil droit. Nous nous arrêtames à la Préfecture de Police . Le député Schaller qui avait dirigé le transport ouvrit la porte. Quoique nous fussions prêts à nous évanouir, on nous força à traverser les couloirs et les escaliers au galop. Le Préfet nous proposa de nous rendre en prison préventive. J'insistai pour être admis avec Efferoth à l'infirmerie de la prison.

« Là nous fûmes pansés et cousus. Pendant les tortures, un des hommes des S. S. avait poussé lentement et consciemment son couteau dans le côté de mon ami Efferoth. Le médecin déclara que le coup de couteau aurait été mortel s'il avait été un peu plus loin... Le jour suivant, la presse informa que nous avions été attaqués par des hommes d'opinion politique différente et que nous avions éprouvé de légers dommages corporels. »

ILS PERSÉCUTENT UN MÉDECIN ET SA FEMME

« Le 6.3 à 4 h. du matin, on sonna à la porte. Quelques voix d'hommes crièrent : « Police, ouvrez ! » Ma femme répondit : « Venez demain matin, je n'ouvre pas la nuit ». La porte fut brisée et 5 hommes en uniforme de S. A. entrèrent sans insignes de la police, les revolvers en avant et des pistolets automatiques. A ma question : « Que voulez-vous ? » ils répondirent par quelques coups de matraques et des coups de poings. « Ferme ta gueule ! T'as-t-on demandé quelque chose ? » Ils commandèrent : « Haut les mains! ». Ils me prirent à la gorge, me pressèrent contre le mur : « C'est fini de vous maintenant, juifs, canaille bolchévique ! » Lorsque je voulus répondre, ils me frappèrent à nouveau.

« Ils perquisitionnèrent dans mon appartement, fracassèrent les tiroirs de mon bureau, remplirent une malle de livres, d'écrits et de lettres et commandèrent : « Dehors ! » Ma femme ne voulant pas me laisser entre les mains de ces envahisseurs, vint sans être priée. Ils me poussaient à

coups de pieds dans l'escalier. Ma femme qui s'indignait qu'on traitât ainsi un malade fut injuriée. L'auto s'arrêta devant une maison devant laquelle se trouvait un groupe de S. A. et de S. S. A peine sortis de l'auto, nous fûmes chassés avec des matraques et des fouets à chien pendant 4 étages. Comme, par suite d'une maladie (grippe, faiblesse du cœur), je n'étais pas capable d'efforts physiques, ils frappèrent avec colère sur moi jusqu'à ce que j'arrivasse au dernier étage. On me poussa dans un couloir, ma femme et moi dûmes passer entre deux rangées d'hommes qui nous frappaient. On m'emmena ensuite dans une chambre spéciale. Je déclarais qu'il y avait certainement une erreur et demandais à m'expliquer. »

Le prisonnier, qui a travaillé 7 ans dans les hôpitaux de Berlin et qui dirigeait en dernier lieu une section de l'hôpital municipal de Neuköln, apprit seulement après un long interrogatoire qu'on l'accusait contre toute vraisemblance d'avoir été chef de la propagande du Reich du parti communiste. Les dénégations lui attirèrent de nouvelles tortures. Il dit plus loin :

« Ils se précipitèrent sur moi avec une fureur bestiale, armés de matraques, de fouets, et de verges d'acier. Ils frappaient surtout à la tête, sautant sur les tables et les chaises pour frapper d'en haut. Le sang coulait de mon visage, mes cris s'étranglèrent. Quelques coups avec une barre de fer, un sifflement de l'oreille gauche, je tombai sans connaissance. »

La victime raconte ensuite qu'il fut bientôt dans un état grave et qu'on dut lui faire donner des soins par un médecin. Malgré que son corps menaçât de ne pas pouvoir résister, il avait gardé suffisamment conscience pour observer tout ce qui se passait autour de lui. Nous citons des passages de son récit :

« Dans la chambre étaient assis des jeunes gens avec des figures pâles. Certains avaient des bandages autour de la tête. Ils attendaient d'être interrogés. Souvent entraient des S. A. qui exigeaient que tous les détenus se lèvent immédiatement et les saluent en criant « Vive Hitler».Ceux qui mettaient trop de temps étaient obligés à coups de fouets de se lever et de se rasseoir 10 à 15 fois fois toujours plus rapidement. Des hommes venaient chercher dans les tables des revolvers et des munitions. Les tiroirs en étaient pleins. D'autres cherchaient les listes d'immatriculation pour les volontaires pour l'Autriche.

« Tout à coup on cria : « Pieck et Ullstein sont arrêtés et vont être amenés ici ! » Les hommes des S. A. entrèrent dans un délire de fureur. Ils brandirent leurs matraques en l'air : « Qu'ils viennent ! » On annonça l'arrivée de l'ouvrier Schulze. Tous les S. A. quittèrent la pièce. Pendant un quart d'heure on les entendit hurler dans le couloir. Après cela on poussa par la porte un petit ouvrier âgé d'environ 30 ans. Son œil droit était plein de sang. Lors de l'interrogatoire il avoua faire partie du Secours rouge. On l'accusait d'avoir participé au meurtre d'un S.A. Il le nia. Il dit qu'à cause de ce soupçon il avait déjà été en prison préventive et qu'il avait été libéré. Il fut alors battu avec des fouets et on lui commanda de répondre oui à chaque question posée. On le battit aussi longtemps qu'il ne le fit pas. « Es-tu l'assassin, bandit ? » Non, répondait l'ouvrier. Non ? On le frappait plus fort. Le visage était déjà tout en sang. Il s'essuyait le visage avec sa manche. « A l'instant, tu viens de l'avouer ». Réponse : « c'était forcé ». Ils frappèrent encore. On lui demanda combien d'enfants il avait mis au monde, avec combien de femmes il avait couché, si tous ses enfants étaient des idiots comme lui.

Ensuite, on l'envoya à la cuisine pour être tondu à ras. Lorsqu'il revint,

on le mit en face d'un vieillard infirme de 80 ans, pasteur de Lichterfelde. L'homme aux cheveux blancs devait lui tendre la main et dire : Bonjour, camarade ! Le vieux lui tendit la main et dit : « Je vous serre la main, vous êtes un homme qui souffrez. » Tous se mirent à rire. « Ah ! Tu salues un assassin ! » Le vieux répondit : « Et après ? C'est un homme tourmenté et vous êtes la personnification de la violence, et elle n'est pas éternelle. Mes convictions, vous ne les exterminerez pas avec des matraques. Vous êtes nationalistes et moi je suis internationaliste. » Cette attitude intimida quelques tourmenteurs. Lorsque les autres voulurent se jeter sur lui, ils les en empêchèrent. »

Les tourments de la femme sont exposés plus loin :

« Après minuit, plusieurs bras me traînèrent dans la chambre de l'interrogatoire. Là je trouvai ma femme pâle comme un fantôme. Elle me dit dans sa langue maternelle : « Je n'en peux plus. Je vais me jeter par la fenêtre. Je n'en peux plus. On veux te traiter d'espion de la Tchéka et te fusiller ! — Ne fais surtout pas de sottises, reprends-toi ». Cet échange de paroles provoqua des hurlements de l'interrogateur qui, de fatigue (d'ivresse) pouvait à peine se tenir debout. Ma femme fut emmenée. »

Malgré l'état critique du médecin, la section d'assaut ne renonça pas à lui extorquer les aveux qu'elle désirait. On lui envoya un espion parlant bulgare qui essaya de le faire parler. L'espion savait parfaitement comment on devait se conduire dans la caserne. Le médecin écrit :

« Il tira son revolver et cria : Trois balles, une dans le front, une dans la bouche, une dans le ventre, et fini, au fumier ! » Je restai muet et immobile. Il leva son poing et me frappa au visage. « Dans quelques minutes c'en est fini de vous. Là, à la fenêtre, je te pendrai. C'est ainsi que j'ai été pendu à Kiev. Quelques minutes encore, si je quitte la chambre, il sera trop tard. Ignoble bandit, que fait la Tchéka, que fait le Guépéou ? ».

« J'étais immobile. De toute sa force il me donna un coup de pied dans le ventre. Je m'évanouis. »

ON FOUETTE UNE FEMME DE 50 ANS

Dans la nuit du 20 au 21 mars, Marie Jankowski, conseiller municipal social-démocrate (Bergmannstrasse 18 à Berlin-Köpenick) fut assaillie dans son logement. Une auto des blanchisseries Miethke (Köpenick, Karlstrasse) s'arrêta devant sa porte. 20 S. A. en descendirent, enfoncèrent la porte d'entrée, occupèrent le corridor et l'escalier. 6 hommes pénétrèrent dans le logement en brandissant leur revolver. Mme Jankowski fut, avec 2 fonctionnaires communistes qui étaient déjà dans l'auto, emmenée dans le local des S. A. de Köpenick (Elisabethstrasse 29).

Dans une remise située dans la cour on l'obligea à se déshabiller complètement et à se coucher sur une couchette de bois, recouverte d'un drapeau noir-rouge-or. 4 hommes la tenaient, l'un lui pressa le visage dans un paquet de vieux chiffons. Pendant 2 heures, cette femme de 50 ans fut battue sans pitié avec des gourdins, des verges de fer et des fouets.

Après la torture, on jeta Mme Jankowski à la rue. A 5 heures elle fut trouvée par des passants qui l'emmenèrent chez eux en taxi. Les médecins constatèrent qu'il y avait danger de mort. Un rein s'était détaché. Aucune place de son corps n'était intacte.

A l'hôpital Antonius de Karlshorst, Mme Jankowski fit les déclarations suivantes dont procès-verbal a été dressé :

« Pendant qu'on me battait, on me commandait sans cesse de donner des adresses avec des noms d'ouvriers. Je devais énumérer les couleurs du drapeau de la République et pour *noir-rouge-or* dire *noir-rouge-merde*. On me posa des questions comme : As-tu reçu de l'argent de l'assistance ? As-tu reçu et nourri des communistes ? As-tu volé des souliers de chômeurs ? As-tu préparé une liste de boycottage de commerçants nazis ? Chaque fois que je niais, je recevais des coups. Si je criais, le cinquième des tourmenteurs me pressait le visage dans les chiffons.

Après avoir reçu au moins 100 coups, je tombai de la couchette. On me mit debout et on me frappa si fort au visage que je tombai dans un coin. Je me blessai aux genoux. Puis, avec les deux fonctionnaires communistes qui avaient également été martyrisés, il fallut chanter : *Deutschland, Deutschland über Alles* !

On me força à signer une déclaration de sortie du parti social-démocrate, un renoncement à l'activité politique et l'engagement de me présenter tous les jeudis à la direction nazi. Puis la façon de me traiter changea. Je reçus un verre d'eau. Mes vêtements furent brossés et on me les rendit. Le chef de section commanda à un de ses hommes « de reconduire la dame ». L'homme me soutint lorsque je menaçai de tomber et ferma la porte derrière moi avec un « Bonsoir » poli. »

Le mari déposa une plainte à la police, mais on lui dit que la police était impuissante.

UN NEUROLOGUE APRES AVOIR ÉTÉ MALTRAITÉ EST EXILÉ

Le 21 mars, le neurologue Dr Fraenkel dont la clientèle se recrutait surtout dans les milieux prolétariens a été arrêté dans son appartement par une section de S. A. Emmené dans leur caserne, General Papestrasse, et retenu jusqu'au jeudi, il fut soumis à plusieurs interrogatoires appuyés par les verges d'acier et le fouet. Les traces des mauvais traitements et une blessure à l'œil causée par des coups de fouet ont été constatées, sans doute possible, après la libération du Dr Fraenkel. Il a été libéré après avoir signé une lettre dans laquelle il s'engageait pour lui et sa femme à quitter l'Allemagne immédiatement et pour toujours.

Le Dr Fraenkel qui dut faire cette concession extorquée et qui vit maintenant dans l'émigration donne sur les casernes nazi quelques détails dont nous citons des passages.

« Pendant mon séjour, 15 jeunes ouvriers environ ont été amenés dans le local où je me trouvais. Je certifie que ces 15 ouvriers ont été abomi-

nablement maltraités. Comme médecin, je dois dire qu'au moins 8 d'entre eux ont dû succomber à leurs blessures dans la Général Papestrasse même. Les ouvriers furent attachés. Avec des cigarettes incandescentes on leur brûla la plante des pieds. Puis ils ont été torturés cruellement pendant des heures par des S. A. Avec moi se trouvait un docteur, Philippstahl, de Berlin-Biesdorf. Ce collègue a été grièvement blessé. J'ai les plus grandes craintes quant à sa guérison. » (Le Dr Philippstahl a été amené le 23.3 à l'hopital Urban et y est mort.)

FONCTIONNAIRES ET MEMBRES DE LA BANNIÈRE D'EMPIRE DANS LA CHAMBRE DES SUPPLICES

Dans les démentis du gouvernement nazi, on essaye toujours de présenter les excès commis dans les casernes des S. A. comme des actes arbitraires et individuels. Voici des récits de la ville de Cassel : on y voit quelle relation étroite a la direction officielle des S. A. avec les mauvais traitements. Interrogatoire et tortures dans différentes pièces de la même maison ont été bien peu séparés. Parfois les détenus, après un interrogatoire exceptionnellement modéré, étaient ressaisis à peine libérés dès l'escalier par les S. A. et entraînés dans la cave.

Hans Quer, chef de la Bannière d'Empire, déclare dans un procès-verbal :

« Le 24.3.1933, peu après 1 heure, recherché par 4 S. A. et un civil dans le bureau 51 de l'hôtel de ville : « M. Quer, vous devez nous suivre ». Tenu par par les poignets par deux hommes. Descendu l'escalier. Quelques-uns des S. A. qui se tenaient en haut de l'escalier crièrent à la foule : « Voilà Quer, général de la Bannière d'Empire ! » Conduit dans les salles de la Mairie. Nom du chef des S. A. qui accompagnait : Dippel (en dernier lieu employé à l'Assistance, commit des détournements, congédié et condamné à 4 mois de prison). Interrogatoire par un S. A. sur l'identité, le parti. Puis notification de ce que je suis libre.

« Dans le couloir, 2 S. A. m'arrêtent en me disant que je ne peux pas encore partir. L'un rentre dans la chambre que je viens de quitter, revient bientôt, fait un geste comme pour dire que je dois être conduit à la cave. Là je suis pris en consigne par 10 à 15 hommes qui me commandent d'enlever tout de suite mon manteau et mon chapeau. Après cela, mené brutalement dans une cave sombre dans laquelle se trouche une couchette. Un S. A. me précède avec une lanterne de poche. La lampe s'éteint. Jeté brutalement sur la couchette, battu avec des matraques d'une manière abjecte pendant au moins 10 à 15 minutes. Lorsqu'à demi-évanoui je tombe sur la couchette et prie qu'on me traite plus humainement, on me répond en ricanant ; et peu après les coups reprennent de plus belle. Comme en sortant de la cave je n'allais pas assez vite, on me dit : Vous en avez encore reçu trop peu, si vous ne vous dépêcher pas on va vous y ramener. »

« *Kaschel Seppel*, secrétaire de syndicat, Cassel, Schillstrasse 14. Le 23.3.33 l'après-midi à 5 heures, fut amené avec le secrétaire de syndicat Gerke, de la Maison des Syndicats par 8 S. A. sous prétexte d'interrogatoire dans les salles de la Mairie. Détenu dans la grande salle. Entendu des cris sortant de la pièce d'en dessous. Attendu une heure. Conduit par huit hommes dans une cave sombre, couché sur une table. 6 hommes, 2 par 2, le frappent avec des matraques. Suit un traitement médical. A l'heure qu'il est, encore couché. Probablement blessures aux reins : sang dans l'urine. Dos, fesses, haut des cuisses atteints.

Les conseillers municipaux social-démocrates Westfahlinger et Muller sont obligés de traîner à travers les rues, leur camarade Kuhnt.

L'ancien président du conseil d'Oldenburg, le député au Reichstag Kuhnt a été arrêté à Chemnitz le 9 mars 1933 par les S. A. et triomphalement traîné à travers la ville

LE GOUVERNEMENT HITLERIEN PILLE LA MAISON DES SYNDICATS DE DRESDE



et la transforme en caserne des S. A.

Une section d'assaut brûle le drapeau de la caisse des malades de Dresde

« *Ball Heinrich*, commerçant, Cassel, Ludwigstrasse 2, arrêté dans on magasin le 24.3.33 à 3 heures par 4 S. A. Déjà battu dans la rue. Menacé d'être abattu en cas de fuite. Maltraité dans les salles de la Mairie. Sur le corps nu, pantalon baissé, a été battu un quart d'heure avec des matraques. Depuis, au lit, à l'hôpital d'Etat de Cassel. »

UNE SIMPLE DÉPRESSION NERVEUSE

« Otto Gerke arriva à 3 h. 1 /2 dans la Maison des Syndicats de Cassel. Accosté par 3 agents de la police auxiliaires. Le nº 1 dit : « C'est encore un de ces types. » Le nº 2 : « On va le prendre ». Le nº 3 : « C'est Gerke du syndicat des Métaux. »

« A 4 h. 1 /2, 4 S. A. entrent dans le bureau : « M. Gerke ? — Oui. — Habillez-vous, vous allez être interrogé. « A la question si le Préfet de Police est renseigné, réponse : Oui. Mené par 8 S. A. par la Spohrstrasse aux salles de la Mairie. D'abord conduit au corps de garde, ensuite en haut, fouillé. Entre 5 h. 1 /2 et 5 h. 3 /4 je fus appelé. Conduit par 2 hommes par l'escalier dans le couloir de la cave où, du côté droit, se trouvaient plusieurs bicyclettes. Puis enlevé manteau et chapeau. Mené par 12 marches dans une cave profonde. Dans la cave, jeté sur une table préparée. Tenu par les bras et la tête et pendant 15 à 20 minutes battu avec des matraques. Soulevé brutalement, je devais crier « Vive Hitler », ce que je ne pus faire. Le médecin de la maison appelé immédiatement constata des épanchements sanguins et une dépression nerveuse. »

(Suit copie du certificat.)

Cassel, le 28.3.1933.

« Par la présente je certifie que je soigne N. Otto Gerke de Cassel, Yussowstrasse, pour de sérieux épanchements sanguins qui se trouvent dans la région des bras, des hauts-de-cuisse, sur le postérieur, les jarrets et également sur le derrière des jambes. Vers le haut, les épanchements atteignent la région rénale. Je traite M. Gerke depuis le 24.3.1933. Il n'est pas en état d'exercer son service et doit rester alité. — Signature.

UN FILM D'AGITATION EN GUISE DE DINER

« Le lundi 3 avril, à 6 h. 1 /2 du matin, je fus arrêté par 2 S. S. Bien que pendant l'interrogatoire il ait été prouvé qu'il n'y avait pas de raison de m'arrêter, je fus mené à la cave avec 2 autres prisonniers. C'était un espace de 3 m. de long sur 2 de large. Ni lumière, ni air n'arrivaient dans ce trou. Nous nous reconnaissions seulement lorsque nous étions l'un contre l'autre à pouvoir se toucher. Nous souffrîmes bientôt du manque d'air et essayâmes de nous remettre en nous couchant.

Un des co-détenus, un juif, avait lors de l'interrogatoire reçu l'ordre de saluer tout S. A. qui entrait dans la cave du cri : *Je veux aller en Palestine*. Il me faisait beaucoup de peine, parce que je reconnus à sa voix comme il ressentait cette humiliation.

Le jeudi soir à 11 h. 1 /2 on vint nous chercher dans la cave et on nous mena dans une salle d'école. Le vendredi il nous sembla que nous allions retrouver la liberté. Mais on ne fit que nous montrer en spectacle. La population fasciste des environs avait été, semblait-il, avertie par les S. A. Lorsqu'on nous mit en auto, ils étaient plantés en rangs serrés devant l'école et nous reçurent avec des railleries. Ils devaient bien voir que tous nous n'étions pas très bien, mais ils s'amusaient de notre misère. A notre

étonnement, on nous mena dans un cinéma. Le film qu'on nous montra se nommait : *l'Allemagne saignante*. Ce n'était que de l'agitation contre la France. L'exécution de Schlageter y était aussi représentée. L'un des nazis présents commença un discours. Il s'était imaginé pouvoir nous convaincre. Mais ce qui nous a persuadé, c'est que ce jour-là nous n'avons pas eu à dîner.

« Le vendredi à minuit, 2 S. A. vinrent me chercher tout à coup pour m'amener à la police. Je ne pus là non plus répondre selon leurs désirs. Le commissaire de police donna l'ordre de m'emmener. Après 1 heure des S. S. vinrent me prendre, mais on ne retourna pas à l'ancien local. Nous roulions vers la forêt. Tout à coup l'auto s'arrêta. On me sortit brutalement et on me projeta à terre. Alors ils demandèrent : « Où sont les armes ? — Je n'en connais pas. » Alors commencèrent les coups. Ma tête fut pressé dans l'herbe. Je sentais la terre humide, j'avais du sable entre les dents et sur mon dos les coups de matraque pleuvaient. Le plus terrible était que je pensais à tout instant : maintenant, c'est le dernier coup.

« Après un moment, ils s'arrêtèrent, et de nouveau ils demandèrent : « Où sont les armes ? » Je voulais déjà sauter sur eux, parce que tout à coup tout m'était égal, mais alors ils se tournèrent et je m'aperçus qu'ils étaient déjà fatigués de me battre. Tout à coup la poigne qui avait pressé ma tête à terre lâcha un coup terrible, frappa mon crâne et je perdis connaissance.

« Lorsque je me réveillai, ils étaient loin. Je me traînai à la maison. Je fis appeler le médecin. Mais il était tellement lâche qu'il refusa de me donner une attestation. »

LES BLESSÉS DE GUERRE SONT ÉGALEMENT TORTURÉS

Dans la deuxième quinzaine de mars, les S. A. marchèrent sur l'usine électrique de Berlin, à Schiffbauerdamm. Ils occupèrent le bâtiment, empêchèrent les employés de partir, arrêtèrent tous les membres du conseil d'entreprise et les emmenèrent dans une de leurs casernes. La direction de la Bewag essaya plusieurs heures de décider la police à intervenir. Le jour suivant seulement on put par des pourparlers directs avec les nationaux-socialistes obtenir leur libération. Les 13 ouvriers racontent qu'on les a forcés à marcher pendant des heures en formation militaire et à chanter sans arrêt le *Deutschlandslied*. Cela sous la menace du revolver. Parmi les ouvriers se trouvaient deux grands blessés de guerre qui, plus tard, tombèrent d'épuisement. Comme à toutes les libérations les ouvriers durent aussi signer des lettres qui attestaient qu'ils avaient été bien traités.

Un ouvrier de 24 ans, de Berlin (nom aux archives), fut amené tard dans la nuit du 27 mars dans la Hedemannstrasse. Il fut gardé prisonnier pendant deux jours et plusieurs fois battu avec une cravache parce qu'il refusait d'indiquer les noms d'amis politiques. En même temps que lui, les nazis avaient amené son père, grand blessé de guerre. Le fils dut voir frapper son père avec des cravaches. D'après les attestations, tous deux furent blessés au visage, eurent le nez enflé la nuque et les fesses marquées de stries sanglantes.

IL DOIT LÉCHER SON PROPRE SANG

Dans la fabrique de pain Wittler (Berlin-Nord), au cours d'une conversation, le compagnon Ziegler, âgé de 21 ans, fit une remarque antifasciste. Le S. A. Muller qui travaillait aussi chez Wittler apprit cette remarque et mobilisa la section de S. S. de la Gentherstrasse. Celle-ci attendit Ziegler, le menaça de l'abattre immédiatement s'il essayait de fuir. Ziegler fut emmené par les S. S. Ce qui lui arriva, un membre des S. S. le raconte d'un ton triomphant : « Il en a reçu tellement avec son propre ceinturon que celui-ci s'est brisé. Puis il a léché son propre sang. Après cela, avec une brosse on lui a bien nettoyé la langue et le chef de section lui a dit : « Charognard, tu te trouves maintenant sur la terre de Hitler et celui-ci deviendra aussi pour toi un saint. »

DES DOCUMENTS QUE GŒBBELS NE PEUT PAS DÉMENTIR

Kurt Haas, journaliste cinématographique sans aucune tendance politique, est arrêté de nuit le 28 février par des civils. Il refuse de suivre les gens qui, en dehors d'un insigne des S. A., n'ont aucun papier officiel. On le menace de le tuer sur place. On le bâillonne et le roue de coups dans son lit. On l'attache et on l'emmène dans une auto, déjà grièvement blessé. C'est un poste de police que le chauffeur outré alerte en cours de route qui sauve Haas. Il est pansé à l'hôpital et libéré. « Erreur » regrettable, sans doute ?

Jusqu'ici le cas ne présente rien d'extraordinaire. Haas se plaint au ministre de l'Intérieur et, alors, son cas prend une importance spéciale. Quoique les S. A. qui l'arrêtèrent ne puissent aucunement prouver qu'ils agissaient sur ordre officiel, ils sont ensuite entièrement couverts par le ministre de l'Intérieur. Nous publions textuellement la réponse du ministère de Goering :

« Le ministre de Prusse de l'Intérieur
Chef de liaison avec les S. A. Brb. No 29 /33.
Berlin, le 13 mars 1933.
à M. Curt Haas
Berlin-Wilmersdorf.

Votre lettre du 4.3.1933 adressée à M. le Ministre m'a été communiquée pour étude et pour réponse.

« J'ai constaté que les indications données par vous dans votre lettre sur plusieurs points importants sont contradictoires et déformées. La S. A. était parfaitement autorisée et a agi par ordre en vous mettant en arrestation préventive. Comme vous le dites vous même, et d'après mon enquête, après que la S. A. se fût déclarée à vous comme telle, vous avez au début agi comme vous le deviez dans les circonstances données. Après vous être vêtu sur la demande de la S. A., vous avez en hurlant commencé à taper tout à coup sur les S. A. et avez mordu un homme au doigt de

telle manière qu'aujourd'hui encore la blessure n'est pas guérie, et c'est vous qui avez fait que votre résistance a dû être brisée par la force. D'après mon enquête, les mesures de force employées n'ont pas dépassé le nécessaire pour briser votre résistance.

« Je n'ai pas de raison d'agir contre les chefs et les hommes de la S. A., mais au contraire, je dois donner toute licence au S. A. blessé pour agir contre vous. M. le conseiller Heller auquel vous vous référez reçoit copie de cette lettre. »

Le chef de liaison
au Ministère de l'Intérieur de Prusse
(signé) Dr Heyl. »

Qui craignant de mourir mord les doigts de son assassin s'est rendu coupable et mérite une punition. Les plaintes d'un citoyen reçoivent en réponse une excitation au meurtre.

Voici ce que dit le nouveau code du IIIe Empire :

Celui qui est assailli par la S. A. doit savoir qu'il est hors la loi.

Ce document prend une valeur historique. Il est aussi impossible à nier que cette information officielle de Bielefeld qui, du reste, montre combien en Allemagne hitlérienne il est possible de parler de ses crimes sans risque de punition.

« Bielefeld, 3 avril 1933. — Le député au Reichstag et conseiller municipal Schreck a été arrêté hier, il est actuellement couché à l'hôpital. »

Un certificat de premier ordre. Arrestation est synonyme de blessure grave.

A cela pas de démenti possible. La police hitlérienne a écrit elle-même son réquisitoire.

POGROMES

POGROMES

Ici, nous ne relatons que des faits : Rapports authentiques et certificats concernant des persécutions, des tortures de juifs vivant en Allemagne, dépossédés, réduits à la famine. Il est facile grâce à eux de délimiter ce qui relève de la « campagne d'atrocités » de ce qui est l'effroyable vérité. Il en ressortira que par-ci, par-là les « atrocités » en question étaient des exactitudes ou des exagérations, mais qu'en fait elles dépeignaient plutôt faiblement les brutalités véritables. Par exemple dit-on que les cheveux ont été arrachés un à un à un quelconque M. Cohn. On s'aperçoit que ce M. Cohn vit depuis longtemps à l'abri à l'étranger. Mais il y a un M. Lévy, à qui on n'a non seulement arraché les cheveux mais aussi fait sauter un œil, si bien qu'il est entre la vie et la mort depuis des semaines dans une maison de santé. Il a pu y avoir des erreurs quant à la personne ou au lieu de l'action : mais pour chaque cas inexact ou exagéré, il y en a cent de tortures, de meurtres et de banditisme qui n'ont pas encore été connus, parce que les victimes sous menace de mort ont été empêchées de raconter la vérité sur les crimes quotidiens accomplis au pays de Hitler.

L'ANTISÉMITISME EST UNE DES BASES DU NATIONAL-SOCIALISME

C'est un vieux truc des couches dominantes : on crée une diversion pour masquer les causes du mécontentement des masses envers un régime qui leur apporte la misère. Si à travers tant de siècles, au moyen-âge et dans les temps modernes, cette diversion est tombée sur les juifs, jadis en tant que communauté religieuse, aujourd'hui en tant que race, c'est pour des raisons qui ne peuvent être exposées ici avec toute l'exactitude scientifique désirable. Nous avons été devancés dans cette question par la géniale œuvre de jeunesse de Karl Marx : *Contribution à la question juive.* Sur les découvertes fondamentales de Marx, de nombreux travaux ont été édifiés par la suite.

Aussi voyons-nous aujourd'hui le point vif de la question juive non pas dans un mic-mac brumeux de « race, nation, communauté nationale, communauté religieuse », mais dans sa position comme *question sociale* (ce qui enveloppe les éléments raciaux, nationaux et religieux). L'analyse de la question juive est inséparablement liée à l'analyse des rapports sociaux généraux.

L'ANTISÉMITISME NÉO-ALLEMAND

L'hitlérisme, caractéristique du processus de dissolution de la petite bourgeoisie à l'époque du capitalisme industriel, a eu des précurseurs. L'antisémitisme néo-allemand prend sa source dans le mouvement antisémite au dernier quart de siècle sous la direction du prédicateur de la Cour, Adolf Stöcker. Ce mouvement a des causes économiques. A la spéculation effrénée des années qui suivirent la guerre victorieuse de 70 avait succédé une grave crise économique dont à côté des ouvriers, la petite bourgeoisie avait été en premier lieu victime. Le prédicateur Adolf Stöcker, paralysé dans son désir d'action politique et social par le patronnat et le gouvernement imagina un nouveau mot d'ordre, pour l'excitation contre les juifs. « Sans le moindre égard aux faits économiques fondamentaux », écrit dans son étude : *Allemagne éveille-toi*. Ernst Ottwalt, « Stöcker met sur le dos des juifs tout ce qui en Allemagne lui semble tant soit peu malsain et nuisible. L'endettement de la population paysanne des provinces prussiennes de l'est — suite fatale de l'augmentation de la production mondiale du blé — Stöcker en rend responsables les juifs qui ont fait crédit aux paysans et ensuite les chassent de leurs fermes avec une méchanceté diabolique. La situation lamentable des ouvriers d'usines allemands, Stöcker n'y voit pas le désir du profit chez un type de patron né du perfectionnement des moyens de production, il n'y voit que les patrons juifs et les juifs sont cause de tout. »

BISMARK « LE VALET DES JUIFS »

L'antisémitisme tapageur mène à un certain succès. On dirige la première vague révolutionnaire de la petite bourgeoisie dupée sur le point le plus faible : la minorité juive. Pourtant lorsque Stöcker commence à attaquer aussi des juifs riches et puissants, la solidarité de la classe des possédants et des puissants commence à s'émouvoir. Bismarck lui-même, intervient et le prédicateur de Cour, devenu un agitateur, est disgrâcié. Il y a quelque chose d'ironique dans le fait que le mouvement antisémite de cette époque se dressait aussi contre Bismark, qu'on traitait de « valet des juifs ». On lit dans une brochure de 1878 : « Le prince Bismark a le mérite d'avoir fait des juifs et de leurs

amis la clique dominante en Allemagne... La protection des juifs est une des taches les plus sombres de l'empire glorieux de Bismark, et l'appauvrissement du peuple travailleur, la démoralisation de toutes les couches de la Société, le mélange hideux de l'argent et de la noblesse en sont la suite... le prince de Bismark est tombé sous l'influence des juifs. Les juifs et les amis des juifs forment sa société, ils sont ses relations quotidiennes et ses conseillers politiques, les principaux militants de son « Kulturkampf ».

Ce « mouvement populaire » d'alors aboutit, c'était fatal à des excès : dans la petite ville poméranienne de Neustettin, l'incendie de la synagogue fut un signal (déjà le soulèvement national s'annonçait par l'incendie et alors aussi ce ne furent pas les criminels que l'on inculpa mais les juifs, dont on affirma qu'ils avaient eux-mêmes allumé leur propre temple par méchanceté). Lorsque le « mouvement populaire » est déjà en baisse, la crise économique étant passée — l'antisémitisme se légalise par la création de partis, et trouve ceux qui lui fournissent l'idéologie nécessaire. Le professeur Dühring, avec son ouvrage *La question juive considérée comme l'effet de caractère de race* ouvre une ère nouvelle de l'antisémitisme, l'antisémitisme de race. Beaucoup d'encre a coulé depuis pour essayer de prouver que les juifs étaient une race, et une race étrangère inférieure et criminelle. Les affirmations spirituelles de Chamberlain mises à part, cette « science » s'est contentée de mauvaises plaisanteries. Dans l'Allemagne hitlérienne, elle fête aujourd'hui son triomphe et sans doute y a-t-il beaucoup de gens qui dans le troisième Reich utiliseront ce moyen malhonnête pour assurer leur matérielle.

LES FORMES DE L'AGITATION ANTISÉMITE NÉO-ALLEMANDE

L'antisémitisme néo-allemand dont l'épopée est la victoire de Hitler n'est guère préoccupé de trouver des bases scientifiques. C'est une caractéristique singulière de ce mouvement que dès son début il n'a jamais « démontré » mais seulement « affirmé ». Son succès consiste à tout confondre et à masquer la réalité. Cet antisémitisme s'est toujours pavané sous l'aspect le plus sauvage de l'agitation antisémite. Au début de 1920, lors du putsch de Kapp, on vit pour la première fois publiquement, sur les casques en acier de la brigade Ehrhardt le surprenant symbole de l'antisémitisme : *la croix gammée*. Pour la première fois retentirent alors les chants de haine et d'excitation au meurtre. Un homme vraiment « national » ne s'exprimait déjà plus qu'avec des expressions telles que : « Rathenau, ce cochon de juif ». Les enfants dans la rue apprenaient des chants antisémites. Aujourd'hui dans le IIIe Reich ils connaissent tous le beau chant de combat qui a pour refrain : *Lorsque le sang juif coule du poignard, tout va deux fois mieux.*

A des dizaines de milliers de réunions, en des dizaines de milliers d'articles de journaux depuis quinze ans, le parti hitlérien présente

le juif aux masses dupées, comme un monstre. Le juif est cause de tout : de la guerre, de la paix, du capitalisme, de la révolution, de la pauvreté, de la richesse. Partout dans l'agitation nazi, on trouve le juif qui veut achever « l'œuvre de la juiverie » : la domination mondiale des juifs, c'est-à-dire pour Hitler et ses partisans : la destruction du monde.

HITLER SUR LES JUIFS

Nous extrayons quelques passages de *Mein kampf*, le livre de Hitler, aujourd'hui répandu à des centaines de milliers d'exemplaires. « Le jeune juif à cheveux noirs, guette pendant des heures, une joie satanique sur son visage, la jeune fille innocente qu'il souille de son sang, et qu'il enlève ainsi à son peuple, au peuple de la jeune fille. C'étaient ce sont encore des juifs qui amenèrent des nègres sur le Rhin toujours avec les mêmes arrière-pensées, les mêmes buts, de détruire par l'abâtardissement qui en découle nécessairement la race blanche qu'ils détestent, de la détrôner de sa position politique et culturelle et d'en devenir eux-mêmes les maîtres. » — « Culturellement, il souille l'art, la littérature et le théâtre, abrutit les sentiments naturels, renverse toutes les notions de supériorité, de noblesse et de perfection, et par contre entraîne l'homme dans le cercle de sa propre déchéance. En obtenant e pouvoir politique le juif rejette le peu de voile qui le couvre encore. Du juif populaire démocrate sort le juif sanguin et le tyran des peuples. En peu d'années, il essaie d'exterminer les porteurs de l'intelligence nationale et, leur enlevant leur direction spirituelle, naturelle, il les prépare à être les esclaves d'une domination éternelle. »

Il faut se rappeler que ces citations sortent d'un livre représentatif et écrit avec la volonté qu'il soit représentatif. Ce que nous citons est donc la forme la plus douce de l'agitation antisémite. Dans les réunions et dans les articles de journaux on entend et on lit un langage différent et plus significatif. Pendant des années les titres des journaux nazis ont porté par exemple : *Aux mamelle de la truie juive* ou *la peste juive mondiale*. Enfin qu'on n'oublie pas le principal cri de guerre du mouvement hitlérien : « Crève, Judas. » Mais ne suffit-il pas de lire dans les *Lettres et instructions pour les chefs et les fonctionnaires du N, S. D. A. P.* (15 mars 1931) :

> « L'animosité innée du paysan contre le juif, sa haine du franc-maçon valet des juifs, doit être excitée jusqu'à la rage. »

LIQUIDATION DES COMPTES

Le juif a été représenté comme la peste mondiale, comme un homme inférieur bestial, on a donné aux membres du mouvement nazi l'autorisation de calomnier et de persécuter les juifs. On a promis pendant quinze ans un règlement de comptes. Quoi d'étonnant si au début de la révolution nationale, cette graine porte ses fruits meurtriers ?

On ne peut pas procurer du pain et du travail à chaque nazi, on ne peut pas faire disparaître la crise, on ne peut pas réaliser aucune des promesses faites : mais aussi longtemps qu'on permet aux masses petites bourgeoises de persécuter et de battre les juifs, ces masses ne penseront pas à l'immense tromperie dont elles-mêmes sont les victimes. C'est pourquoi on n'arrêtera pas en Allemagne hitlérienne, l'excitation contre les juifs. Ceux qui croient que les persécutions contre les juifs au moment de la prise du pouvoir par Hitler ne sont que des événements passagers, marchent à une cruelle déception. Ce sont des moyens politiques, systématiques, nécessaires dans le cadre de la grande tromperie populaire. Comme le disait M. le ministre Goebbels dans sa brochure : *Le Nazi-Sozi* (Eher, Munich), « La liberté de la nation allemande ne peut trouver son accomplissement que contre les juifs. Le juif est sans doute aussi un homme... mais le pou aussi est un animal... mais un animal désagréable... devant nous, devant notre conscience se pose le devoir... de le rendre inoffensif. »

« LES JUIFS TE REGARDENT »

Nous allons prouver que l'excitation contre les juifs n'a pas cessé, mais qu'elle se poursuit, qu'elle est organisée par tous les moyens. Voici, publié après la prise du pouvoir, un livre du Docteur Johann von Leers sous le titre : *Les Juifs te regardent*. On y trouve 60 photographies reproduites à titre d'épouvantails : celle de Karl Liebknecht, descendant de Luther, du chef catholique Erzberger, de Willy Münzenberg qui n'a pas la moindre goutte de sang juif, du maire de Cologne catholique Adenauer, du fils du Pasteur Piscator qui tous, au sens de la théorie raciste nazi sont des allemands « purs ». Mais ceci est assez significatif. Dans l'Allemagne hitlérienne on ne prend même pas la peine de vérifier les faits les plus élémentaires. Il suffit d'affirmer, il suffit de calomnier. Celui qui gêne le régime hitlérien est un juif et voilà tout.

Nous trouvons dans ce livre auquel il faut souhaiter la plus large diffusion, les photographies d'Einstein, de Rosa Luxembourg, de Georg Bernhard, de Feuchtwanger, d'Emil Ludwig, de Max Reinhardt, de Charlie Chaplin, d'Alfred Kerr, et du banquier américain Otto Kahnn. Personne, à moins d'être nazi, ne peut y voir quoi que ce soit de répugnant. Ce sont pour la plupart les têtes étonnantes d'hommes sages, à l'air sérieux, avec des fronts hauts, des hommes respirant l'intelligence. Il n'y a de répugnant que les légendes dont M. le docteur von Leers a pourvu ces photographies : sous Rosa Luxembourg, on lit : *Jugée*. Sous Lévine : *Exécuté*. Sous Erzberger : *Enfin jugé. Les jeunes allemands qui l'ont abattu après la révolution nationale de 1933 ont été mis hors de cause*. A côté d'Einstein : *Non pendu*. Ceci est un terme qu'affectionne von Leers : il l'emploie à l'égard de tous ceux qui n'ont pas encore été assassiné. De Reinhardt il écrit : « Son art bas et sans âme, etc. ». Charlie Chaplin c'est selon lui : « Un petit

pantin juif aussi ennuyeux que répugnant ». De Toller il affirme : « A été après la prise du pouvoir par Adolf Hitler enfermé à juste titre. » Mais il n'y a pas un mot de vrai là-dedans : Toller ne se trouvait alors plus en Allemagne. Le fils du Pasteur Piscator est « un juif d'art bolchévik ». Les banquiers Max Warburg et Dr Karl Melchior se voient attribuer l'étiquette « très dangereux ».

« CRÈVE, JUDAS »

M. Hanfstaengl, chef nazi du département de la presse étrangères, a accordé au représentant de l'agence semi-officielle « Télégraphen Union » le 27 mars un interview officieux :

A la question : « Les informations sur les persécutions contre les juifs sont-elles vraies ou fausses ? » il a répondu : « Le chancelier, il y a quelques minutes à peine quand je l'ai rencontré sur l'aérodrome de Munich à son arrivée de Berlin, m'a autorisé à vous déclarer que toutes ces informations en leur totalité sont de purs mensonges. » A une question particulière sur la persécution des juifs Hanfstaengl a répondu : « Les enquêtes des ambassades suédoise et hollandaise à Berlin ont montré qu'aucun juif n'a été tué. »

43 ASSASSINÉS

La liste contrôlée par nous, des juifs abattus ou assassinés par les S. A. porte 43 noms. Ces 43 cas sont ceux d'hommes tués en première ligne comme juifs et non comme « marxistes ». Ce n'est là qu'une partie infime du nombre réel, que l'avenir nous révèlera quand il sera possible d'avoir un tableau d'ensemble des événements dans l'Allemagne hitlérienne. Ces 43 cas de juifs assassinés sont choisis parmi des centaines de noms. Tous les cas qui n'ont pu être vérifiés avec certitude ont été laissés de côté.


Am 18. März 1933 verstarb infolge eines tragischen Geschickes unser heissgeliebter hoffnungsvoller Sohn und Bruder, der Bäckerlehrling

Siegbert Kindermann

im eben vollendeten 18. Lebensjahre.

Schildermalermeister

Moritz Kindermann u. Frau

Franseckystrasse 5.

Beisetzung: Sonntag den 26. März 1933, nachmit. 2 Uhr Weissensee, Alte Halle.

Kondolenzbesuche dankend verbeten.

Faire part de mort dans le Berliner Tageblatt, *mars 1933.*

L'apprenti juif Kindermann dont ce faire-part annonce le « sort tragique » a été assailli par des nazis en 1932 comme membre d'une société de gymnastique juive « Bar-Koshba » qui n'a rien de politique. Un nazi fut accusé du crime et condamné. Pour se venger de ce jugement on a amené après l'arrivée au pouvoir de Hitler le jeune Kindermann à la caserne nazi de Berlin, Hedemannstrasse, on l'a battu jusqu'à ce que mort s'en suive, et jeté ensuite dans la rue. Sur sa poitrine on avait sculpté dans sa chair une croix gammée.

L'EXEMPLE DE CASSEL

D'un rapport du Dr O. M. de Cassel, citons :

« Le vendredi 17 mars, des bandes de nazis ont parcouru la ville, pour s'emparer des membres de la communauté israélites qui, pour une raison quelconque leur étaient antipathiques et « les juger ». Il est à remarquer que les victimes furent toutes des personnes qui, jamais n'avaient eu d'activité politique, mais la raison des tortures a été régulièrement de petites haines d'hommes importants du N. S. D. A. P. Je voudrais mettre en relief les cas suivants qui sont graves : Le docteur Max Plant, avocat, fut pris ce jour-là par une grande horde de nazis, dans son bureau, et de là mené sous bonne escorte, à travers la rue principale. Sur le chemin il fut forcé à coups de matraques de crier « Vive Hitler ». Plant arriva dans les « Burger Sale » de la Karlstrasse siège principal des nazis. Là se trouvait un tribunal. Parmi les membres de ce tribunal, d'après des témoignages sûrs, était l'intendant du Théâtre municipal, l'ex-chanteur d'Opéra Schilling.

« Plant fut condamné à deux cents coups de matraques, pour de prétendues fautes professionnelles. Pour l'exécution du jugement on l'attacha à un chevalet dans une cave. On procéda alors à des tortures épouvantables qui durèrent deux heures. Après un certain temps Plant s'était évanoui, on le ranima en l'aspergeant d'eau et de pseudo-infirmières lui donnèrent des boissons alcooliques. Lorsqu'il reprit dans une certaine mesure ses esprit, les coups reprirent comme devant. A la fin de ce traitement il avait perdu complètement connaissance et on le laissa sanglant, couché dans un coin. Plant fut ramené chez lui, où pendant dix jours, jusqu'à sa mort, il resta couché. Les médecins appelés, le Dr Schill, neurologue, et le médecin-chef de l'hôpital, le professeur Tonisen établirent la nature des blessures les plus graves, entre autres l'écrasement des organes internes, des reins et des poumons. Le même jour, l'avocat Dalberg, a été maltraité de la plus terrible manière et ceci dans le même endroit et de la même façon que Plant. Il est à noter que Dalberg, peu de temps avant, avait eu une querelle en plein tribunal avec le docteur Freisler, alors avocat et maintenant directeur du ministère. Ceci lui fut reproché pendant ses tourments. Il n'y a donc aucun doute que Dalberg a été torturé sur l'ordre du plus important des chefs nazis. Les blessures de Dalberg étaient si graves que pendant quelques jours les médecins craignirent d'avoir à l'amputer d'une jambe. Dalberg souffre encore aujourd'hui de ses tortures. C'est encore plus sérieusement que fut maltraité un jeune commerçant juif, Messbach, à qui on reprochait une liaison avec une femme chrétienne. Les nazis arrivèrent chez lui et devant sa mère lui firent de graves blessures à la tête et à la colonne vertébrale. Le docteur Stéphan un homme tout à fait de droite déclara n'avoir jamais, même pendant la guerre, vu d'aussi mauvaises blessures. Messbach après une longue période entre la vie et la mort, a pu être sauvé.

« Deux autres commerçants, Kaufmann et Ball, qui avaient été torturés le même jour, en restèrent malades pendant des semaines. Dans les deux cas, il s'agit de vengeance personnelle de nazis.

« Signalons encore les mauvais traitements dont a été l'objet un homme de 60 ans, le banquier Plant. Les méfaits des nazis en Hesse ne se sont aucunement bornés à Cassel. Dans toute la région, dans chaque localité, dans chaque maison juive, on peut dire que de semblables cas ont été relevés. »

DÉCLARATION EXTORQUÉE

Le journaliste Léon Krell, Berlin, S. O. Skalitzerstrasse, collaborateur du journal *Berlin am Morgen* a le 16 mars été assailli par des hommes des S. S., entraîné et assommé dans une caserne nazi. Son cadavre a été déposé devant le cimetière juif. Nous ne mentionnons ce cas que pour la suite. Sa vieille mère reçut une lettre lui demandant de venir examiner son fils à la morgue. Il était difficile à la mère d'identifier son fils. Il était méconnaissable. Dans la figure et partout sur le corps des croix gammées étaient dessinées au couteau et marquées au fer rouge. Une masse sanglante et rien de plus. Malgré cela, la mère fut obligée de signer une déclaration suivant laquelle son fils était mort à l'hôpital après une longue maladie.

Cette déclaration est toujours demandée à la famille de la victime. Si l'un des parents fait, même à sa famille, une remarque sur ce qui s'est réellement passé, il est certain d'être condamné pour « agitation » par les tribunaux allemands à quelques mois ou même à des années de prison. En général on menace les parents en leur disant qui leur arrivera la même chose s'ils ne ferment pas la bouche.

300 CAS PROUVÉS DE TORTURES BARBARES

Jusqu'ici 43 cadavres mutilés, identifiés, et combien de milliers à demi-assommés ou blessés pour le restant de leurs jours. De plus de 300 cas que nous connaissons, nous extrayons les suivants :

« A la mi-avril, quelques journaux annoncèrent que le grand rabbin Jonas Fraenkel, âgé de 80 ans, Berlin Dragonerstrasse, 37, avait été assailli par des S. A. dans sa demeure et blessé grièvement. Le gouvernement a démenti la nouvelle.

Sa fille Ella Fraenkel en fait le récit suivant :

« Le 7 mars vers 7 heures et demie du soir ; trois agents auxiliaires des S. A. entrèrent chez nous. Deux me maintinrent, me pressant un revolver sur la poitrine. Le troisième tira sur mon père assis au bureau. Deux balles le touchèrent à la tête. Mon père s'affaissa ensanglanté et sans connaissance. L'un cria : « Maintenant celui-là est liquidé. » Ensuite, ils fracturèrent le bureau et volèrent tout l'argent (5.000 dollars et 2.000 marks, ma dot). Avant de s'en aller ils m'avertirent de ne pas appeler au secours et détruisirent les plombs, si bien que le logement resta sans lumière. Comme nous le sûmes plus tard, les policiers auxiliaires faisaient partie de la section d'assaut de la Dragonerstrasse.

« Je traînai mon père vers la fenêtre et appelai au secours pendant une demi-heure. La rue était occupée par les nazis et par des sections de la police. Tous ceux qui voulaient quitter leur maison étaient repoussés à coups de matraque. Enfin vinrent quelques agents de la police d'alarme, puis une société de sauvetage alarmée par les voisins. On voulut amener mon père à l'hôpital, je ne le permis pas. Deux jours après arriva un employé du Consulat polonais. Il trouva encore des traces de sang dans le logement.

« Mon père resta quatorze jours au lit. Chaque heure, nous craignions qu'il ne décédât. Le 8 avril, des hommes des S. A. revinrent et demandèrent à parler à mon père. Ils expliquèrent que si mon père déclarait par écrit qu'il avait été assailli et maltraité par des juifs et non pas par des S. A. il serait à l'avenir laissé en repos. Je leur dis que mon père était trop malade pour écrire, qu'ils devaient revenir deux jours plus tard. Sous la menace de leurs revolvers ils nous obligèrent mon père et moi à donner notre parole d'honneur de signer au bout de deux jours. Comme mon père s'y refusait, nous dûmes fuir au plus vite. Deux amis l'enveloppèrent dans un tapis et le portèrent de jour chez quelqu'un de leur connaissance dans un quartier éloigné. J'étais folle de peur. Peu de temps avant nous avions transporté les rouleaux de la Thora. Nous laissâmes tout le reste dans le logement. Je quittai la maison en robe de chambre, sans chapeau, car notre concierge était nazi. Il nous aurait dénoncés tout de suite. Nous primes le Berlin-Vienne et nous arrêtâmes à Reichenberg, parce que mon père ne pouvait plus continuer. Plus tard nous allâmes à Prague. »

Nous avons exposé en détail ce cas et mettons sous les yeux du public les reproductions qui s'y rapportent. Un vieillard de 80 ans, grand rabbin est frappé chez lui, son appartement pillé, mais la machine à démentir ose prétendre dans la presse mondiale que ce grand rabbin n'a jamais existé.

ASSAILLI DANS LA SYNAGOGUE

Le rabbin de Gelsenkirchen fut pendant l'office chassé avec un certain nombre de croyants de la synagogue et traîné à travers les rues jusqu'à la caserne des S. A. Là, tous durent se tourner vers le mur et faire des génuflexions. Comme le rabbin protestait contre cette brutalité il fut couché sur une échelle et battu avec un gourdin. Après sa libération, il réussit à passer la frontière hollandaise. Il arriva à Amsterdam si sérieusement blessé qu'il ne pouvait ni s'asseoir ni rester debout. Avant de le laisser partir, on lui fit signer une attestation comme quoi son arrestation était dûe à un malentendu.

POGROMES

On lit dans la *Frankfurter Zeitung* du 24 avril 1933 :

« Wiesbaden, 23 avril. Deux agressions ayant eu une issue mortelle se sont produites ici samedi soir. Il s'agit du commerçant S. Rosenstrauch et du laitier M. Kassel. Sur le deuxième cas, la police fait savoir que le samedi à 23 h. 30 des appels au secours s'échappèrent de la Webergasse. En même temps partaient des coups de feu. La police, avertie

par un chauffeur qui passait dans la rue, put établir que les cris venaient de l'appartement du laitier Max Kassel. Pénétrant dans le logis, les agents y trouvèrent Kassel couché par terre, mort. Le corps portait des traces de balles. L'enquête a établi ensuite que plusieurs personnes étaient entrées dans l'appartement, fracturant la porte, et avaient tiré sur l'homme qui fuyait vers la fenêtre. Les balles proviennent d'un pistolet d'armée de 9 millimètres. Il n'y a pas d'indices que le vol ait été le mobile du crime. Il pourrait s'agir d'un acte de vengeance. »

Sur l'autre cas le rapport officiel dit :

« Samedi, vers 21 h. 45, la police a été appelée dans l'appartement du commerçant Rosenstrauch, âgé de 58 ans, Wilhelmstrasse 20. Rosenstrauch, couché dans une des chambres, ne donnait plus que de faibles signes de vie. Il n'avait pas de blessures sur le corps. Le médecin ordonna le transport à l'hôpital. Il mourut, pendant le trajet, d'une attaque d'apoplexie. La femme de ménage encore présente dans le logement déclara qu'à 21 h. 10 environ, deux jeunes gens sonnèrent à la porte et demandèrent Rosenstrauch. Lorsque Rosenstrauch arriva, les deux hommes pénétrèrent dans l'appartement et l'un d'eux braqua son revolver sur lui. Rosenstrauch s'enfuit dans une chambre et là tomba d'émotion. Les deux jeunes gens quittèrent alors l'appartement sans donner la raison de leur apparition. »

Voici quelques cas que les autorités ont fait connaître elles-mêmes. Mais des milliers de brutalités sont tues, elles ne doivent pas être connues : nous ne pouvons les considérer comme inexistantes.

Les réjouissances des S. A. sont diverses. Un jour en pleine rue, à Berlin, on attaque le fils d'un portier de synagogue. Sous les yeux de son père l'un des hommes des S. A. s'amuse à tirer par deux fois à travers le mollet gauche et par deux fois à travers le mollet droit du jeune homme. Il est probablement impotent pour le restant de ses jours.

VIOLÉE

La jeune couturière R. L. a été enlevée de son logement, 35, Augustastrasse, Berlin C, et amenée dans la caserne des S. A., Kastanienallee. Son crime : son amité avec un jeune chrétien. Dans la caserne, on l'amena dans une pièce où se trouvaient environ 30 hommes des S. A. qui tout de suite se jetèrent sur elle, lui arrachèrent ses vêtements et la battirent. Puis elle dût attendre dans l'escalier où se trouvaient encore 10 autres personnes. Le chef des S. A. Erick Schulz vint la chercher, la viola et s'en alla pour ramener deux autres hommes des S. A. Il fit une déclaration d'amour à la jeune fille. Il lui dit qu'il ne lui arriverait plus rien à l'avenir si elle venait le voir chaque soir. Par contre si elle essayait de fuir à l'étranger, elle serait abattue ; on aurait assez d'hommes pour l'observer. R. L. pria alors qu'on la laissât partir. Erick le lui promit, s'en alla et revint bientôt pour la chercher. Il alla chez sa mère qui habitait en face de la caserne. Là, elle reçut de nouveaux vêtements, les siens étant complètement déchirés. Puis elle put partir.

DANS LES CASERNES DES S. A.

R. W. raconte son séjour dans une caserne des S. A à Berlin.

« ...On amena aussi un juif de 20 ans. Celui-ci raconta plus tard qu'il avait été arrêté sur sa motocyclette, qu'il ne s'était jamais occupé de politique et qu'il n'avait jamais voté. D'abord, on lui coupa les cheveux avec des ciseaux à ongles, les lui arrachant en partie. Ensuite, les hommes se disputèrent à qui pourrait le battre. Car ceux qui l'avaient arrêté réclamaient ce droit pour eux. L'homme qui l'avait amené dit : « Je n'aurais pas eu besoin d'amener ce juif, si ce n'était pas pour le battre». » Les autres lui répondirent : « Tu es saoûl, va d'abord cuver ton vin. »

La plupart des hommes puaient l'alcool. Puis le juif fut battu comme les autres, avec des nerfs de bœuf, des verges d'acier et des matraques. Ensuite on lui versa de l'esprit-de-vin sur le derrière nu. Puis on lui mit un poignard sur la poitrine en disant : « Maintenant tu vas être tué. » On lui fit une petite blessure et on lui dit : « Demain matin tu seras tué. »

A 5 heures 1/2 je fus interrogé. Comme ils n'avaient pas d'indices contre moi, je fus mené dans le dortoir où étaient couchés quarante hommes. Moi je ne reçus que quelques coups de matraque et des coups de pied. Il existait encore une cellule qu'on appelait « meurtrière » dans laquelle se trouvaient trois hommes. Ceux-ci étaient affreusement battus de la tête aux pieds. L'un d'eux était tout près de se tuer.

PROTESTATIONS POLONAISES

Berlin, 30 mars. — L'ambassadeur de Pologne à Berlin, M. Wysocki, a protesté auprès du gouvernement du Reich contre les persécutions auxquelles les israélites sont soumis par les bandes hitlériennes. Des nombreux cas cités par M. Wysocki, dont plusieurs de Berlin, nous ne retiendrons ici que quelques-uns :

A Chemnitz et à Plauen les adeptes d'Hitler se sont conduits avec une brutalité insensée à l'égard des juifs. Tous les juifs polonais arrêtés à Chemnitz ont été conduits sous surveillance en ville où ils durent gratter les inscriptions murales communistes datant des élections. Ils firent ce travail sous les injures ordurières des passants.

Un citoyen polonais, Adalbert Dafuer a reçu 50 coups de cravache. Après chaque coup il a dû dire merci.

Dans la prison de Plauen, où de nombreux israélites ont été enfermés par les hitlériens, des tortures effroyables ont eu lieu.

Par suite de l'intervention du consul polonais à Zwickau et à Falkenstein huit juifs polonais ont été relâchés, mais du fait des mauvais traitements, ils sont pour longtemps dans l'incapacité de travailler.

PLAINTES AMÉRICAINES

D'après une information de Berlin du 9 mars, l'ambassadeur Sackett a protesté contre les mauvais traitements infligés à des citoyens américains. Il s'agit d'un certain nombre de cas qui se sont produits en l'espace de quelques jours.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU DE PRESSE OFFICIEL TCHÈQUE EN DATE DU 2 AVRIL

A l'hôpital de Warnsdorf se trouvent quatre émigrés d'Allemagne qui ont été torturés. Ils ont été transportés en camion hier soir par 12 hommes des S. A., du château de Hainewald en Saxe où il y a actuellement un camp de concentration. Il s'agit de quatre juifs dont l'un est autrichien, deux polonais et le quatrième sans patrie. A cent pas de la frontière, les quatre hommes furent débarqués, battus jusqu'au sang sur la prairie, et lorsqu'ils voulurent fuir vers la frontière tchèque, ils reçurent plusieurs coups de feu. Tous quatre sont grièvement blessés, l'un d'eux à une fracture et ne peut pas être interrogé.

LE GRAND RABBIN DE FRANCE DÉCLARE

Le grand rabbin déclare au *Petit Journal* sur les événements d'Allemagne.

« Je suis malheureusement contraint de vous dire que les informations concernant des actes de persécutions sont exactes. Nous possédons des preuves et des documents photographiques. Ne croyez pas que nous accueillons sans preuve les récits que nous font les réfugiés. Nous avons les moyens de les vérifier. Nous sommes en possession de documents qui nous sont parvenus de source sûre et que je ne peux pas vous indiquer. Ce que je peux vous confier, c'est que certains de ces documents ont un caractère officiel et proviennent de gouvernements étrangers. »

C'ÉTAIT PIRE

Le *Manchester Guardian* écrit :

« Ce qu'on sait de la terreur hitlérienne depuis les élections montre de plus en plus qu'elle est plus terrible qu'on ne le croyait. La presse anglaise, française, américaine, n'a pas, comme le dit la presse allemande, exagéré les faits. Elle a au contraire sous-estimé la terreur, les horreurs, ce qui d'ailleurs est compréhensible puisqu'une petite partie seulement des matériaux parvient à la connaissance de la presse étrangère. Le plus terrible — plus terrible même qu'à Berlin — a l'air de se passer à Cassel,

en Silésie, où c'est l'assassin de la Vehme amnistié, Heines, qui commande les chemises brunes ; ensuite à Worms et dans beaucoup d'autres petites villes et villages. Une description de ce qui s'est passé seulement dans les villages de Hesse, dans le courant des quatre dernières semaines, serait un récit effroyable. Mais il est impossible de fixer exactement plus de quelques cas particuliers, parce que toute enquête est rendue difficile par la peur des représailles et de la prison. Il y a quelques jours un homme a été condamné à un an de prison parce qu'il propageait le « faux bruit » qu'un juif avait été pendu par les chemises brunes. Ce bruit en réalité était authentique.

« Le juif, un Mr... a été battu par les chemises brunes et pendu par les pieds de façon que sa tête ne touchât pas terre. Lorsque les chemises brunes eurent terminé leur travail, il était mort. Un Allemand qui dit un mot de l'épouvantable terreur qui règne dans son propre pays, risque les pires persécutions, un long emprisonnement et même la mort. Dorénavant, on ne peut demander raisonnablement à personne de courir ce risque. »

UN APPEL D'EINSTEIN

Terminons ce chapitre du meurtre et de la terreur par un document humain, un appel d'un homme chassé d'Allemagne, le professeur Einstein.

Le 27 mars le savant arrivait au Hâvre. Il reçut à bord une délégation de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et lui remit le manuscrit de l'appel suivant :

« Les actes de brutalité, de persécution de tous les esprits libres, les actes qui viennent d'avoir lieu en Allemagne et continuent aujourd'hui encore ont heureusement réveillé dans tous les pays les consciences restées fidèles à l'humanité et aux libertés politiques.

« La Ligue internationale contre l'antisémitisme a eu le grand mérite de défendre la justice en réalisant l'unité des peuples qui n'étaient pas infectés par le poison.

« Nous espérons que la réaction sera suffisamment forte pour préserver l'Europe d'un retour à la barbarie. Que tous les amis de notre civilisation menacée concentrent leurs efforts pour écarter du monde cette plaie. Je suis avec vous. »

LE BOYCOTT

Dès son origine, cela a été la méthode de défense du national-socialisme que de se prétendre attaqué, persécuté, menacé. La terreur politique inconnue auparavant en Allemagne et organisée par l'hitlérisme a toujours été de pair avec le mensonge organisé. Le boycott des magasins juifs, les décrets d'exception contre les juifs allemands offrent au monde un exemple inégalable de ces méthodes. Des nazis pouvaient le dire : l'anéantissement des juifs en Allemagne, cela correspond à leur programme, c'est conforme à leurs revendications fondamentales depuis des années.

Mais qu'ont fait les nazis pour justifier les boycott ? Ils ont crié :

« Nous sommes attaqués. Des juifs veulent ruiner les pauvres allemands; nous agissons en état de légitime défense. »

La terreur organisée fut baptisée : « mouvement de défense ».

LES ONZE POINTS DU PROGRAMME

Le 28 mars, un programme en onze points pour la réalisation du boycott, a été publié. Voici ces onze points :

« I) Dans chaque groupe local ou section d'organisation du N.S.D.A.P. on doit former immédiatement des comités d'action pour la réalisation méthodique du boycott des magasins juifs, marchandises juives, des médecins, et avocats juifs. Des comités d'action auront à répondre du fait que le boycott ne devra pas atteindre des innocents, mais n'en devra par contre que plus sévèrement frapper les coupables.

« II) Les Comités d'action auront à répondre de la protection de tous les étrangers sans distinction d'origine ou de race. Le boycott est exclusivement une mesure de défense qui se dirige contre les juifs allemands.

« III) Les comités d'action doivent immédiatement populariser le boycott par la propagande et l'éducation.

« Principe : Aucun allemand n'achète plus chez iun juif ni se laisse offrir de la marchandise par lui ou ses hommes de palle, le boycott doit être général. Il est mené par le peuple entier et doit atteindre les juifs au point le plus sensible.

« IV) Dans les cas douteux, s'abstenir de boycotter les magasisn jusqu'à ce que viennent de nouvelles instructions du Comité central de Munich.

« V) Les comités d'action surveillent soigneusement dans quelle mesure les journaux participent à la campagne d'éducation du peuple allemand contre la « campagne d'atrocités » des juifs à l'étranger. Si des journaux ne font pas ou font très médiocrement ce travail, il faut veiller à ce qu'ils soient immédiatement éloigné de toute maison habitée par des Allemands. Aucun homme allemand, aucune affaire allemande ne doit donner de publicité à de tels journaux. Ils doivent tomber sous le mépris public car ils sont écrits pour la race juive, et non pas pour le peuple allemand.

« VI) Les comités d'action doivent faire une propagande d'éducation sur les conséquences que peut avoir pour le travail allemand et surtout les ouvriers allemands en usine, la campagne d'atrocités » des juifs. Ils doivent particulièrement expliquer aux ouvriers la nécessité du boycott national, mesure de protection pour le travail allemand.

« VII) Les comités d'action doivent agir jusque dans les plus petits villages pour toucher en particulier les marchands juifs de la campagne.

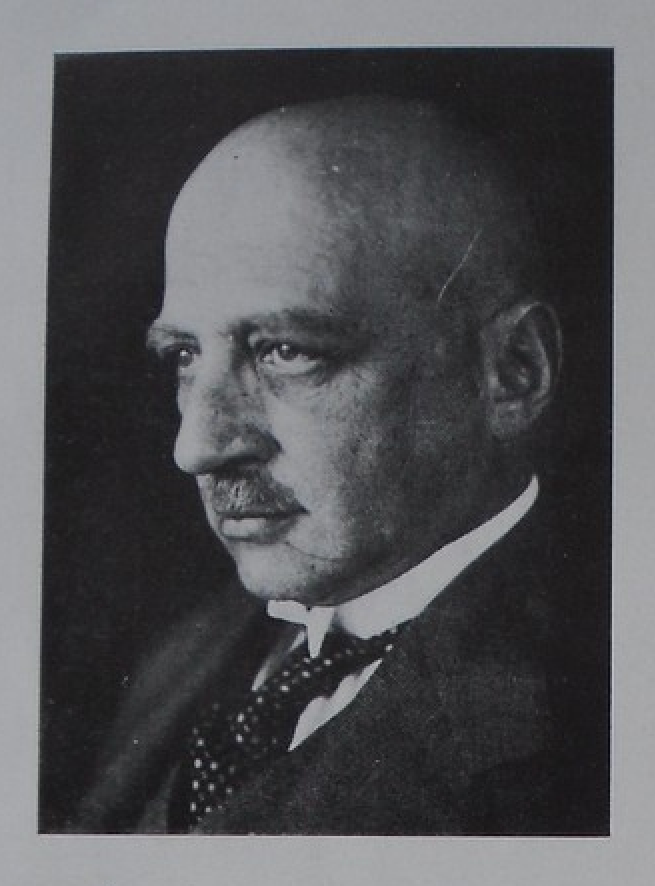
« VIII) Le boycott ne sera pas éparpillé mais frappera d'un coup. C'est pourquoi tous les travaux préliminaires doivent être exécutés tout de suite. Des ordres seront envoyés au S. S. et S. A. pour avertir la population dès l'instant du boycott, qu'elle ne doit pas entrer dans les magasins juifs. Le boycott commencera sur le coup de dix heures samedi 1er avril. Il sera continué jusqu'à ce que l'ordre de suspension en soit donné par la direction du parti.

« IX) Les comités d'action doivent immédiatement dans des dizaines de milliers de réunions de masses, jusque dans le plus petit village, vulgariser l'obligation d'établir un pourcentage des juifs employés dans chaque métier, correspondant à leur pourcentage dans la population totale du

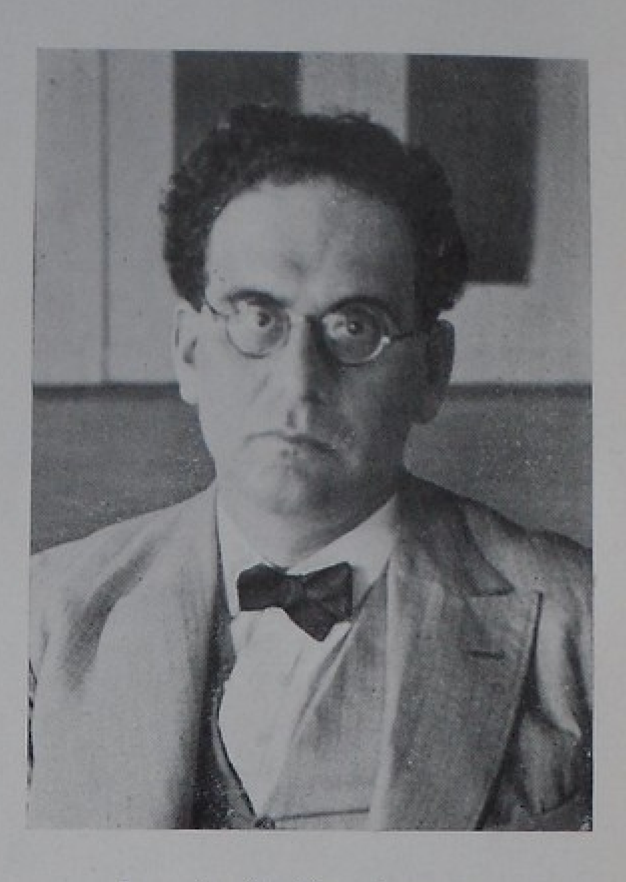


AUTO-DA-FE SUR LA PLACE DE L'OPERA A BERLIN

HOMMES DE SCIENCE ET ARTISTES CHASSES D'ALLEMAGNE



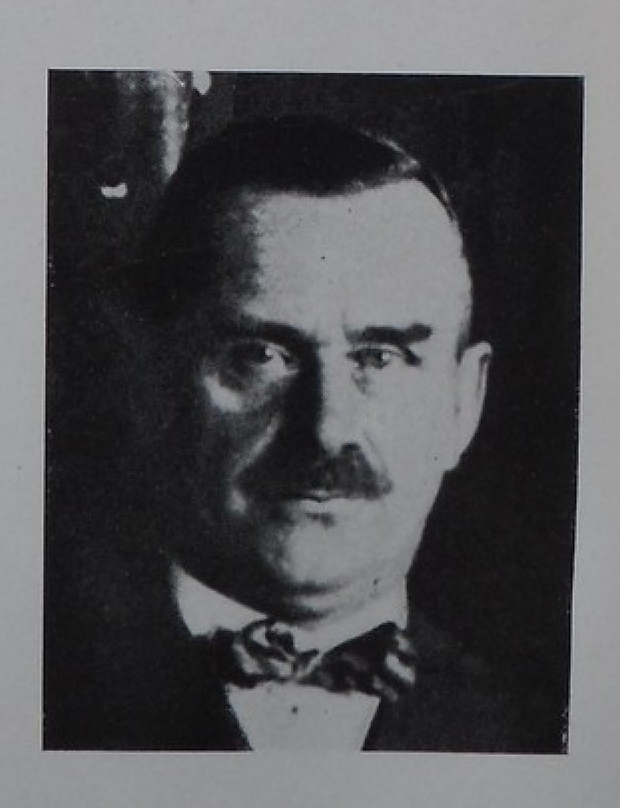
Le chimiste Fritz Haber
prix Nobel



Le chef d'orchestre
Otto Klemperer



Max Reinhardt,
directeur de théâtre



L'écrivain Thomas Mann
prix Nobel

peuple allemand. Pour augmenter la puissance de l'action cette obligation est pour l'instant à limiter dans trois domaines.
1) Fréquentation des écoles secondaires et des universités ;
2) le métier médical ;
3) le métier d'avocat.

« X) Les comités d'action ont en outre le devoir de se préoccuper de ce que chaque allemand qui a des relations quelconques avec l'étranger, les emploie à la propagation par lettre, télégrammes et conversations téléphoniques de cette vérité que le peuple allemand n'a pas de plus grand désir que de faire tranquillement son travail, de vivre en paix avec le reste du monde et qu'il proteste contre la « campagne d'atrocités ».

« II) Les comités d'action auront la responsabilité de mener la lutte avec toute la sérénité nécessaire et avec la plus grande discipline. Que dans l'avenir on ne touche pas un cheveu d'un juif. Nous arriverons à bout des excitations simplement par la force de ces mesures.

Les commentaires qui accompagnent cet appel se terminent par ces mots : « National-socialistes. Samedi à dix heures tapant, la juiverie saura à qui elle a déclaré la guerre ».

LES COMITÉS D'ACTION

Les instructions de la direction du parti nazi se succédèrent avec rapidité. Des comités d'action furent formés partout et chargés d'examiner quelles affaires (grands magasins, bureaux d'avocats) se trouvaient aux mains des juifs. Le « Comité central de boycott des affaires juives » dicta les instructions suivantes :

« En signe distinctif des affaires juives on apposera sur leurs portes des affiches ou tableaux avec des taches jaunes sur fond noir. Les affaires juives bocyottées ne peuvent aucunement envisager le licenciement des employés et ouvriers non juifs, la rupture de leurs contrats est hors de question.

« Les comités organisent vendredi soir dans toutes les localités en accord avec les directions politiques, de grands meetings de masses et de grands défilés. Samedi au plus tard, à 10 heures, les affiches et les appels au boycott doivent être collées sur toutes les colonnes d'affiches dans les villes et les villages.

« En même temps, on fera circuler dans les rues sur les camions ou mieux encore sur des voitures de déménagements des transparents dans l'ordre suivant.

« Pour mettre fin aux campagnes contre le boycott des juifs. » Boycottez les affaires juives ».

« N'achetez pas dans les grands magasins juifs ».

« N'allez pas chez les avocats juifs ».

« Évitez les médecins juifs ».

« Les juifs sont notre malheur »

« Pour le financement du mouvement de défense, les comités organisent des quêtes chez les commerçants juifs. »

Sur toutes les colonnes d'affiches du Reich, dans les jours qui précédèrent le 1er avril, la proclamation suivante fut apposée :

« Jusqu'à samedi matin 10 heures les juifs ont le temps de réfléchir.

« Après c'est la lutte.

« Les juifs du monde entier veulent détruire l'Allemagne.
« Peuple allemand défend-toi. N'achète pas chez les juifs. »

Parmi les informations sur le développement du boycott, voici quelques nouvelles officielles caractéristiques qui prouvent que surtout dans les petites villes et les villes de taille moyenne, les S. A. n'ont pas reculé devant l'emploi de la force. L'Agence Conti annonce d'Annaberg en Saxe :

« Ici de fortes sections d'assaut et sections de soutien se sont postées ce matin devant les magasins juifs et ont apposé sur la figure de chaque acheteur qui quittait le magasin un tampon avec l'inscription : *Nous, traîtres nous avons acheté chez les juifs*. D'après une instruction du N. S. D. A. P. les commerçants juifs ne doivent être boycottés que demain. A Berlin aussi suivant les renseignements de l'agence Conti, les mêmes mesures qu'à Annaberg sont prévues ».

Le *Leipziger Neuesten Nachrichten*, journal national allemand annonce : « Cassel, le 1er avril :

« L'action de défense à Cassel a débuté également ce matin à 10 heures juste, sur la Friedrichs-Platz, devant les grands magasins Tietz, un carré a été ménagé sur la place avec des fils de fer barbelés comme une cage pour des bêtes et on y a mis une pancarte sur laquelle on peut lire : *Camp de concentration pour les citoyens qui font leurs achats chez les juifs*. A l'intérieur de la cage est un âne. Il n'y a jusqu'ici aucun incident.

PROVOCATEURS

La direction du parti nazi a pris soin que les brutalités inévitables et les excès des hordes déchaînées des nazis ne soient pas mis sur le dos du mouvement. Quelques jours avant, on avait publié des mises en garde contre les « provocateurs communistes » et en conséquence la plupart des bestialités de ce jour-là ont été portées sur le compte de ces « provocateurs communistes » imaginaires, qui comme par hasard se trouvaient depuis des années dans les rangs des S. A. Il n'a pas été possible de nier dans tous les cas que les sections d'assaut sur ordre de fonctionnaires moyens et supérieurs ont pratiqué des « arrestations » à l'occasion desquelles quelques « cochons de juifs » ont eu à subir quelques dommages.

DROIT D'EXCEPTION

Le boycott avoué du 1er avril ne fut pas continué bien que la presse et le parti nazi aient prétendu que ce samedi historique n'était à considérer « que comme la répétition générale d'une série de mesures » qui, « si l'opinion du monde, qui pour l'instant est contre nous ne change pas une fois pour toutes, seront mises en application » et bien, l'opinion du monde a définitivement changée depuis ce jour, mais pas en faveur du IIIe Reich. Les dirigeants de l'Allemagne en firent

bientôt la remarque. Ils comprirent, même avant le boycott que cette manifestation constituait une mauvaise affaire. Les nazis ont bien des principes, mais ils ont toujours été prêts à marcher sur ces principes.

Déjà les jours qui précédèrent le boycott, M. Streicher lui-même le dirigeant du mouvement, probablement sur la pression du gouvernement, déclarait que probablement la reprise du boycott ne serait pas nécessaire. Et le ministre de la propagande fit savoir aux représentants de la presse étrangère le 31 mars :

« Que le gouvernement du Reich a décidé de limiter pour l'instant le boycott des juifs au samedi 1er avril, et ceci de 10 heures du matin à 8 heures du soir. »

« Après cela, on attendra le mercredi. Que la presse internationale interrompe ses excitations contre l'Allemagne, et l'on s'abstiendra de prendre d'autres mesures. Autrement le boycott qui reprendra le mercredi 10 heures, mènera tous les juifs d'Allemagne à un anéantissement complet. La prescription qui ordonnait le payement au 1er avril des salaires et appointements de deux mois d'avance a été annulée. »

La dernière phrase de ce communiqué montre avec netteté que c'est sous la pression des circonstances que les nazis ont dû annuler point par point leurs propres décisions. A l'origine il avait été décidé que les patrons juifs devaient payer deux mois d'avance à tous leurs employés chrétiens, il s'ensuivit une ruée sur les banques qui aurait mené à la catastrophe si on n'avait pas très vite annulé cette prescription.

Le boycott avoué était une démonstration, en tant que démonstration, un coup d'épée dans l'eau. Par contre, le boycott silencieux fut continué parce qu'il ne coûtait rien et atteignait non les grosses et riches affaires juives, mais des dizaines et des dizaines de milliers de petits employés de médecins, d'avocats, d'instituteurs, de fonctionnaires et de professeurs d'universités juifs. Simple question de « mangeoires » : des centaines de juifs sont privés de pain — cela ne fait que donner des places aux candidats nazis.

LES AVOCATS JUIFS NE PEUVENT PLUS PLAIDER

Les décrets des différents ministres et fonctionnaires du parti national-socialiste se combattaient et se contredisaient souvent les uns les autres. A Berlin on ne permit de plaider qu'à 35 avocats juifs sur 1.200. A Cologne 4 seulement purent entrer au Tribunal. Tous les juges juifs furent mis en congé. Les juristes nazis qui saisirent avec promptitude l'occasion de se débarrasser de la concurrence juive, prirent (selon la *Wahrheit*, journal nazi du 25 mars) une résolution lors de l'assemblée tenue à Leipzig par leur association.

Le commissaire au Ministère de la justice de Prusse fit parvenir le décret suivant à tous les présidents de tribunaux, avocats généraux et à tous les présidents des offices d'exécution de sentence.

« L'émotion du peuple devant l'attitude arrogante des avocats juifs en fonctions et des médecins juifs a pris une intensité qui oblige à tenir compte de la possibilité pour le peuple, surtout pendant la légitime défense du peuple allemand contre « la campagne panjuive d'atrocités » de recourir à l'auto-protection. Ceci constituerait un danger pour le maintien de l'autorité de la justice. Je vous prie donc instamment d'insister auprès de tous les juifs en fonction pour qu'ils remettent immédiatement leur demande de congé, et de leur accorder ce congé d'une façon immédiate.

« Je vous prie de vous mettre d'accord avec les chambres d'avocats ou les sociétés locales d'avocats afin que dès demain 10 heures ne puissent être admis que certains avocats juifs, et ceci dans une proportion qui corresponde à la population juive comparée au reste de la population. Je pense qu'il va désirer que dès demain 10 heures soit supprimée l'affectation d'avocats juifs payant ou non, ou la désignation de ces avocats comme défenseurs d'office, conseils de faillite, conseils de liquidation, etc. Les représentations dans les différends judiciaires de l'État par les avocats juifs doivent être annulés sur le champ. Je vous prie de négocier la démission collective du comité des chambres d'avocats. Si les directions d'arrondissement ou des districts du N. S. D. A. P. expriment le désir d'assurer la eécurité et l'ordre à l'intérieur des palais de juetice, on doit répondre par l'affirmative à ce désir. »

Des ordonnances analogues ont été publiées contre les médecins juifs. On leur a défendu en premier lieu de conserver la « clientèle de caisses » c'est-à-dire les soins à donner aux malades inscrits à l'assurance sociale qui constituent la grande majorité des malades.

Par ordre du ministre de l'instruction publique Rust, il a été envoyé aux professeurs d'universités et aux chargés de cours un questionnaire ayant pour but de renseigner le ministre sur l'origine raciale des enseignants de l'Université.

LA LOI DES FONCTIONNAIRES

En ce qui concerne les fonctionnaires, la question raciale a été réglée par une loi publiée au commencement d'avril :

« Est considéré comme non aryen, celui qui descend de parents et de grands-parents non aryens, juifs en premier lieu. Il suffit que l'un des parents ou grands-parents soit non aryen. Ceci entre surtout en ligne de compte lorsque l'un des parents ou grands-parents a appartenu à la religion juive.

« D'autre part, celui qui n'est pas fonctionnaire depuis le 1er août 1914 doit donner des preuves qu'il est d'origine aryenne, ou ancien combattant ou fils ou père d'un mort à la guerre. Si l'origine du fonctionnaire est douteuse, il est nécessaire de s'adresser au ministère de l'Intérieur pour demander une expertise chez l'expert des questions raciales.

« Lors de l'enquête, si les conditions préalables du paragraphe 4, alinéa 1 sont remplies, on tiendra compte de l'activité politique des fonctionnaires dans son ensemble spécialement depuis le 9 novembre 1918. Tout fonctionnaire est obligé de donner aux autorités du Reich ou de l'État tout renseignement sur son adhésion passée aux partis politiques et sur le sens dans lequel il a exercé son activité politique. Sont considérés également comme partis politiques : La Bannière d'empire, Noir rouge et or, La Ligue des Juges républicains, et la Ligue des Droits de l'Homme.

LA LUTTE CONTRE LES MÉDECINS JUIFS

Pour les médecins, il suffira de reproduire un document rédigé par le Docteur Ruppin, publié le 20 mai 1933 dans le *Gross Berliner Aertzeblatt mit Berliner Aertzte Correspondenz* sous le titre : *Chassez les médecins juifs !*

« Il est nécessaire d'éloigner complètement les juifs des carrières libérales. Les carrières libérales, surtout celles de médecins, mettent en contact personnel avec de larges couches de la population, donnent aux médecins notamment, auprès des malades une place de confiance qui leur permet d'influer sur leur manière de penser. Le Comité provincial de Brandebourg considère par conséquent que dans notre État, il est inimaginable qu'un juif conserve la possibilité de semer par cette voie le poison de la pensée juive. Du fait de la judaïsation, l'idéal de conscience professionnelle du passé dans la plupart des rangs des carrières libérales, a reculé devant le sens commercial juif. Cet esprit doit être extirpé de notre profession médicale et il faut en empêcher toute possibilité de retour. Par les moyens les plus sévères, il faut anéantir la corruption là où elle a déjà pénétré. Nous, médecins allemands exigeons, par conséquent que tous les juifs soient empêchés de donner des soins médicaux à des citoyens allemands, parce que le juif est l'incarnation du mensonge et de l'escroquerie. En outre, nous demandons des ordonnances judiciaires qui punissent les fautes et les crimes en rapport avec la situation de confiance des carrières libérales, par la suppression immédiate des permis d'exercer. »

LICENCIEMENTS D'INSTITUTEURS JUIFS

La situation des instituteurs juifs en Allemagne dans l'avenir est définie par une lettre d'un des plus influents des chefs nazis le Docteur Löpelmann député au Landtag dans laquelle il dit :

« Nous attirons votre attention sur le fait inadmissible qu'aujourd'hui encore des instituteurs juifs continuent de professer dans les établissements d'instruction prussienne, pendant que d'anciens combattants allemands sont utilisés dans leur propre patrie comme de simples maîtres-auxiliaires. Nous considérons, d'autre part comme un intolérable étatde fait que dans les écoles prussiennes on prenne des égards quelconques pour l'orgueil des élèves juifs. Au nom de la fraction prussienne national-socialiste, nous pensons pouvoir attendre de vous les mesures suivantes :

« 1° Tout le corps enseignant juif on issu de juif doit être dès aujourd'hui congédié ou débauché.

« 2° Pour les élèves juifs, étudiants et étudiantes il sera tenu compte du quotient en concordance avec le rapport de la population juive à l'intérieur du Reich, c'est-à-dire que le pourcentage des élèves d'une institution qui peuvent être juifs ou descendants juifs sera de 1 %. »

Un décret du préfet pour le Brandebourg et Berlin élargit cette première mesure aux professeurs privés.

EXCLUSION DES RÉDACTEURS ET JOURNALISTES JUIFS

La *Neue Freie Presse* du 13 avril 1933 annonce que lors de l'assemblée extraordinaire de la section de Berlin des associations de la Presse allemande, on a décidé à l'unanimité du Comité qui venait d'être élu, que dorénavant les rédacteurs juifs et marxistes ne pourraient plus faire partie de l'association.

Entre temps la plupart des rédacteurs juifs ont été congédiés des journaux allemands et les articles de presque tous les collaborateurs juifs ou d'origine juive sont refusés. Il faut constater que les éditeurs de journaux juifs ont eu une attitude peu glorieuse : citons comme exemple l'attitude de l'éditeur juif « Neue Badische Volks Zeitung » qui licencia tous ses rédacteurs et tout son personnel juif depuis le 1er mars.

LES JUIFS SPORTIFS SONT CONSIDÉRÉS COMME « OUT-CAST»

Alors même que les États-Unis permettent aux boxeurs noirs de combattre pour le titre de champion, les boxeurs allemands juifs ne peuvent plus paraître sur les rings en Allemagne. Le champion des poids moyens en Allemagne Erich Seelig a été empêché de défendre son titre. Le champion de tennis Daniel Prenn, ne peut plus être nommé délégué d'Allemagne dans les tournois internationaux.

Le *Neue Freie Presse* du 28 avril 1933 écrit :

« La fédération allemande de natation nous communique : La Fédération a pris position sur le paragraphe aryen... Jusqu'à nouvel ordre les juifs doivent être éloignés des postes dirigeants de la fédération et mis en disponibilité. Ils ne doivent figurer dans aucune manifestation publique, dans aucune délégation sportive (George Hax.) »

« RUMEURS MALVEILLANTES »

Mais lorsqu'il s'agit d'affaires, les principes flanchent. Les journaux américains se sont demandé si les jeux olympiques de 1936 ne devaient pas être transférés de Berlin à un autre pays, les Allemands interdisant le départ des sportifs juifs lors des concours internationaux. A une question posée, le président du comité olympique américain avait répondu que cela dépendait du comité international, mais que lui, ne voyait pas comment les jeux pourraient se tenir dans un pays qui offensait la théorie olympique fondamentale de l'égalité des races. Le journal *Ruhr mittag Blatt* du 19 avril 1933 répondit :

« On n'a pris aucune mesure en Allemagne et on n'en prendra aucune à l'avenir qui fasse dépendre de la question raciale la participation aux concours internationaux. Le monde peut se rassurer : tout délégué d'un pays aux jeux olympiques de Berlin sera traité et reçu en hôte indépendamment de sa race et de sa nationalité. »

PASSEPORTS POUR JUIFS

Le préfet de police de Breslau a décrété :

« Que les citoyens allemands de religion juive ou ayant appartenu à la religion juive et qui sont en possession d'un passe-port doivent personnellement jusqu'au 3 avril 1923 au plus tard le remettre au commissariat de police de leur quartier. Les passeports seront rendu à leurs propriétaires après limitation de leur validité à l'intérieur du pays. »

HEURES SPÉCIALES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE BAIN

La ville de Spire dans le Palatinat aura fait montre d'une grande imagination. Elle a acquis la gloire d'avoir, la première, fait paraître une ordonnance :

« D'après laquelle, dans l'intérêt de l'ordre public les juifs ne pourront utiliser les bains thermaux qu'à certaines heures. »

D'autres communes d'Allemagne ont bientôt suivi cet exemple. La *Frankfurter Zeintug*, du 24 mai 1933 écrit :

« A la séance du conseil municipal de Tubingen du 15 mai, une proposition a été faite par les national-socialistes dans laquelle il est dit : « *Il est interdit aux juifs ou aux étrangers de race d'entrer aux établissements de bain communaux.* » Cette proposition a été adoptée à l'unanimité moins 3 voix. »

CONGÉDIEMENT D'EMPLOYÉS JUIFS

Il serait faux de penser que l'exclusion des juifs allemands n'a été effectuée que dans les carrières libérales. On parle trop peu des petits employés juifs, des petits commerçants et des ouvriers juifs.

Or, dans ces couches, les masses de la petite bourgeoisie juive sont économiquement aussi misérables et aussi opprimées que les masses des petits bourgeois et ouvriers non juives. Les cellules d'entreprises national-socialiste ont saisi avec promptitude l'occasion d'enlever le pain aux petits employés juifs, aux petits commerçants et aux ouvriers juifs.

« Par ordre de la direction du parti nazi, l'organisation des cellules d'entreprises fait savoir le 31 mars :

« Demain les comités de cellules et les organisations ouvrières doivent se présenter dans les commerces juifs et exiger deux mois de salaire pour le personnel chrétien. D'autre part, ils doivent exiger le licenciement sans délai des employés juifs. »

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES — MÊME POUR LES ANTISÉMITES

Dans le *Volkischer Beobachter* du 2 avril on constate avec jubilation comme un résultat du boycott « la hausse spontanée à la Bourse libérée des juifs ». Nous savons ce que ce chant de triomphe démontre : que la lutte n'est pas menée contre le système, contre le capitalisme, même pas contre les excès du capitalisme, mais qu'il s'agit d'une lutte des agioteurs nationaux contre la concurrence juive. Les boursiers peuvent continuer à faire des affaires à la « Bourse libérée des juifs ». Il ne s'agit pas d'être contre le capital, contre la possession ; il faut agir contre les petites gens : contre l'homme des classes moyennes et l'ouvrier, aryens, qui sont trompés, contre le petit employé et le commerçant juif qui doivent être détruits.

Les principes « aryens » varient en raison de l'importance de la proie. M. Oscar Wassermann, conseiller d'administration de la « Deutsche Bank » a fort justement déclaré au *Berliner Tageblatt* (31 mars 1933) que pour ce qui était de lui il n'avait été aucunement incommodé et n'avait pas éprouvé le changement de régime ; de même socialement les autres capitalistes juifs peuvent triompher ; le gouvernement s'intéresse avec un empressement sans restriction à leurs intérêts matériels. Il rappelle à l'ordre les subalternes qui croyaient que l'antisémitisme était conditionné par l'attitude anticapitaliste du national-socialisme. Il protège sinon le juif du moins l'argent juif. Le capitalisme ne doit pas être la victime de la révolution nationale. La *Frankfurter Zeitung* du 27 mars et le *Volkischer Beobachter* de la même date publient la lettre suivante que le Dr Wagner, commissaire du Reich écrit au président de l'Office de politique municipale du N. S. D. A. P., le maire Fiehler, à Munich :

« De nombreux milieux économiques, j'ai reçu ces dernières temps des circulaires qui ont été envoyées par certaines communes à un grand nombre de fabricants et d'entreprises commerciales, pour fixer si les entreprises pouvaient être considérées comme entreprises allemandes. Les questions posées par ces circulaires tendent à savoir dans quelle mesure le capital des maisons en question est allemand, dans quelle mesure parmi les dirigeants se trouvent des personnalités aryennes et non aryennes, etc. Bien que je sois naturellement d'avis que les municipalités ne doivent donner leurs commandes qu'à des firmes allemandes, je trouve qu'il est nécessaire d'abandonner cette méthode. La complexité des questions soulevées par cette circulaire est telle qu'on ne peut les trancher par oui ou par non, ou par des chiffres. Au contraire, c'est la tâche du gouvernements du Reich de faire en sorte que toute entreprise d'Allemagne, quelle que soit l'origine de son capital, et quels que soient ses dirigeants, s'inscrive dans l'économie du pays et en devienne un chaînon et que la direction de toute entreprise à l'avenir ne puisse être gérée que selon les stricts points de vue de l'économie allemande. Mais le gouvernement ne peut être que gêné dans cette réalisation nécessaire si auparavant, de certains côtés, on crée des questions de fait qui amèneraient un ébranlement de la vie économique. Notre but ne peut pas être de détruire des entreprises commerciales en Allemagne même si elles

marchent avec un capital étranger et sont en partie conduites par des personnes étrangères au principe du Führer : « Le bien de tous avant le bien particulier. » C'est pourquoi je vous prie en tant que dirigeant de « l'Office de politique municipale » d'user de votre influence sur les dirigeants des communes allemandes pour empêcher qu'à l'avenir on envoie encore de semblables circulaires et que par de semblables mesures, on amène dans toute la vie économique des troubles qu'avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons pas tolérer à cette époque. »

« Avec la meilleure volonté du monde », ils ne peuvent pas tolérer qu'au cours de la révolution nationale un capitaliste puisse éprouver quelque dommage. Nous nous en doutions ! Et ceux qui aujourd'hui encore jurent par le « socialiste » Adolf Hitler, qui attendent de lui le miracle de l'établissement de prix plus élevés pour le paysan en même temps que la baisse du prix de la nourriture pour le consommateur, le relèvement des salaires pour l'ouvrier en même temps que la hausse des salaires pour le patron, la hausse des appointements pour le fonctionnaire avec des économies pour l'état — ces croyants se réveilleront bientôt et constateront avec effroi que personne ne peut rien attendre du IIIe Reich si ce ne sont les capitalistes, qu'ils soient juifs ou non juifs.

Le sort qui les attend dans le IIIe Reich leur fera comprendre que toute excitation contre les juifs n'avait pour but que de pratiquer une diversion à la lutte contre les vrais responsables, contre le système capitaliste.

LE PARAGRAPHE ARYEN ET LES OFFICES DE RACE

Nous avons vu que l'antisémitisme néo-allemand est un antisémitisme à base biologique, un antisémitisme racial. Mais malgré tous les efforts cette « science » n'a pas encore pu prouver que les allemands fussent une race. Au contraire il est certain que les allemands représentent un mélange et qu'ils sont très loin de pouvoir constituer un peuple du Nord. Mais nos étranges savants ne sont même pas encore parvenus à démontrer que les juifs forment réellement « une race ».

Nous voulons bien leur donner un coup de main : il y a bien quelque chose de vrai dans tout ce bruit fait autour de la race juive. Pour l'examen de ce problème compliqué, il n'est pas mauvais ici comme ailleurs de préciser la question : la race n'est pas un produit d'origine, mais un produit d'élevage, ce n'est pas le commencement mais la fin d'un processus de développement. Ramener les juifs d'aujourd'hui, aux juifs de la bible serait une entreprise désespérée et absurde. Les mélanges de races qui ont eu lieu dans l'histoire du judaïsme sont nombreux. Mais depuis l'an 1000 environ, avec la fin du prosélytisme (c'est-à-dire l'entrée dans la religion juive d'autres croyants) les juifs ont été limités par leur religion, leur législation et les conditions sociales sous lesquelles ils vivaient, à une espèce de

« reproduction intérieure » qui par la durée et l'intégrité, est sans exemple dans l'histoire européenne. Les signes raciaux anthropologiques proviennent de cette période qui en 800 ans a développé un certain type d'homme.

Une autre question concerne les preuves des signes de la race juive et ce qu'elles peuvent bien signifier. Les singularités des juifs contre lesquelles veulent précisément combattre les antisémites ne s'expliquent absolument pas par la race, mais par les conditions sociales dans lesquelles vivaient les juifs : caste à laquelle des conditions d'existence étaient dictées par le monde qui l'entourait. Avec la suppression de cette contrainte ces singularités disparaissent presque instantanément, c'est-à-dire au bout de deux générations au plus.

Si aujourd'hui la « recherche des races » se présente comme « science », une telle comédie ne peut avoir qu'un but : créer un nouveau paravent aux bestialités du régime dominant.

« HOMMES » ET « SOUS-HOMMES »

Nous possédons un document, une petite feuille de papier qui a été distribué par milliers dans les lieux publics et qui a été glissé dans la main de toutes les jeunes filles allemandes vues en compagnie d'un juif.

Dans ce document la jeune fille sur laquelle pèse le grave soupçon d'être en termes amicaux avec un juif, est menacée d'être marquée au visage des 2 lettres J. H. (Judenhure-putain pour juif). On y affirme que cette menace n'est pas un mot en l'air mais que de toutes manières elle sera mise à exécution si la jeune fille est vue une fois de plus avec un juif.

Ici se précise déjà la distinctions des nazis entre « hommes » et « sous-hommes ». Sont des « hommes », les purs représentants de la race nordique. D'après l'organe des médecins nazis « Ziel und Weg », sont des sous-hommes : outre les alcooliques, criminels invétérés et prostituées, tous les individus de races étrangères, particulièrement les juifs.

« CAMPS DE PRODUCTION »

Le Professeur Stammler, grand théoricien de la science des « races », écrit : « Notre but est l'homme sain, physiquement, moralement et intellectuellement de la race nordique. » Pour la réalisation de ce but, on demande des « Camps de production ». Le Professeur Ernst Bergmann indique comment il se les imagine :

» Pour la fécondation des femmes et des filles, il y a bien assez d'hommes et de jeunes gens de bonne volonté et travailleurs (!) et heureusement il suffit d'un garçon vigoureux pour dix à vingt femmes qui n'ont pas encore tué en elles la volonté d'avoir des enfants, si seu-

lement on pouvait anéantir l'insanité culturelle et contre-nature de la monogamie éternelle. » (Prof. E. Bergmann dans *Erkemtniss geist und Muttergeist*).

Finissons-en avec ces vertiges de la barbarie avec un « projet de loi pour la conservation de la pureté de la race ». On y dit :

« 1° Les mariages entre les races allemandes et étrangères sont interdits. Ceux qui existent conservent leur validité, de nouveaux ne peuvent être conclus et ne sont pas reconnus.

« 2° Les rapports sexuels extra-maritaux entre allemands et étrangers de race sont passibles pour la partie étrangère de peines de maison de correction, de prison pour la partie allemande. Les prostituées ne tombent pas sous cette loi.

« 3° L'entrée du pays pour des étrangers à la race n'est autorisée que pour des cas spéciaux. L'immigration est interdite.

« 4° Les changements de noms qui en général n'ont que le but de masquer l'origine raciale, sont jusqu'à nouvel ordre interdits.

« Ceux obtenus depuis 1914 sont annulés. »

En voilà assez ! Peut-être objectera-t-on qu'une telle folie qui ne peut être qu'une psychose pathologique, n'a pas grande chose à faire avec un mouvement de millions d'hommes. Les hygiénistes de la race seraient des phénomènes isolés dont la responsabilité n'imcombe pas au mouvement. Une telle conception est erronnée. Un homme comme le professeur Stammler est le conseiller officiel en ces matières. Les projets de loi étudiés par lui ont été présentés par la fraction national-socialiste du Reichstag. Il sont caractéristiques et doivent être pris au sérieux comme moyens d'agitation. De même que le pornographe Hanns Heinz Ewers représente aujourd'hui officiellement la littérature allemande, de même que le morphinomane sanguinaire Goering est devenu le ministre tout puissant du IIIe Reich, de même qu'un instituteur licencé pour troubles mentaux (un Tribunal allemand a certifié son irresponsabilité) Kurt, est devenu ministre de l'instruction publique, de même qu'un Streicher maintes fois condamnés par un tribunal allemand pour calomnie, diffamation, escroquerie, etc., est devenu commissaire d'état pour le boycott des juifs, de même ce professeur Stammler est aujourd'hui une autorité du nouveau régime.

LIQUIDATION DE LA QUESTION JUIVE

Il nous reste à résumer. Nous avons pris dans la masse des faits d'une campagne de destruction contre 600.000 juifs allemands de minuscules échantillons, de documents typiques de la haine artificiellement cultivée contre les juifs, pris comme boucs émissaires une fois de plus dans l'histoire de l'Europe. Nous avons essayés de montrer qu'en fin de compte, le fanatisme ne vise pas ceux contre lesquels il avait été crée : les boursiers, les gros banquiers, les gros marchands, et les spéculateurs. La rage populaire a été de nouveau détournée sur les petits, contre les classes juives moyennes et contre le

prolétariat juif. Ainsi le veut la loi du capitalisme que tant d'hommes qui aujourd'hui crient, « Vive Hitler ! » servent sans le savoir.

DÉMENTIS EXTORQUÉS

Mais que firent les juifs en Allemagne ? Ils protestèrent contre la propagande d'excitation de l'étranger. Ils envoyèrent par le monde des documents sous l'effet d'une peur mortelle, sous la pression des S. A. Dans leur peur, ils sont quelquesfois allés plus loin qu'il était nécessaire. Il y a peu de temps, un homme, excellent commerçant, a eu l'idée de réunir en un livre les démentis extorqués des juifs allemands, sous le titre : *La Campagne d'atrocités est une campagne de mensonges, disent les juifs allemands eux-mêmes.* Le *Berliner Tageblatt*, uniformisé, écrivit un article de deux colonnes sur ce livre, « qui mérite d'être salué particulièrement ». Mais personne au monde ne s'y trompe. Des hommes qui tremblaient pour leur vie, leur liberté et leur existence ont dû malgré leurs expériences propres déclarer qu'en Allemagne, il n'existait pas de persécutions juives.

DES JUIFS QUI SONT POUR HITLER

Il existe encore d'autres voix. Il existe des juifs qui sont pour Hitler. Dans la *Judische Presse* (Vienne 31 mars 1933), l'organe des juifs ortho doxes, un rabbin, le professeur Dr. Wernberg, écrit :

« D'ailleurs on a dans les milieux juifs et surtout orthodoxes, plus de sympathie et de compréhension pour la renaissance nationale que les chefs de ce mouvement ne le savent. Les juifs religieux savent combien ils doivent être reconnaissants à Hitler pour sa lutte contre le communisme. »

Et de même dans l'organe des Sionistes allemands, la *Judische Rundschau.*

« L'histoire juive comprendra également Hitler. Elle le citera en témoin de ce que l'histoire est faite par les impondérables du désir humain tendant vers une idée, quelle qu'elle soit. »

40.000 PERSONNES
DANS LES
CAMPS DE CONCENTRATION

40.000 PERSONNES DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

D'après les différentes informations et communiqués de presse, le chiffre total des prisonniers politiques en Allemagne hitlérienne doit au début de juillet 1933 atteindre 60 à 70.000. Sur le nombre, 35 à 40.000 hommes et femmes sont déportés dans des camps de concentration. Quelle base juridique ont les camps de concentration de l'Allemagne fasciste ? En Allemagne fasciste toute base juridique est supprimée : il est donc bien évident que l'installation de camps de concentration ne saurait en avoir. Il n'y a pas même de loi ou de décret réglant les droits des détenus dans les camps de concentration. Ce fait déjà caractérise l'installation des camps de concentration, acte purement arbitraire du gouvernement hitlérien. Sur la durée de la détention des emprisonnés, il n'existe ni réglementation légale ni décret.

« JUSQU'A CE QUE LE FUHRER LES PRENNE EN PITIÉ »

Dans un article du 8 mai 1933, la «Zürcher Zeitung» dit que les détenus sont partagés en citoyens facilement et difficilement éducables, et que les premiers resteront une année, et les seconds trois ans en détention préventive. Ce n'est pas là une nouvelle authentique, mais une opinion personnelle de l'auteur. Il n'y a pas de réglementation légale. Le bannissement dans les camps de concentration, la durée de la détention au contraire dépend uniquement de la volonté arbitraire des chefs et des sous-chefs fascistes. On ne peut mieux faire pour connaître les abominables conditions que de les tenir du sous-chef nazi, le lieutenant Kaufmann, l'un des dirigeants du camp de concentration de Heuberg (Bade). Celui-ci, fin avril au correspondant du journal danois *Politiken* qui lui posait la question « Combien de temps voulez-vous conserver les détenus ? » a répondu : « Jusqu'à ce que les Führer les prenne en pitié » !

La *Deustche Allegemeine Zeitung* du 30 avril confirma cette opinion « Il semble que pour beaucoup de détenus la liberté ne semble pas être proche, parce que la volonté des prisonniers n'est pas facile à briser ».

« SI JE SAVAIS AU MOINS POURQUOI ON ME GARDE ICI »

Les hommes et les femmes internés dans les camps de concentration même, selon les principes de l'état fasciste sont complètement innocents. Tous les ouvriers et dirigeants socialistes et communistes qui, de l'avis du gouvernement hitlérien, ont fauté contre le régime fasciste ne sont pas envoyés dans les camps de concentration, mais dans les prisons et maisons de correction, sont poursuivis et condamnés par des tribunaux spéciaux d'exceptions. Dans les camps de concentration n'entrent que des hommes et des femmes que le fascisme tient pour politiquement suspects, mais contre qui les procureurs généraux fascistes eux-mêmes n'ont pas de quoi provoquer des poursuites. Le détenu des camps de concentration n'a pas commis de délit. Arrêté après l'incendie du Reichstag et après les élections du 5 mars, avec la meilleure volonté du monde il ne peut avoir rien entrepris contre le nouveau régime. C'est là le refrain des lettres des détenus. Dans un article du journal danois *Politiken* paru fin avril, ont été publiées quelques lettres des camps de concentration.

« Si je savais au moins pourquoi on me garde prisonnier » écrit un jeune ouvrier.

« Seule la vengeance anonyme et personnelle peut être la raison de ma détention », écrit un médecin.

« Je n'ai rien à me reprocher, je ne sais pas du tout pourquoi j'ai été arrêté, » écrit un autre.

Il en faut peu pour jeter quelqu'un dans un camp de concentration, cela se voit par le cas d'un professeur de religion, Karl Krebs, de Dinkelsbühl (Bavière) Krebs est citoyen tchèque et vit depuis l'âge d'un an en Allemagne !

Mandat d'arrêt.

Le professeur de religion juive, Karl Krebs à Dinkelsbuhl (nationalité tchéque) est arrêté préventivement. Krebs, le 29 mars 1933, a tué rituellement quelques poules, ce qui a provoqué un gros mécontentement parmi la population. Si même il n'y a pas eu là acte punissable, Krebs aurait dû, vu la grosse émotion de la population provoquée par la propagande d'excitation des juifs à l'étranger, s'abstenir de pareilles actions. L'émotion de la population est telle que Krebs a dû étre mis en état d'arrestation préventive pour le préserver d'attaques quotidiennes. La décision a été prise en accord avec le commandant des sections d'assaut. M. le Maire Thamayer, à Wasserbrüdingen.

Cet homme est encore aujourd'hui détenu.

UNE INSCRIPTION A DRESDE QUI SE PASSE DE COMMENTAIRES



(Pourrissent les mains de ce porc juif).

LES S. A. DE CHEMNITZ TAILLENT UNE CROIX GAMMEE DANS LES CHEVEUX D'UN JUIF

(Cette photographie fut vendue comme carte postale sous le titre : « action d'assainissement à Chemnitz »).

LA FLEUR DES S. A. ORGANISE LE BOYCOTT JUIF



Un poste de S. A. empêche l'entrée d'une succursale du Woolworth

LE CHATIMENT DES PRISONNIERS EST LA RAISON D'ÊTRE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Sur la raison d'être des camps de concentration le capitaine Buck directeur du camp de Heuberg déclare au correspondant du *Politiken* qui le rapporte en fin de son article des derniers jours d'avril : « Il s'agit de châtier les prisonniers ».

Comme il ressort de lettres de libérés dans certains camps, les détenus doivent se présenter militairement en disant « Condamné un tel ». On leur a même rasé la tête suivant le règlement des maisons de correction. Le *Daily Mail* du 27 avril le confirme par un câble de son correspondant R. G. Geyde. Les détenus n'ont pas vu de juges et n'en verront pas. Les chefs ont répété à plusieurs reprises qu'il s'agissait simplement de mesures administratives, de prison préventive.

« Nous avons été obligés, ont dit les nazis au correspondant du « Politiken », d'emprisonner beaucoup de ces individus pour les protéger de la vengeance populaire. Ils auraient été lynchés par la foule patriote qui, dans ces criminels voit les fauteurs de Novembre. »

Cette affirmation est un abominable mensonge. La surveillance extraordinairement sévère des camps n'est pas l'effet de la protection des socialistes et des communistes arrêtés. Les mitrailleuses devant les camps doivent rendre impossibles les tentatives de fuite ou de libération. Partout où il y a eu de prétendues démonstrations contre les détenus, des attroupements et des scènes tapageuses ont été organisés par les fascistes. Le transport dans un camp de l'ancien ministre social-démocrate Remmele, organisé comme un grand amusement populaire, le prouve surabondamment. Le *Volkischer Beobachter* du 17 mai 1933 publie sous le titre : « Au pilori » l'information suivante :

« Mardi, l'ancien président d'État et ministre, le Docteur Adam Remmele, en dernier lieu président de la société de consommation des acheteurs à Hambourg, ainsi que d'autres membres du parti-social démocrate allemand a été amené de la prison à la préfecture de police dans une auto découverte, d'où ils ont été transportés à la prison de Kieslau, actuellement camp de concentration. Devant la prison s'était rassemblée une foule considérable qui accueillit les prisonniers avec des sifflets, des huées. Devant le premier camion de la police sur lequel les détenus étaient assis tête nue, sous une surveillance sévère, marchait une colonne de section de défense sur deux rangs pour libérer le passage de la rue. Derrière le premier camion en venait un second occupé par des sections d'assaut. Les camions de la police roulaient lentement entre deux murs humains, souvent profonds de huit rangs. Sans arrêt pendant tout le parcours des cris retentirent. On chantait partout le « chant du Meunier » par allusion à Remmele qui, dans le temps était garçon meunier et qui, à l'époque avait interdit sous peine d'amende de chanter le chant du meunier dans le grand duché de Bade. Le cortège passa, entre autres, devant le bâtiment du Landtag et le ministère d'État ainsi que devant l'ancienne maison des syndicats. Chaque fois on faisait un court arrêt. Sur le parcours, des fanfares jouaient le Chant du meunier. La foule était si dense que la circula-

tion des autos et des tramways en était complètement paralysée. Sur le parcours, quelques individus criant : front rouge, furent immédiatement arrêtés et emmenés sur la deuxième voiture. »

Cette information montre bien qu'il s'agit d'une démonstration organisée avec de systématiqus appels au lynch, en un mot d'une de ces scènes par lesquelles le ministre de la propagande Goebbels veut amuser la foule et faire oublier la faim pendant un certain temps.

PRISON PRÉVENTIVE

La prison préventive en Allemagne est réglementée par la loi sur la limitation de la liberté personnelle de 1849. D'après celle-ci, ne peuvent être mis en prison préventive que les personnes qui sont personnellement menacées. Cette prison ne doit pas dépasser sa raison d'être et ne peut pas excèder trois mois. Le droit d'appel et la décision judiciaire sont impliqués dans la loi. Mais les emprisonnés actuels ne sont pas incarcérés pour leur propre protection, mais pour la protection des nouveaux dirigeants. Ils sont détenus plus de trois mois. Ils ne possèdent pas le droit d'appel.

45 CAMPS DE CONCENTRATION

Combien y a-t-il de camps et combien y sont entassées de personnes ? Le gouvernement hitlérien se garde bien de donner des renseignements précis. Dans un pays qui a la manie de la statistique, il manque une statistique des camps de concentration. Autant qu'il est possible d'avoir une vue d'ensemble, par quelques informations de la presse allemande, par des déclarations occasionnelles de chefs nazis et par les visites de journalistes étrangers, il existe aujourd'hui (début de juillet) 45 camps de concentration avec environ 35.000 à 40.000 détenus.

Nous parlons ici des camps suivants :

Dachau près de Munich (5.000 prisonniers).
Heuberg, Bade (2.000)
Gotteszell, près de Gemünd, Wurtemberg
Kieslau près de Bruchsal, Bade (100)
Rasttat, Bade (300)
Bad Durrheim, Bade (500).
Pfalz (2.000)
Ginsheim, près de Francfort
Rodelheim
Usine à gaz Francfort à Fechenheim
Osthofen, Hesse.
Langen
Cassel
Mulheim, Rhin (2.000)
Wanne Eickel, Westphalie
Sennelager, près de Paderborn (900 hommes et 30 femmes)
Esterwegen, Westphalie (500)
Mooringen près de Hanovre

Papenburg, Ems, installé pour 4.000 personnes
Brême
Wechta, Oldenbourg .
Wilsede ; (2.000)
Fühlsbüttel près de Hambourg
Wittmoor
Oranienburg, près de Berlin (1.500)
Börnicke près de Nauen
Sonenbourg, Prusse (414)
Ohrdruf, Thuringe (1.200).
Maison de correction près du *château de Mathilde* près de Dresde
Colditz, Saxe.
Zittau
Hainewalde près de Zitau ,Saxe.
Château d'Ortenstein près de Zwickau (200)
Grünhainichen, Saxe.
Forteresse de Hohenstein, Saxe.
Sachsenbourg, Erzbegirge
Breslau
Dürrgoy, près de Breslau
Grundau près de Konigsberg
D'autres camps se trouvent :
En Brandebourg (6 environ)
Dans la Ruhr (3 environ)
En Prusse orientale
En Sleswig
En Poméranie
En Allemagne du centre (de nombreux camps)

Le gouvernement allemand a décidé le 15 mai d'ouvrir 10 nouveaux camps. La *Frankfurter Zeitung* du 30 mai déclare que sur le Heuberg en Bade, on installe une deuxième camp pour les prisonniers dont on ne prévoit pas la mise en liberté avant l'hiver.

Si on évalue le nombre de prisonniers dans les camps sur lesquels il n'est pas possible d'obtenir des précisions à seulement 100 par camp on obtient un chiffre global de 35 à 40.000 détenus pour toute l'Allemagne, ce qui, forcément n'est pas une estimation forcée.

FEMMES ET INTELLECTUELS DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

Parmi les détenus se trouvent des centaines de femmes. Les femmes députés communistes au Reichstag et au Landtag dont on avait pu se saisir furent d'abord conduites à la prison de femmes de Berlin Barnimstrasse avant d'être déportées au camp de concentration. On a installé cette prison comme lieu de rassemblement et de passage pour les femmes arrêtées. En Allemagne du Sud au commencement de juin on a installé un camp spécial pour les femmes. Un communiqué officiel en date du 8 juin, nous en informe :

« A Gotteszeil près de Gemund il a été créé un camp Würtembourgeois de prison préventive pour les femmes ».

Peu de temps après, on a installé en Saxe un deuxième camp féminin. Tous les rapports disent que les femmes dans les prisons et les camps sont exposées à des tourments et à des persécutions spéciales.

Parmi les détenues toutes les opinions, toutes les professions, tous les âges sont représentés. Dans les camps de concentration, jetés pêle-mêle, communistes, anarchistes, social-démocrates, gens du centre, pacifistes, juifs, jeunes et vieux ouvriers, savants, artistes, étudiants, députés, avocats, médecins, écrivains, petits commerçants, gens connus et inconnus ; sympathisants et militants. Parmi eux se trouve le pacifiste C. von Ossietzki, éditeur de la Weltbuhne, l'anarchiste Erich Muhsam, le député bavarrois Auer, le député démocrate au Reichstag, Fischer, les femmes députés social-démocrates au Reichstag, Rossmann et Pflüger. l'avocat Hans Hitten, les médecins Schmincke et Boenheim et bien d'autres.

LA VÉRITÉ EN MARCHE

Le gouvernement hitlérien s'efforce de créer des ténèbres profondes sur ce qui se passe dans les camps de concentration. Il a pourtant été possible d'obtenir des documents authentiques concernant les faits effroyables qui s'y produisent. Le Comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, par l'entremise des détenus échappés ou des familles de détenus, a pu réunir toute une série de faits ayant pour scènes les camps de concentration.

La vérité est en marche, Elle trouve sa voie dans les rangs du travail et dans l'opinion publique étrangère malgré la surveillance des camps par les sections d'assaut. La vérité trouve son chemin à travers les fils de fer barbelés et les chevaux de frise. Les menaces de mort des dirigeants nazis ne l'arrêteront pas.

Des journalistes étrangers ont pu visiter quelques camps modèles. Les sections d'assaut les accompagnaient à chaque pas dans ces camps spécialement arrangés pour les visiteurs. Pas de contact non surveillé entre les détenus et les journalistes. Aussi les descriptions des journalistes étrangers sont-elles bien souvent, plutôt des appréciations du paysage que des observations des conditions véritables. Mais là même où les journalistes ne se donnent qu'une peine légère pour décrire objectivement les camps ou bien là où ; comme Edmund Taylor du *Chicago Tribune*, il a été possible pendant de courts instants de questionner les prisonniers en langue étrangère, on entrevoit immédiatement un abîme d'inhumanité. Ainsi la vérité perce aussi dans les journaux. Qui veut servir la cause de la vérité dans la question des camps de concentration allemands doit revendiquer ce qui suit : « Une commission internationale, composée de membres de Comité de secours, indépendants des partis, doit avoir le droit de visiter tous les camps. Mais ces visites ne doivent pas avoir lieu sous la surveillance des commandants des camps ou des surveillants nazis. les commissions doivent avoir le droit de surgir dans les camps sans être annoncés de vérifier tout personnellement et de pouvoir parler comme ils l'entendent aux prisonniers.

DES HUTTES ET DES -MAISONS DE CORRECTION DÉSAFFECTÉES SERVENT D'HABITATION

Les prisons de Sonnenburg et de Fuhlsbuttel ont été désaffectées depuis fort longtemps, parce qu'elles étaient de vieilles prisons moyen-nâgeuses sans hygiène. On n'osait même pas y interner de grands cri minels. A Fuhlsbuttel il n'existe ni W.-C. ni tout-à-l'égout. Le séjour dans cette maison, surtout en été est une torture insupportable. Ces maisons ont malgré tout été installées par le gouvernement hitlérien comme camp de concentration. A Sonnenburg sont internés entre autres : Litten, Kasper, Ossietzky et Muhsam. De nombreux prisonniers sont détenus dans les maisons de correction, entre autres à Kieslau près de Bruchsal. La maison de correction était la dernière étape de tous ceux à qui l'état capitaliste ne pouvait plus procurer de travail libre et qu'il taxait, pour cette raison, d'associaux. Mendicité chronique, vagabondage, paresse, prostitution sont les crimes des plus pauvres parmi les pauvres qui remplissent les maisons de correction allemandes. Un juge allemand raconte que la peur des maisons de correction était si grande parmi les accusés qu'ils supliaient qu'on les condamnât plutôt à la prison.

Le camp de Zittau était anciennement une bibliothèque populaire, on peut par là s'en imaginer le confort. Le camp de Dachau (Bavière) est formé suivant un article du *Daily Télégraph* du 25 avril 1933, de masures à moitié en ruines. Oranienburg est le camp modèle qui a été montré à quelques journalistes étrangers et dont les nazis ont abondamment répandu les photographies.

« Une fabrique délaissée — une ancienne brasserie — les ateliers en ruines, les vitres cassées et la Cour envahie par les mauvaises herbes ».

C'est ainsi que la *Deustche Allegemeine Zeitung* du 30 avril 1933 décrit Oranienburg. Nous possédons le rapport confidentiel d'une journaliste allemande qui accompagnait comme interprète un étranger lors de sa visite au camp d'Oranienburg.

« Dans la cour une seule pompe — 100 à 200 détenus doivent se laver dans cinq vieilles cuvettes qui se trouvent dans cette cour. Le dortoir : de vieilles salles de fabrique dans lesquelles on a mis par terre sur le ciment froid quelques centimètres de paille déjà pourrie. »

La *Deutsche Allegemeine Zeitung* du 30 avril confirme que les détenus doivent dormir sur la paille.

L'interprète déjà citée décrit l'état lamentable d'un tel dortoir d'Oranienburg :

« Dès le soir, quand on y enferme les prisonniers, cela sent déjà aussi mauvais que si une horde de carnassiers y avait passé la nuit. Mais ce qui est impossible à décrire ; c'est l'atmosphère qu'y produit le séjour de 50 hommes ou plus et les émanations des vêtements non nettoyés et des corps en sueur. »

LE CAMP MODÈLE D'HEUBERG

Heubergh est la perle des camps de concentration. On le fait visiter à tous les correspondants étrangers. Tous les articles qu'écrivent les visiteurs décrivent l'aspect extérieur du camp et de ses environs. Mais en général ils ne donnent pas de détails sur les salles de réunions et les dortoirs.

La Frankfurter Zeitung a publié fin mai le récit détaillé d'une visite à Heuberg. Cette description prouve la sévérité de la surveillance et le dressage des détenus. Il est interdit aux jeunes nazis de parler avec les prisonniers pour éviter tout danger d'influence politique sur les hommes des sections d'assaut : « Le vieux terrain d'exercices militaires est employé aujourd'hui comme camp de concentration. On y pénètre par une clôture de planches, et on a une vue d'ensemble des installations. D'abord on arrive aux bâtiments administratifs, un bureau de poste, les maisons d'habitations des fonctionnaires avec de petits jardins, puis à gauche et à droite les logements des soldats de la Reichswehr. Ici, à 900 mètres d'altitude où pousse une verdure clairsemée, 2.000 emprisonnés sont entassés dans des pièces étroites.

« Les maisons sont bloquées par des chevaux de frise. Le chemin qui longe les maisons est entouré de fils de fer barbelés jusqu'à une certaine hauteur. Cela forme ainsi une cour intérieure.

« Le camp est divisé en différentes parties. En plus des chevaux de frise, la garde est assurée par les sections d'assaut, un double poste armé de carabines. De plus, chaque côté des fils de fer barbelés est surveillé par un membre de la police auxiliaire. Si on regarde le long des murs, on voit que les fenêtres sont vides. Il est défendu de regarder par les fenêtres. De nuit, des phares éclairent la façade. Chaque maison est à son tour partagée en deux, et les bâtiments A et B ont une latrine commune dans la cour.

Dans l'escalier à droite et à gauche aux deux étages, il y a les anciennes chambres. Au milieu l'ancien cabinet de l'adjudant, sur la porte, l'inscription : « *Surveillant* ». Il y a trois personnes ici. Un chef des sections d'assaut pour la pièce de gauche, un pour celle de droite, plus un gardien de la police qui assure la liaison avec la direction de la police. Sur la porte de la chambre, une feuille : la liste des 36 détenus. Leur nom, leur lieu de naissance, leur lieu d'habitation Le chef des sections d'assaut prend la clef. « Fixe », entend-on crier à l'intérieur et le bruit des voix de la chambre cesse, les chaises sont rangées. Les détenus se lèvent lorsque le surveillant entre.

« Les prisonniers sont assis sur de petits escabeaux autour de longues tables lavées et jouent aux échecs. Ils ont fabriqué eux-mêmes ces jeux. On ne voit presque pas de livres et de journaux. Toute la chambrée est abonnée à une feuille que l'un d'eux habituellement lit à haute voix. Le mur sans fenêtre est occupé par des rayons où l'on place la vaisselle.

« Si tout contact est interdit aux jeunes policiers auxiliaires, qui tous, viennent de la campagne, les chefs des sections d'assaut chargés de la surveillance, doivent, eux, influencer politiquement la chambrée. Le courrier est contrôlé par le surveillant de service. Chaque détenu toutes les deux semaines écrit une lettre ou une carte, par ces lettres, par le maintien général par des conversations de service, par des conversations particulières, le surveillant doit se rendre compte s'il existe des chances de changement des convictions politiques chez tel ou tel prisonnier ».

Nous pouvons complèter ce récit par des indications qui nous ont été fournies par lettre par un prisonnier de Heuberg (son nom ne peut être indiqué, il se trouve encore dans le camp).

« A Heuberg, se trouvent environ 2.000 camarades, pour la plupart des communistes, logés dans 7 à 8 maisons à deux étages. Chaque bâtiment double ou simple est entouré avec deux mètres de fil de fer barbelé. Dans une pièce de douze mètres sur huit sont couchés trente hommes, dans les pièces mansardées, suivant leur grandeur, de 4 à 12. Les lits superposés sur deux rangs consistent en paillases et deux couvertures. Il n'y a pas de possibilité de se baigner. Le reporter du « Télégraph » d'Amsterdam dit dans son article du 5 avril qu'il y a une baignade par mois. Ceci n'est évidemment pas valable pour tous les dètenus, (la Réd.). On ne donne pas de savon. Celui qui veut se laver doit en acheter. Peu d'essuie-mains, un pour deux détenus. Les rasoirs sont interdits : se raser est difficile, si bien que c'est ici le triomphe de la barbe. »

Le capitaine Buck, chef du camp, a déclaré fin mai au correspondant du *Politiken*, que le Heuberg n'était un sanatorium ni du point de vue confort ni au point de vue hygiène. Il a raison. Ce camp est un foyer d'épidémies et rares sont ceux qui le quittent en bonne santé.

DES PATROUILLES ARMÉES JUSQU'AUX DENTS SURVEILLENT LES CAMPS AVEC MITRAILLEUSES ET DES CHIENS POLICIERS

La surveillance des camps est des plus sévères. Partout des hommes des sections d'assaut armés de matraques, de carabines et de révolvers qui font des rondes, souvent accompagnés de chiens policiers. Cela se voit sur les photos officielles C'est décrit par le *Politiken*, le *Télégraph*, le *Daily Télégraph*. C'est dans chaque lettre de détenu. Dachau, ainsi s'exprime Geyde dans le *Daily Télégraph* du 27 avril, est entouré de hautes barrières de fil de fer où passe un courant à haute tension. Au corps de garde principal sont montées des mitrailleuses prêtes à tirer. Le correspondant du *Politiken* (fin avril) et du *De Telegraafs* (5 avril) remarquent à Heuberg les barbelés et les chevaux de frise. De nuit, des phares puissants éclairent le camp. La lumière puissante empêche les détenus de dormir.

« Si on ouvre une fenêtre pour aérer, on tire » raconte *De Telegraaf*. A Oranienburg. le camp est entouré d'un côté par des murs bas, de l'autre côté où les prisonniers font l'exercice, par de très petits buissons. Aucun détenu ne fuit ? Cette question la journaliste l'a aussi posée.

Réponse. — « Ici il n'y a pas de danger de fuite. Les gardiens sont armés et ont l'ordre de tirer immédiatement si un détenu franchit la limite marquée par les buissons. Et pourquoi voudraient-ils fuir ? Ils sont bien ici. Lorsqu'on les libère, ils refusent de partir.

— Impossible.

— Avant-hier, nous reçûmes l'ordre d'en libérer un. Il ne voulait pas partir et nous avons dû de force le conduire à la gare. Demandez aux autres si ce n'est pas vrai. »

Le journaliste continue :

« En effet il y a eu des cas où le prisonnier a méprisé la liberté. Mais pourquoi ? L'ordre de libération arrive très souvent de nuit, ou très tôt le matin. Il est facile alors d'être abattu en chemin et le jour suivant on peut lire dans les journaux : « « Marxiste tué en voulant fuir. »

En effet, ces buissons bas sont une invitation à fuir. Mais la fuite signifie la mort.

CACHOTS ET PUNITIONS CORPORELLES

L'arbitraire qui a crée les camps de concentration a également divisé les emprisonnés en trois catégories :

1) Hommes facilement améliorables : nationaux-allemands, garde-bavarroise, comparses.

2) Hommes difficilement améliorables.

3) Hommes impossibles à convaincre.

Dans la dernière catégorie sont placés les dirigeants communistes, les fonctionnaires et les intellectuels de gauche. On emploie contre eux les pires règlements d'exception. Dans le rapport cité de Pörzgen sur Heuberg, on trouve la confirmation suivante :

« Celui qui d'après les dossiers existants et les rapports passe pour un améliorable, est placé aux numéros 19 et 23. Là, tout est plus sévère. Le surveillant ne parle pas. La liberté de mouvement est autorisée 10 minutes. L'autorisation de parler et de fumer est accordée bien moins souvent. Le travail qui permet aux détenus quelques heures d'activité physique et les autorise à recevoir un supplément de nourriture est supprimé pour les numéros 19 et 23. »

A ce sobre récit du journaliste nous pouvons joindre une lettre originale d'un prisonnier du camp de Heuberg, dont le cri de détresse nous est parvenu par-dessus les fils de fer barbelés et les frontières :

« Chers Camarades. — J'espère que vous recevrez cet appel. La vie ici est épouvantable. Le traitement est pire que dans les prisons et les maisons de correction pour ne pas parler des prisonniers de guerre. A 8 h. 1/2 nous devons être couchés ; à 5 heures 1/2 (pas à 6 heures) on nous chasse dehors. Dans la nuit nous n'avons pas de repos. Souvent on nous fait aller trois ou quatre fois par nuit devant la baraque et on nous fait courir autour de la place. Les coups et les injures sont alors monnaie courante. La nuit, nous n'avons la paix que trois à quatre heures au plus.

« Un fait : Toute la compagnie, jetée dehors pendant la nuit doit faire l'exercice et six nazis avec leurs matraques, des revolvers braqués, battent affreusement un camarade. Ils n'attendaient que la résistance et auraient certainement tué le camarade. Comme il ne se laissait pas provoquer. ils le frappèrent plus tard une autre fois. On dit à ce camarade : Vous pouvez toujours déposer contre nous, mais c'est inutile. Nous, nous pourrons quand nous voudrons vous déposer d'un coup de sac de sable. »

« Un camarade d'Elbingen a été mis pendant six jours au cachot et est à moitié mort de faim, il est d'une pâleur cadavérique. Il a été ignoblement battu dans le cachot.

« Les camarades de Nüring sont encore aujourd'hui verts et bleus d'avoir été battus.

« Les hurlements des S. A., les cris de détresse de nos camarades sans défense ne cessent ni de jour ni de nuit.

« Pour ce qui est du manger, on cherche à nous faire mourir lentement de faim, les nerfs les plus solides en sont bientôt fichus, si bien que beaucoup de camarades ont des idées de suicide, ou veulent résister au risque d'être roués de coups, voir abattus. Actuellement on a appliqué de nouvelles aggravations de peine aux locaux 19*a*, 19*b*, 23 et 23*b*. Les détenus sont triés sur la seule base de l'âge. Leur but est de dresser encore plus sévèrement les jeunes camarades et de traiter d'une façon toute particulière les aînés de nos camarades qui ont tenu pendant des années le front contre les jeunes nazis.

« Dans les bâtiments de punition, on n'a mené encore aucun journaliste. On ne leur a probablement montré que les bâtiments de la première catégorie.

« Les privilèges de la première et de la deuxième catégorie sont : 3 cigarettes le mercredi et le samedi et une saucisse noire pour trois hommes.

« La nourriture est calculée pour que nous soyons sous-alimentée et que nous ayons une figure effroyable. Voici quelques types de menus : Des choux avec des nouilles, très minces, des choux rouges, des pommes de terre avec des nouilles, du riz sucré avec des pommes de terre, en moyenne trois grammes de viande (textuellement 3 grammes de viande). En onze semaines nous avons reçu deux fois convenablement de la viande avec de la choucroute. Toute la nourriture est sans graisse, sans goût et additionnée de bi-carbonate de soude. En onze semaines nous avons eu deux fois du beurre. Il est clair que de ce train nous crèverons peu à peu. »

Méthodiquement, par la division des détenus en trois catégories, on essaie de les monter les uns contre les autres. Les commadants de camp rivalisent dans l'invention de peines disciplinaires raffinées :

On écourte les récréations des détenus. On limite les autorisations d'écrire ou on les supprime. On interdit pendant un certain temps de recevoir des visites. On défend aux détenus pendant le temps très court des récréations de participer à des réunions communes. On les soumet à un isolement et à une surveillance spéciale. Interdiction absolue de fumer. Arrêts avec seulement une promenande de dix minutes par jour ou cachot. Les peines disciplinaires favorites sont : exercices supplémentaires pendant quelques heures, gymnastique punitive, prolongation du temps de travail, travaux spécialement inhabituels et déprimants. Dans certains camps on met aux chaînes les détenus mal vus.

D'après le récit du *Daily Télégraph* du 27 avril à Dachau, par exemple les insoumis, ne peuvent pas quitter du tout leurs petits masures ni prendre l'air.

Le récit du journaliste cité, décrit un local d'arrêt à Oranienburg dans lequel doivent croupir les détenus difficilement éducables.

« Un trou muré avec une porte de fer et sans autre aération que la porte. On nous montra cette pièce vide. Mais cela se passait une heure après le début de la visite, les détenus en ayant été éloignés probablement, car des 120 prisonniers, il en manquait trente. Etaient-ils derrière la trappe qu'on ne nous permettait pas de franchir ? » Un vieil avo-

cat à Heuberg se plaignit de la mauvaise nourriture. Pour cette plainte il fut condamné à coucher sur le toit de la baraque sans couverture. »

Le capitaine Buck assura pourtant au reporter du *De Telegraaf* que le camp de Heuberg ne contenait pas de locaux d'arrêts.

COUPS ET TORTURES SADIQUES

Il n'y a pas de doute, tous les correspondants en sont d'accord, que les « incorrigibles » sont traités de telle manière que leur déchéance physique est inévitable.

Le but est clair : les meilleurs cadres de la classe ouvrière allemande doivent être anéantis physiquement.

Il ressort de nombreuses lettres que les détenus des camps de concentration sont sauvagement battus. Le capitaine Buck a dit au représentant du *Politiken* que personne n'était maltraité dans les camps de concentration. Pas de coups, pas de punitions corporelles, a-t-il osé affirmer. Qu'en réalité les prisonniers sont maltraités terriblement et surtout que les détenus du troisième degré sont exposés à des tortures indescriptibles, il suffit de jeter un coup d'œil dans la presse gouvernementale allemande pour s'en rendre compte : *l'Angriff* du 1er avril écrit :

« On interroge un homme de la bannière d'empire... Ses réponses sont stupides, mais il suffit d'une remarque aimable mais précise, sur sa propre matraque, pour lui faire reconnaître le sérieux de la situation. »

Quelles ont dû être les persécutions dans ce camp si une simple remarque touchant une matraque suffit à faire reconnaître au détenu le sérieux de la situation. La *Deutsche Allegemeine Zeintung* confirme dans un article du 30 avril 1933 :

« Ce n'est qu'en s'assurant d'eux et qu'en pratiquant leur interrogatoire avec une sévérité impitoyable, qu'on a réussi à découvrir presque entièrement la terreur souterraine... La résistance de certains détenus n'est pas encore brisée. »

Ces informations précisent que lors des interrogatoires, le supplice est employé. Nous possédons un rapport d'un correspondant du *Chicago Daily Tribune* Edmund Taylor qui a réussi à parler avec quelques détenus du camp de Heuberg en anglais et en français de façon à ce que les hommes des sections d'assaut ne pussent saisir les conversations Plusieurs détenus confirment de façon précise que de graves persécutions avaient eu lieu dans le camp.

Les informations du camp de Ortensheim près de Zwickau ne sont pas différentes. Des visiteurs de ce camp déclarent sous serment qu'ils ont vu sur les bras des prisonniers des stries sanglantes et des taches vertes et bleues. Il n'y a aucun doute que ces taches proviennent de mauvais traitements. Ceux-ci ont été surtout terribles tant que la surveillance des camps a été confiée aux sections d'assaut. Quand elles

furent remplacées par la police, la situation des détenus devint un peu moins insupportable. Mais depuis le 1er les sections d'assaut sont de nouveau à Ortensheim.

L'ENFER DE SONNEBURG

Le camp de Sonnenburg mérite d'être considéré à part. Les lettres et les récits des détenus, voire les rapports officiels, prouvent sans contestation possible que Sonnenburg est un véritable jardin de supplices. Les dirigeants ouvriers et les intellectuels sont soumis aux services les plus bas. Ce camp est nommé par toute l'Allemagne, l'enfer de Sonnenburg. La lettre d'un ouvrier qui a pu sortir clandestinement de Sonnenburg en donne une description bouleversante :

« Les premiers transports de prisonniers furent reçus à la gare par des sections d'assaut et la police. On les força à chanter et on les battit jusqu'au camp. Ceci, les habitants de Sonnenburg peuvent en témoigner. Arrivés au camp, les prisonniers durent restés plantés dans la cour par une pluie battante. Ensuite, les premiers furent casés dans les salles, chacun fut obligé d'aller chercher lui-même de la paille à un autre étage. Sur l'escalier étaient postés des hommes des sections d'assaut qui, sans pitié frappaient sur les prisonniers avec leurs matraques. Dans les salles nous reçûmes de nouveaux coups tant de matraques que de pied ou de chaise. Quelques camarades durent nettoyer des seaux pleins d'excréments des sections d'assaut. Un homme des sections d'assaut serrait entre ses jambes la tête d'un prisonnier pendant qu'un autre le frappait. Les camarades devaient compter les coups à voix haute. Certains détenus ont reçu jusqu'à 185 coups. A cela s'ajoutaient les coups de pied et les mauvais traitements habituels. Ceux qui eurent le plus à souffrir furent les camarades Litten, Wiener, Bernstein, Kasper, Schneller et les prisonniers juifs. C'est notre camarade Mühsam qui a le plus souffert. Aujourd'hui cela a un peu changé, mais par contre, on a instauré un dressage militaire des plus durs, bien pire que celui que j'ai connu comme jeune recrue. La majeure partie du temps, nous devons faire des exercices, marcher et chanter.

« Les trois premières semaines furent les plus terribles. Dans les cellules particulières, la nuit nous étions assailli et ignoblement battus. De nombreux camarades ont le dos entièrement noirs. Je ne sais pas si Litten a pu sauver sa vie. Lui-même a prié le procureur Mittelbach (les femmes de plusieurs internés de Sonnenburg très émues avaient protesté violemment à la préfecture de police de Berlin et avaient obtenu l'envoi de Mittelbach à Sonnenburg pour faire une enquête) de lui flanquer une balle dans la tête parce qu'il ne pouvait pas supporter ces traitement infernaux. »

Cette description est complétée par un article du *Sonnenburger Anzeiger* du 7 avril 1933 :

« C'est en chantant l'hymne national que les prisonniers durent marcher de la gare à l'ancienne prison, avec l'aide fréquente des matraques de la police auxiliaire de Berlin ».

Ces trois lignes renferment tout un enfer.

MUHSAM, KASPER ; BERNSTEIN, OSSIETZKY, ONT ÉTÉ TORTURÉS D'UNE FAÇON BARBARE

La description du détenu de Sonnenburg reçoit une confirmation non moins bouleversante par les lettres de Mmes Mühsam et Kasper qui ont rendu visite à leurs maris à Sonnenburg. Mmes Mühsam écrit : « Nos maris ont été battus à mort. Erich, je l'ai vu, je ne l'ai pas reconnu, Thérèse, je ne l'ai pas reconnu parmi les autres. Comme on les bat. Demande à Toni. Ils lui ont coupé la barbe, ils lui ont cassé les dents. Il a dû porter sa malle lui qui est déjà si maladroit. En route, il est tombé. Alors ces bêtes sauvages l'ont battu lorsqu'il était par terre, dans la rue et qu'il ne pouvait pas se relever. Lorsque je suis arrivée dimanche à Sonnenburg, il était tout prostré et ma venue l'effraya. Ses premières paroles furent : « Comment es-tu arrivée dans cet enfer ? Vous n'en sortirez pas vivantes. Ils vous assommeront parce que vous avez vu dans quel état nous sommes.

« Lorsque j'ai vu Kasper, j'ai dû rassembler toutes mes forces pour ne pas m'évanouir ? C'était d'autant plus épouvantable que je l'avais vu trois jours auparavant. Il était là debout contre le mur, son visage très pâle et complètement déformé. D'un œil, qui était tout bleu, partait une ecchymose qui allait jusqu'à la bouche. Sa bouche était comme si on lui avait piétiné la figure. Il pouvait à peine parler et les douleurs qu'il ressentait sur tout le corps l'empêchaient de bouger. »

Les femmes des prisonniers politiques Bernstein et Geissler avaient obtenu des autorités un permis de visite pour Sonnenburg. Mme Bernstein écrit :

« Je croyais voir devant moi un étranger. Les yeux et le haut du visage étaient rouge sang et très enflés. A travers le visage de larges stries de coups de matraque. Je n'osais pas toucher mon mari, mais son corps devait être tellement abattu que pendant tout le temps où j'étais là il demeura sans en changer dans une posture singulière. »

Madame Geissler écrit :

« Mon mari, était, lorsque j'arrivais, si changé, le visage était si enflé que je dus faire un gros effort pour ne pas crier de douleur. »

Un prisonnier qui a réussi à s'enfuir de Sonnenburg et à atteindre l'étranger raconte :

« 414 détenus sont déportés dans la maison de correction de Sonnenburg et parmi eux Carl von Ossietsky arrêté le 28 février. Un co-détenu qui a passé treize jours à Sonnenburg et qui maintenant a pu franchir la frontière a vu Ossietzky dans l'infirmerie : Attitude courbée, visage hagard, peau jaune, maladive, gesticulation nerveuses des mains, marche tremblante. Autres détenus de Sonnenburg : le Docteur Wiener a des marques bleues et vertes sur tout le corps, le communiste Bernstein dont les reins ont été déchirés et qui maintenant ne peut plus marcher sans béquilles, le communiste Kasper a qui on a arraché les poils du pubis, Erich Mühsam qui, avec Kasper ont dû creuser leur tombe (parce qu'on leur disait que le lendemain ils seraient fusillés) Mühsam a changé également d'aspect, car on lui a coupé la barbe. De nuit on a brisé la fenêtre

de la cellule de Kasper et avec un revolver on a menacé de l'abattre. Puis, on a pénétré dans sa cellule et on l'a littéralement déformé à coups de matraque.

« Programme journalier de Sonnenburg :

5 h. 15 du matin : réveil, vidages des seaux de toiltte (il n'y a pas de tout à l'égout) nettoyage des cellules, lessive, gymnastique etc....

8 h. 30 : Petit déjeuner.

9-10 heures : Exercices, chants hitlériens.

10 h. 30-Midi : Récréation puis déjeuner.

1 h. 30-5 h. 1/2 : Exercices militaires et gymnastique.

6 heures : Dîner.

6 h. 30-7 h. 30 : Exercices.

7 h. 30-8 h. 30 : Réunion commune. »

Les mauvais traitements au camp de Sonnenburg devenaient si inhumains que le nouveau commandant de la police qui arriva le 11 avril se vit obligé de faire un rapport aux autorités, par ordre d'en haut il dût déchirer la copie de cette lettre. La plupart des morceaux nous en sont parvenus.

« Concerne certains événements arrivés après la reprise de la prison le 11-4 1933.

« Lors de mon entrée en charge le 11-4 1933, je me rendis compte que dans cette prison et surtout parmi les sections d'assaut l'ordre ne régnait pas. Tout d'abord les points suivants :

1) Traitements des prisonniers par les sections d'assaut.

2) Attitude des sections à l'égard des fonctionnaires de l'administration.

3) Leur attitude entre nous.

4) Leur attitude en public.

« Leur attitude au moment de la paye.

« Pour le premier une partie des détenus les plus importants surtout, avaient été sévèrement maltraités par des membres des sections d'assaut. Pour couper court à ces faits les prisonniers ont été mis sous la surveillance des agents de... (manque) protection. Je menaçais les hommes des sections d'assaut si cela se répétait... (manque) par une surveillance de jour et de nuit qui... (manque) se retournaient contre les prisonniers, j'ai malgré tout constaté à deux occasions des coups donnés aux détenus. Du fait que l'entente qui règne entre ces hommes des sections d'assaut surtout dans des cas pareils, l'enquête pour trouver les coupables n'a eu aucun succès. Je menaçais alors la section d'assaut de dissoudre l'équipe de garde en cause et éventuellement toute la section d'assaut, au moindre évènement de ce genre.

« Pour le second point : Des frictions constantes entre les fonctionnaires de l'administration et la section d'assaut se produisaient à cause des changements dans les conditions de paiement de la solde. Malgré des avances convenables les hommes des S. A. se sentaient désavantagés et en rendaient reponsable l'inspecteur de police Pelz. Leur attitude envers Pelz alla si loin que seule mon intervention et mes remontrances sévères purent remettre la section d'assaut à la raison. Lors du départ de la section le 24-4-33, je dus faire protéger l'inspecteur Pelz dans son logement par un agent de police armé pour éviter qu'il soit molesté.

« Pour le troisième point : Entre hommes des sections d'assaut il y a eu souvent des disputes qui, en général, provoquées par des futilités. »

...(Ici le rapport est interrompu).

« SE TAIRE ET RECEVOIR DES COUPS »

Un jeune ouvrier social-démocrate a pu s'enfuir du camp de Hohensteim où il avait été interné 7 semaines. Voici son récit :

« Nous étions 800 à Hohenstein, social-démocrates, communistes, juifs et quelques membres du Centre. Les communistes sont gardés séparément. Leur sort était encore plus dur que le nôtre.

« A 6 heures du matin, réveillés au cri de « Vive Hitler » nous devions sauter à bas du lit et nous mettre au garde à vous. Sans être vêtus et lavés, nous devions prononcer notre première prière : « Que Dieu aide notre Nation et protège notre chancelier Hitler. » Je ne sais pas très exactement le texte, je n'ai jamais fait autre chose que murmurer. Le récitant était notre chef de groupe. Notre groupe comptait vingt hommes.

« A 6 h. 3 /4 rassemblement pour le café. De l'eau chaude noircie (avec la meilleure volonté, impossible d'appeler cela du café) et un morceau de pain. Puis garde à vous, chant de Horst-Wessel et « Deutschland über alles ».

« 7 heures : Défilé dans la cour ; Gymnastique, génuflexion et exercices militaires. A terre, debout, à terre, debout, et dans l'estomac rien que ce peu d'eau et de pain. Ainsi se passait le temps entre-coupé par du football et de la course de relais jusqu'à 9 heures. Puis rassemblement pour le travail, transport de sable, construction de baraques, transport de bois dans la forêt.

« A midi, départ en rang. On chante de nouveau le Horst-Wessel. Prière de table : « Que Jésus soit notre hôte... et protège la nation allemande ». Déjeuner : de la soupe et du pain ; deux fois la semaine il y avait un peu de viande. D'aucuns s'en contentent. Ensuite, chaque groupe avec ses ustensiles au lavage de la vaisselle.

« Midi 1 /2 : De nouveaux jeux et exercices.

« 3 heures : Inspection. Le commandant passe. Nous devons hurler : « Vive Hitler » et nous chantons le Hosrt-Wessel Lied et de nouveau... l'exercice jusqu'à cinq heures. Enfin, nous pouvons circuler librement dans la cour. Mais aucun ne peut parler avec les autres. Ni maintenant que nous sommes libres, ni pendant le travail.

« 6 h. 1 /2 : Dîner : Un morceau de pain et si nous avons de la chance un bout de saucisse ou du fromage.

« 7 h. 1 /2 : Rassemblement général près des lits. On chante le « Deutschland über alles », on récite une prière et à 8 heures tous doivent être dans leur lit.

« La lumière brûle toute la nuit dans la pièce. Des postes de nazis armés de carabines nous surveillent. Personne n'ose ouvrir la bouche. Nous sommes condamnés à nous taire : de jour et de nuit. Nous n'entendons que des commandements, des jurons, le chant de Horst-Wessel et le Deutschland über alles. »

« Une fois j'ai été battu : « Sacré marxiste, tu ne peux pas te mettre au garde à vous ? Tu vas voir. » Et la matraque s'abattit sur ma tête.

» Nous portions nos propres vêtements, on ne fit que nous en couper les boutons et on nous prit nos bretelles. Nous pouvions (mais pas tous) recevoir deux fois par mois des visites de notre famille.

« Pour avoir parlé ou pour une autre infraction, on nous battait sur le champ et on nous mettait en prison. Car Hohenstein est un vieux fort et dans la cave se trouve une très vieille prison, humide et sombre. Ainsi, pendant sept semaines : Garde à vous, à terre, debout, chanter des hymnes nationaux, travailler, avoir faim et... se taire. »

Un autre détenu écrit du camp de Königstein :

« A six heures du matin, la police qui nous traite convenablement vient nous chercher. On nous amène dans le camp de Königstein. Ici se trouvent 200 prisonniers surveillés par 60 hommes des sections d'assaut. On nous occupe à bâtir des stands de tir. La nourriture est possible. Si seulement il n'y avait pas continuellement les mauvais traitements. Les hommes des sections d'assaut sont tous à quelques exceptions près (les plus âgés) trop dégoûtants. A peine arrivés, nous avons été terriblement tourmentés. D'abord nous avons dû courir pendant trois quarts d'heure, puis rester au garde à vous une heure sans bouger. Ceci, sous la menace du revolver, avec des coups de matraques, de cravaches et de crosses de carabines. Puis on nous obligea à nous agenouiller une heure durant la tête tournée vers la terre. Ceux qui n'accomplissaient pas bien cet exercice recevaient des coups de pied dans la nuque avec des souliers cloués. Puis, on nous battit à nouveau pendant une heure. Certains furent battus à en être à demi mort. On nous coupa les cheveux et on nous les mit dans la bouche. Toute cette procédure dura de 6 h. 3 /4 à 2 h. 1 /2 du matin.

« Les semaines suivantes ce furent encore des tourments de cette espèce, notamment de la part du chef de troupe Fürhmann, avec une crauté particulière à l'égard de ceux qui étaient connus pour avoir eu des diffrents avec les nazzis. C'est alors que fut tué un camarade de Heidenau, président de l'union de combat antifasciste, Gumbert (41 ans) : les dirigents supérieurs s'en mêlèrent et la situation s'améliora un peu. Les premières nuits nous dûmes dormir sans couvertures dans des pièces froides et humides. Plus tard on nous donna des couvertures. Malgré toutes les persécutions, les camarades ont une attitude courageuse. Les social-démocrates, eux aussi, sont courageux malgré qu'ils aient toujours des illusions politiques. Il n'y a pas eu de trahison parmi les camarades. »

Sur la terreur bestiale qui règne à Königstein, le *Prager social-demokrat* de Prague donne le récit suivant, dont il prend l'entière responsabilité :

« ...des détenus ont été forcés de lécher les fesses sanglantes de camarades battus, on a forcé des détenus à pencher leurs figures pendant trois heures sur les excréments des hommes des sections d'assaut, des membres des sections d'assaut ivres, ont réveillé la nuit les détenus et les ont obligés sous les menaces les plus terribles à lécher des préservatifs utilisés, les prisonniers tremblaient en entendant le chant de leurs tortionnaires, parce qu'ils savaient qu'ils seraient victimes de leurs orgies sadiques, les détenus ont été obligés de se masturber en présence de leurs gardiens et on les a forcé à avoir avec leurs compagnons de souffrance des relations sexuelles contre nature, on a volé de l'argent aux détenus et on les a forcé d'avouer qu'ils avaient possédé de la fausse monnaie, en guise de punitions on a jeté des détenus dans des caves humides et froides et on leur a refusé toute possibilité de s'asseoir et de se coucher. On a obligé tous les prisonniers d'affirmer lors de leur mise en liberté qu'il ne leur était rien arrivé. Tout ceci s'est passé sous les commandements des chefs de sections d'assaut, Bienert-Königstein et Fuhrmann-Gottelanba. »

Ces deux chefs n'ont pas été le moindre du monde punis, mais ils ont été déplacés.

Les correspondants du *Telegraaf* et du *Daily Telegraph* qui demandaient aux détenus comment était la nourriture en obtinrent cette réponse : « Bonne pas, mais abondante ». En réalité la nourriture n'est ni bonne ni suffisante. Un détenu du camp de Heuberg a, en peu de semaines, perdu trente livres. Malgré cela le lieutenant Kaufmann un des dirigeants du camp a dit à la *Frankfurter Zeitung* (8 avril 1933) :

« La plupart des détenus sont contents. La nourriture est bonne. Ils reçoivent un plat unique, fortifiant et abondant, de la viande deux fois par semaine. »

Edmund Taylor écrit dans la *Chicago Daily Tribune* :

« Les prisonniers se sont plaints amèrement de la nourriture insuffisante. Celle-ci consiste en majeure partie d'une soupe de gruau. »

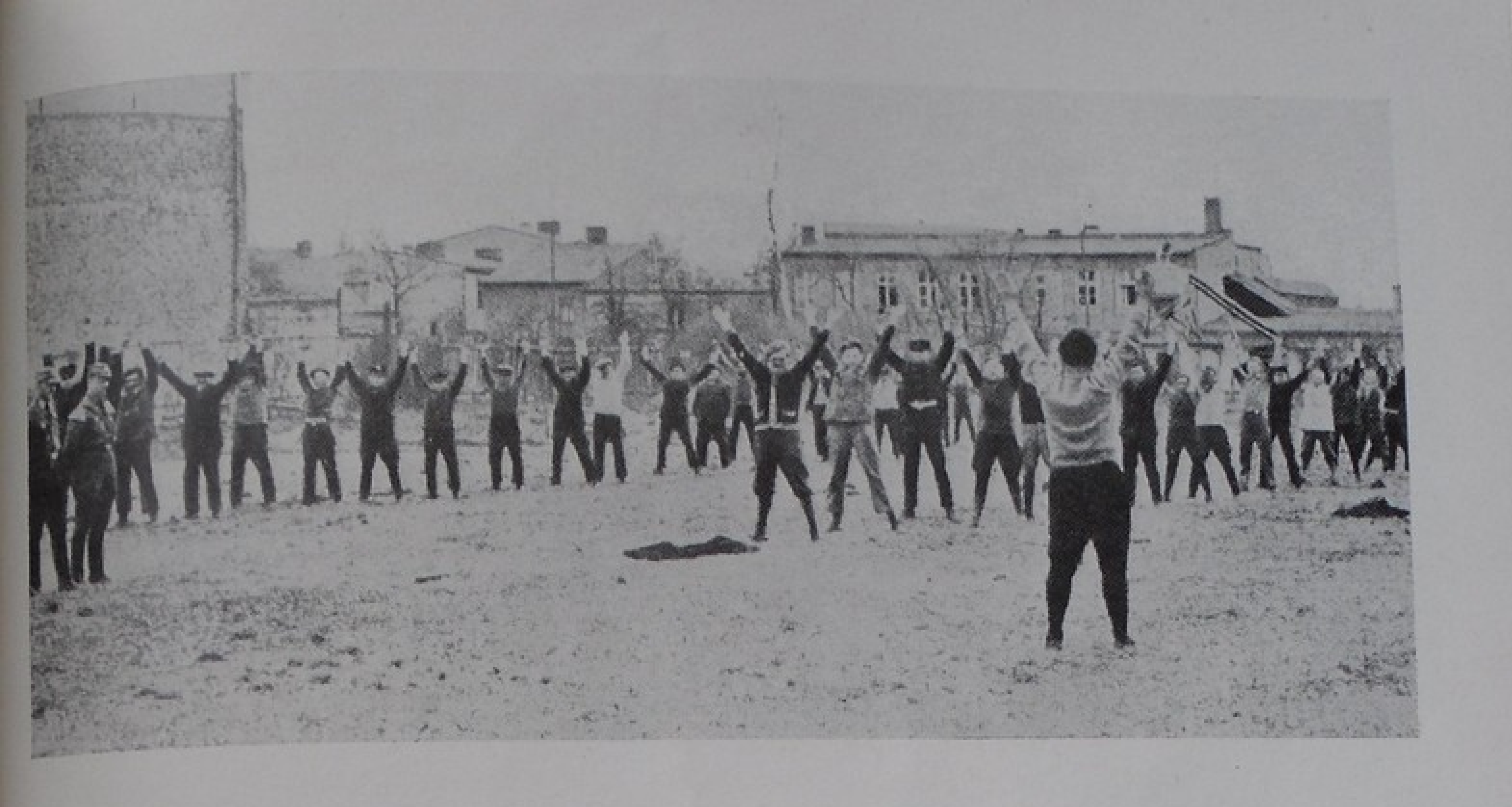
Un prisonnier écrit :

« Le mot d'ordre, c'est d'avoir le ventre creux, la nourriture est dégueulasse. Nous ne recevons qu'une livre de pain par jour. Notre repas du midi, la semaine passée, consistait en un plat de pommes de terre et de légumes, ou des nouilles bouillies avec des fruits ou des fèves et des pommes de terre. Au début on recevait un litre de cette nourriture. Maintenant les rations ont été diminuées. Comme on économise la viande et la graisse, la nourriture n'a pas la moindre valeur nutritive. En outre, il y en a trop peu, le soir, c'est encore pis : Une ou deux fois de la soupe avec des pâtes à la croix gammée, pour « l'éducation nationale » cuites à l'eau, ou 100 grammes de fromage ou 80 grammes de saucisse noire, ou de saucisson de foie. Pas un gramme de beurre, pas de margarine, pas de saindoux. Et, comme le matin, du café. Nous nous couchons toujours affamés. Celui qui est de service pour des travaux à l'extérieur reçoit un supplément une demi-livre de pain et 80 grammes de saucisse. »

DU PAIN !

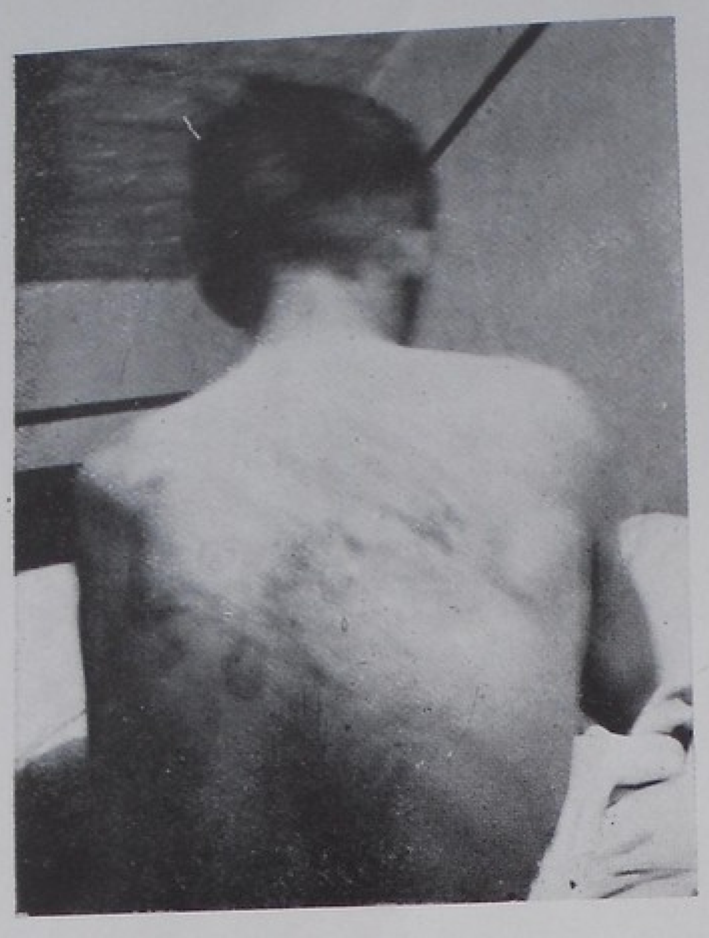
Dans toutes les lettres, on mentionne que la nourriture précaire manque totalement de graisse. Mais on n'épargne pas le bicarbonate de soude qui soi-disant diminue les désirs sexuels. En réalité le bicarbonate de soude détruit la force de procréation et attaque les parois de l'estomac.

Les rations de pain ne sont jamais suffisantes.



Les détenus du camp de concentration d'Oranienburg contraints à exécuter chaque jour pendant plusieurs heures des exercices physiques épuisants. Aucun ménagement n'est pris pour les malades et les hommes âgés.

OUVRIERS MALTRAITES





A gauche en haut : ouvrier maltraité de Francfort-sur-le-Mein.
A droite en haut : fonctionnaire communiste d'Annaberg, battu avec des verges en acier.

En bas : chef du Reichsbanner de l'Allemagne du Sud, maltraité.

Voici un billet envoyé par un jeune détenu sorti clandestinement du camp Hohenstein. Ce n'est qu'un cri de détresse :

Schickt um Himmels willen Essen, auch wenn es Brot oder gebackene Kartoffeln sind, nur Essen.

(Envoyez pour l'amour de Dieu à manger, même si ce n'est que du pain et des pommes de terres cuites, mais à manger.)

8, 9 HEURES ET PLUS DE TRAVAUX FORCÉS

Le ministre nazi, Frick a déclaré que les détenus étaient rééduqués dans les camps par un travail apprécié pour en faire de nouveau des membres utiles de l'État. En réalité ces 8 heures et plus de travail ne sont qu'un moyen de persécution de plus.

Quelques lignes d'une lettre de prisonnier suffisent à donner une peinture de ce travail « éducateur ».

« A cinq heures et demie, dehors, une heure et demie de marche pour aller sur le lieu de travail (travaux de nivellement et constructions de soutes), et avec une heure d'intervalle, travail jusqu'à deux heures et demie. De nouveau marche d'une heure et demie sous la surveillance de vingt hommes des sections d'assaut avec carabines, revolvers et matraques, commandés par la police. »

A la torture de ces travaux forcés extraordinaires sont également soumis des médecins, des avocats et des écrivains. Beaucoup d'entre eux ne sont plus très jeunes et incapables de supporter de tels efforts. A Heuberg, les détenus doivent travailler dans les carrières. Les pri-sonniers du camp de Neustadt ont dû niveler un champ d'aviation. Malgré toutes les mesures d'isolement, les nouvelles concernant ces travaux forcés parviennent au public. Les nazis essaient d'affaiblir

l'effet de ces nouvelles en publiant dans leurs journaux illustrés des photos truquées, où les détenus sont montrés accomplissant un léger et joyeux travail. A ces mensonges par l'image, nous opposons les descriptions d'un visiteur neutre du camp d'Oranienburg.

« Le travail, si l'on peut dire est pour les gardiens et les gardés la chose la plus insensée qui se puisse imaginer. Trois jeunes ouvriers forcent six de leurs camarades à arracher de terre le plus vite possible des brins d'herbe, les six hommes rampent à terre, dans des hardes en loques et cueillent les pousses entre les pierres, en extraient les radicelles, nettoient le sable de la saleté qui peut en rester et le remplacent très proprement entre les pavés, sans instrument, et l'herbe, si elle continuait à pousser ne dérangerait personne. Derrière la fabrique on répand des quantités d'eau. Quelques douzaines d'hommes sont occupés à approprier la vieille baraque. Et on leur reproche comme un vice personnel qu'elle ne brille pas comme un palais de marbre. Toute écharde, tout grain de sable doit disparaître. Sur le mur il était resté une étoile soviétique ». Enlevez-là, quand même le mur devrait en croûler ». Crétinerie d'un travail qui n'en n'est pas un, mais qui n'est qu'une occupation animale.

« C'est encore pis dans la forêt voisine qu'on est entrain d'abattre. Les arbres sont enlevés, les détenus du camp très surveillés, viennent déterrer avec leurs doigts les immenses blocs de racines. Les membres des sections d'assaut engueulent des ouvriers qui pourraient être leurs grand-pères. Vieux porc, cochon rouge, ces expressions sont prises dans le vocabulaire de l'armée du Kaiser, mais rendues plus fortes et vulgaires. »

Voilà le travail éducateur de Frick, le ministre du Reich.

APRES LE TRAVAIL FORCÉ, LES EXERCICES PUNITIFS

La torture des détenus ne s'en tient pas aux travaux forcés. Le reste du temps est occupé par des exercices faussement intitulés sports officiellement le temps de une heure et demie à cinq heures et demie est consacré aux exercices. Voici ce que dit la journaliste qui a visité le camp :

« Sur ce terrain sont installés différents appareils pour les exercices sportifs qu'on fait exécuter aux prisonniers. L'observateur superficiel qui ne veut rien voir peut avoir l'impression que les prisonniers se perfectionnent. Mais celui qui sait observer voit qu'on se trouve en face d'un système raffiné de torture. En effet, même pour un professionnel, les exercices demandés sont presque irréalisables. Pour les accomplir, il faudrait un entraînement méthodique et durable et avant tout une alimentation exceptionnellement bonne. Mais dans ce camp qui existe depuis le 21 mars tous les détenus sans exception doivent les exécuter et ceci non une fois, mais pendant quatre heures chaque jour pendant des semaines et des mois, et en plus de leurs autres exercices, des marches et des chants. A droite, à dix mètres des buissons, se trouvent des barres fixes. Tout détenu doit premièrement faire de la gymnastique sur cet appareil. Dix mètres plus loin se trouve une planche ou mieux une palissade de bois de 2 m. 50 de haut sur 3 de large par-dessus laquelle

il doit grimper. A la même distance se trouve un fossé profond de 2 mètres et large de 2 à 3, dont le fond est bourbeux et au-dessus duquel il doit sauter. Pour l'instant il est vide, mais bientôt il sera rempli d'eau, 10 mètres plus loin se trouve une répétition de ce fossé, mais en fait il s'agit d'une surélévation de 2 mètres de haut et de 80 centimètres d'épaisseur par-dessus laquelle le prisonnier doit grimper. Puis il y a encore le long de la limite de gauche une espèce de piège long de 10 mètres et profond de 70 à 70 centimètres sur lequel les détenus doivent grimper. A l'intérieur de ce piège se trouvent espacés de cinquante en cinquante centimètres des planches venant alternativement d'en haut et d'en bas et qu'on ne peut passer qu'en rampant. L'espace qui reste pour ramper est si étroit que seul un enfant y passe sans effort. Pour un homme moyen c'est presque impossible. A la sortie de ce piège on doit encore sauter deux obstacles de 1 mètre à 1 m. 50. Lorsque la série de ces exercices est achevée on recommence, et cela pendant 4 heures tous les jours, toutes les semaines, tous les mois... »

Nous nous sommes adressés à un médecin spécialiste réputé, le Dr Bellin du Coteau, et nous l'avons prié de nous donner son avis sur l'effet de ces méthodes sur l'organisme humain. Nous avons soumis à ce spécialiste politiquement neutre, les faits contenus dans ce récit sans préciser qu'il s'agissait là des camps de concentration fascistes en Allemagne. Le Dr Bellin du Coteau a répondu à notre question de la manière suivante :

Paris, le 27 mai 1933.

« Cher Monsieur,

« Je vous envoie ci-joint la consultation que vous m'avez demandée.

« 1) Les courses de fond et les exercices avec obstacles dont vous parlez rentrent dans la catégorie des épreuves athlétiques. Ils sont basés sur le même principe que les premiers exercices de gymnastique du colonel Amoros (1830).

« Ils ont été repris par l'armée sous différentes formes et on les a employés pendant la guerre pour entraîner les troupes. Ils figurent dans le programme des associations patriotiques.

« Il s'agit là d'exercices pénibles et difficiles. Les différents obstacles à franchir augmentent à tous points de vue l'effort qu'ils exigent. Ils peuvent provoquer une accélération du pouls qui monterait de 80/100 à 180/200, alors que pour un effort normal il ne dépasserait pas 140/150.

« Les courses athlétiques exigent de la part des sportifs une condition physique parfaite, indispensable pour permettre à l'organisme de supporter l'effort demandé.

« Elles nécessitent également au préalable un entraînement général (saut, courses, exercices variés) qui doit durer environ 2 mois.

« 2) Ces courses ne doivent pas se répéter dans la même journée. Il est absolument inutile, voire nuisible, de faire le parcours plus de 3 fois. Chaque exercice doit être suivi d'un repos d'une heure au moins.

« 3) Il est indispensable, avant d'exiger du corps un tel effort, de procéder à un examen médical pour se rendre compte s'il n'existe pas de lésions qui le rendraient dangereux. Cette prescription s'impose d'autant plus qu'il s'agit d'une dépense physique de longue durée, qui pourrait affecter de façon grave un organisme inadaptable ou insuffisamment préparé.

« 4) Tout individu soumis à un effort physique de cet ordre a besoin d'une nourriture spéciale, riche et abondante. L'équilibre physique ne peut être maintenu à moins.

Dr Bellin du Coteau. »

ARRACHÉ A LA VIE

Ce qui est plus terrible encore que les tourments physiques que doivent subir les prisonniers, c'est la torture morale dont ils souffrent. Arrachés à la vie et à leur métier, ils doivent renoncer aux besoins les plus primitifs tant intellectuels que physiques. Pas d'heures de liberté, pas de distraction, pas de vacances, pas de diversion, aucune possibilité de s'instruire. Travaux forcés et exercices, voilà la journée des internés des camps : *De Telegraaf* nous dit à ce sujet :

« De toilettes, aucune. De cantine, il n'y en a pas. (C'est pure faveur si on peut se procurer quelque chose.) Visites : aucune. Lecture : des écrits nazis, uniquement. Quelques classiques, trop difficiles pour des ouvriers. Fumer : défendu (permis à titre de faveur exceptionnelle.) Lettres : toutes les 2 semaines, une, et censurée. Musique et sport : pas du tout. Bain : un par mois (d'autres disent, aucun). Paquets de nourriture : ne sont pas délivrés. »

Le correspondant du *Politiken* cite dans son article sur les camps de concentration des lettres de prisonniers qu'il a vu à la censure du camp de Heuberg. Ces lettres ne sont que le cri déchirant d'hommes torturés.

« Ah, que de désirs, que de tristesse, que de malheurs, que de larmes !.. que de supplications au ciel pour qu'il protège une mère, une femme, les enfants qui tendent leurs bras décharnés vers les martyrs invisibles de cette prison... » dit le commentateur, et il cite :

« Ah si je pouvais une fois encore presser sur mon cœur notre petite Hedwige...

«... Si seulement j'avais pu être à Pâques parmi vous...

«... Pauvre mère, as-tu seulement à manger ?... »

C'est ainsi qu'ils doivent vivre pendant des jours, des semaines et des mois. Ils ne voient que les chevaux de frise et les barbelés, derrière lesquels ils doivent exécuter des exercices abrutissants ou un travail insensé.

LE CHEMIN DE LA MORT

Tout détenu en prison peut calculer combien de jours le séparent encore de la liberté. Chaque jour le rapproche de la libération. Le prisonnier des camps de concentration ne sait pas pour combien de temps il est emprisonné : Jours, semaines, mois, années ? L'espoir vient, puis s'abat. C'est l'incertitude qui doit le mater.

Le traitement barbare des enfers de concentration, la torture de l'incertitude, conduit beaucoup de détenus à des actes de désespoir. Les suicides sont à l'ordre du jour. *De Telegraaf* parle de la « psychose des prisonniers » et relate de nombreux cas de suicide tentés et réussis.

Le capitaine Buck a dit au reporter du *Politiken* que les suicides dans son camp de Heuberg n'étaient pas rares.

« ABATTUS EN FUYANT »

La presse officielle allemande répète sans cesse que des détenus ont été abattus en voulant fuir. L'invraisemblance de ces affirmations est visible. Les camps sont étroitement surveillés : des patrouilles bien armées de S. A., des chiens policiers, des phares qui éclairent fortement le camp. Toute tentative de fuite doit apparaître au détenu comme impossible. C'est pourquoi de telles tentatives sont très rares. Malgré cela, la presse parle souvent de prisonniers abattus pendant la fuite. « Abattus en voulant fuir », c'est ainsi que le gouvernement explique les meurtres des camps de concentration.

DACKAU, LE CAMP DU MEURTRE

Le meurtre rôde dans ce camp près de Munich. Il y a eu là 14 meurtres au moins dont on connait les détails.

Au milieu d'avril, l'agence Wolff annonçait :

« Munich, 14 avril. Des communistes ont tentés de fuir du camp de concentration de Dachau, près de Munich. La police des sections d'assaut s'est vue forcée d'user de ses armes à feu. Elle a abattu 4 communiste dont 3 sont morts et le quatrième grièvement blessé. »

Le commandant de Dachau a confirmé les faits au journaliste anglais Geyde. (*Faily Telegraph* du 27 avril, 1933).

L'Agence d'information Wolff tait prudemment les noms des fusillés. Des communistes.... Máis bientôt voilà qu'on apprend qu'il ne s'agissait pas du tout de communistes, mais de prisonniers juifs bourgeois. Un prisonnier qui a pu s'échapper du Dachau raconte l'ignoble assassinat de 4 juifs sans défense.

« Il y a quelques jours nous marchions comme toujours au travail. Tout à coup les prisonniers juifs, le commerçant juif Goldmann, l'avocat Benario, de Nuremberg, les commerçants Arbliner et Erwin Kahn reçurent l'ordre de se mettre hors du rang. Sans qu'une parole ait été prononcée, quelques hommes de la section font feu sur les prisonniers qui n'ont pas fait le moindre geste pour tenter de s'évader. Tous 4 tombèrent morts à l'instant. Les cadavres portaient tous des blessures au front. Ils furent ensevelis secrètement au cimetière sans que personne pût assister à l'enterrement. Puis on nous réunit : un chef de compagnie fit un discours et déclara que c'était parfait, que ces 4 sales juifs soient morts. Ils avaient été des éléments étrangers au peuple qui n'avaient pas le droit de vivre en Allemagne. Ils avaient reçu une punition méritée. »

La chronique criminelle de Dachau continue. Peu de temps après l'assassinat des 4 bourgeois juifs, l'agence Wolff annonce à nouveau une fuite de Dachau :

« Munich, 14 mai. Le prisonnier préventif Haussmann interné dans le camp de concentration de Dachau, étant occupé à des travaux à l'ex-

térieur, a tenté aujourd'hui de fuir. Hausmann malgré des appels réitérés du poste de garde ne s'arrêta pas. Le poste fit alors feu et atteignit mortellement le fuyard. »

Hausmann, comme les 4 prisonniers juifs a été assassiné lâchement. Des autres crimes de Dachau dont plus de 20 nous ont été annoncés, nous n'énumèrerons que ceux que nos enquêtes ont pu contrôler.

Major de la police : Hunglinger, soi-disant suicide.
Sebastian Nefzger, soi-disant suicide.
Michaël Sigmann, Social-démocrate de Pasing, abattu en fuyant.
Franz Lehrburger, communiste de Nüremberg, abatttu en fuyant.
Anton Hausladen, communiste.
Franz Dressel, député communiste au Landtag.
Joseph Götz, député communiste au Landtag.
Docteur Alfred Strauss, avocat de Munich, abattu en fuyant.
Wilhelm Aron, référendaire de Bemberg, abattu en fuyant.
En outre sont « disparus » de Dachau :
Max Holy, Secrétaire pour la Bavière du Sud du Secours rouge.
Hirsch, conseiller municipal communiste.
Johann Wiesmann.

MEURTRE BESTIAL DES DÉPUTÉS AU LANDTAG DRESSEL ET GŒTZ

L'assassinat des 2 députés communistes au Landtag, Dressel et Göetz, est le plus épouvantable des meurtres du camp de Dachau,qu'on ait connu jusqu'ici. Peut-être ce crime bestial aurait-il été ignoré ou annoncé comme une exécution ou comme une fuite par la presse gouvernementale si par un heureux hasard le co-détenu Beimler, fonctionnaire communiste et témoin oculaire de cet assassinat n'avait pas réussi à s'échapper. Beimler, qui a lui aussi été effroyablement maltraité et qui devait être tué comme ses camarades de misère, réussit à s'enfuir malgré de graves blessures. Beimler a fait les déclarations suivantes :

« Le député communiste Dressel a été torturé par ces brutes jusqu'à en mourir, ils le jetèrent sur le carreau de sa cellule, le corps dans un état lamentable, couvert de taches bleues et noires, de blessures et de sang coagulé. Les mains avaient gonflées de 10 centimètres environ sous l'effet de coups innombrables. Les jambes et les bras ressemblaient à d'informes sacs bleus et noirs. Le cadavre avait le visage tourné vers la terre, un bras retourné de force vers l'extérieur ; l'artère du pouls avait été bandée ; on avait en outre découpé en triangles des morceaux de chair dans le bras. A côté, était posé un couteau pour faire croire au suicide. Lorsqu'ils eurent assommé Dressel, les gens des sections de soutien commencèrent à faire de la musique et organisèrent une vraie fête. Dressel fut enterré le 10 mai dans le petit village de Brittelbach, près de Dachau.

« Les brutes avaient jetés le cadavre dans une caisse. Tous ceux qui assistèrent aux obsèques frissonnèrent lorsqu'ils virent le corps épouvantablement mutilé.

« Le communiste Sepp Goetz quelques semaines avant son assassinat était déjà devenu sourd par suite de tortures effroyables. Les nazis continuèrent à le battre, jour pour jour, et l'abattirent à peu près à l'heure où ils assassinèrent Dressel. Le corps Goelz fut inciné le 12 mai.

Le communiste Beimler, les 4 premiers jours de son séjour à Dachau, ne reçut ni pain ni eau, mais uniquement des coups sur son corps nu, de la plante des pieds, à la nuque. Pour le frapper les brutes se servaient de nerfs de bœuf noueux d'un mètre de long.

« Les bandits poussèrent Beimler dans la cellule dans laquelle se trouvait le cadavre de Dressel ; lui montrèrent le corps et lui dirent : « Il faut faire comme lui ! » A propos du couteau qui était à côté du cadavre, ils remarquèrent : Nous n'avons pas mis là ce couteau pour couper du pain. Puis ils voulaient forcer Beimler à se pendre. Ils le menacèrent, s'ils ne se pendait pas avant le matin suivant, de le faire pour lui. Dans la presse éhontée qui écrit tout ce qu'exigent les nazis, on aurait alors pu lire : « Le communiste Beimler s'est pendu dans sa cellule. »

« Malgré ces menaces de mort, Beimler réussit à fuir. Nous ne voulons pas, pour des raisons compréhensibles, expliquer comment Beimler y est parvenu. En chaussettes, à moitié habillé, Reimler se traîna avec une volonté inimaginable, le corps battu et rompu, à Munch où des ouvriers révolutionnaires le reçurent et lui donnèrent les moyens d'aller plus loin. »

La presse gouvernementale a prétendu que Dressel s'est suicidé. Dachau n'est pas une exception. Dans d'autres camps, des crimes analogues ont eu lieu. Dans le camp de Königstein, le communiste Gumbert. de Heidenau, a été assommé. Si au seul camp de Dachau en peu de semaines, on a pu relever 14 assassinats, on peut imaginer combien de victimes sont tombés dans les 45 camps de concentration, et qui ne sont connues jusqu'ici que par leurs bourreaux.

AUCUNE TORTURE NE BRISE L'ESPRIT ANTIFASCISTE

Malgré toutes les tortures morales et physiques auxquelles sont exposés les détenus dans les camps de concentration, malgré les menaces de mort constantes, les prisonniers sont restés fidèles à leurs convictions antifascistes.

La *Deulsche Allgemeine Zeitung* écrit le 30 avril 1933 :

« Les cachettes d'armes ne sont pas encore toutes découvertes. La mauvaise volonté et le fanatisme têtu existent encore et ne veulent pas comprendre que les expériences bolchévistes ont fait leur temps en Allemagne. Ce qui est significatif de cet état de faits, c'est que voici peu de temps des détenus ont réussi grâce à des parents venus les visiter, à faire sortir du camp des documents. »

Le capitaine Buch et le lieutenant Kaufmann parlent au correspondant du *Politiken* qui rend compte de leurs déclarations :

« Des détenus ils parlent sans haine, mais avec la plus grande méfiance à l'adresse moins de ceux qui s'avouent des ennemis que des adversaires « de mauvaise foi » qui affectent un penchant pour le système nazi sans l'avoir...

« ... Les hommes sont comme les huîtres. Lorsqu'on leur parle pour les persuader et pour ouvrir leur esprit, ils disent oui et *amen*. Ils semblent partager votre opinion et avoir enfin été gagnés à la bonne cause. Mais dans leur fort intérieur rien n'est changé. Ils restent des adversaires comme avant, dit le lieutenant Kaufmann. Et Buch ajoute :

« Les pires sont les docteurs et les intellectuels. Ils devraient pourtant apprendre et pouvoir être touchés par notre sagesse. Pas du tout. Ils sont sans intelligence. C'est eux que nous devons garder le plus longtemps ici. »

A Brême et en d'autres lieux, des communistes libérés ont de nouveau été arrêtés parce qu'ils continuaient leur travail antifasciste. Le préfet de police de Munich Himmler, a dû confirmer ces faits dans un discours :

« Il n'est pas possible de libérer ces fonctionnaires. Lors de quelques essais que nous avons fait, on a pu constater qu'ils tentent de continuer à faire de l'agitation et à créer des organisations. »

La fidélité à leur conception et la volonté de combat des prisonniers ne sont pas brisées. La simple lettre ci-jointe est un poème héroïque de la combativité prolétarienne.

« Malgré toutes les chicanes, les camarades restent fidèles au parti. Même s'ils n'ont qu'un contact défectueux avec nous, ils prennent position dans toutes les questions politiques. Le « National sozialistische Kurier » les renseigne sur tous événements et leur préparation marxiste leur permet de se faire une image exacte de la situation. En plus, malgré la censure et l'isolement les relations avec nous ne peuvent pas être coupées. Les gardiens mêmes ne peuvent se soustraire à l'influence marxiste. Taisons les détails, une chose est claire, le camp de concentration raffermit les camarades et consolide leur fidélité au parti. »

DES DIZAINES DE MILLIERS D'HOMMES DANS LES PRISONS ET DANS LES CAMPS DE PRÉVENTION

Les 35 à 40.000 prisonniers parqués aujourd'hui dans les camps de concentration ne constituent pas la totalité des prisonniers politiques en Allemagne. Il faut y ajouter les prisonniers qui sont à l'instruction ou ceux qui condamnés ont été transportés dans les prisons et les maisons de correction. Leur nombre croît constamment. Chaque jour, la presse annonce de nouvelle arrestations en masse. Les nouvelles arrestations ont été surtout importantes dans les dernières semaines de juin. Souvent le nombre de ces nouvelles arrestations de prisonniers politiques — d'après la presse — atteignent pour un seul jour le chiffre de mille. Ainsi la police secrète d'état a arrêté par exemple en un jour :

« A Senftenberg (petite ville de la région minière de Niederlausitz) 267 fonctionnaires social-démocrates. A Brême plus de 80. A Brunschwig, à Hambourg, en Saxe, à Berlin, Stuttgart, etc., quelques centaines.

Le chiffre des détenus politiques dans les prisons et les maisons

de correction ne peut, faute de renseignements officiels, être que le sujet d'une estimation approchée. Le nombre de 12 à 15.000 est plutôt trop bas que trop haut.

Les prisons préventives sont surpeuplées. Des hommes qui ont été relâchés décrivent les conditons épouvantables des prisons préventives. Dans les cellules qui contiennent de la place et de l'air pour un prisonnier, on en a placé maintenant 5 et plus. Une partie des prisonniers n'a pas de lit et doit dormir directement sur le carrelage. On manque de couvertures. La nourriture est partout insuffisante et mauvaise. Le gouvernement fasciste a pour tout le Reich, les états et les villes crée des sections spéciales de la police secrète d'état instaurée par lui, qui, soutenus par la police, la police auxiliaire et les S. A., cernent des quartiers ouvriers entiers et ensuite pratiquent des arrestations en masse. Les arrestations sont absolument arbitraires. Une dénonciation provoquée par une jalousie personnelle suffit pour les justifier.

La déclaration du commissaire d'état à la police de Hesse et significative de la brutalité avec laquelle on agit aujourd'hui.

« 1) Celui qui est en possession d'un tract illégal est jusqu'à nouvel ordre, à envoyer au dépôt. Celui qui livre les tracts aux autorités de la police n'est pas inquiété.

« 2) Si dans un rayon (ville ou arrondissement) il est diffusé des tracts illégaux tous les dirigeants de l'opinion en question K. P. D. S. P. D., etc.) doivent être mis aux arrêts les plus sévères (cellule d'arrêt, nourriture d'arrêt, etc.)

« 3) Les agents de police et les troupes spéciales doivent lors des rondes se servir immédiatement de leurs armes à feu contre les distributeurs de tracts qui ne s'arrêtent pas au premier commandement. »

Parmi les prisonniers qui se trouvent aujourd'hui en prison préventive se trouvent de nombreux fonctionnaires connus du parti communiste, du parti social démocrate et beaucoup de membres du parti démocrate, du parti populiste du centre et même du parti national allemand.

L'un des premiers arrêtés fut le chef du parti communiste, Ernst Thælmann. Il fut arrêté le 3 mars à Charlottenburg et jeté en prison. On publia dans toutes les feuilles gouvernementales et « uniformisées » que l'arrestation avait été faite en liaison avec l'incendie du Reichstag. On créait ainsi l'ambiance nécessaire à toutes les humiliations qu'on réservait au chef révolutionnaire. On a appris que tous les jours on fait défiler devant la cellule ouverte de Thælmann des hommes des sections d'assaut comme s'il s'agissait de montrer une bête sauvage. Des cortèges de jeunes gens osent venir lancer des injures à Thælmann, candidat ouvrier à la présidence, chef d'un parti qui put réunir 6.000.000 de voix.

LA TERREUR DES ARRESTATIONS

L'étranger peut difficilement se faire une image de la technique des arrestations qui depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler sont devenues l'exercice journalier de la police et des S. A.

Un tract illégal paraît dans un quartier. Un policier ou un ami des nazis fait une dénonciation. Immédiatement après arrivent en trombe les autos de la « police à destination spéciale ». On barre tout le quartier, on visite toutes les maisons du toit aux caves, on saisit les livres, les machines à écrire et on emmène souvent des citoyens absolument hors de cause. Toute velléité de résistance est immédiatement punie. Des protestations contre les confiscations provoquent la mise aux chaînes et l'arrestation.

Quelques titres de journaux au hasard de quelques jours pour caractériser ces actions :

« 70 communistes arrêtés » (*Volkischer Beobachter*, 10 avril).

« Grande razzia à Erfurt, Dresde et Albona » (*Berl. Tageblatt* du 25 avril).

« Perquisitions à Charlottenburg » (*D. A. Z.* du 29 avril).

« La fraction du conseil municipal social-démocrate est arrêtée à Munich. »

« Les conseillers social-démocrates sont invalidés » (*D. A. Z.* du 12 avril 1933).

« Razzia à Bulowplatz ». « Arrestations de communistes à Stuttgart » (270 arrestations et 400 perquisitions). « Membres d'un complot communiste arrêtés à Meissen. » « Grande razzia dans le nord de Berlin » (*D. A. Z.* du 12 avril).

On trouve des centaines d'informations de ce genre dans tous les journaux en mars, avril, mai, juin et juillet. Vers la fin juin, lors de la dissolution du parti social-démocrate et de la Ligue des jeunes nationaux allemands, les persécutions s'aggravent. Au lieu de centaines, ce sont des milliers de gens qui maintenant sont envoyés en prison.

Le gouvernement hitlérien commence au début de juin à arrêter comme ôtages les parents des chefs ouvriers qui ont fui. Le cas le plus connu est celui de l'arrestation de cinq membres de la famille de Scheidemann, qui n'est cependant qu'un cas entre de multiples autres du même genre.

LA TERREUR DES CONDAMNATIONS

Les procureurs depuis le 27 février sont sous pression. Des tribunaux d'exception siègent dans toutes les grandes villes d'Allemagne. Le flot des dénonciations amène toujours de nouvelles victimes devant le tribunal nazi. Les accusations sont aussi arbitraires que les condamnations.

Souvent les gens arrêtés restent des semaines sans être interrogés et sont ensuite remis en liberté. Mais après leur libération, ils continuent à être menacés tous les jours et souvent doivent se présenter régulièrement à la police. On sait qu'ils n'ont été relâchés que parce que les prisons étaient surpeuplées et qu'on avait besoin de place pour de nouvelles victimes. Voici des exemples pour montrer la mesquinerie des arguments employés pour obtenir des condamnations sérieuses.

« Le tribunal d'exception de Berlin-Moabit a condamné les chômeurs Max Ziegler et Richard Schroter respectivement à 15 mois et 18 mois de prison, parce que Ziegler qui appartenait au K. P. D. a diffusé sur la Weberwiese, dans l'ouest de Berlin, des exemplaires fabriqués illégalement de la « Rote Fahne », qu'il avait reçu de Schroter. Le tribunal d'exception de Darmstadt a condamné pour confection et diffusion d'un tract : à 8 mois, une jeune fille, à 5 mois de prison un jeune homme des jeunesses communistes. Les condamnés ont 16 ans ! »

Nombreuses sont les condamnations, pour excitations terroristes On connaît quelques condamnations du tribunal d'exception de Berlin-Moabit. 4 en un jour. On peut se faire une idée du nombre des arrestations par la famille des prisonniers à qui le juge d'instruction a dit qu'avant 4 semaines il ne pourrait y avoir aucune décision. Les parquets malgré un personnel doublé sont incapables d'étudier la quantité innombrable des dossiers.

Nous pouvons nous rendre compte de l'effet de la terreur par les plaintes des femmes des accusés qui ne réussissent que très rarement à trouver un avocat qui ose s'occuper de la défense d'un antifasciste.

La situation des emprisonnés est aggravée encore du fait que le gouvernement hitlérien a également interdit le « Secours rouge » qui s'est occupé infatigablement depuis des années des familles des prisonniers. Malgré les persécutions les plus graves, le Secours rouge persévère dans son travail en Allemagne et il est soutenu par l'aide active des organisations du Secours rouge dans tous les pays et du soutien fraternel au comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien fondé sur l'initiative du S. O. I.

L'Allemand n'a jamais été aussi peu en sécurité que depuis l'instauration par Hitler des décrets « pour la protection de la sécurité de l'état ». Des milliers de gens vivent sous la surveillance de la police, des dizaines de milliers vivent dans l'attente de leur arrestation, dans un état de complète insécurité légale. Chaque instant du jour et de la nuit, les poings des bourreaux bruns ou de la police officielle peuvent frapper à n'importe quelle porte allemande.

Mais les communiqués officiels déclarent dans leur jargon policier : la tranquillité et l'ordre règne en Allemagne.

Tranquillité de cimetière.

Ordre de maison de correction.

MEURTRES

MEURTRES

« Des têtes rouleront, oui des têtes rouleront »
(Hitler, devant le Tribunal d'Empire en 1930).

Le meurtre rôde par l'Allemagne. Des casernes des sections d'assaut on retire des cadavres méconnaissables dans des cercueils cloués. Dans les forêts sombres on retrouve des morts qui ont été défigurés au point de ne plus pouvoir être identifiés. Les fleuves charrient des corps attachés ensemble. Dans les morgues sont exposés des morts inconnus. Des centaines de tragédies se déroulent : la femme voit son mari entre les revolvers et les matraques des sections d'assaut qui l'arrachent de nuit hors de son lit, et elle sait qu'elle ne le reverra plus vivant. Le lendemain matin, on le retrouve la tête transpercée d'une douzaine de coups de couteau, le visage torturé. La presse annonce *Abattu en fuite*, à suppposer qu'il paraisse une note dans la presse. La mère dans sa détresse impuissante entend les cris de douleur de son fils emprisonné ; elle ne veut pas y croire et pourtant quelques jours après elle reçoit l'avis d'avoir a enlever son cadavre.

Un homme est pris de nuit. A travers les rues, de la caserne des sections d'assaut, on entend ses cris jusqu'à ce qu'il meurt. Un autre est piétiné, battu, torturé jusqu'à ce que, presque fou, il saute par la fenêtre du troisième étage. Les valets du bourreau ricanent : il a voulu fuir par la fenêtre. Un autre est trouvé les membres brisés dans la cage de l'ascenseur. Un autre encore est couché avec les reins rompus ; presque pas de plaies à l'extérieur, mais au lieu d'urine, il pisse du sang. Il meurt peu après.

Le meurtre rôde par l'Allemagne : sournois, bestial, méthodique. C'est un fait d'expérience historique que la classe dominante d'un ordre social sur le point de disparaître recourt à une brutalité effrénée pour maintenir son pouvoir. L'Allemagne d'Adolf Hitler en est une nouvelle preuve.

Pendant la guerre on tenait registre des morts. On échangeait même les listes d'ennemi à ennemi. Le gouvernement hitlérien n'a bien sûr pas le « libéralisme » de publier les listes de toutes ses victimes. Une petite partie seulement des crimes, les cas qui par la personnalité du

mort où le grand nombre des témoins ne peuvent être cachés, sont annoncés sous la rubrique « Abattus en fuite ».. Ou bien l'on a donné n'importe quel autre faux prétexte. Gare à celui qui tenterait d'approfondir la vérité. Un même sort l'attend. Torture et mort. Les centaines de crimes accomplis par les chefs nazis ne seront jamais évoqués devant les tribunaux du régime hitlérien. Le 22 mars une amnistie générale a été décrétée pour tous les actes punissables qui ont pu être commis dans la lutte pour la renaissance nationale. L'amnistie générale est un blanc-sang pour tous les crimes passés ou a venir. Le 23 juillet Goering a garanti à nouveau l'impunité à tous les crimes effroyables commis « au service de la renaissance nationale ».

HITLER ET SES CAMARADES DE POTEMPA

Il n'existe pas de tableau exact des victimes qui, pendant les mois qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de Hitler, tombèrent sous les balles et les couteaux des sections d'assaut. Leur nombre est de plusieurs centaines. Ouvriers social-démocrates, chrétiens, communistes et sans parti. Lorsque le parti national-socialiste se trouvait enfoncé dans des difficultés politiques ou lorsque la résistance opiniâtre des ouvriers menaçait d'arrêter son avance, les vagues de la terreur brune déferlaient plus hautes. Des attentats avec bombe, grenades à main, tentatives de meurtre sur les social-démocrates, communistes et démocrates, eurent lieu dans la nuit qui suivit les élections de juin 1932. Dans de nombreuses villes, ils se produisirent à la même heure, sans doute concertés. En janvier 1933, sous le gouvernement Schleicher, le nombre des violences nationale-socialistes monta de nouveau très rapidement. Après la nomination de Hitler comme chancelier, la terreur des sections d'assaut se déchaîna de plus en plus chaque jour. Dans la première moitié de février seulement on relève vingt-sept assassinats d'ouvriers et d'ouvrières.

Avant le 30 janvier déjà les sections d'assaut possédaient une tactique de meurtre tout à fait au point.Des membres locaux des Sections d'assaut de l'endroit préparaient les meurtres. Des troupes étrangères à l'endroit devaient arriver en nombre supérieur, souvent pour une embuscade. Après avoir tué quelques adversaires, ils devaient tout de suite (souvent en auto) disparaître de la région. Une partie des attentats et des fusillades se faisaient avec des autos et des motocyclettes qui passaient en trombe. Des coups de feu partaient dans les locaux ouvriers, des ouvriers tombaient et les tireurs avaient disparus avant qu'on pût songer à une constatation ou à une défense.

Qu'on se souvienne du crime bestial qui eut lieu pendant l'été 1932 à Potempa en Haute-Silésie et qui, du fait de l'approbation ouverte que lui donna Hitler, fit sensation dans tout le monde Un groupe d'assassins des Sections d'assaut qui auparavant avaient bu dans un estaminet pour se donner du courage pénétra dans le logement d'un ouvrier communiste qui fut littéralement piétiné sous les yeux

OUVRIERS, FEMMES ET ENFANTS ARRETES

attendent des heures entières les bras levés, leur transport dans la caserne des S. A. de Breslau



LOGEMENTS OUVRIERS DETRUITS A CHEMNITZ
ET A FRANCFORT-SUR-LE-MEIN

de sa mère. Lorsque les faits furent dévoilés devant le tribunal, et quelques-uns des assassins condamnés à mort, Hitler se solidarisa avec les criminels et les appela dans un télégramme : « *mes camarades* ». Ils furent grâciés par le gouvernement de Papen.

Peu après le 5 mars, avant même l'amnistie générale, ces assassins furent amnistiés par Hitler et lancés à nouveau contre les ouvriers.

LE MAQUILLAGE DES CRIMES

Nous ne nous servons, comme dans toutes les parties de ce livre, que de matériaux soigneusement contrôlés. Nous nous limitons de préférence à deux sources : aux témoignages venus d'Allemagne de personnes qui ont elles-mêmes vécu les évènements, et aux informations de la presse allemande « uniformisée ». Les informations de presse ne contiennent pas seulement une confirmation officielle des crimes, mais elles font aussi ressortir vivement les méthodes grossières par lesquelles on cherche à voiler les faits, les mettant ainsi bien souvent en lumière.

Au mois de mars, il parut encore des informations sur les crimes politiques qui avaient été rédigées par la presse elle-même. Les journaux ouvriers étaient alors déjà interdits et la presse du Centre était si intimidée que souvent elle n'osait pas insérer les nouvelles les plus authentiques.

Malgré l'esprit de soumission de la presse, des nouvelles compromettantes parvenaient à l'opinion publique en si grand nombre que le gouvernement hitlérien craignait pour son prestige. A la censure locale des commissaires nazis et à l'auto-censure des journaux, vint s'ajouter la censure centralisée du ministère de la propagande. Le 2 avril on avoue ouvertement que dans le IIIe Reich le compte-rendu des crimes ne regarde ni la police, ni la presse, mais la propagande.

« Berlin, 2 avril (Agence Wolf). Le gouvernement du Reich a donné des instructions à toutes les agences d'après lesquelles les informations sur les incidents en Allemagne ne peuvent être publiées avant d'avoir reçu l'autorisation du bureau de la presse du gouvernement du Reich (ministère de la propagande). Toute altération du texte autorisé est interdite. »

Par suite de la censure centralisée, les nouvelles deviennent plus schématiques. La presse « uniformisée » se plie exactement aux ordres. Rarement il est donné une image concrète des faits. Dès qu'il est donné des indications plus détaillées, les contradictions des détails dévoilent le mensonge.

Différentes catégories de falsifications sont de plus en plus clairement appréciables :

1° La découverte de cadavres soi-disant inconnus. La police réussit dans la majeure partie des cas à identifier sur le champ les corps des gens qui en général ont été déclarés disparus depuis des jours. On cache

à l'opinion publique cette identification ou on la publie après des semaines, très discrètement. Dans cette catégorie figure un certain nombre de membres des Sections d'assaut assassinés par la Vehme.

2° En liaison avec la vague de suicides qui accompagne depuis le 5 mars la terreur fasciste, on tente de présenter un grand nombre de crimes commes des suicides.

La maladresse avec laquelle on monte parfois ces tromperies ressort du communiqué officiel de l'assassinat du conseiller municipal de Magdebourg, Kresse :

« Magdebourg, *le 14 mars*. Un incident sanglant a eu lieu à Felgeleben près de Magdebourg. Tard dans la nuit de dimanche, dans un café qui avait servi de local de vote, le conseiller social-démocrate Kresse, venant de Magdebourg, a été mis en état d'arrestation préventive par l'agent de police présent, sur les injonctions de quelques membres des sections d'assaut. Kresse entra. Dans une pièce voisine du local, il eut une discussion avec ces hommes. Il fit feu sur les nationaux-socialistes. Le chef de section, Gustav Lehmann, fut grièvement blessé par ce coup de feu. Tous les assistants s'enfuirent du local sur lequel plusieurs coups de feu furent tirés du dehors. Peu de temps après, on trouva dans le café Kresse, une balle dans la tête. Une autopsie a lieu en ce moment pour établir si Kresse après avoir tiré lui-même mit fin à ses jours ou s'il a été tué par les coups de feu tirés de l'extérieur sur le local. »

La presse du parti national-socialiste à tendance à monter en épingle de telles informations. Le 25 avril le *Volkischer Beobachter* présente un atroce lynchage comme un suicide et cela avec des détails qui prouvent que l'hypothèse du suicide est exclue.

« *Affreux suicide. Couvert de goudron et brûlé.* — Un habitant de cet endroit s'est suicidé d'une manière affreuse dans sa tonnelle du Herner Moor. Il se rendit dans la remise voisine où se trouvait un tonneau de goudron. Après s'être dévêtu en partie, il s'est entièrement enduit de goudron et a allumé ensuite le tonneau. Il a trouvé la mort dans cet incendie. La raison du suicide ? la neurasthénie. La tonnelle est complètement brûlée. Le suicidé était marié et avait plusieurs enfants. »

Ce genre d'information a l'air de sortir d'un roman feuilleton. On cherche en dépeignant l'évènement de façon lugubre à mettre hors de question le motif, les tenants et les aboutissants.

3° On cherche à faire croire à la mort naturelle des victimes qui meurent à l'hôpital des suites de mauvais traitements. Dans une série de cas (Le Dr Eckstein à Breslau par exemple) l'information ne peut pas s'empêcher de calomnier les victimes au delà de la mort. La découverte de maladies sexuelles sert à la diffamation.

4° Essai de faire croire à un crime non-politique. Les indications les plus élémentaires sur le motif et l'auteur font défaut parce qu'elles conduiraient sur la bonne piste. L'absence totale de ces informations rappellent le vide des communiqués officiels pendant la guerre.

« La police communique : « Samedi soir le couvreur Heseler fut prié par plusieurs personnes de les suivre à Lessingstrasse 21. Des loca-

taires entendirent peu après quelques coups de feu. H. fut découvert dans le grenier de la maison grièvement blessé et transporté à l'hôpital où il mourut peu de temps après. Les auteurs du crime ont pu s'échapper sans être reconnus (*Germania* du 15 mai).

5º Là ou toutes les manœuvres échouent et où il est impossible de cacher qui a été tué, et par qui, et que seules les raisons politiques constituent la raison de l'assassinat, on se sert d'une formule qui depuis l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg a un caractère très précis, sans équivoque : *Abattu en fuite*.

En témoignage du cynisme avec lequel cette méthode est appliquée, nous donnons les informations officielles concernant le cas de Heinz Bässler.

« 1) *Frankfurter Zeitung* » du 5 avril informe de Dusseldorf, 4 *avril*, (Wolff) : Bässler, dirigeant communiste recherché depuis longtemps, a pu être apréhendé ce matin par des agents de police auxiliaire. Pendant la fouille, il a profité d'un instant de relâchement de la surveillance pour tenter de fuir. Comme il ne s'arrêtait pas à des sommations réitérées, les agents se servirent de leurs armes à feu. B. a été grièvement blessé par une balle et est mort après son arrivée à l'hôpital.

« 2) L'*Angriff* du 5 avril, annonce de Dusseldorf, 5 avril : Le poste de police communique : Le 4 avril vers 16 heures (!) un fonctionnaire communiste Bässler a été arrêté dans son logement par des hommes des sections de soutien. En perquisitionnant à son logement, on a trouvé deux paquets de dynamite. En outre on a saisi des écrits. Sur le chemin du poste, B. a essayé de fuir. A des ordres réitérés de s'arrêter, B. n'obéit pas, mais continua sa fuite, malgré quelques coups de feu tirés en l'air. Il fut grièvement blessé par une balle dans le dos et mourut peu après son arrivée à l'hôpital.

(En réalité, le logement de Bässler avait été cerné de nuit, on l'arrêta au matin et il fut abattu dans la rue. Les contradictions des communiqués officiels ne peuvent pas s'effacer. La dynamite n'a pas été trouvée mais imaginée. Mais « les coups en l'air » n'ont pas manqué leur but.)

« FORTE RÉGRESSION DES CRIMES POLITIQUES »

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 6 mai 1933 a publié sous le titre « Forte régression des crimes politiques depuis la prise du pouvoir par le gouvernement national ».

(On nous communique officiellement) :

« Comme le déclare M. le Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur Göring par l'intermédiaire du chef de la police secrète de l'État, on constate depuis le début de la renaissance nationale une diminution sensible des violences avec issues mortelles commises pour des motifs politiques... Presqu'aussitôt après la prise du pouvoir par le gouvernement national, les mesures énergiques de défense du nouveau gouvernement, avec la détente des rivalités politiques due à la victoire du mouvement national, ont déterminé une décroissance rapide des cas mortels qui jusqu'ici étaient constants, et qui en avril n'ont atteint que le chiffre de deux, le plus bas depuis longtemps. »

Au moment même où le gouvernement de Hitler faisait paraître cette information transparente, on signalait officiellement qu'à la morgue de Berlin, rien qu'au mois d'avril, on avait transporté 46 morts dont les traits avaient été rendus méconnaissables. La presse fasciste a, au mois d'avril, avoué dans ses propres informations 50 crimes politiques avec indication de noms.

Nous décrirons ici quelques assassinats effarants d'ouvriers et d'intellectuels par les Sections d'assaut. Il y a des instants où le lecteur est pris de doute et ne veut plus suivre des récits de la terreur qu'il prend pour de la fantaisie. Et pourtant, il sont authentiques, confirmés par de nombreux témoins, confirmés parfois par les assassins eux-mêmes.

« CETTE ACTION N'EST PAS UNE ACTION ALLEMANDE »

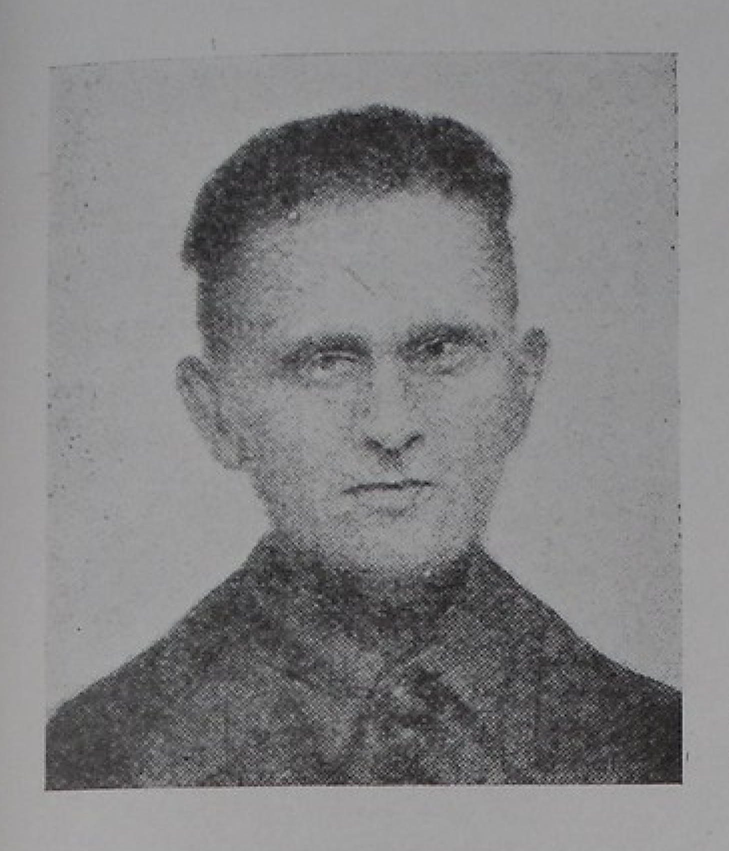
Le 4 avril l'ouvrier communiste Bässler fut assassiné à Dusseldorf. Nous publions plus haut les informations de la *Frankfurter Zeitung* et de l'*Angriff* qui tentent de présenter ce crime comme accompli au cours d'une fuite. Henry Bässler a été la victime de la Vehme brune. Jusqu'en décembre 1930 il était membre du parti national-socialiste et chef des sections d'assaut. Il a vu de très près le mensonge nazi et c'est écœuré qu'il a quitté leurs rangs. Il a cherché et trouvé sa voie dans le parti communiste. C'est là le crime. Le crime d'un jeune ouvrier qui, après une dure lutte morale et de fortes études politiques, a quitté le parti nazi et est entré dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Voici la lettre d'un témoin oculaire qui démasque le crime des nazis dans toute sa brutalité. Elle mérite d'être répandue à des millions d'exemplaires.

Tat, war keine deutsche Tat.
Morgens, also Dienstagmorgen um
4 Uhr würden wir von 7 S.S.-
Männer u. 2 Kriminalbeamte
aufgeweckt. Mit Revolver würden
wir in Schach gehalten; Heinzel
mußte sich anziehen und mußt
mitgehen. Wir mußten die Tür
schließen u. durften die Fenster
nicht öffnen. O, Gott wie schlimm
haben sie uns und Heinzel be-
handelt. Die Straßen haben sie
um 3 Uhr schon abgesperrt und
um 4 Uhr kamen sie rauf und
dann haben sie ihn mitgenommen
und auf der Gromds- haben sie
ihn erschossen standrechtlich. O, was
mag der arme Jung gelitten haben
wäre ich doch mitgegangen. Er
hat 3 Herzschüsse ein Arm aus,
Hals am Backenschuss und dann
noch 3 Schüsse im ganzen 8 Schüsse.
Ist das kein Feuermord, aber er
wird gerächt. Sie haben ihn dann
liegen gelassen u. Bauern haben ihn
gefunden, wie einen Hund

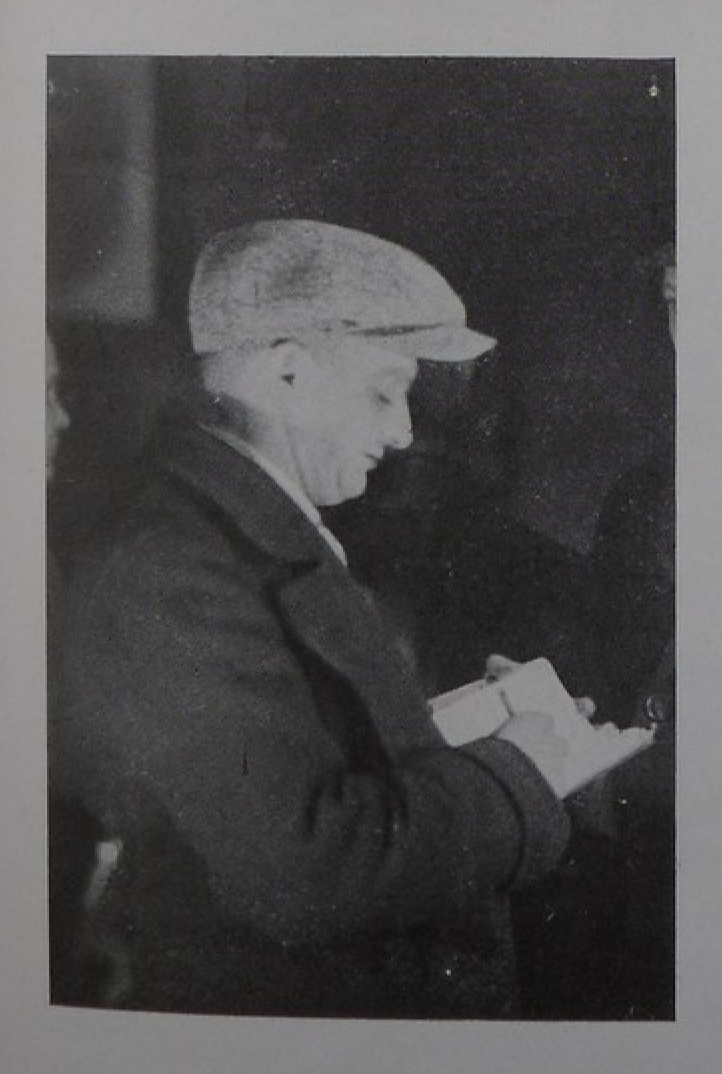
(Texte intégral de la lettre).

« Si seulement notre cher Heinzel vivait encore. Je ne peux pas y croire. Mais Dieu vengera ce crime. Cette action n'était pas une action

DEUX DEPUTES COMMUNISTES AU REICHSTAG ASSASSINES



Walter Schütz a été ignoblement maltraité et tué après son arrestation.



Albert Funck, dirigeant connu des mineurs de la Ruhr. Il a été jeté dans la cour d'une fenêtre du 3e étage de la prison de Recklinghansen.



ERICH BARON

Secrétaire des amis de la Russie neuve, conduit au suicide pendant son incarcération dans la prison préventive.

allemande. Le mardi matin à 4 heures nous fûmes réveillés par sept membres des sections d'assaut et deux détectives. On nous tint en respect avec des revolvers ; Heinz dut s'habiller et les accompagner. Nous dûmes fermer la porte et laisser les fenêtres fermées. Oh ! comme ils l'ont traité notre Heinzel. Ils avaient barré les rues dès trois heures et à quatre ils sont venus. Puis ils l'ont emmené et dans la Sternstrasse, ils l'ont fusillé. Oh ! comme ce pauvre garçon a dû souffrir. Si seulement j'étais partie avec lui. Il a trois balles dans le cœur, une autre dans le bassin et encore deux autres balles. En tout huit blessures. Ensuite ils l'ont laissé et des paysans l'ont trouvé abandonné comme un chien. Je ne peux pas y croire. Je suis allée tout de suite le matin chez M., car Heinz m'avait dit : Va tout de suite chez lui et dis-le lui, car M. m'a formellement promis qu'il m'aiderait (De quelle aide était-il question ?) Heinz a eu trop de confiance dans l'humanité. Mme L., si elle l'avait vu sur la civière, en aurait appelé à Dieu, tant ils l'ont maltraité. Je ne peux pas oublier cette image. Comment peut-on traiter ainsi un homme sans défense ? Puis les mensonges des journaux : Heinz aurait été tué en voulant fuir. Et deux paquets de dynamite qu'on aurait trouvés. Quelle ignominie ! Et impossible d'obtenir justice. Ils n'ont même pas trouvé un pistolet ou une feuille de papier insignifiante. Seulement mes lettres d'amour et quelques cahiers, et les journaux excitent les gens là-dessus. Mais j'en appelle au Dieu du ciel en face d'un crime si grand et si bas... Les gens sont tous très secoués par ce crime, ils ne peuvent pas comprendre que ces hommes puissent abattre un homme isolé si brutalement, si ignoblement. L'enterrement a lieu samedi à une heure 1/2 de l'après-midi au cimetière du sud. Heinz aura un enterrement religieux et beaucoup de gens veulent y assister. Quand j'étais chez M. M.., comment m'a-t-il traité ! Lorsque je lui ai dit : « Comment peut-on fusiller un homme sans défense ? » Il m'a répondu : « Si vous continuez, je vous fais arrêter aussi. »

« Maman vous salue et après l'enterrement elle retournera de nouveau à la maison.

« Il faut que je vous salue aussi bien cordialement pour tout l'intérêt que vous avez porté à Heinzel. Je pense que jamais je ne l'oublierai car je l'aimais tant. »

« Je vous en prie, écrivez-moi et n'en veuillez pas à mon garçon s'il n'a pas écrit, c'était de ma faute. Si seulement je ne l'avais pas fait. Mon bon garçon chéri. »

JE T'ABATS

(*Témoignage-document photographique*)

L'ouvrière Grete Messing, mariée, mère de deux enfants, a quitté son logement de Sommermühlenverg, à Selb (Bavière), le 6 mars au soir vers 6 heures. Son panier au bras elle se dirigeait vers le centre de la ville pour faire des achats. A quarante pas environ de son logement, elle a rencontré un nazi du nom de Lager habitant également Sommer mühlenwerg. Il s'est placé devant l'ouvrière et l'a provoquée en criant « Vive Hitler ». Madame Messing répondit : « Front rouge » et chercha à continuer son chemin. Lager l'arrêta et la menaça, furieux : « Je t'abats ». Elle répondit tranquillement : « Tire ».

Lager plaça son browning sur la gorge de l'ouvrière et presse la gâchette.

Madame Messing, mortellement atteinte, fut ramenée chez elle par son mari. Là, elle eut une hémorragie.

L'assassin se rendit au lieu de réunion nazi de l'endroit, reprit des forces avec quelques verres d'eau-de-vie et se livra à la police auxiliaire. Dix jours après, on le relâchait. Une délégation d'honneur le reçut à la gare de Selb.

Lager ne fut pas exclut des Sections d'assaut. Par contre le mari de la victime et son fils âgé de 19 ans ont été enfermés dans la maison de correction de Bayreuth.

Les polices régulières et auxiliaires continuent à organiser des perquisitions dans les maisons ouvrières de Selb. Ils ne recherchent pas un meurtrier, un criminel, mais une photographie montrant la plaie de la victime. Posséder cette photographie représente un danger de mort en Allemagne.

LES CADAVRES DU BOIS DE MACHNOW

Toute la presse annonça le 11 mars 1933 la découverte dans la forêt de Machnow des corps de trois jeunes gens dont l'identité n'avait pas encore pu être établie. Malgré l'enquête de police, la personnalité des trois victimes n'a pas été révélée. Il s'agit de :

1) Fritz Nitschmann, tapissier, né le 1er-3-09 à Oldenburg, habitant à Berlin, Schöneberg. Sans parti. Ses parents sont également sans parti.

2) Hans Balschukat, ouvrier, né le 28-8-13 à Berlin, habitant Berlin Schöneberg. Membre du Secours rouge.

3) Preuss, 23 ans, habitant Berlin Gotenstrasse 22.

Il a été possible d'avoir les renseignements suivants sur F. Nitschmann qui n'appartenait à aucune organisation.

Le 8 mars à neuf heures et demie du soir, Nitschmann alla avec sa fiancée de la Gledischstrasse par la Grunewaldstrasse dans la direction de la Siegfriedstrasse et de son logement. Lorsque tous deux se trouvèrent au coin de la Stubenrauch et de Erdmannstrasse, une auto rouge particulière arriva par la Siegfriedbrücke et roula sur le côté gauche de la rue déserte. Deux hommes en uniforme des Sections d'assaut sautèrent à bas de la voiture (le chauffeur était en civil), s'avancèrent sur Nitschmann et sa fiancée et leur crièrent « Halte, suivez-nous pour vérification de votre identité ». Les trois hommes avaient des revolvers à la main. Nitschmann dit avec calme : Vous vous trompez certainement » à quoi on lui répondit : « Fermez ça, montez ». Nistchmann suivit l'injonction, n'y comprenant rien. Sa fiancée, également sans parti, voulut monter en voiture, mais reçut un violent coup dans la poitrine. Ils lui dirent pourtant que Nitschmann ne devait les accompagner que pour vérifier son identité, qu'il ne lui arriverait rien. La fiancée qui pleurait du coup reçu ne put retenir ni le numéro de l'auto, ni celui qui se trouve sur le col des S. A.

La voiture traversa Stubenrauchstrasse et prit la Haupstrasse. Peu après l'arrestation, la fiancée se rendit chez la mère de Nitschmann

et lui raconta l'incident. De là, elle s'en fut au poste de police, Kriemhildstrasse, et déposa une plainte. Là on lui dit : « Il ne lui arrivera rien, il reviendra bien. Revenez demain ». Le 9 mars à huit heures du matin, la mère alla au même poste de police, elle aussi reçut la même réponse. Mais on ajouta qu'on avait téléphoné à tous les postes pendant la nuit. Nitschmnan n'y avait pas été amené. Qu'elle revienne à midi. A midi le père alla au poste et fit une déclaration de disparition.

Les parents de Nitschmann restèrent sans nouvelles de la police jusqu'au 11 mars. Ce jour-là à neuf heures des agents vinrent chez eux pour leur dire que dans la *Berliner Morgenpost* il y avait une note disant que dans le bois de Machnow trois cadavres avaient été découverts. D'après la description le père supposa aussitôt que parmi les trois cadavres était celui de son fils. Il retourna immédiatement à la police, qui ne put pas lui donner de renseignements.

A midi, le père se rendit à la section criminelle de la préfecture et parla avec le commissaire qui dirigeait l'enquête. Celui-ci qui ne savait encore rien de l'arrestation de Nitschmann par des S. A. dit au père « Que jamais encore dans sa carrière, il n'avait rencontré de crime d'une telle brutalité et d'une telle sauvagerie. » Après que le père eut raconté ce qu'il savait, le commissaire lui dit « que lui et ses agents feraient l'impossible pour éclaircir ce crime ».

A la morgue, le père en présence du commissaire établit l'identité de son fils. Le cadavre portait dix blessures dont huit coups de feu dans le dos, un autre au cou et le dernier à la mâchoire. L'autorisation de photographier le corps fut refusée. L'incinération est interdite à cause des contradictions éventuelles des experts. Le 15 mars, on n'avait pas encore le permis d'inhumer du parquet.

Deux personnes indépendantes l'une de l'autre se sont fait connaître du père et désignèrent le numéro de l'auto rouge dans laquelle Nitschmann avait été enlevé. Il s'agit du numéro I. A. 78087.

D'après une enquête, l'enlèvement de la deuxième victime s'est passée ainsi :

Hans Balschukat fut arrêté le 8 mars au soir par trois nazis, revolvers braqués, devant l'entrée du 14 Gotenstrasse, à Schöneberg, et transporté dans une auto sombre.

Le 10 mars au matin le père de Balschukat reçut une carte postale ainsi conçue :

« Ai trouvé aujourd'hui un porte feuille avec contenu, prière de chercher le porte feuille chez moi, le samedi 11-3 à 6 heures de l'après-midi. »

Hans Schmidt
Bornstedt près Potsdam
Viktoriastrasse 26. »

Cette carte arriva en l'absence du père. La mère alla avec cette carte à la police judiciaire où on lui dit de n'aller sous aucun prétexte à Bornstedt. En même temps on téléphona à la préfecture et de là à Bornstedt et à la section criminelle dont les membres étaient encore occupés dans

la fôrêt de Machnow. Le portefeuille fut saisi par le parquet. Le même jour, le père retourna à la police judiciaire : On lui dit également de ne pas aller à Bornstadt, que son correspondant serait arrêté car on le soupçonnait d'être le criminel. Les soupçons avaient pour base le fait que le portefeuille n'était pas sali.

Le 11 mars, le père vit le cadavre de son fils. Il était impossible de le reconnaître tout de suite parce qu'il avait été horriblement maltraité. Les lèvres étaient bleues et très gonflées, la mâchoire fracassée. La gorge, le larynx et la poitrine étaient couverts de taches bleues provenant probablement de coups de pied violents. Les bras et la poitrine avaient des ecchymoses provenant d'un ligotage.

La victime avait reçu d'après l'inspection superficielle du père (on lui défendit de regarder de plus près) sept ou huit balles dont deux dans la partie inférieure du crâne, une dans la tempe, deux ou trois dans le bras droit ainsi qu'une balle dans le côté droit de la poitrine.

Impossible d'avoir des renseignements sur la troisième victime, Preuss car son père refuse de dire quoi que ce soit. Le père est machiniste à la Reichsbahn. Il ne se préoccupe pas de l'enterrement de son fils. Celui-ci a été fait par l'Assistance Publique. A Schöneberg on raconte que, en ce qui concerne Preuss, les nazis auraient commis une méprise. Ce Preuss assassiné aurait été en bonnes relations avec eux.

VERGES D'ACIER ET ACIDE CHLORHYDRIQUE

(*Témoignage de Brunschwig*)

Le monteur Grotehenne n'avait aucun poste politique. Il était membre de la Bannière d'empire. Le lundi 27 mars, Grotehenne reçut la visite d'hommes des Sections d'assaut qui lui demandèrent de venir à leur local. Sa femme croyait qu'il s'agissait de l'obligation habituelle d'adhérer au parti nazi, conseilla à son mari de le faire tout de suite et de ne pas quitter la maison.

Mais Grotehenne accompagna les nazis dans leur local. Des heures passèrent il ne revint pas. Sa femme décida d'aller le chercher. Devant le local était posté un nazi du nom de Meyer. Madame Grotehenne s'agenouilla devant lui, pleura et le supplia de libérer son mari. A ce moment le corps de Grotehenne fut jeté dans la rue. L'homme avait été battu et ne formait plus qu'une masse de chairs sanglantes. Quelques hommes rapportèrent l'homme grièvement blessé, chez lui. Il ne se plaignait pas seulement des douleurs extérieures, mais de douleurs internes. Comme on soupçonnait le poison on lui ingurgita du lait. Il vomit. La femme qui lui essuyait l'écume de la bouche remarqua que son mouchoir était troué par l'acide que son mari avait rendu. Grotehenne reprenait de temps à autre suffisamment ses esprits pour raconter ses tortures. Il avait été dévêtu et pendant trois heures il avait été battu avec des verges d'acier. Entre temps on l'obligeait à nettoyer le plancher couvert de son sang avec ses vêtements.

Lorsqu'il fut sans connaissance et les dents serrées, les hommes des sections d'assaut essayèrent de lui ingurgiter de l'acide chlorydrique. Comme cela ne réussit pas tout de suite, on lui écarta de force les mâchoires. Ce faisant ils lui arrachèrent une partie de la lèvre supérieure.

Grotehenne mourut après de longues souffrances. Le corps fut autopsié. On diagnostiqua : *congestion cérébrale et brûlures internes*. Le Parquet s'occupa de l'affaire, mais jusqu'ici aucun des criminels n'a été mis en accusation.

LITTÉRALEMENT DÉCHIQUETÉ

(*Témoignage de Heidenau*)

Au début de mars on arrêta préventivement Fritz Gumbert de Heidenau. On l'accusait d'avoir enseveli des munitions et des armes. Il fut amené dans le fort Hönigstein et de là dans le camp de concentration d'Hohenstein. Là on l'enchaîna et on le tortura. Les tortures qu'il eut à subir furent telles qu'il en mourut. On déclara à sa femme qu'il était mort d'hémmorragies de l'estomac et de l'intestin.

Les ouvriers de Heidenau après cela, organisèrent une souscription et firent venir le corps à Heidenau. Ceci fut autorisé, quoique sous la condition expresse que le cercueil ne serait pas ouvert. Les ouvriers ne s'en tinrent pas à cet ordre. Aucun des témoins oculaires n'oubliera jamais cet instant. Le visage était entièrement raccommodé. Apparamment la langue manquait. Sur les bras la trace des chaînes était encore visible. La partie postérieure du corps n'était qu'un lambeau de chair tailladée et trouée. L'anus était bouché par des chiffons, lesquels devaient arrêter l'hémorragie. La colonne vertébrale était brisée. Les parties sexuelles étaient déchiquetées. La cuisse droite était fendue. La région épigastrique avait été piétinée si bien que les intestins en sortaient. Les lèvres affreusement mordues, prouvaient les douleurs atroces qu'avait enduré Gumbert.

En raison du rassemblement des ouvriers effarés et révoltés, le cadavre fut à nouveau sequestré par les Sections d'assaut. Le bourreau Kellinger arriva lui-même sur le lieu entouré d'un état-major de police et de médecins. On organisa une descente de police dans les logements ouvriers pour saisir les appareils photographiques et les plaques. Sous menaces de punitions sévères, on défendit à tous les témoins de parler. Ceux dont on savait qu'ils avaient assisté à l'ouverture du cercueil durent comparaître et reçurent l'injonction de fermer leur gueule.

Le vendredi 28 avril, l'enterrement eut lieu, 3.000 ouvriers et ouvrières environ y prirent part. Toutes les rues d'accès avaient été barrées par des sections d'assaut armées de carabines. Lorsque le cortège arriva devant la porte du cimetière, il fut attaqué par les nazis et disloqués. Seule la famille put y entrer.

Sur la tombe, parla un prêtre, qui ostensiblement portait la croix gammée.

RUPTURE DES REINS

« *Berliner Tageblatt*, 9 mai. — La police fait savoir que lundi matin est décédé à l'hôpital de Breslau de la Einbaumsstrasse l'avocat-docteur Eckstein, en prison préventive depuis le 28-5 ; mort d'inflammation pulmonaire et rénale avec commencement de troubles mentaux. »

La mort d'Eckstein n'a pas surpris les ouvriers de Breslau. Vous ne reverrez plus Eckstein, avaient déclaré les nazis lors de son arrestation. Lorsque, la veille du premier mai, on avait promené triomphalement les détenus préventifs, musique en tête, de la maison brune (Neudorferstrasse) au camp de concentration (Stechlauer Chaussée) Eckstein y manquait déjà. Les journaux avaient annoncé qu'il s'était blessé lui-même en prison. Il se trouvait dans un état qui rendait impossible de le montrer au public. On l'amena isolément au camp nouvellement installé. Les tortures y continuèrent. On lui a fait éclater les reins à force de coups. La congestion pulmonaire s'y est ajoutée, quand on eut réveillé la victime avec des seaux d'eau froide. On pourrait qualifier les assassins d'aliénés si leur attitude ne correspondait pas un à état normal provoqué par le gouvernement.

LYNCHÉS EN PRISON

Les trois récits officiels suivants concernant le cas Schumm démasquent entièrement les méthodes des services de la presse fasciste.

« I. Kiel, 1er avril, TM. Vers onze heures il y eut dans le magasin de meubles du juif Schumm une discussion au cours de laquelle le fils du propriétaire juif se précipita sur un homme des sections de soutien. Comme un camarade volait au secours de ce dernier, une lutte s'engagea entre ces deux hommes. Le propriétaire accourut et un coup de feu partit qui blessa grièvement à la poitrine Walter Asthalter de Kiel, 22 ans, membre des Sections de soutien.

L'incident en réalité se passa ainsi. Durant le boycottage des juifs, un groupe d'assaut occupa le magasin du marchand de meubles Schumm. Le propriétaire fut molesté par les intrus. Le fils du marchand l'avocat Schumm voulut le défendre. Il y eut discussion et bagarres pendant laquelle une balle partit — mais venant du côté des S. A. qui blessa grièvement un des leurs.

« II. Kiel, 1er avril (Agence Wolff). — Le fils du marchand de meubles Schumm qui ce matin a tiré quelques coups de feu devant le magasin de son père sur des S. A. dont l'un a été touché grièvement au ventre, a été fusillé dans la prison où il avait été mené. Comme il a été établi, plusieurs personnes avaient demandé à la préfecture de police de faire ouvrir la porte de Schumm. Lorsque ceci fut effectué, quelques coups de feu partirent qui firent sur-le-champ une victime. Le corps a été transporté à l'institut médico-légal. »

Le deuxième récit est corrigé dans la mesure où l'on prétend que Schumm qui ne possédait même pas d'armes n'aurait pas seulement tiré un, mais plusieurs coups. Le récit donne assez authentiquement les

circonstances de l'assassinat de Schumm, toutefois sans mentionner avec précision que les S. A. ont tué Schumm pour supprimer le témoin le l'incident sanglant du matin.

Ces récits sont si transparents, si maladroits, si compromettants que le même après midi l'office de presse central intervint et publia le troisième récit épuré et falsifié sur toutes les coutures.

« III. Kiel, 1er avril (Agence Wolff). — L'avocat et juif Schumm a abattu d'un coup de feu ce matin à onze heures et demie d'une balle dans le ventre le S. S. Walter Asthalter dans la Kehdenstrasse et ceci, d'après les renseignements reçus, sans raison sérieuse. La victime est morte à la clinique. Une foule révoltée s'assembla devant le dépôt avant que le transport de l'avocat Schumm par ordre du préfet de police, ait pu être exécuté. La foule excitée pénétra dans le dépôt où Schumm fut tué à coups de revolvers. Tout se déroula si vite que la police ne put rien éviter. La foule pénétra également dans le magasin du père de l'avocat Schumm, Kehdenstrasse et endommagea le matériel. »

Ce récit ne peut plus tromper le public sur les circonstances de l'incident, mais il a une signification autre et plus profonde ; il est à considérer comme un modèle de la manière dont de tels évènements seront présentés au public, par ordre du ministre de la propagande Goebbels... lorsqu'ils n'auront pas pu être cachés.

PRÉCIPITÉ PAR LA FENÊTRE

Le 16 avril, le leader des mineurs, Albert Funk, à Dortmund, fut reconnu par un nazi et dénoncé à la police. Albert Funk était un ancien dirigeant de grèves, anciennement député communiste au Reichstag et chef de l'union des mineurs. Estimé et aimé des mineurs révolutionnaires, Alfret Funk possédait la confiance des mineurs de la Ruhr, bien au-delà des limites du parti et du syndicat.

Albert Funk fut amené à la prison de Dortmund. Il réussit à faire sortir clandestinement une lettre dans laquelle il racontait les traitements dont avaient été victimes d'autres prisonniers. Funk ne fut pas maltraité pendant les premiers jours.

Les journaux ne disent pas un mot de son arrestation. Ce fait doit susciter les pires craintes. Que voulait-on faire de Funk ? Pourquoi taisait-on son arrestation ?

Le 26 avril, après un emprisonnement de 10 jours Funk a été assassiné. Sa femme arriva à la prison de Dortmund pour parler à son mari. L'administration lui fit déclarer qu'elle ne pouvait plus parler à son mari parce qu'il s'était empoisonné dans sa cellule.

Le lendemain, 29 avril, la presse du territoire de la Ruhr publiait de grandes « révélations sensationnelles » sur des prétendues découvertes d'armes, de dynamite, de « groupes terroristes » etc., dans la région de Recklinghausen. Le député communiste arrêté Albert Funk lors d'une tentative téméraire de fuite de la prison de Recklinghausen aurait

sauté d'une fenêtre du troisième étage dans la cour et se serait fait plusieurs fractures à la colonne vertébrale, aux bras et aux jambes. Il aurait été transporté à l'hôpital avec toute sa connaissance et serait décédé peu après. On tut que Funk était emprissoné depuis deux semaines environ et on ne dit pas un mot d'explications sur le fait que Funk avait été conduit subitement de Dortmund à Recklinghausen

Le chef mineur, Albert Funk, a été rendu fou par les tortures, et ses bourreaux l'ont forcé à sauter par la fenêtre. Des camarades emprisonnés qui se trouvaient alors dans la cour de la prison poussèrent des cris de terreur. Les assassins leur hurlèrent par la fenêtre : « Cochons de moscoutaires, vous pouvez prendre le même chemin ».

LA VEHME TUE LE Dr GEORG BELL

Le 5 avril, le Dr Georg Bell a été victime des assassins de la direction des sections d'assaut, à Durchholzen près de Kufstein (Autriche).

Les balles de Durchholzen ont mis fin à une vie aventureuse. Qui était Georg Bell ?

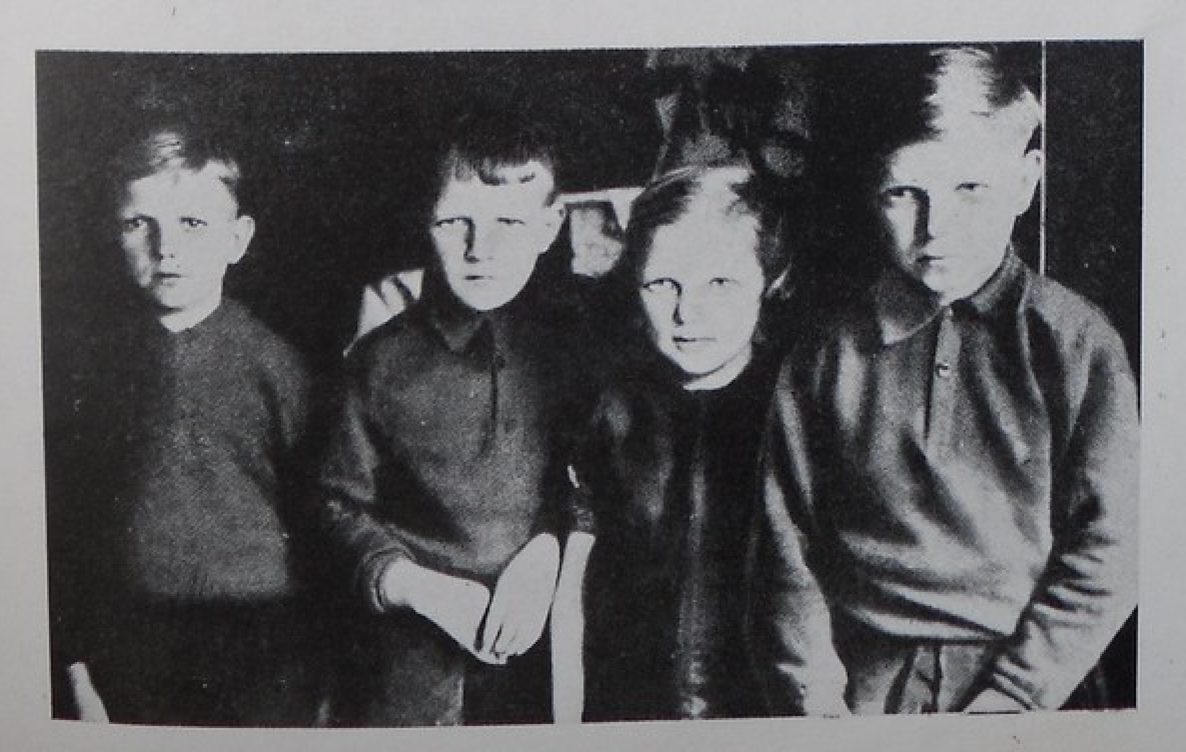
Jusqu'au commencement de 1930, c'est un agent dont l'existence n'était connue que de ses amis nazis. En janvier 1930 seulement il occupe l'opinion publique. A ce moment (lui qui déjà avait été condamné pour espionnage à Munich) il était au banc des accusés dans le procès des faussaires de Tcherwonetz. C'est lui qui aurait conçu le plan de falsifier des billets russes pour créer des difficultés à l'U. R. S. S. et arracher les états du Sud à la Russie.Bell manœuvra très adroitement au cours de ce procès. Lorsque le tribunal qui, de toutes façons, cherchait à ne pas trop approfondir les agissements dirigés contre l'état des ouvriers et des paysans, touchait à des points désagréables pour Bell, il menaçait de dévoiler ses relations avec des hommes d'état allemands. Ainsi il domina le tribunal, qui ne demandait pas mieux et fut acquitté. Mais un fait ressortit malgré tout du procès : derrière Bell dans cette histoire de fausse monnaie, se trouvait le roi du pétrole anglais, Sir Henry Deterding, qui voulait combattre la concurrence du pétrole soviétique et entrer en possession de nouveaux puits.

Deterding est aussi un des commanditaires du national-socialisme allemand, qui lui apparait comme le meilleur auxiliaire de ses plans anti-soviétiques, et anti-ouvriers. Mais l'homme de liaison entre Deterding et les nazis est Georg Bell. Ceci, on le sut au milieu de 1932 par un second procès qui eut lieu à Munich et qui eut un gros retentissement dans le public. Il s'agissait d'une plainte en diffamation du meurtrier de la Vehme et du chef du parti nazi, Schwart contre la *Münchener post* social-démocrate.

Quels étaient les éléments du procès ? Vers le 15 février 1932 la *Münchener Post* publia des informations secrètes d'où il ressortait qu'il existait dans le parti nazi une section spéciale qui avait pour tâche de faire disparaître des personnes gênantes. Cette section porte le nom de cellule B.

L'OUVRIER GUMBERT
MARTYRISE A MORT

En bas : 4 des 5 enfants de Gumbert.



In den Kerkern des 3 Reiches zu Tode gefoldert

Gen. Gumbert Heidenaŭ. Poll. im Kampfbund seit 13 Wochen in Schutzhaft.

Angeblich Munition + Waffen vergraben - nichts verraten - wurde deswegen gefoldert Starb daran. Hinterlässt Fraŭ und 5 Kinder im Alter von 8–14 Jahren. Lange Arbeitslos. Aktiv im Kampfbund. Gumbert ist 47 Jahre alt.

Bestand der Leiche

Untere Partie (Gesäss + Schenkel) alles kaputt. zerschlagen Handtuch ins Gesäss gedreht. Rückgrat gebrochen mit Gage ausgestopft Hoden halb abgetreten. Leisten am rechten Schenkel aufgerissen. Am Magen mit den Stiefel absätzen Löcher rein getreten so dass die Gedärme raus hingen Über arm ganz Blut unterlaufen

Nach der Überführung von Königstein (Schutzhaftlager) am Mittwoch, den 26. 4. nach Heidenau sollte der Sarg nicht geöffnet werden. Es geschah aber trotzdem. Die Leiche war in Blumen gebettet. Der Vater des Genossen Gumbert war aber misstrauisch nimmt die Decke mit den Blumen weg hebt die Leiche hoch und zieht das Hemde weg und sieht die Bescherung schreit - ~~und~~ rennt davon und holt Arbeiter + Frauen herbei - die sich Gen. Gumbert ansehen 100 aerte sind es gewesen

Die Frau des Gen G. fährt nach Dresden zu Killinger - die Leiche wird sofort beschlagnahmt. Bei verschiedenen Photographen wird Haussuchung

3, gemacht - Apparatte und Platten beschlagnahmt

Donnerstag ist Killinger selbst da mit einem Stab von Ärzten (Pirna + Heidenau Umg.) Der Bericht lautet: „Wer falsche Gerüchte über den Tod des Gen. Gumbert in den Umlauf setzt, wird bestraft."

Freitag ist die Beerdigung. S.A. mit Karabinern bewaffnet sperrt alle Zugangsstrassen ab. 3000 Heidenauer Arbeiter ~~und~~ Arbeiterinnen demonstrieren in geschlossenen Zuge zum Friedhof Dort wird er von den Banditen mit Hilfe der Karabiner gesprengt Nur die Angehörigen dürfen rein

Die Grabrede musste ein Pfaffe halten der mit dem 卐 geschmückt war.

4, Überführungskosten mussten von der Frau des Gen selbst bezahlt werden.

1 Geldsammler wurde verhaftet

Am Sonnabend, den 22. 4 wollte die Frau den Gen. Gumbert im Schutzhaftlager Königstein besuchen, selbiger war aber angeblich zum Verhör nach Hohnstein.

Am Montag, den 24. 4. erhielt sie die Nachricht das ihr Mann Tod sei

---

Die Lippen des Gen. Gumpert waren von den Qualen ganz zerbissen

---

Original du témoignage concernant Fritz Gumbert.

Dans ce procès, Bell témoigna de la façon suivante :

« Un jour Röhm lui aurait dit :
« Vous connaissez déjà la nouvelle ? On veut nous tuer, du Moulin-Eckhard et moi. »
« Il n'aurait au début pas voulu y croire jusqu'à ce que Röhm lui donnât quelques détails et précisa que le major Buch était derrière cette affaire. Peu après il aurait rencontré Schweickard dans un café. Celui-ci lui demanda également s'il savait déjà qu'on devait le tuer. Schweikard aurait ajouté :
« Un mot de moi à la police suffirait pour que toute cette sale bande aille en prison. »
« *La sale bande représentait la direction nationale du parti nazi.* Schweikard l'aurait alors questionné :
« Veux-tu connaître ton assassin ? Il va bientôt venir ici. » En effet le docteur Horn de Karlsruhe était alors entré dans le café. »

Dans ce qu'on a nommé le procès de Danzeisen qui eut lieu en juillet 1932, on apprit que Röhm et que du Moulin-Eckard à cause de leurs goûts homo-sexuels et Bell à cause de la connaissance qu'il en avait et dont il s'était servi comme moyen de chantage, devaient être « faits ». Les instructions étaient claires.

Wieland II — Etranger le.....

« A Hélène,

« Vous vous mettez de suite en liaison avec Solln (major Buch). Avant téléphoner à l'appartement. La femme de ménage est au courant. Voici les faits : On sait depuis longtemps que le comte de M. a avec R. des relations visées par l'article 175.
« Un certain Bell fait chanter R. Du M. a une grosse influence sur R. Il faut agir également chez Uhl. Le gros lièvre prendra soin de Uhl. Gue (Guensch) prend soin de Bell avec tout son groupe. L'affaire Ch. 50 (chambre 50 où était le comte du Moulin) sera pour vous, c'est la plus dangereuse. Desserrez les écrous des roues (le bleu Anton) ou encore quelque chose de mieux. Ch. 50 conduit une Opel 1050. Exercez grosse pression sur petit lièvre. Si non réussite, refuge juridique assuré. Femme de ménage est au courant.

Wld II. »

Ce n'est pas pour la seule raison que Bell connaissait trop de choses sur la vie des chefs qu'il a été tué, tué par ce même groupe G. dont les menaces les avaient poussés, son ami Röhm et lui, à s'adresser à un journal social-démocrate pour trouver du secours. La raison décisive était qu'il connaissait trop de choses concernant l'incendie du Reichstag et la participation de Göring, Goebbels et Röhm. L'instrument van der Lubbe étant aussi son agent, il pouvait tirer des déclarations de celui-ci, des conclusions sur ses relations. Ceci, nous l'avons prouvé clairement dans un chapitre précédent. Mais la direction des S. A., Göring et Röhm, savait-elle aussi par son organisation d'espionnage ce que savait Bell, qui voulait une fois encore monnayer ses renseignements.

C'est pourquoi Röhm donna l'ordre d'en finir avec Bell. Bell qui en entendit parler commença par se retirer du parti nazi. Lorsqu'il se vit poursuivi, il prit la fuite pour l'Autriche. Sa femme et ses filles furent

prises comme otages par les S. A. Par un ami de Bell, Konrad, l'homme des S. A. Röhm connut sa retraite. Bell par télégramme pria le chef tout-puissant de le ménager. Röhm donna l'ordre à quatre de ses gardes du corps d'entraîner Bell en Allemagne. Lors de leur départ, il leur dit :

« Apportez-le moi vivant ou mort. Mais je prèfère que vous l'ameniez vivant. Donc pas d'histoires, coup sur la tête, en auto et rapidement la frontière. »

Les assassins de Röhm roulaient dans une voiture de la direction du parti nazi, mais en outre le préfet de police munichois Himmler, également chef suprême des S. S. mobilisa une auto avec des hommes des sections d'assaut de la police auxiliaire.

Bell, entre temps prévenu télégraphiquement par Konrad, faisait ses malles lorsque ses poursuivants arrivèrent. Il refusa de les accompagner en Allemagne dans leur auto. Six coups de revolvers furent la réponse, tous le touchèrent, trois à la tête, deux à la poitrine, une dans le ventre. Bell était mort.

LA MORT DU VOYANT

Erik Jan Hanussen, alias Herschmann-Steinschneider, est né à Vienne le 2 juillet 1882, de parents juifs et originaires de Prossnitz (Tchécoslovaquie). D'abord artiste, il fait pendant la guerre des expériences de sourcier pour les militaires autrichiens et après la guerre entre au music-hall. Il fait passer ses tours de prestidigitations pour l'effet de forces surnaturelles, et il est pour cette raison arrêté à plusieurs reprises et expulsé de Vienne et de Memel.

C'est en Tchécoslovaquie pour la première fois qu'il fait le voyant sur une grande échelle. Il a le bonheur d'être dénoncé pour escroquerie par un gendarme Il réussit à empêcher la comparution du témoin le plus compromettant, son sécrétaire Erik Juhn qui lui a permis grâce à des truquages de faire le voyant. Le tribunal de Leitmeritz l'acquitte faute de preuves.

Grâce à cette réclame, il commence à faire le voyant en Allemagne, il est très connu, surtout depuis qu'il incorpore les questions politiques dans ses prophéties. Il organise des séances et des confrérences, crée un journal (*Hanussens Bunte Wochenschau*) et devient un homme riche. Après la victoire électorale des nazis au 14 septembre 1930, il se fait national-socialiste. Devinant d'où vient le vent, il commence à populariser Hitler. Il falsifie son passeport en y introduisant le petit « von ». Le voilà aryen de noble origine. Ainsi devient-il membre des sections d'assaut et ami de grands chefs nazis, spécialement du Comte de Helldorf. Lorsqu'en 1932 l'*Angriff* à l'occasion d'un procès d'escroquerie dit de lui : « le juif tchèque Hanussen, » Helldorf intervient et l'*Angriff* insère une rectification. Il met ses autos à la dispositions des sections d'assaut, son argent à la disposition des chefs des sections d'assaut et des S. A. Son chauffeur en est le chef.

Lorsque Hitler prend le pouvoir le 30 janvier, le juif Hanussen, entre temps converti au christianisme, publie une lettre ouverte à Hitler dans laquelle il fête la victoire de Hitler comme la sienne.

Après la « renaissance nationale » Hanussen devient présomptueux. Chaque soir à la Scala où il paraissait, il se faisait applaudir comme le prophète du IIIe Reich ; il passait dans de grosses firmes et des bureaux de rédaction juifs pour leur extorquer de l'argent en se réclamant de ses bonnes relations avec les S. A. Il alla même chez le directeur du *Berliner Tageblatt* « uniformisé », Karl Vetter et lui déclara qu'il pouvait le protéger de toutes les animosités des nazis. Le commissaire nazi des éditions Mosse von Ost, Helldorf et autres chefs des S. A. lui devaient beaucoup d'argent. Vetter n'accepta pas l'offre, mais alla chez von Ost lui remit un chèque élevé et le pria de se libérer ainsi de la dépendance de Hanussen. Ost répondit : « Ce n'est pas ainsi que ça se règle chez nous. » Ost alla voir Göring, Helldorf et Himmler.

Le même soir, le 24 mars, Hanussen fut arrêté avant son entrée en scène à la Scala. On déclara au public qu'il avait une dépression nerveuse. Le *Volkischer Beobachter* publia que Hanussen était à la préfecture de police de Berlin parce qu'il s'était glissé dans le parti nazi avec de faux papiers. En réalité on avait enlevé Hanussen en auto à Baruth près de Zossen, non loin de Berlin. Dix jours après des promeneurs trouvèrent son cadavre dans un fourré de la forêt, sa figure avait été complètement rendue méconnaissable par six balles. Un confident dangereux dépositaire de nombreux secrets de la Haute direction des S. A., avait été supprimé.

UNE SAINT-BARTHÉLEMY A KOPENICK

Dans bien des banlieues de villes allemandes, les sections d'assaut ont réalisé cette « nuit des longs poignards » annoncée par Hitler bien avant la prise du pouvoir. Dans la nuit du 21 au 22 juin, a Köpenick, banlieue de Berlin, les S. A. commencèrent un massacre brutal qui dura pendant quelques jours.

Le 21 juin, il y eut deux perquisitions chez le secrétaire de syndicat Schmaus à Köpenick, sous le prétexte de chercher des armes. Dans la nuit, la S. A. revint pour la troisième fois, amenant le gendre de Schmaus, un communiste arrêté et sous prétexte de coups de feu prit la maison.

Schmaus avait un fils idiot âgée de 22 ans qui fut réveillé par les coups de feu et qui, non habillé, le revolver en main se présenta devant la S. A. Sa mère effrayée lui cria : « Ne tire pas. » Mais il tira et blessa deux hommes des S. A. qui entraient.

Alors commença une tuerie. Rakowski, le beau-fils de Schmaus fut fusillé sur-le-champ devant la maison par la S. A. Le fils de Schmaus fut arrêté et maltraité jusqu'à la mort. Schmaus fut pendu dans la maison. La mère, accusée d'avoir crié « Tire donc » fut tellement torturée qu'elle en mourut quelques jours après.

Dans toute l'agglomération, à Köpenick et à Friedrichshagen, les « marxistes » la même nuit furent tirés de leur lit et parmi eux le chef de la Bannière d'empire et ancien président du conseil de Mecklenburg, Johannes Stelling, le fonctionnaire de la Bannière d'empire Paul von Essen, âgé de 55 ans et l'ancien chef de la Bannière d'empire de Friedrichshagen, Assmann, âgée de 57 ans.

Le sort des prisonniers dans cette caserne du crime nous est décrit par un témoin social-démocrate :

« L'auto nous amena à la prison du tribunal de Köpenick. La place était pleine d'homme des S. A. qui voulurent immédiatement se jeter sur nous. Le chef de section hurla pourtant : « Halte, ne frappez pas dans la rue. » Mais à peine avions-nous pénétré dans la prison que cela commença. Nous fûmes chassés en haut d'un escalier et d'un long couloir. Dans une grande cellule se trouvaient dix camarades le visage aux murs. Le plancher et les murs étaient couverts de sang. Une vieille femme saignant de la bouche et du nez devait nettoyer le plancher. Un homme des S. A. me demanda : « Connais-tu cette putain ? » Je regardais de plus près et reconnut avec effroi la mère de ma femme.

« Alors le camarade Kaiser reçut de Lohse l'ordre de donner un coup de poing dans le visage d'un autre camarade. Kaiser hésitait, il reçut lui-même un coup de poing de Lohse qui l'envoya la tête contre le mur. Puis les camarades furent forcés de se frapper l'un l'autre à coups de bâtons jusqu'au sang. Moi, je fus reçu en ces termes par Lohse : « Enfin te voilà cochon de marxiste. » Puis il me frappa au visage et ses compagnons l'imitèrent. A tous on rasa les cheveux et la barbe, à moi on me dessina aux ciseaux une croix gammée.

« Un camarade eut intentionnellement les ciseaux dans le nez et le chef cria : « Ca ne fait rien, si la peau vient avec, nous avons des pansements. » Ensuite nous dûmes passer dix fois environ entre deux rangées d'homme des S. A. armés de bâtons et de gourdins. Quelques personnes tombèrent alors. Entre-temps on avait amené au milieu de hurlements de triomphe le camarade Paul von Essen. Il chômait depuis longtemps, sortait à peine de l'hôpital, aveugle d'un œil, père de quatre enfants et ancien combattant. On le frappa d'abord à la figure, puis on lui arracha les pantalons et avec rage on frappa avec des bâtons et des gourdins sur son corps nu jusqu'à ce qu'il perdit connaissance. Un chef des S. A. dit alors : « Ce cochon-là a son compte. » Le camarade von Essen était mort pendant qu'on le torturait.

« Les prisonniers qui pouvaient encore se tenir debout durent, sur l'ordre de Lohse, boxer entre eux. S'ils n'en pouvaient plus on les forçait à coups de bâtons et de matraques à plus d'empressement. Je fus pour boxer mis en face d'un homme que je ne pouvais reconnaître, parce que son visage n'était qu'une masse enflée et sanglante. Ensuite, nous fûmes battus isolément dans une cellule. Là aussi, avec une régularité de pendule, se répétèrent les tortures. Enfin, on n'amena devant le chef de section Gerike. Dans mon désespoir, je niais être un marxiste ; Gerike donna alors l'ordre de ne plus me battre, mais si j'avais dit un mensonge, je serais fusillé.

« Peu de temps après, la porte de ma cellule fut ouverte, le chef de section Kobold de Köpenick, Aahlwitzer Platz, s'y précipita avec quelques hommes des S. A., me frappa et hurla : « Voyons, tu crèveras aujourd'hui même. »

« On me traîna le long du couloir jusqu'à la cellule de ma belle-mère. Deux hommes me tenaient. Cette femme de 53 ans fut battue par Kobold et d'autres, jusqu'à ce qu'elle en restât couchée. Elle est devenue folle et se trouve maintenant dans un asile. Je vis encore les deux frères Hasche, des connaissances à moi, deux tout jeunes gens battus ignoblement. Ces

HEINZ BASSLER
VICTIME DE LA
SAINTE VEHME



Bassler en avril 1933 a été tué de 8 coups de revolver en pleine rue. En haut : Bassler comme chef de section d'assaut. En bas : le même, le jour de son entrée au parti communiste (voir récit).

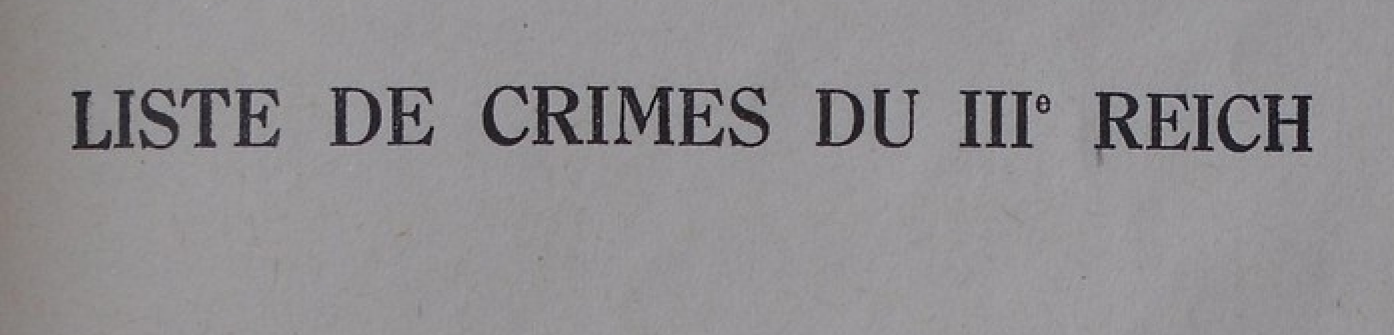
HEINZ BASSLER SUR SON LIT DE MORT

L'OUVRIERE GRETE MESSING TUEE A SELB (BAVIERE)

tortures durèrent toute la journée. Pour se relayer arrivaient de nouvelles colonnes de cogneurs. A quatre heures de l'après-midi, on vint dans ma cellule me donner l'ordre de retourner tout de suite chez moi. Le chef de section Kobold, et trois hommes me précèdaient sur des motocyclettes. Un homme des S. A. eut pitié de moi et me souffla à l'oreille qu'on voulait m'assassiner. Le chemin traversait un bois, là je réussis à m'enfuir. »

Le témoin n'a pas reconnu Stelling parmi les prisonniers, car leurs visages étaient complètement déformés. Quelques jours après on pêcha le cadavre de Stelling cousu dans un sac et couvert de blessures dans le canal de Finow. En même temps on retrouva deux autres cadavres inconnus. Onze hommes encore avaient disparu. Le 12 juillet on apprit à Friedrichlagen que le corps de Assmann avait également été retrouvé.

La direction des S. A. a consciemment organisé cette « nuit des longs poignards » pour créer en autorisant une liberté illimitée de meurtre, une diversion au mécontentement croissant des hommes des S. A. qui, à cette époque, faisaient pression pour une « seconde révolution » réalisant les exigences socialistes du parti nazi. Dans ces jours donc où Hitler plus ouvertement s'avoue aux ordres du gros capitalisme, le nombre des assassinats augmente dans toutes les parties de l'Allemagne.



LISTE DE CRIMES DU IIIe REICH

LISTE DE CRIMES DU IIIe REICH

> Mon père est mort, ma mère est folle, moi je ne suis plus tout à fait normale.
>
> (Lettre de la fille d'un ouvrier assassiné).

Nous publions un extrait de notre liste des ouvriers et intellectuels assassinés. Nous possédons des informations sur cinq cents crimes des S. A. Nous en publions aujourd'hui plus de deux cent cinquante. Nous basons nos données sur les récits officiels allemands, sur des nouvelles de journaux non démenties et sur des déclarations de témoins qui ont comparu devant nous ou devant nos hommes de confiance.

3 mars : *Geraes*, député communiste au Landtag, Oldenburg, *abattu dans la rue* (Wolff).

« Frankfurter Zeitung », 16 mars : « Le ministère d'État ne peut aucunement approuver le crime. Il a malgré cela arrêté l'instruction contre les personnes mises en état d'arrestation ».

Communiste inconnu : Homberg, arrondissement de Moers, *tuée d'une balle de pistolet* (Wolff).

(La police ajoute qu'elle suppose que les auteurs sont à rechercher chez les adversaires politiques.)

Membre inconnu du Reichsbanner, Brême, *fusillé dans la rue* (Wolff).

Ouvrier inconnu, Bernburg, *abattu par des nazis* (Wolff).

Gustav Segebrecht, Berlin, Liebenwalderstrasse, 44, *tué dans le café Stéphan*, Liebenwalderstrasse, 41, *l'artère radiale traversée d'une balle* (témoignage).

Bernard Wirsching, Berlin, Petristrasse, 8-9, *abattu dans son logement par des S. A.* (témoignage).

Ebeling, ouvrier, Magdebourg, *tué* dans la Breckenstrasse *d'une balle au ventre* (témoignage).

Weiss, économe de la Maison du Peuple, social-démocrate, Worms, *fusillé* (témoignage).

Jeune fille inconnue, Worms, tuée lors de l'attaque de la Maison du Peuple.

Fabian, ouvrier communiste, Kellinghusen, *abattu d'un coup de feu, mort à l'hôpital* (Wolff).

4 mars : *Deux ouvriers inconnus*, Cologne, *blessés grièvement dans une fusillade* (Wolff).

Membre inconnu du Front d'airain, Thaleschweiler, *abattu dans la rue* (Wolff).

Friedrich Marquardt, Dusseldorf Behrnestrasse 14, sans parti, *tué par ricochet d'une balle* (5 mars).

5 mars : *Klassen* et *De Longueville*, Oberhausen (Rhénanie), *lors d'une tentative de fuite, abattus dans la cour du lycée* (Wolff), tous deux ont reçu des balles de face (témoignage).

Warnicke, Quickborn près Pinneberg, *fusillé* (Wolff).

(Lettre à la femme de la victime : « Ça ne fait rien que votre mari ait été tué... Il ne se passera pas longtemps que vous et votre fils soyez couchés sur une civière) (Le fils à 8 ans.)

Membre inconnu du Reichsbanner, Allemagne du centre, *poignardé* (Wolff).

Les deux frères Bassy, Bankau (Haute-Silésie), *assassinés* par des S. A. (témoignage).

Karol Tarnow, Berlin, Neueköln, Knesebeckstrasse, *assommé* (témoignage).

6 mars : *Grete Messing*, ouvrière, Selb, *abattue dans la rue* (Wolff. Voir récit).

Hans Bauer, ouvrier sans parti, Berlin Moabit, *n'est pas ressorti de la caserne des S. A.*, 234 Friedrischstrasse (Hedemannstrasse) (témoignage).

Friedlander, ouvrier boulanger, 19 ans, Berlin, Friedrischshain-Allensteinerstrasse) *assassiné dans la caserne des S. A.* (Hedemannstrasse) (Berliner Tageblatt).

7 mars : *Barnard Krause*, ouvrier communiste, Wiesenau près de Francfort, *abattu par les S. A.* (Wolff).

Deux ouvriers de nom inconnu, Hambourg, *attaques des S. A. contre des ouvriers, tués 2, blessés 8* (Wolff).

Ouvrier inconnu, Dusseldorf, *tué dans une attaque*, Lewetzowstrasse (T. U.).

8 mars : *Ouvrier communiste* de nom inconnu, Billstedt près de Hambourg, *fusillé pendant une tentative de fuite* (Wolff).

Philipp, économe de la Maison des Syndicats, Breslau, *abattu lors de l'occupation de la Maison des Syndicats* (Wolff).

Heinrich Sparlich, maçon, Breslau, *tué par les nazis avec une balle et un coup de couteau dans le dos* (*Deutsche Allegemeine Zeitung*).

Balschukat, Nitschmann et Preuss, Berlin, Schöneberg, *cadavres découverts dans la forêt de Machnau, le 11 mars* (*Voss. Ztg.*) (voir récit).

Ouvrier communiste inconnu, Bochum-Dustern, *trouvé abattu dans la rue* (T. U.).

Ouvrier inconnu, Bochum, *attaqué de nuit dans son logement par six hommes inconnus et abattu* (T. U.).

Bless, membre de la Reichsbanner, Offenbach, *grièvement blessé dans une attaque des S. A. contre un local électoral, mort* (témoignage).

9 mars : *Membre de la Reichsbanner*, de nom inconnu, Munich, *cadavre découvert en décomposition dans la Maison des syndicats munichoise* (témoignage).

Landgraf, Chemnintz, directeur de journal, *abattu lors de l'occupation de la Volksstimme* (T. U.).

Hellpuch, ouvrier communiste, Duisberg, *retrouvé mort* dans le quartier Düssen (Wolff).

10 mars : *Madame Bicks*, 70 ans, Berlin-Weissensee, *des membres des S. A., Langhanstrasse tirèrent a travers la porte de son logement et tuèrent ainsi Mme Bicks qui portait un enfant dans ses bras* (Wolff).

Hermann, horloger, Dresde, fonctionnaire du S. O. I., *assommé chez lui* (témoignage, paru dans l'illégale *Dresdner Arbeiterstimme*).

Hans Saile, Braunschweig, *abattu lors de l'occupation du « Volksfreund »* (témoignage).

Ulrich, chez des social-démocrates de Hesse, *torturé jusqu'à la mort* (*Berliner Tageblatt*).

Deux ouvriers de nom inconnu, Zschopau, *abattu par des S. A.* (*Berliner Lokal Anzeiger*).

Alfred Petzlaff, ouvrier communiste, Berlin-Schöneberg, Nollendorfstrasse, 10 ; *emmené de son logement par des S. A., son cadavre entièrement méconnaissable a été retrouvé près de la gare Priesterweg* (témoignage).

Scheunflugel, ouvrier, Bernau près de Chemnintz, *tué par une balle perdue* (*Berliner Lokal Anzeiger*).

11 mars : *Erich Meyer*, jeune ouvrier, Spandau, *assommé* (*Frankfurter Zeitung*).

Robert Dittmar, ouvrier, Karlshorst près de Berlin, *trouvé fusillé* (*Berliner Lokal Anzeiger*).

Ouvrier de nom inconnu, Breslau, *poignardé* (T. U.).

Förster et *Tandler*, ouvriers communistes, Limbach près de Chemnitz, *abattus en fuite* (témoignage).

Paul Krantz, jeune ouvrier, Limbach près de Chemnintz, *abattu en fuite* (Wolff).

(Témoignage : Krantz refusa de trahir le séjour de son père... battu il tomba sans connaissance, reprit ses sens... on recommença à le torturer. Mais comme il ne révélait toujours rien, on le plaça contre un mur et on le fusilla. L'assassin est le nazi Moltz.)

Homme de nom inconnu, sans parti, Oppelm, *abattu sur l'escalier de l'Hôtel-de-Ville* (*Berliner Lokal Anzeitung*).

12 mars : *Kresse*, Conseiller municipal, social-démocrate, Magdebourg *abattu dans le local électoral de Felgeleben* (T. U.).

Eichholz et *Kather*, Tolkemith, *abattus en fuite* (T. U.).

Spiegel, avocat social-démocrate, Kiel, *assailli dans son appartement et tué* (Wolff).

13 mars : *Ouvrier inconnu*, Elbing, *trouvé mort avec une balle dans la tête, dans le Meissnerschen Grund* (T. U.).

14 mars : *Krug*, Schweinfurth, *tué par un membre des S. A.* « *en état de légitime défense* » (T. U.).

Ouvrier de nom inconnu, Hambourg, *abattu par des inspecteurs de la police criminelle* (Wolff).

16 mars : *Docteur Ascher*, médecin de l'Assistance, Berlin, Swinemünderstrasse, *assommé* (Wolff).

(Un de ses collègues raconte : Après un coup de téléphone, attiré dans un guet-apens, torturé et assommé).

Léo Krell, Berlin, *assommé* (voir récit).

17 mars : *Deux inconnus*, Elbing, *abattus en fuite* (Nachtausgabe).

18 mars : *Walter Schulz*, ouvrier communiste, Wittstocks-s/Dosse, *assassiné en prison* (témoignage).

Hans Sachs, fabricant, Chemnintz, *abattu* (Wolff)

Siegbert Kindermann, Berlin Charlottenburg, Kaiser Friedrichstrasse, *assommé et jeté par la fenêtre* (*Berliner Tageblatt*).

Ouvrier de nom inconnu, Berlin-Wedding, Gerichtstrasse, *assommé dans le local des S. A. Novalisstrasse* (témoignage).

19 mars : *Krebs*, ouvrier communiste, Berlin Moabit, Birkenstrasse, 54, *abattu par des S. A. dans la rue* (témoignage).

20 mars : *Günther Joachim*, avocat à Berlin, *torturé dans l'Ulap, décédé à l'hôpital de Moabit* (*Voss. Ztg.*).

Kurt Possanner, Berlin-Wien, *tué par la vehme* (journaux viennois).

(Vienne, 21 mars : Arrêté voici une semaine, parce que suspect d'activité politique, indésirable à Berlin...)

Abattu pendant le transport à la frontière autrichienne. Pendant longtemps, officier de liaison entre nazis allemands et autrichiens. Ces derniers temps, brouillé avec la direction.)

21 mars : *Otto Selz*, Straübing, *fusillé* (témoignage).

22 mars : *Walter Boege*, Ebersbach, *arrêté à Lobau, lors de l'occupation de la Volkszeitung* (social-démocrate), *abattu en* « *voulant fuir* » (*Voss. Ztg.*).

Wilhelm Wenzel, ouvrier communiste, Essen, *abattu dans la rue* (Wolff).

Dresche, Dresde, *trouvé assassiné* (témoignage).

Paul Reuter, Berlin Selchowerstrasse, *assommé par des S. A.* (témoignage).

23 mars : *Erich Lange*, ancien membre des S. A. Gelsenkirchen, *fusillé par des S. A.* (témoignage).

Franck, membre de la Reichsbanner, Worms, *prétendu suicidé* (*Unsere Zeit*).

(Témoignage : pris dans son lit, maltraité et pendu dans une écurie.)

Herbert Pangeritz, ouvrier, Berlin-Bergstrasse, 78, *torturé*, *décédé peu après son arrivée à l'hôpital Urban* (témoignage).

(Témoignage : le certificat médical dit : mort par suite de graves lésions intérieures, suites de piétinement de la vessie et éclatement de la boîte crânienne.)

24 mars : *Madame Arbets*, ouvrière, Glabach-Rheydt, *abattue en « voulant fuir »* (T. U.).

Erich Perl, jeune ouvrier, 17 ans, Leipzig, *après sa libération de la caserne nazi, abattu dans la rue* (témoignage).

Heinz Wesche et *Erna Knoth*, conseillers municipaux communistes, *l'un abattu dans la cour de la prison et l'autre assassiné dans sa cellule* (témoignage).

Haus, conseiller d'état en retraite, social-démocrate, Dortmund, *découvert mort dans un fossé à Eichlingshofen* (*Frankfurter Zeitung*).

25 mars : Le *président d'arrondissement social-démocrate*, Berlin Wedding, *torturé et mort à l'hôpital* (témoignage) (... forcé de tenir un discours dans le sens fasciste. Comme il s'y refusait... attrapé par les pieds et traîné du troisième étage par l'escalier de pierre jusque dans la rue).

Madame Müller, Aue, Saxe, *suicide prétendu* (témoignage).

27 mars : *Neumann*, propriétaire de grands magasins, Königsber,g *attaqué, battu et utilisé comme cible* (T. U.).

Grotehenne, Braunschweig, monteur télégraphiste, membre de la Reichsbanner. *Assommé dans le local des S. A.* (voir récit).

Docteur Max Plant, avocat, *battu à mort dans la caserne nazi de Cassel* pour cause d'animosité personnelle du sous-secrétaire d'État actuel Freisler, ordre donné par celui-ci.

Max Bilecky, Schöneberg, Hauptstr. 18, torturé dans la caserne des S. A. General Papestr., *mort à l'hôpital Urban* (témoignage).

29 mars : *Walter Schuetz*, Königsberg, député communiste, piétiné jusqu'à ce que mort s'ensuive. Aucun journal ne peut annoncer sa mort (voir récit).

30 mars : *Fritz Bolle*, ouvrier Siemensstadt, *trouvé poignardé* (Wolff).

Leibl Vollschläger, Berlin SO., Skalitzerstr., *enlevé, assassiné, jeté à l'eau* (témoignage).

Juif inconnu en Haute-Silésie, *pendu par les pieds et décédé* (Manchester Guardian).

1er avril : *Wilhelm Pötter*, boulanger et *Karl Görmann*, ouvrier communiste, Waldenberg (Neumark), *abattu en fuite* (*Voss. Ztg.*).

Wilhelm Dengmann, mineur, Meidrich-Duisburg, Hamborn, *abattu dans la rue* (*Voss. Ztg.*).

1er avril... trouvé mort. Le cadavre portait 4 plaies causées par des

balles. Il a dû être poursuivi par une personne et fusillé de dos. Il n'y a aucun indice des raisons du crime).

Ouvrier de nom inconnu, 23 ans, Munich, *abattu près de Schöffelding « en fuyant »* (Münchener Neueste Nachrichten).

Fritz Schumm, avocat, Kiel, *assommé dans sa celulle* (voir récit).

Pressburger, marchand de bestiaux, Munich, *abattu, prétendu suicidé avant son arrestation* (Münchener Neueste Nachrichten).

2 avril : *H. Wertheimer*, Kehl, *prétendue attaque d'apoplexie avant son arrestation* (Wolff).

3 avril : *Paul Iaros*, forgeron, Limbach près de Chemnitz, *abattu en fuite* (T. U.).

Litographe de nom inconnu, Augsbourg, *prétendue attaque d'apoplexie lors de l'arrestation* (T. U.).

Georg Bell, ingénieur de Munich, *abattu* dans l'hôtel de Durchholzen (Kufstein Basse-Autriche) *par des S. A.* (voir récit).

4 avril : *Henry Bässler*, Dusseldorf, *fusillé en voulant « fuir »*(Wolff) (voir récit).

Wilhelm Drews, ouvrier, Berlin, *trouvé mort, fusillé* (*Voss. Ztg.*).

Dr. Philippstal, Berlin-Biesdorf, médecin, *assommé* (*Berliner Tageblatt*).

5 avril : *Renois*, conseiller municipal, communiste, Bonn, *abattu en « fuite »* (T. U.) (témoignage... torturé, battu à en être méconnaissable... utilisé comme cible. Le lendemain arrivèrent des agents de police... déclarant à la femme de la victime : Nous n'avons rien pu empêcher. Nous n'avons rien à faire avec ça).

Sauer Zubachwitz, social-démocrate, *assommé dans le camp de concentration* Hohenstein (Neue Welt).

Wilhelm Drews, ouvrier communiste, Hambourg, *abattu dans la rue* (T. U.) (*Volkischer Beobachter*, 7 avril : Au cours d'une discussion politique mercredi soir, un ouvrier a reçu une balle par derrière. « Service de presse socialiste suisse »... « en rentrant la nuit, a été provoqué par un nazi ; en même temps deux hommes des S. A. s'approchèrent silencieusement de l'ouvrier par derrière et le frappèrent de plusieurs coups de couteau dans le dos... plusieurs témoins de ce lâche assassinat... »).

6 avril : *Max Niedermayer*, conseiller municipal communiste, Johann-Georgenstadt (Saxe), *assommé dans la prison de Zwickau* (témoignage).

Kurt Friedrich, ouvrier communiste, Johann-Georgenstadt (Saxe), *abattu* (témoignage).

7 avril : *Herschmann Steinschneider* (*Erik Hanussen*), Berlin, *crime de la Vehme* (T. U.) (voir récit).

8 avril : *Ouvrier de nom inconnu*, Berlin-Neukölln, Ganghoferstr, *assommé par des S. A.* (témoignage).

9 avril : *Walter Kasch*, Hambourg, assailli par des S. A. dans sa tonnelle et *abattu*.

10 avril : *Fritz Engler*, coiffeur, étranger à la politique, Chemnitz, *torturé à mort dans le Zeisigwald* (témoignage).

11 avril : *Max Rupf*, membre de la Reichsbanner, Chemnitz, *trouvé fusillé* (T. U.).

Dr Arthur Weiner, avocat, Chemnitz, *trouvé fusillé* (*Frankf. Ztg.*).

Alwin Anspach, ouvrier communiste de Friedersdorf près Zittau, *tué en prison préventive* (T. U.)

12 avril : *Benario*, avocat, *Arthur* et *Erwin Rahm*, commerçants de Nuremberg, *Goldmann*, commerçant de Nuremberg, *fusillés en voulant « fuir »* (Wolff, *Deutsche Allg. Ztg.*).

(témoignage Munich : tous 4 furent abattus par devant. L'enterrement ne put être annoncé dans aucun journal, personne ne put aller au cimetière).

Fritz Kollosche, Charlottenbourg, acquitté dans le procès de Röntgental, *torturé dans la caserne des S. A.* Rosinenstr., *décédé à l'hôpital* (témoignage).

13 avril : *Albert Janke*, député communiste au Reichstag, *prétendu suicidé* (Wolff).

(*Baseler National Zeitung*, 18 avril : l'ancien député communiste au Reichstag Janke qui se trouvait en prison préventive s'est pendu dans la prison. « La presse fasciste annonça au commencement de mars que Janka était entré au parti nazi, mais ce n'était qu'une fausse nouvelle. Il fut travaillé pendant des semaines pour déclarer sa conversion. Le mensonge ne pouvant se soutenir, on l'assassina en prison »).

Gustav Schönher, ouvrier, Hambourg, Alter Steinweg 7, *torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive* (Lettre du père au ministre de la propagande Goebbels parue le 19 mai dans la *Saarbrucker Arbeiter Zeitung*).

15 avril : *Spiro*, juif, 17 ans, Berlin, Schönholzerstr. 17, *torturé* dans le local Nazi Prinzenstr. 100, *assassiné dans la caserne Hedemannstr.* (témoignage).

16 avril : *Breitschneider*, Siegmar (Saxe), *trouvé mort* (Wolff).

18 avril : *Assesseur Beyer*, Créfeld-Uerdingen, *trouvé fusillé* (*Voss. Ztg.*).

Richard Tolleit, ouvrier communiste, Königsberg, *abattu en « fuite »* (*Frankf. Ztg.*).

Ouvrier de nom inconnu, communiste, Königsberg, *abattu en « fuite »* (T. U.).

19 avril : *Cheminot auxiliaire de nom inconnu*, Munich, *poignardé dans le dos, prétendu suicidé* (Münchener Neueste Nachrichten).

Alfred Elker, chrétien, *assommé par des S. A., à cause de son aspect juif*. Les Leipziger Neueste Nachrichten publient l'annonce mortuaire qui contenait cette phrase : par suite d'un malentendu mon mari m'a été arraché. »

Statt jeder besonderen Anzeige.
Alfred Elker
geboren 26. 9. 86. gestorben 19. 4. 33
Durch *ein Missverständnis* wurde mir mein Mann entrissen.
Um stilles Beileid bittet
Martha Lotte Elker geb. Weinert
nebst Angehörigen.

20 avril : *Kaminski*, Dortmund-Hoerde, membre de la Ligue contre le fascisme, *assommé en prison* (témoignage).

Le lendemain dans un journal illégal de Dortmund, on accuse le préfet de police Scheppmann d'être l'auteur de cet assassinat.

21 avril : *Fritz Dressel*, menuisier, dirigeant de la fraction communiste du Landtag *prétendu suicidé*, suivant le récit d'un témoin, assassiné à Dachau (Münchener N. Nachr.).

22 avril : *Max Kassel*, laitier, Wiesbaden, *abattu dans son logement* (*Deutsche Allgemeine Ztg.*).

Salomon Rosenstrauch, Wiesbaden, *tué dans son logement* (*Deutsche Allg. Ztg.*).

Paul Pabst, ouvrier, *prétendu suicidé dans une caserne des S. A.* (*Germania*).

23 avril : *Brigadier de police Kurt Benke*, membre des S. A., Berlin, *apparemment crime de la Vehme* (*Angriff*).

Paul Herde, ouvrier, Lubben, *abattu* (*Voss. Ztg.*).

Franz Schneider, ouvrier anti-fasciste, Goch (Rhénanie), *prétendu suicidé en prison* (*Voss. Ztg.*).

Konietzny, ouvrier communiste, Oelsnitz (Erzgebirge), *prétendu suicidé en prison* (*Voss. Ztg.*).

24 avril : *Banlieusard inconnu*, Horner Moor, *enduit de goudron et brûlé* comme les chrétiens sous Néron, *prétendu suicidé* (*Volkischer Beobachter*, 25 avril) (voir récit).

Cordes et son fils, commerçant, Wittmund près Brème, *fusillés pendant un pogrome* (Wolff).

(*Bremer Zeitung*, 24 avril : Dans la nuit de lundi, le commerçant juif C. fut attiré hors de sa maison et tué de trois balles. Sa femme a été projetée à terre. Le fils de 24 ans a été tué dans son lit d'une balle à la tempe).

25 avril : *Mendel Haber*, commerçant, Dortmund, *abattu, jeté à l'eau* (*Dortmunder Generalanzeiger*).

Deux ouvriers de nom inconnu, Heil (Lippe), *retrouvés morts* (*Völkischer Beobachter*).

Granitza, ouvrier, Königsberg, *abattu en « fuite »* (Nachtausgabe).

26 avril : *Willy Plonske*, ouvrier, Berlin, Manteuffelstr. 97, *retrouvé mort* (*Angriff*).

27 avril : *Erwin Volkmar*, Berlin-Neukölln, boxeur, *meurtre soi-disant non-politique, abattu dans la rue* (*Angriff*).

28 avril : *Homme de nom inconnu*, Wollenberg, arrondissement Oberbarnim, *abattu et brûlé* (Récit de la police judiciaire de Prenzlau : « Le cadavre a été arrosé de benzine et allumé. Plusieurs flaques de sang indiquent que le lieu de la découverte était aussi le lieu du crime et que la victime vivait lorsqu'on y a mis le feu).

Funk, député communiste au Reichstag, Dortmund, *assassiné en prison, prétendu suicidé* (Angriff) (voir récit).

Fritz Gumbert, ouvrier communiste, Heidenau, après tortures de plusieurs semaines, *assommé et enterré le 28 avril* (voir récit).

29 avril : *Homme inconnu*, près de Werneuchen, dans la Marche, *trouvé assassiné* (Wolff).

30 avril : *Hackstein*, ouvrier communiste, Grevenbroich, *abattu en « fuite »* (*Köln. Ztg.*).

Andres von Flotov, national-allemand, membre du Ministère de la Reichswehr, arrêté par des S. A. et *fusillé* à Neubuckow près de Schwerin (Mecklenburg) *en voulant « fuir »* (Conti).

Fin avril : *Ouvrier de nom inconnu*, Ebersdorf (Saxe) et *Heinz Goldberg*, sportif rouge, Niederkummersdorf près Löbau, *fusillés dans la cave de la maison Hermann Göring* (témoignage).

2 mai : *Rodenstock*, secrétaire social démocrate des ouvriers municipaux et deux fonctionnaires inconnus des syndicats, torturés dans le local des S. A., Wittekindstr. et *assommés* (témoignage).

Danziger, commerçant juif de Duisburg-Hamborn, assailli de nuit par des membres des S. A. et *maltraité de telle façon qu'il en mourut peu après* (témoignage).

3 mai : *Dr Ernst Oberfohren*, président de la fraction nationale allemande au Reichstag, *trouvé mort dans son appartement de Kiel*. La presse allemande annonça un *suicide* (voir récit).

4 mai : *Casque d'acier de nom inconnu*, Berlin, *fusillé dans le local des S. A. Sturmvogel*, Malmöer-Ecke Uckermünderstrasse (*Arbeiter-Zeitung Saarbruck*).

5 mai : *Simon Katz*, artisan, citoyen polonais, *battu à mort* (témoignage).

Homme de nom inconnu, Potsdam-Geltow, *jeté à l'eau ligoté* (*Voss. Ztg.*).

Spangenberg, ouvrier communiste, Bredereiche, arrondissement de Templin, *prétendu suicidé en prison* (*Voss. Ztg.*).

Teinturier de nom inconnu, Sagan, *prétendu suicidé en prison* (Wolff).

6 mai : *Jeune fille de nom inconnu*, Grossen, *trouvée morte* (Angriff).

8 mai : *Dr. Eckstein*, président du parti ouvrier socialiste, Breslau, *torturé à mort* (Wolff) (voir récit).

9 mai : *Dr Meyer*, dentiste, arrêté par des membres des S. A. à Wuppertal et conduit au local de Dusseldorf. Là il fut *mortellement maltraité et défiguré, puis mené en auto vers le barrage de Möhne et noyé* (témoignage).

Des amis de Dusseldorf reçurent un avis anonyme que pour le cas où ces faits seraient publiés, 10 autres juifs « auraient à le payer ».

Galinowsky, ouvrier, Allenstein, *abattu en voulant* « fuir » (Wolff).

10 mai : *Jeune ouvrier de nom inconnu* (sportif rouge), Berlin-Wedding, *assassiné à la caserne de Hedemannstr., retiré du canal de la Spree avec la gorge tranchée* (témoignage).

11 mai : *Biedermann*, député social-démocrate au Reichstag, Hambourg, *prétendu suicide* (*Frankf. Ztg.*).

Gluckow, ouvrier communiste, Berlin S. O., Palisadenstr 9, torturé, *mort à l'hôpital Hedwig* (témoignage), (sur l'acte de décès il y a : Hémorragie interne par suite de violences).

12 mai : *Sepp Goetz*, député communiste au Landtag, *assassiné au Camp de Dachau après une torture de plusieurs semaines* (déclaration d'un témoin occulaire enfui de Dachau).

13 mai : *Agent de la police auxiliaire des S. A. de nom inconnu*, Kiel, *trouvé mort* (*Frankfurter Zeitung*).

Frankf. Ztg. : 14 mai : « Dans un bois près du canal Kaiser Wilhelm à Kiel... pas encore établi si crime ou suicide. » *Crime de la Vehme.* D'après un témoin la victime avait demandé dans un local nazi quand le gouvernement penserait à réaliser sérieusement ses grandes promesses.

Henseler, ouvrier communiste, Dusseldorf, *fusillé* (*Germania*).

15 mai : *Dr Alfred Strauss*, Munich, avocat, 30 ans, juif national allemand, arrêté par ordre de son confrère Frank, ministre de la justice à Bavière, *gravement maltraité et tué* (témoignage).

Casque d'acier de nom inconnu, Berlin, pendant un concert publique des casques d'acier *attaqué par des S. A. et poignardé* (témoignage).

Paletti, Berlin-Schöneberg, *torturé à mort* (témoignage).

(Sur la poitrine et dans le dos on démarqua deux croix gammées au fer rouge, puis on le frappa si fort que ses reins se détachèrent. Est mort peu après de ses blessures).

17 mai : *Hermann Riedel*, Gladbeck, *prétendu suicide* (Der Tag).

Homme inconnu, Berlin, *prétendu suicide* (*Voss. Ztg.*).

Johannes et Wilhelm Bardt, Duisburg, *assommés.*

Honkstein, Grevenbroich, « *abattu en voulant fuir* » (Wolff).

19 mai : *Leonhard Haussmann*, fonctionnaire communiste, au camp de Dachau, *fusillé en* « *fuite* » (Wolff).

20 mai : *Arthur Muller*, ouvrier du Reichsbanner, *enlevé en auto par les nazis, et dans la caserne des S. A. General Papestr, torturé et tué* (témoignage).

(Le corps fut complètement déformé, le crâne enfoncé, l'œil droit hors de l'orbite. Toute la figure déchiquetée, recouverte de stries et de traces sanglantes, un bras cassé à deux endroits).

25 mai : *Schloss*, commerçant de Nuremberg, *abattu* (témoignage).

26 mai : *Gromann*, peintre de Duisburg, *fusillé par des membres de S. S.* dans un petit bois de *Kalkumer*. Les assassins épinglent un billet sur le cadavre : « En souvenir de Schlageter » (témoignage).

27 mai : *Franz Lehrburger* de Nuremberg, 29 ans, dans le camp de Dachau, *abattu en « fuite »* (*Fränk. Kur.*).

(Témoignage : Les parents reçurent un cercueil scellé et sous menace de graves punitions il leur fut défendu de l'ouvrir).

29 mai : *Wilhelm Aron*, référendaire de Bamberg, 20 ans, Reichsbanner, *abattu à Dachau « en fuyant »* (*Bamberger Zeitung*).

Fin mai : *Deux ouvriers communistes fusillés dans le camp de Siegburg* (témoignage).

8 juin : *Membre de l'opposition des S. A.*, Dusseldorf, *abattu en diffusant des tracts* (*Dortmunder Gen. Anz.*).

(Communiqué du préfet de police de Dusseldorf du 10 juin : Les derniers jours à plusieurs reprises, ont été diffusés des tracts sous le titre : « Alarme, feuille de combat du groupe des membres révolutionnaires de la compagnie 39 des S. A. » Un de ces distributeurs dont l'identité n'a pas encore pu être établie, a été retrouvé tué la nuit précédente au pont du Rhin).

10 juin : *Karl Lottes*, ouvrier communiste, « *abattu en voulant fuir* ».

Fritz Kokorenz, membre de l'opposition des S. A., *abbatu dans son logement*, Berlin, Köpenickerstr. 114 (témoignage).

(Kokorenz avait eu les derniers temps des disputes répétées avec ses supérieurs. La veille de sa mort il avait dans une réunion des S. A. tenu un discours oppositionnel. Son logement se trouve dans la même maison que le bureau nazi. Devant son corps deux membres des S. A. dirent : « Il faut être prudent, autrement il nous arrivera la même chose »).

Walter Ernst, trouvé à demi enterré au cimetière de Henningsdorf près Berlin (Wolff).

12 juin : *Ouvrier inconnu*, Essen, « *abattu en voulant fuir* » (T. U.).

20 juin : *Walter Kersing*, ouvrier, membre de la Ligue de combat nationale allemande, Francfort-s/Oder, *tué lors de discussions avec les nazis* (Wolff).

21 juin : *Paul Urban*, ouvrier, Brandenburg, *prétendu suicide en Prison* (Nachtausgabe).

Trois inconnus trouvés dans l'étang de Filz à Neustädtel près Zwickau (12 Uhr Mittagsblatt).

22 juin : *Altenburg*, ouvrier communiste, Arnswalde (Neumark), « *abattu en fuyant* » (*Deutsche Allgem. Ztg.*).

Famille Schmaus, Berlin-Köpenick, *père, mère et fils assassinés par des S. A.*

Rakovski, ouvrier, Köpenick, *abattu par les S. A.* (voir récit).

Johannes Stelling, ancien président du conseil de Mecklenburg, entraîné à Köpenick et *tué* (voir récit).

Paul von Essen, chef du Reichsbanner, Köpenick, *torturé à mort* (voir récit).

24 juin : *Arthur May*, fonctionnaire communiste d'Aix-la-Chapelle, *abattu en fuyant* pendant le transport à la forteresse Julich (sect. de presse de la police, Aix-la-Chapelle).

26 juin : *Ouvrier inconnu communiste*, Brunswick, *assassiné en prison, prétendu suicide* (Wolff).

29 juin : *Dr Rosenfelder*, avocat de Nuremberg, *assassiné au camp de Dachau* (témoignage).

Fin juin : *Gläsper*, secrétaire régional du S. R. I., Elberfeld.

Gottschalk, conseiller municipal (frère de Franz G. *assassiné*), et *Otto Dattem*, conseiller municipal communiste, Elberfeld, peu après de leur libération du camp de concentration *assassinés et jetés à l'eau* à la Ponsdorfer Talsperre.

Erwin Dähler, jeune ouvrier, Elberfeld, Wirkstrasse, *trouvé mort* avec le corps en morceaux sur la Müllkippe.

Gorsmeyer, jeune ouvrier, Elberfeld, tué par les S. A. en auto après arrestation, trouvé mort le lendemain dans le Beck.

Ouvrier inconnu, Elberfeld, *trouvé mort* dans la Bremerstr. (2 blessures au ventre, 1 dans la poitrine).

Ouvrier inconnu, Elberfeld, Osterbrunn *trouvé mort* (2 blessures au ventre, 2 dans le dos).

(Toutes les déclarations sur les crimes sanglants d'Elberfeld ont été contrôlées, 6 autres informations n'ont pas encore pu être vérifiées. Les crimes ont presque tous été dirigés par le chef des S. A Puppe, Elberfeld, Reitbahnstrasse).

Hunglinger, major de la police, Munich.

Sebastian Nefzger, Munich.

Michael Sigmann, social démocrate, Pasing, *assassiné dans le camp de Dachau* (témoignage).

1er juillet : *Max Margoliner*, Breslau, commerçant de 24 ans, *torturé dans la maison brune* de Karlstrasse au mois d'avril, *mort deux mois après à l'hôpital juif*, Breslau-Sud (témoignage).

10 juillet : *Joseph Niess*, journaliste, secrétaire régional de la Ligue prolétarienne des libres penseurs, Erfurt.

Alfred Noll, fonctionnaire communiste, Jena *et un ouvrier communiste inconnu*, Erfurt, *fusillés lors d'une occupation clandestine au journal communiste* Thuringer Volksblatt *par des S A* (témoignage).

12 juillet : *Assmann*, fonctionnaire du Reichsbanner, Köpenick-Friedrichschagen, *victime de la Saint-Barthélémy de Köpenick* (voir récit).

Van Teude, ouvrier communiste, Essen, prisonnier politique depuis octobre 1931, *tué en fuite* (Conti).

Schulz, député communiste au Landtag, *par suite de tortures, mort à la prison* (*Temps*).

Fritz Lange, ouvrier Königsberg, *lynché* (Angriff).

Joseph Messinger, ouvrier communiste, Bonn, *tué en prison, prétendu suicide* (Havas).

14 juillet : *Franz Braun*, rédacteur de la *Volkswacht*, Stettin, le *lendemain de son arrestation, tué dans sa cellule* (Conti).

Ouvrier communiste inconnu, Stettin, *abattu à coups de revolver* (Conti-Wolff).


Die Wahrheit

Zeitung der K.P.D.-Oberlausitz | Nummer 7.

Der Wahrheit eine Gasse!

Kleine Nachrichten aus dem 3. Reich

Die Rote Fahne

DIE ROTE FAHNE

No 5.

BERLINER ORGAN DER KPD

Die Rote Fahne

Mit Thälmann vorwärts zum Sieg!

Gruß des ZK. an den eingekerkerten Führer

FASCHISTEN WIRTSCHAFT

RETTET HARBURG KAMPF DER FETT VERORDNUNG

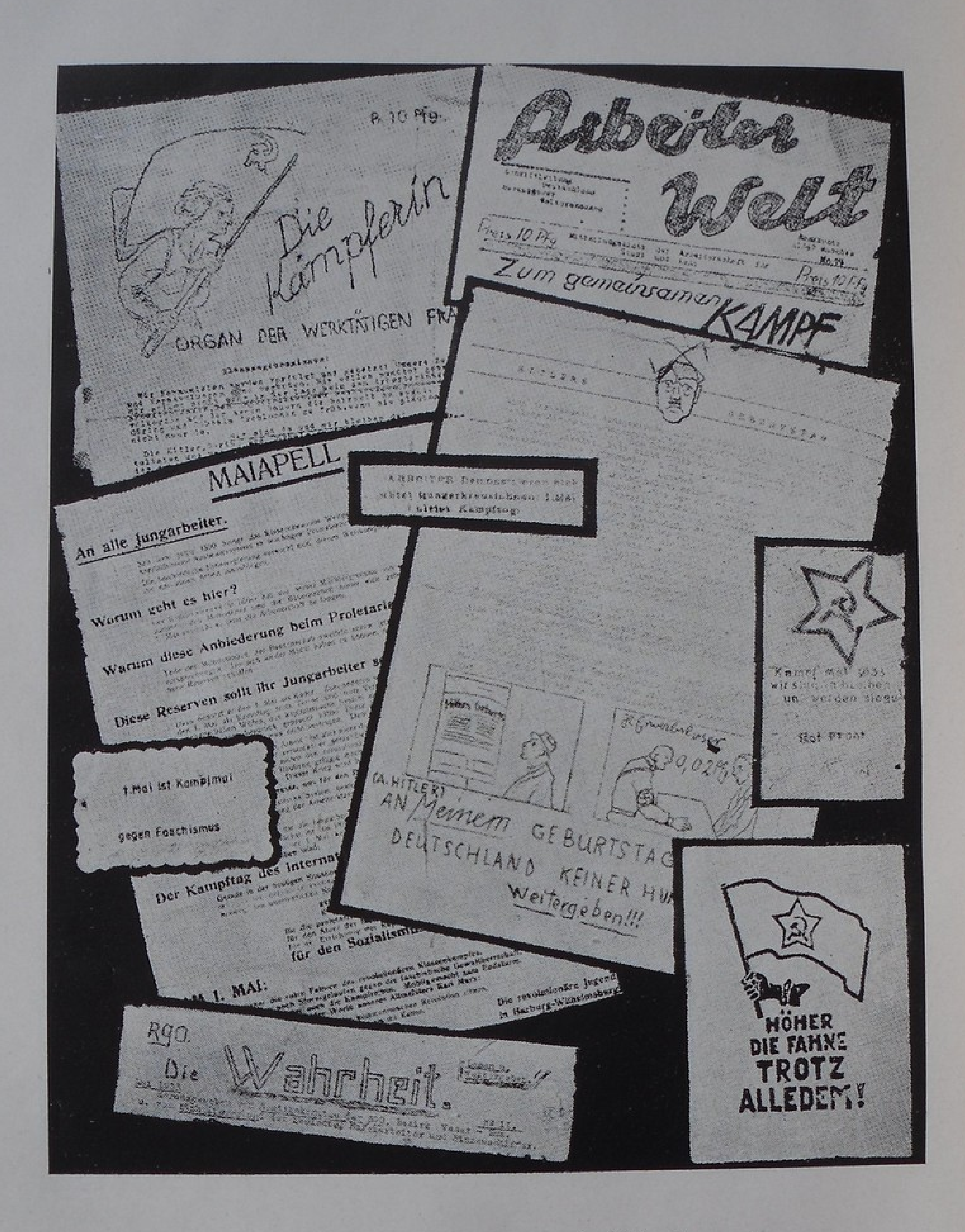
SCHMALZ UND EIER SICH VERTEUERN HERR HITLER SENKT DIE – AUTOSTEUERN

Städtische Arbeiter! Strassenbah

HUNGER KREUZ

ROT FRONT trotz alledem!

Publications anti-fascistes.



Journaux et tracts imprimés illégalement

Trois communistes de nom inconnu arrondissement de Schwerin, pendant le transport au camp de Sonneburg, *tués en voulant fuir* (*Voss Zeitung*).

Fonctionnaire communiste de nom inconnu, Bochum, lors d'un interrogatoire, *abattu en voulant fuir* (*Viss Ztg.*).

15 juillet : *Speer, tailleur*, Berlin, *trouvé la gorge tranchée* près de l'Institut d'essai pour les armes à feu (témoignage).

Klara Wagner, secrétaire, Berlin-Treptov, *abattue* (témoignage).

17 juillet : *Docteur Wilhelm Schäfer*, Francfort, anciennement national socialiste, connu par sa publication des Documents Boxheimer (instruction sur la terreur des nazis en 1931), *trouvé abattu dans la forêt municipale de Francfort* (*Gazette de Francfort*).

20 juillet : *Ouvrier de nom inconnu*, Berlin, *trouvé mort au Hirschgarten*, (témoignage).

Homme de 50 ans, Berlin, *trouvé mort près du pont du Musée* (témoignage).

Hugo, Feddersen, ouvrier communiste, *mort en prison, prétendu suicide* (Wolff).

Membre de l'opposition des S. A. Obermensig près de Munich, *abattu près de l'usine de Karlsberg, crime de la Vehme* (Conti-Wolff).

24 juillet : *Érich et Gustave Rudolf* du Dühringshof, *abattus en fuyant à Landsberg-s/Warthe* (*Gazette de Francfort*).

Trois membres de l'opposition des S. A. trouvés morts dans le Grunenwald, près de Berlin. Crime de la Vehme (témoignage).

Jaskowiak, nazi de l'opposition, Leverkusen, *abattu par un membre des S. A., en prétendue légitime défense* (Dortmunder. Général. Anzeiger).

29 juillet : *Solecki*, Iserlohn, ouvrier, *abattu par la police auxiliaire, en prétendue légitime défense* (Wolff).

Heinrich Foerding, ouvrier communiste, Coesfeld, *précipité par la fenêtre de la préfecture de police de Recklinghausen, prétendu suicide* (Wolff).

Le 1er août, les ouvriers *Lütgens, Tesch, Wolff et Möller furent exécutés à Altona.*

Une information de Brunswick dit que dans les dernières semaines, dix prisonniers y furent assassinés parmi lesquels se trouvaient le membre du Reichsbanner, *Otto Rose* (suicide, *Benno Ehlers*, âgé de 19 ans, battu à mort, le secrétaire de l'Union des cheminots *Hermann Basse*, les communistes *Karl Wolff* et *Erich Schlepmann*, jetés du troisième étage de la Maison du Peuple. Un autre récit dit que dans la nuit du 4 au 5 juillet, 10 *ouvriers* ont été fusillés dans l'ancien local du A. D. G. B. à Rieseberg. Ces informations ainsi que les nouvelles de l'assassinat du député social-démocrate *Faust* dans le camp de concentration de Brême, l'exécution de 15 *membres* de l'opposition des S. A. au camp de Wilsede, n'ont pas pu être contrôlés avant l'impression. Le tome II du *Livre Brun* contiendra les documents sur les crimes non encore publiés du fascisme hitlérien.

LA LUTTE HÉROÏQUE
DES OUVRIERS ALLEMANDS

LA LUTTE HÉROÏQUE DES OUVRIERS ALLEMANDS

Préfecture de police de Brême : « Malgré l'avertissement de la police publié il y a quelques jours concernant la diffusion de publications illégales et le rappel des graves punitions, des communistes ont distribué mardi soir l'illégale « Arbeiter Zeitung » sur six pages » (26 mai 1933).

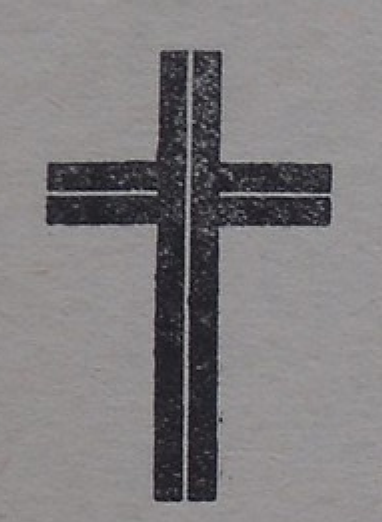
Office de presse de la police de Berlin: « Lors de la perquisition on trouva de nombreuses publications et beaucoup de matrices pour la fabrication de tracts de 1er mai à Steglitz et Friedenau » (28 avril 1933).

Office de presse de la police de Stuttgart : « Quoique la confiscation et la mise sous séquestre de toutes les publications communistes aient été déjà ordonnées, le 1er mars 1933, il est encore diffusé des tracts communistes dans tout le pays ». (21 avril 33).

Ce livre a parlé des auteurs véritables de l'incendie du Reichstag et de la barbarie de la terreur hitlérienne, mais les anti-facistes allemands, qui ont écrit collectivement ce livre, veulent annoncer joyeusement au monde entier qu'il existe une autre Allemagne vivante. C'est l'Allemagne de la lutte libératrice souterraine et illégale des anti-fascistes. C'est l'Allemagne de l'héroïsme vrai. C'est l'Allemagne de ceux qui en sacrifiant leur bonheur et leur vie défendent héroïquement l'honneur et l'avenir socialistes du peuple travailleur allemand.

Hitler a voulu détruire tous les partis politiques. Mais il y a un parti qui ne peut être détruit : c'est le Parti qui combat illégalement, le Parti communiste allemand. Les informations du gouvernement hitlérien lui-même prouvent journellement le fait que ce parti est un adversaire inébranlable et actif. Il poursuit son action et de toute l'Allemagne arrive la nouvelle que des groupes entiers d'ouvriers de la sociale-démocratie, de la Reichsbanner, des jeunesses socialistes et des ouvriers chrétiens s'unissent en un front unique avec les ouvriers communistes travaillant illégalement pour la lutte pratique contre la dictature de Hitler.

Déjà pendant l'incendie du Reichsatg les tracts anti-fascistes circulaient parmi les masses ouvrières. Les logements ouvriers, les caves et les greniers des maisons ouvrières sont transformés en imprimerie



Im Zeichen des Kreuzes.

Ein C. d. Mille-Film der Paramount

Das große Filmwerk schildert eine der grausigsten Episoden der Weltgeschichte. Der blutrünstige Tyrann Nero ließ vor seinen Getreuen die Stadt Rom anzünden und beschuldigte die Christen, das Feuer angelegt zu haben. Das war der Vorwand zu einer furchtbaren Christenverfolgung. Jeder, der einen Christen fing, erhielt einen Kopfpreis von 30 Silberlingen. Wer verdächtig war, die Bestrebungen der Christen zu unterstützen, war vogelfrei. Tausende wurden gefangen, in die Kerker gesperrt und wilden Tieren im Zirkus zum Fraße hingeworfen. Der Kaiser wollte durch diese Zirkusspiele die hungernden Massen Roms von ihrer eigenen Not ablenken, sie zum Kampf gegen das verrottete Herrschaftssystem der Cäsaren abhalten.

Aber die blutigen Orgien konnten das verfaulte System der Ausbeutung und Unterdrückung nicht retten, das fluchbeladene Reich zerbrach, die Lehre Christi wurde nicht ausgerottet, die Religion der Sklaven triumphierte.

Einen Preis von 20 000 Mark

hat die Regierung ausgesetzt für die Aufklärung des Brandes, der am Abend des 27. Februar im Reichstag ausbrach. Wer das Folgende aufmerksam liest, kann den Preis leicht verdienen. Die in den Zeitungen veröffentlichten Einzelheiten ergeben einen so vollständigen Indizienbeweis, daß jeder gewissenhafte Untersuchungsrichter ohne Zaudern den wahren Schuldigen und Anstifter des Reichstagsbrandes erkennen, anklagen und verurteilen müßte.

Wer hatte die Verantwortung für die Sicherheit des Reichstagsgebäudes? Der Leiter der preußischen Polizei, der preußische Innenminister Göring und der Reichstagspräsident, der die Polizeigewalt im Hause selbst hat, Göring!

Minister Göring behauptet, daß einige Tage vor dem Brande bei der Durchsuchung des Karl-Liebknechthauses „Dokumente" gefunden wurden, welche die Pläne der KPD. enthüllten, durch Brand-

Vers la fin du mois de mars parut une brochure imprimée illégalement sur l'incendie du Reichstag qui fut diffusée à travers toute l'Allemagne. Extérieurement elle est copiée sur une brochure de publicité pour le film de Cecil de Mille : « Sous le signe de la croix ».

clandestine. Des centaines de leurs agitateurs ont été arrêtés, ils ont été remplacés par des milliers de nouveaux combattants, instruits et convaincus. Les persécutions et les tortures ont pû croître, la voie de la lutte anti-fasciste de libération en a retenti plus audacieuse. Chacun des journaux illégaux, des communistes est ligne pour ligne écrit avec du sang ouvrier. A la parution de chaque numéro correspondent, là où a lieu la publication, de nouveaux actes de persécutions.

L'organisateur de l'incendie du Reichstag Göring a dû donner aux communistes un éclatant certificat de désagrégation anti-fasciste. Au moment de la dissolution de la Ligue de combat des jeunes nationaux allemands, (fin juin 1933) en exposant les raisons officielles, il déclara que la Ligue de combat avait été complètement infectée par les communistes. Au début de juillet, les déclarations menaçantes de Hitler et de Frick contre une deuxième révolution, prouvent que le travail de démasquage du régime hitlérien se poursuit également dans de larges couches des sections d'assaut et du parti nazi.

Les quelques pages suivantes ne peuvent montrer qu'une petite partie de l'Allemagne souterraine.

LA « ROTE FAHNE » ILLÉGALE

Un des secteurs les plus importants de la lutte anti-fasciste est la parution et la diffusion de la presse illégale. La *Rote Fahne*, l'organe central du Parti communiste allemand a paru régulièrement depuis l'incendie du Reichstag. Actions de police avec razzias de mobilisations de millers d'espions, rondes nocturnes des S. A. et des S. S. à travers les imprimeries ne peuvent empêcher la parution de ce journal. La feuille illégale sur 4 ou 6 pages trouve toujours le moyen d'arriver dans les maisons ouvrières de Wedding, dans les ateliers de Siemens de l'A. E. G., dans les dépôts de tramways de la société de communications de Berlin. Même si la présentation technique de la *Rote Fahne* est moins bonne qu'auparavant, chacun de ses exemplaires n'en trouve que plus de lecteurs. Le journal chrétien social de Vienne *Reichspost* du 27 mai en donne l'intéréssante description suivante :

« La Rote Fahne a paru d'abord dans une édition imprimée illégalement à trois cents mille exemplaires, suivie de nombreuses éditions polycopiées. Des imprimeries clandestines auparavant installées pour ce but, des machines à polycopier, des machines à écrire commencèrent à fonctionner. Bientôt la plus grande partie des journaux locaux, de cellules et d'usines étaient de nouveau en circulation et des centaines de milliers de tracts passaient de main en main dans les usines et les offices de chômage. »

« Dans vingt quartiers du grand Berlin, on diffuse en dehors de la « Rote Fahne », une fois, à certains endroits deux fois par semaine, des journaux tirés sur des stencyls et des plaques de métal. Ils ont tous comme titre « Rote Fahne ».

De nombreux, de simples ouvriers sont les rédacteurs de ces journaux.

DES HAUT PARLEURS ROUGES DANS TOUTE L'ALLEMAGNE

La police Hambourgeoise communique au début de mai :

« Malgré les mesures de défense très sévères des autorités, il arrive constamment que les publications de haute trahison du parti communiste, particulièrement des tracts, la « Hamburger Volkszeitung » interdite et d'autres écrits marxistes soient fabriqués et diffusés dans la rue et les maisons. »

Dans la Ruhr a paru le *Ruhr-Echo*, plusieurs fois à un tirage élevé. Le numéro du premier mai du journal des ouvriers de la Ruhr était même imprimé en deux couleurs. De nouvelles éditions polycopiés parurent sans cesse dans les quartiers d'Essen, lorsque ces quartiers furent visités à fond par les S. A. et les S. S., bien que les gens suspects seulement d'avoir distribué des journaux fussent horriblement torturés.

Une lettre d'un ouvrier de Munich raconte que chaque semaine il y paraît un journal reproduit à 3.000 exemplaires. Six camarades de la Bannière d'empire aident à la distribution du journal.

La direction de la police de Brême, le 23 mai, fait paraître des appels contre l'*Arbeiter Zeitung* illégal, tiré sur 6 pages, la *Suddeutsche Arbeiter Zeitung* de Stuttgart paraît imprimée, de même les organes illégaux à Leipzig et à Francfort-sur-Mein. En Rhénanie, à Dusseldorf, on a diffusé en avril et mai plusieurs numéros du *Freheit* de Dusseldorf. A Mannheim s'élève de nouveau la voix de la *Rote Fahne Badens*. A Erfurt paraît le *Thuringer Volksblatt*. En juillet a été découverte une imprimerie clandestine. Immédiatement trois fonctionnaires ont été abattus par les S. A.

LA VOIX DES ANTI-FASCISTES DANS LES USINES

Le parti communiste, seul, s'était préparé pendant des années pour un travail illégal dans les usines. Ses membres avaient, avant même l'instauration de la dictature hitlérienne, été instruits en vue de la fabrication et de la diffusion clandestine de jounaux d'usines.

A l'A. E. G. de Berlin paraissent des journaux d'entreprises illégaux. Dans le port de Hambourg paraissent les feuilles *Hafentélégramme*, *Funksprüche* et *Der Sturm*.

Un ouvrier de l'A. E. G. écrit (*Antifaschistische Front*, du 2 juillet 1933) sur les méthodes du travail illégal dans l'usine :

« Notre dernière feuille volante, parut sous un format de 10 × 20 cms. Voilà comment nous l'avons faite : D'abord nous avons élaboré les mots d'ordre, puis nous les avons découpé dans le linoléum, puis nous avons cloué la bande linoléum sur un buvard et imprimé morceau par morceau. Dans la nuit, nous avons collé une quantité de feuilles aux portes de l'usine et les autres nous les avons jetées librement dans la rue. Les col-

lègues, qui étaient littéralement affamés de littérature ont, le matin en venant à l'usine ramassé d'enthousiasme les feuilles et chacune a passé dans des dizaines de mains. »

De Hambourg d'une entreprise d'employés nous vient l'information qu'aux cabinets dans cette entreprise chaque fois que le rouleau de papier était tiré il en sortait une feuille volante, minuscule, où un extrait d'un journal illégal. Dans l'usine de Siemens, à Berlin-Spandau, la jeunesse anti-fasciste a réussi à diffuser jusqu'au dernier numéro du journal d'usine. La *Rote Wacht* des entreprises de Bielefelds est vendue en commun par les ouvriers communistes, social-démocrates, et membres de la Bannière d'empire.

« ACTIONS-ECLAIR »

Pendant les mois passés en des centaines et des centaines d'endroits, il y a eu des démonstrations plus ou moins grandes des anti-fascistes, la plupart du temps sous forme ce de qu'on appelle des « actions-éclair » Les actions-éclair, ou « démonstrations volantes », se passent en général ainsi : les ouvriers s'assemblent à un signal donné à un point fixé d'avance, manifestent pendant quelques minutes en criant des mots d'ordre contre la dictature de Hitler et en chantant des chants anti-fascistes. Ces démonstrations se disloquent en général, avant que la police et les S. A. puissent intervenir. Cette méthode souple a pour but d'éviter un grand nombre d'arrestations.

Au mois d'avril des démonstrations semblables eurent lieu entre autre à Remscheid, Cleve, Krefeld, Siegen, Worms, Osterode, Dusseldorf et Linden près de Hanovre.

Au début de mai par exemple on annonce de Hambourg que la jeunesse communiste distribue 10.000 tracts imprimés, a collé 80 affiches fabriquées par elle et peint des mots d'ordre sur les murs et les colonnes dans toute la ville. Quelques démonstrations-éclair furent entreprises auxquelles chaque fois participaient 300 jeunes anti-fascistes. Un anti-fasciste danois raconte les méthodes de l'agitation anti-fasciste telles qu'il les avait vues appliquer pendant un séjour en Allemagne. Dans une rue ouvrière paraît tout à coup un chœur parlé, le cri éclate : *Qui a allumé le Reichstag? Les nazis*. Un instant plus tard les quatre hommes du chœur parlé ont disparu.

Au début de mars on vit à travers d'une rue ouvrière de Dorstmund un transparent : *Néron a brûlé Rome et accusa les chrétiens. Hitler a mis le feu au Reichstag et accuse les communistes.* Fin avril, les mêmes phrases furent collées dans différentes parties de Dorstmund.

La *Vossische Zeitung* du 3 mai écrit :

« Comme l'annonce l'agence Wolff, un drapeau rouge avec la faucille et le marteau a été fixé à Bernau, le 1er mai sur la pointe de l'église de Marie. Il a été enlevé le 1er mai de bonne heure par les hommes des S. A. Lorsque à l'Hôtel de Ville, le jour de fête du travail national, on voulut hisser le drapeau à la croix gammée on dut constater qu'il avait été volé

pendant la nuit. L'émotion causée par cette double provocation est indescriptible à Bernau. Dans la nuit du 1er au 2 mai, les S. A. en liaison avec la police arrêtèrent 40 personnes suspectes qu'ils ont conduites au camp d'Oranienburg ».

Avant le 1er mai, les « agitations-éclair » des anti-fascistes augmentèrent en nombre. Le 29 avril à neuf heures du soir des milliers de tracts volèrent sur les passants des maisons de la Frankfurter-Allee au coin de la Königsbergstrasse. Dans les grands magasins Tietz, on en jeta dans les galeries et dans les escaliers, dans le hall vitré. Le 1er mai, 300 ouvriers de Berlin manifestèrent en allant à la Peterburger Platz.

En mai la nouvelle vague de l'activité anti-fasciste s'accroît. Le 12 mai, le 12 *Uhr Blatt* de Berlin parle de la dislocation violente d'un cortège de démonstration communiste avec 10 arrestations. A Stuttgart Ost, dans la colonie Reitelsberg, les jeunes ouvriers manifestent contre la dictature de Hitler. La nouvelle vague d'arrestations en juin ne put pas empêcher les actes de courage des anti-fascistes.

« Le 9 juin, dans l'Est de Berlin, aux Écuries centrales, eut lieu une démonstration à laquelle participèrent 5 à 600 ouvriers. Peu avant 7 heures du soir sur le signal d'une troupe, les ouvriers s'assemblèrent venant des rues adjacentes, dans la Eldenacherstrasse. Contenant un grand nombre de garçons des abattoirs des Écuries centrales et de bouchers des environs, le cortège se mit en route au chant de l'Internationale. Avec des vivats au parti communiste, des cris : *A bas le gouvernement hitlérien*. La démonstration passa par les Eldenacher, Hansburg, et Thaerstrassen jusqu'auprès de la Frankfurter Allee. Les troupes d'assaut fascistes des casernes des environs ne réussirent pas à disloquer le cortège des ouvriers. La police alarmée pratiqua des arrestations au hasard après la fin de la manifestation.»

HÉROS DE L'ANTIFASCISME

C'est avec une dureté cruelle que les chefs nazis persécutent les anti-fascistes qui continuent à combattre illégalement en Allemagne. S'ils tombent dans la main des S. A. cela signifie souvent la torture et la mort. La préfecture de police de Brême, le 1er juillet 1933, a préconisé publiquement la torture des anti-fascistes arrêtés sous prétexte de préparation à l'interrogatoire par la police :

« Comme suite aux affiches « Derniers avis », le préfet de police a donné des instructions que toutes les personnes, qui malgré les avis, seront arrêtées à l'avenir pour propagande marxiste ou toute autre activité dirigée contre l'État, seront en premier lieu menées à une association nationale (!) L'association nationale est chargée en tant que soutien de la police politique, d'interroger soigneusement les inculpés sur leur crime et ensuite de les conduire avec le résultat de l'enquête à la police secrète de l'État. »

A la torture et à l'assassinat, le gouvernement ajoute l'emploi de la faim :

« Cassel, le 8 juillet. — Dans le canton de Schmalkalden, qui appartient à l'arrondissement de Cassel, on a remarqué ces derniers jours une

propagande renforcée des communistes auprès des chômeurs. A plusieurs reprises il a été distribué des tracts communistes dont on n'a pas pu découvrir les auteurs et les distributeurs. Le maire de Schmalkalden a alors ordonné qu'à tous les bénéficiaires de gauche d'allocations de l'assistance, soient retirés tout secours aussi longtemps que les criminels ne seront pas découverts. »

« Devant les tribunaux d'exception les anti-fascistes accusés sont sans défense, sans témoins, sans aucune possibilité de se défendre. Le juge est le bourreau. Avant même que l'accusation soit lue, le juge sait déjà quelle condamnation draconienne il doit prononcer.

De nombreux accusés se conduisent héroïquement devant le pouvoir fasciste. Voici une information relative au procès du 2 juin à Altona contre 20 ouvriers anti-fascistes :

« L'ouvrier communiste Lutgens contre qui le procureur avait demandé la peine de mort, déclara que la demande du procureur était pour lui un honneur, car pour un révolutionnaire la peine de mort prononcée par un tribunal de classe, était la plus haute récompense qu'il pouvait obtenir, et l'habit du prisonnier un vêtement d'honneur. Il déclara aussi qu'il éprouvait comme une honte, qu'un mouchard accusé pour la forme, soit en prison avec lui et exigea pour finir que la peine éventuelle de ce mouchard lui soit ajoutée, pour qu'il ne reste pas emprisonné avec ce voyou. »

Au milieu de mai, la dactylographe Jürr, fut condamnée par le tribunal à un an et demi de maison de correction pour avoir transmis des tracts. Le *Tag* de Berlin déclara :

« L'accusée dit devant le tribunal, que maintenant encore elle faisait sienne la pensée communiste, à quoi le procureur répondit : « Il faut qu'ici on dise une fois en toute franchise avec quelle impudeur et de quelle façon malhonnête les communistes osent se présenter encore devant le tribunal d'exception. »

Des faits semblables se passent journellement devant les tribunaux d'exception d'Allemagne. Il ne paraît dans la presse des informations que sur une petite partie des procès seulement. L'opinion mondiale a été alarmée fin mai par les condamnations à mort des ouvriers anti-fascistes Barthel et Winkler à Chemnitz, ainsi que des ouvriers Lutgens, Tesch, Wolff et Möller à Altona. Depuis, le nombre des condamnations à mort croît de semaine en semaine : à Dessau, à Cologne, à Harburg-Wilhelmsburg, à Berlin, à Hambourg on prononce en série des condamnations à mort d'ouvriers anti-fascistes, pour des faits depuis longtemps amnistiés, pour des faits de légitime défense, ou des faits auxquels les accusés n'ont pas pris part. Ils sont condamnés non pas pour ce qu'ils ont fait, mais pour leurs idées.

Nous n'avons pu donner qu'un aperçu de la lutte anti-fasciste illégale. Ici nous n'avons pu montrer l'organisation des grèves politiques et économiques par des anti-fascistes, ni les centaines de mouvements dans les entreprises, ni les révoltes dans les camps de travail obligatoire sous la direction des jeunes anti-fascistes. On en parlera dans le deuxième volume du *Livre Brun*.

Il reste encore à écrire le chant héroïque de la lutte libératrice illé-

gale en Allemagne : combattants qui malgré l'assassinat menaçant tiennent bon contre l'attaque brune ; prisonniers qui à l'annonce de leur mort répondent par un acte de foi dans le socialisme ; torturés qui sous les coups des verges d'acier et des matraques chantent l'Internationale ; héros tels que l'instituteur Wihlelm Harrmann, en Hesse, qui devant porter le drapeau de la croix gammée et crier : « Vive le Fuhrer du peuple allemand Adolf Hitler », jeta le drapeau par terre et sous les coups des S. A. cria : *Vive la Révolution et le camarade Thälmann*.

Des dizaines de milliers de combattants anonymes sont à l'œuvre dans le IIIe Reich pour délivrer l'Allemagne et le monde de la honte de la barbarie brune ; potence, tribunaux d'exception, tortures, camps de concentration les menacent. Leur fermeté et leur courage ne peuvent pas être brisés. Il répondent de l'Allemagne libre et socialiste qui vient. Par leur active audace, ils allument sans cesse les étincelles d'où sortira la flamme de la liberté socialiste.

TABLE DES MATIÈRES

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie R. Bussière. — 23-9-1933.